

Johan de Kalb

UNE VIE POUR LA LIBERTE

Milon-la-Chapelle

Décembre 2021

« Hérité n'est pas ressemblance, mais héritage. Portant en nous mieux et pire que nous ne sommes, nous léguons à nos descendants de quoi différer de nous. »

Jean Rostand *Pensées d'un biologiste*



Jean, baron de Kalb (1732-1780) de Belluchi Tito Marzocchi (1800 – 1871)
Versailles, châteaux de Versailles et de Trianon

Sommaire

Memoir of the Baron de Kalb	8
John Spear Smith, Maryland Historical Society	
The Story of General Johann De Kalb	42
Percy K. Fitzhugh	
Un Chapitre de LA VIE DE DE KALB	78
Jean Nachtmann	
A propos du fonds de Kalb	123
Xavier Soulange-Teissier	
Annexe 1	197
Annexe 2	201

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage se veut de rassembler les différents écrits et documents sur notre ancêtre qui installa sa famille à Milon la Chapelle en achetant la seigneurie de la Chapelle Milon.

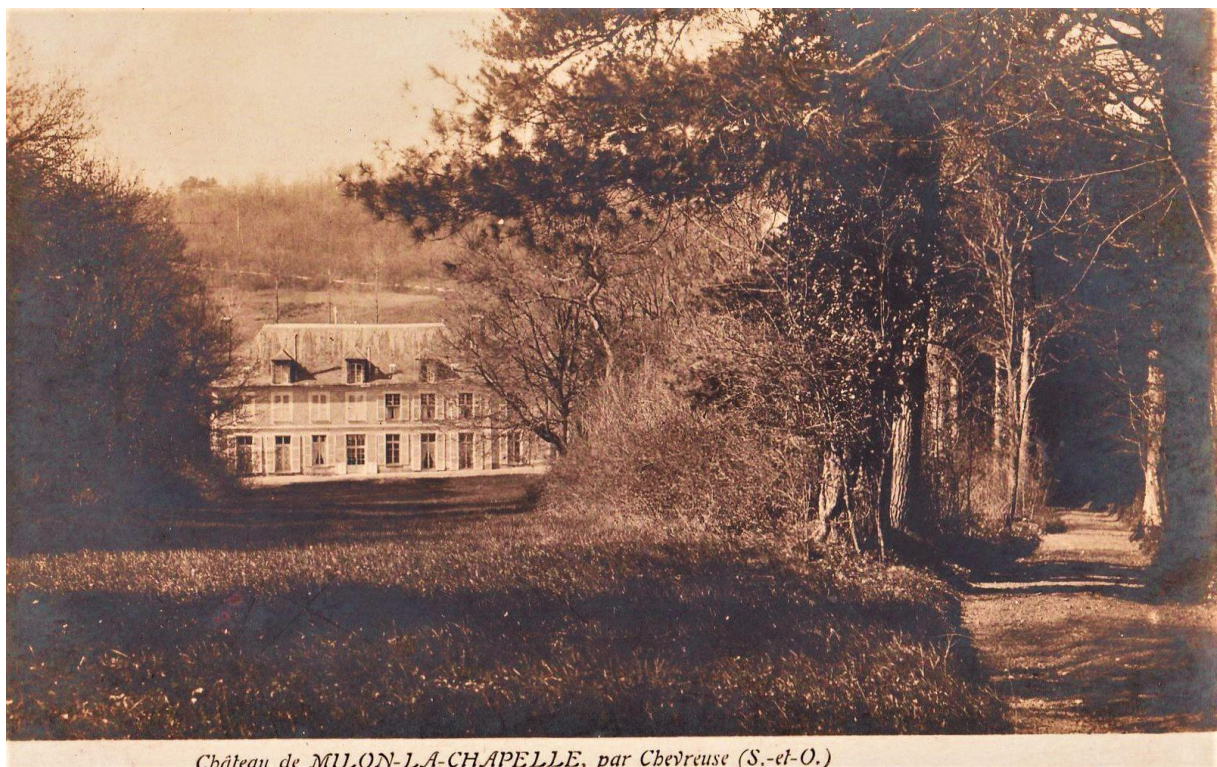


Les évolutions socio-économiques de notre société changent les paradigmes d'une famille. Ainsi les modifications de la structure familiale liées à ces changements sont nécessaires pour évoluer, sans pour autant, oublier le passé parental et sa transmission. Une certaine forme de filiation à la fois historique et éthique se transmet au travers des branches familiales. Or l'éclatement du noyau familial, essentiel du fait des mutations économiques, ne doit pas faire disparaître cette parentalité du passé vers le présent. L'acceptation de cet héritage calquée sur les transformations de la société, n'est pas un carcan mais libère le poids de nos traditions.

Ce patrimoine, habituellement assimilé à une mémoire, à une descendance, ne nécessite pas d'être muséifiée. Il ouvre cette hérédité qui est historique et culturelle, mais ne nous tient pas en dépendance du passé

L'idée que le patrimoine assure la continuité entre ceux qui l'ont produit, et nous qui en sommes les héritiers, permet de cimenter cette parentalité. De là naîtrait la charge de conserver, de préserver, de sauvegarder cette richesse pour la transmettre à notre tour. Une telle idée reprend la conception du patrimoine en tant que bien transmis à l'intérieur d'une famille, selon la chaîne des générations. Nous ne serons pas toujours propriétaire du capital matériel mais nous en gardons la transmission immatérielle.

Actuellement la seigneurie de la Chapelle Milon avec ses terres, ses exploitations, son château ne sont plus propriétés familiales, même si l’empreinte existe toujours.



A chaque époque, la société se modifie, se diversifie, se transforme et les membres d’une famille vivant au sein de cette société en transmutation, avec ces variants structurels et économiques, ne permet plus la survivance du noyau familial mais n’en dissout pas les racines.

La transmission d'un bien immatériel, s'appuyant sur l'histoire, est une reconstruction d'un lien avec un monde disparu, depuis le présent, à partir d'écrits. Loin d'être continuité mémorielle, le patrimoine ouvre donc une filiation culturelle. Celui-ci ne doit pas nous tenir en dépendance du passé mais simplement instaurer un rapport au passé et au présent. Cette approche permet de ne pas séparer ce qui est différence de ce qui est continuité. Cet avoir familial ne peut être considéré comme seul aspect de la différence, il est filiation entre nous et ceux qui l'on construit.

L'encrage historique d'une localité ne doit pas avoir d'emprise familiale, mais permet une forme d'émancipation de la trajectoire historique. De Kalb, lié à l'œuvre des Lumières du XVIIIe siècle, s'est inscrit dans une émancipation sociale par son combat pour la liberté. Protestant, prussien, franc-maçon, installant sa famille dans la vallée janséniste de Port Royal des Champs, il s'affranchit, se libère des préjugés et de l'emprise des traditions.

L'utilisation de l'écriture permet de transcrire la mémoire qu'elle constate de reproduire. Ces quelques pages de ce spicilège sont transmis d'une génération à l'autre, permettant un capital filiatif.

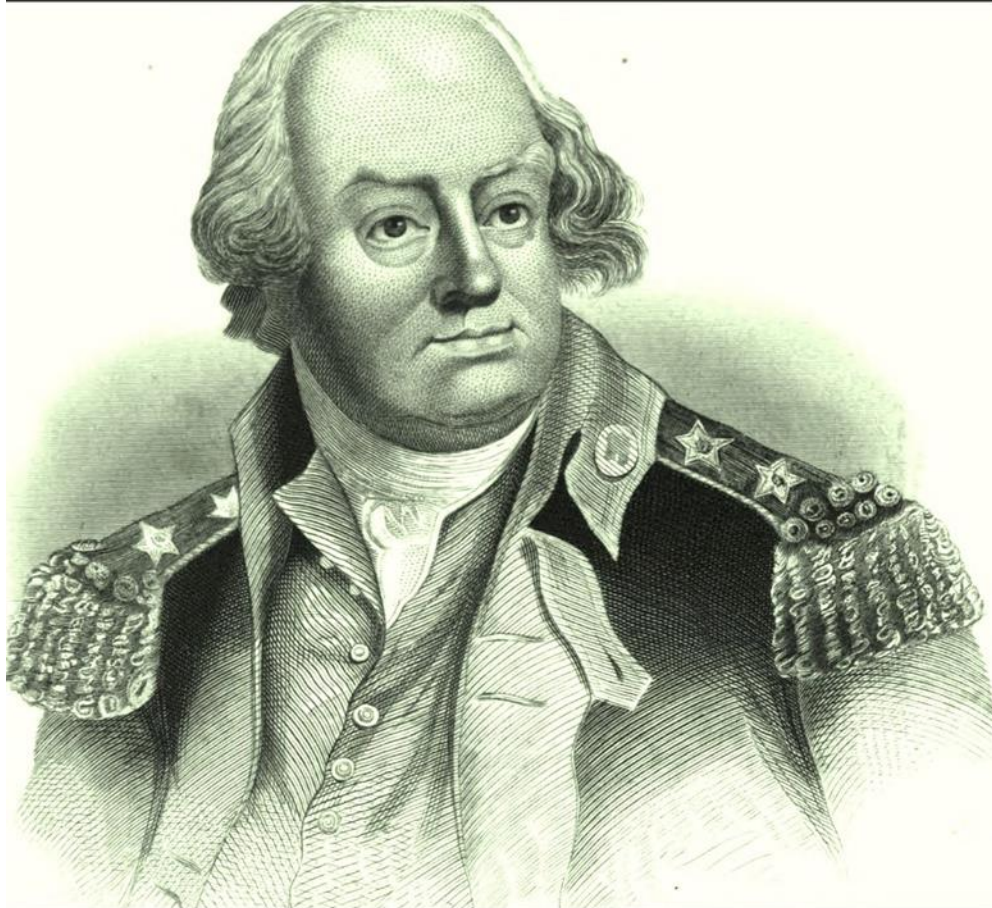
On peut dire que cette filiation a un sens assez évident dans la mesure où notre société ne suit pas la coutume établie et où nous avons pour principe de nous tourner vers l'innovation. Cette attitude a pour effet d'introduire une part de rupture dans la continuité sans en perdre son origine. Il faut entendre dans cette histoire décrite, non pas une succession chronologique d'évènements, mais tout ce qui fait qu'une période se distingue d'une autre en nous présentant qu'un tableau schématique et incomplet. Ainsi nous l'acceptons comme notre mémoire familiale.

A la lecture de cet ouvrage, la filiation patrimoniale, héritage immatériel, espère la préservation mémorielle. Le présent réinvestit le passé en une transmission génératrice de sens.

Olivier Aynaud

« Quand le passé n'éclaire plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres. »

Alexis de Tocqueville



Memoir of the Baron de Kalb

John Spear Smith, Maryland Historical Society

Digitized by Google

*The
Gordon Lester Ford
Collection
Presented by his Sons
Worthington Chauncy Ford
and
Paul Leicester Ford
to the
New York Public Library.*



Baron de Kalb (centre) introduit La Fayette à Silas Dean, diplomate américain qui scella le traité d'amitié France – Etats-Unis d'Amérique

*de kalb est vêtu d'un habit noir en tant que protestant



MEMOIR
OF THE
BARON DE KALB,

READ AT THE MEETING

OF THE

Maryland Historical Society

7th January, 1858,

BY J. SPEAR SMITH.



BALTIMORE:
PRINTED BY JOHN D. TOY.

1858.



La présentation récente à la société d'un beau portrait du Baron de Kalb, a été l'occasion d'attirer l'attention sur ce distingué Officier de la guerre d'Indépendance. Et, ce n'est peut-être pas le moins approprié, puisqu'il a commandé la Ligne de Maryland de 1780 jusqu'à sa mort.

John, Baron de Kalb, Baron de Kalabritt, est né en 1732, près de Nuremberg, dans les territoires de la Prusse. Les parents étaient des protestants, et certains d'entre eux étaient des nobles du pays. Il avait donc le pouvoir de lui donner une bonne éducation et de lui inculquer les qualités morales qui ont toujours distingué sa vie future. Dès son plus jeune âge, il est entré au service de la France, en tant que cadet, dans un régiment Allemand. Il s'élève progressivement au grade de général de brigade et, en récompense de sa bravoure, est fait chevalier de l'Ordre Royal du Mérite. Il a servi pendant toute la durée de la guerre de sept ans, et a étudié de près l'art militaire, avec sa pratique sur le terrain et en garnison, il est devenu un soldat accompli. Le traité de paix de 1763, met fin à son service actif et le jette à la retraite.

Cette inactivité n'a pas duré longtemps, puisque, peu après la date du traité, il a été choisi par le Duc de Choiseul, pour se rendre en Amérique afin de s'enquérir des capacités militaires, de la condition politique et du sentiment populaire des colonies britanniques. La confiance qui lui est ainsi accordée est une manifestation flatteuse de la confiance que ce grand homme d'État accorde à son talent et à sa discrétion dans l'exécution d'une mission aussi délicate. Il fallait du zèle, de la discrétion, de la perspicacité et de la fidélité. Il semble qu'il s'en soit acquitté fidèlement. Mais, aussi amples et précises que soient sans doute ses

enquêtes, elles n'ont jamais été rendues publiques et sont probablement encore enterrées dans les archives de France.

Il n'est pas injuste de supposer que le Baron était pleinement conscient de l'opposition patriotique faite en 1761 par Jame Otis aux fameux «Writs of Assistance». Cette opposition était, pour l'époque, aussi étonnante dans son défi intrépide à la couronne, qu'elle était éloquente et logique dans l'argumentation. Le rapport de cette résistance rapide d'une puissance anarchique s'est bientôt répandu dans les colonies et, au cours de sa traversée, a éveillé tous les esprits à une pensée anxieuse et tous les cœurs à une sévère autonomie. Il n'est guère exagéré de dire que ce mouvement audacieux a été le début de la révolution. Ce n'est pas que M. Otis, ou tout autre homme, en soit la cause. La dévotion innée à la liberté, commune à tous, était la véritable et dominante escroquerie statuant de cet heureux résultat. Sans elle, il n'y aurait pas eu de révolte réussie. Ce sentiment anoblissant est apparu avec les "Pèlerins de l'Est", les compagnons de Smith, les partisans de Penn et les associés de Baltimore. La révolte se poursuivit, et lorsqu'elle fut assaillie, tous se regroupèrent pour la défendre.

Ces mécontentements naissants, avec leurs discussions ardentes et incessantes, feraient naturellement une impression vive sur un esprit aussi perspicace que celui de De Kalb. Et d'autant plus que, à partir d'une comparaison des dates, il a pu réellement assister, comme la séquence de celles-ci, à la réunion du premier Congrès à New York en 1765.

Le dessein de cette convention étant de provoquer une union pour l'action concentrée des colonies, donnait un aspect encore plus menaçant à un mécontentement; maintenant devenu si universel. Il est donc probable qu'il attendait avec impatience, sans peu d'assurance, les fructueuses conséquences qui pourraient résulter d'événements aussi graves. Il n'est pas non plus moins probable que, connaissant la politique ambitieuse de De Choiseul¹, il eut une grande satisfaction en notant ces démarches très remarquables. Mais, avant son retour de cette tournée d'enquête, ce dernier a été chassé du poste de premier ministre de Louis XV, par les intrigues de l'infâme duc d'Aiguillon, et l'influence de madame du Barri, maîtresse du

¹ Talleyrand a dit du duc: «De tous les hommes de notre âge, il possédait la plus grande prévoyance, et dès 1769 il se sentit assuré de la séparation de l'Amérique de l'Angleterre. Sur les Colonies

roi. Et si peu d'importance était attachée à la mission de De Kalb, par une cour dégradée et frivole, qu'il eut des difficultés infinies à obtenir ne serait-ce qu'une audience du nouveau ministre, pour rendre compte des informations qu'il avait recueillies. Choiseul s'était prudemment préparé à riposter à l'Angleterre, les blessures qu'elle avait infligées à son pays. Aiguillon, le nouveau premier ministre, était insouciant de tout sauf de la rétention du pouvoir, qu'il avait si ignoblement acquis. La première, en rétribution de la perte à la France de ses colonies, avait voulu arracher à l'Angleterre ses possessions transatlantiques, tandis que la seconde projetait l'honneur du royaume et la dignité de la couronne, dans les délices sensuelles d'un roi imbécile, et dans la flagornerie basse à une courtisane de basse race.

La France étant toujours en paix, et de Kalb libéré des fonctions publiques actives, il se retira dans un petit domaine qu'il possédait, près de Versailles. Là, au milieu de son cercle familial, il se consacre à des activités littéraires et agricoles.

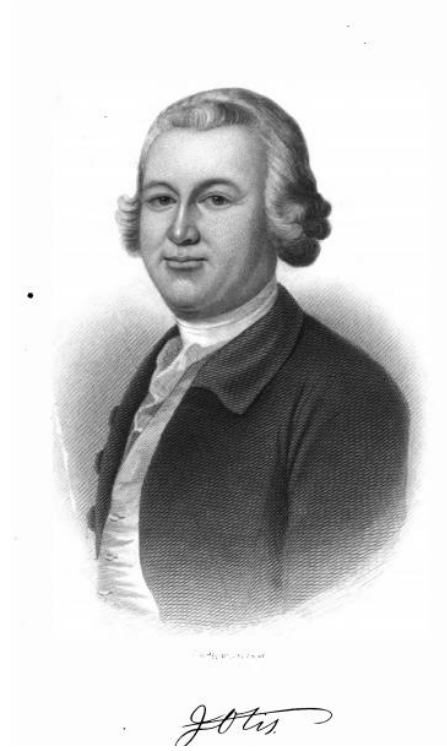
Dans cette réclusion, il continua, jusqu'à ce que le conflit entre la Grande-Bretagne et ses colonies soit devenu si animé qu'il suscitait tous ses sentiments en leur faveur.

La mortification la plus profonde fut ressentie par l'armée française, aux stipulations honteuses du traité de 1763. Ils avaient tondu la France au vif. Des provinces entières ont été arrachées à son sceptre, et sa gloire était profondément entachée. L'Angleterre avait non seulement saisi les Canadas et occupé ses colonies insulaires, mais avait presque anéanti sa marine, dans des victoires répétées. Par le traité, le magnifique empire qu'elle avait construit en Amérique a été cédé. Les acquisitions, allant de l'Atlantique aux sources du Mississippi, étaient à jamais perdues. Ces vastes territoires, avec la vallée de ce grand fleuve, jusqu'à son embouchure dans le golfe du Mexique, lui donnèrent le signal avantage stratégique de presque encercler les colonies de bord de mer de son ennemi. Une attitude si dominante a cessé avec l'annexion à la couronne britannique du domaine français nord-américain.

Le peuple français aussi était aussi indigné que l'armée de ces désastres nationaux. Le Canada leur était cher, non seulement par sympathie religieuse, mais aussi par les liens familiaux qui liaient ses habitants à eux, dans les relations les plus affectueuses. Il y avait peu de province en France, non représentée dans cette chère demeure. Les premiers colons européens de ces régions du nord étaient exclusivement français. Aucun autre ne les avait précédés, ni aucun autre, jusqu'à la guerre de 1756, ne s'était jamais immiscé dans leurs foyers

heureux et paisibles. Leur clergé s'était occupé avec diligence des besoins de leurs troupeaux, et avec un zèle digne des meilleurs jours du christianisme, avait pénétré les contrées lointaines, portant avec eux la douceur et les influences purifiantes de l'Évangile.

Couvert de fermes productives et de villages prospères, les lois, les habitudes et les associations françaises envahissaient toute la colonie. Le sacrifice d'une telle possession pourrait à juste titre susciter le plus fort sentiment d'indignation dans toute la France, et bien exciter son peuple à saisir toute occasion pour sa récupération, ou pour visiter le plus grand châtiment sur le spoliateur. C'est pourquoi, à une époque lointaine, l'armée et le peuple se rangèrent avec tant d'enthousiasme à nos côtés, et que l'aide opportune et puissante de leur gouvernement fut si généreusement étendue aux colonies britanniques révoltées.



Sa visite dans ces colonies avait fait connaître, intimement, au Baron de Kalb leurs ressources et leurs moyens de défense et le caractère indomptable de leur peuple. Sympathique avec eux dans leur résistance à l'oppression, tout en participant ardemment aux rumeurs, excité par la paix ruineuse de 1763, il était avant tout dans l'offre de son aide. Son zèle pour la cause semble n'avoir admis aucune procrastination et l'avoir conduit à un entretien précoce avec les agents américains, le Dr Franklin et Silas Deane. Après plusieurs conférences, il parvint finalement à un accord avec eux.

Parmi les objets importants de l'agence de ces messieurs, à Paris, était celui de s'assurer les services d'officiers capables, non seulement pour les commandements, mais pour aider, par leur expérience, à former nos levées indisciplinées pour le terrain. En novembre 1776, le Baron signa son contrat avec M. Deane, aussi bien pour lui que pour le capitaine Du

Bois Martin² et quelques autres, qu'il eut le privilège de proposer. Son engagement était de servir les États-Unis sous les ordres du Congrès, et en retour, d'avoir le grade de général de division, avec ses incidents; ses aides pour être des majors. Le contrat étant exécuté, il s'est immédiatement attelé à la tâche d'obtenir d'autres défenseurs de la cause américaine, parmi les rangs de l'armée française. Parmi ceux qui, à l'époque, nourrissaient le même désir de s'unir au concours, se trouvait le marquis de Lafayette, le plus renommé et le plus important. Bien que fortement opposé par sa famille et ses amis, il est pourtant arrivé à sa décision finale lors d'une conférence avec de Kalb. Son accord avec M. Deane a été signé en décembre, soit un mois plus tard que celui du baron. Il devait également avoir le grade de général de division.



La France n'ayant pas encore déclaré la guerre, tous les mouvements de ces officiers devaient être conduits dans le plus grand secret. La moindre de leurs difficultés n'était pas de sortir de France par voie terrestre ou maritime, tant ils étaient surveillés de près par l'ambassadeur britannique et leurs propres autorités. Ils ne pouvaient pas affréter ouvertement un navire, et ils ne pouvaient embarquer dans aucun des ports français. Le capitaine Dubois Martin semble avoir été l'agent efficace qui, par son activité et son audace, a surmonté tous les obstacles. À l'époque, il était capitaine d'infanterie d'un régiment stationné à Saint-Domingue, mais qui appartenait auparavant à la marine française.

Par l'intermédiaire de son frère, qui était dans la fonction publique, il eut un entretien avec le marquis, puis résolut la difficulté, en proposant que ce dernier fournisse les moyens d'acheter un navire. Cette proposition fut acceptée sans hésitation, et Du Bois Martin fut habilité à faire l'achat. Ceci, comme il le dit, «J'ai accompli cette nuit même avant de dormir». Le vaisseau étant équipé, les vaillants officiers qui devaient naviguer jusqu'à nos côtes eurent la chance, malgré

² MME. Mémoire de Du Bois Martin, Port Folio, n° 9, Md. Hist. Soc.

bien des périls et sous divers déguisements, d'échapper à leurs poursuivants et de s'embarquer rapidement et en toute sécurité. Ils quittent le petit port espagnol de Passage en mars 1777 et, après un voyage fastidieux, arrivent à Winyaw Bay, en Caroline du Sud, en juin suivant. Il est probable que le navire était commandé par Du Bois Martin, comme il le dit dans ses mémoires: «Le succès parfait de l'entreprise m'offrit bien sûr un grand plaisir. Au mois de juin, je débarquai le marquis et sa suite d'officiers près de Charleston.".

Il ajoute encore, nous avons été poursuivis, «par des bateaux envoyés aux arrestations par le gouverneur de Bordeaux - notre réponse à nos poursuivants a été que nous jetterions à la mer le premier homme qui aurait tenté de monter à bord». L'accueil de ces officiers par les habitants de Charleston était si gratifiant, et même enthousiaste, qu'il avait largement ajouté à la satisfaction, qu'ils éprouvaient, d'avoir entrepris une si galante aventure. Mais, des choses plus importantes que des salutations cordiales et des fêtes brillantes étaient devant eux, et après un bref séjour, ils prirent leur départ pour le nord.

A leur arrivée à Philadelphie, le Congrès, après de pénibles retards, ratifie la nomination du marquis, au grade de général de division, le dernier juillet. Cela lui a permis d'être plus précoce sur le terrain que de Kalb, qui rencontrait encore plus de difficultés. Il n'a reçu sa commission que le 15 septembre. Il était cependant antidaté, de manière à être coïncidant avec celui du marquis. Le général Conway, alors brigadier, s'est vivement opposé à la nomination du premier, insistant sur le fait qu'il était un homme nouveau, n'avait vu aucun service ici, était son inférieur dans l'armée française et ne devrait donc pas être obligé de le surpasser. Mais le Congrès, se sentant obligé de racheter les promesses données par ses agents à l'étranger, fit la sourde oreille aux plaintes de cet officier turbulent et vaniteux, et à la fin, remplit le pacte entre M. Deane et le baron. À partir de ce moment, jusqu'à sa mort, il se consacra avec zèle, aux charges responsables qui lui étaient confiées.

Au début d'octobre, sanctionné par l'autorité du Congrès, il demanda au commandant en chef, pour le service actif. Mais, comme aucune vacance n'existait, toutes les divisions de l'armée ayant leurs chefs, il fut impossible d'accéder à son souhait. Après la chute de Fort Mifflin, en novembre, il fut envoyé, avec les généraux Knox et St. Clair, par Washington, pour décider de l'expédition de conserver la possession de Fort Mercer, à Red Bank, sur la côte du New Jersey, et de ayant ainsi pu contrôler la flotte ennemie ou retirer les troupes d'un poste, ils avaient si longtemps et si bravement défendu. Dans leur rapport, ils conseillaient de

conserver le poste et de le renforcer par une force supplémentaire. Cela fut fait et tout le commandement fut confié au général Greene.

Le même mois, il fut membre du Conseil des officiers généraux, auquel se posa la question d'attaquer ou d'assiéger l'ennemi à Philadelphie. Il fut décidé que la force des défenses britanniques, s'étendant du Schuylkill au Delaware, était trop formidable pour admettre un assaut réussi, et que l'armée américaine n'était pas en force suffisante pour assiéger de telles lignes étendues. Un siège aussi, était le moins prometteur, depuis l'accès, par l'arrière, à la rivière dont jouissait l'ennemi, pour s'approvisionner. Ces deux plans ont été abandonnés. Par quatre voix pour une attaque et onze contre elle, le baron, toujours remarquable par sa prudence, prit sa place avec ce dernier.



Il se trouve ensuite dans une situation qui offre juste pour un service actif, et qui est en tout point favorable à ses sentiments. Un projet d'attaque contre le Canada fut, sans l'approbation de Washington, formé à la hâte en février 1778. Lafayette reçut l'ordre du Congrès de diriger la force d'invasion, dont Conway devait être la hache des généraux. Comme il n'y en avait pas d'autre de rang supérieur, détaillé pour ce service, il aurait nécessairement été le prochain commandant après le marquis. Ce dernier, cependant, déçut de cet ambitieux dispositif, en insistant pour que de Kalb soit affecté au poste très responsable, si astucieusement obtenu par Conway.

Mais le plan mal digéré a échoué, par simple manque d'une force adéquate et de ressources suffisantes.

Les généraux Lafayette et de Kalb reçurent donc l'ordre de retourner immédiatement au quartier général, avec les quelques troupes qu'ils trouvèrent à Albany.

En mai, l'armée étant toujours à Valley Forge et les Britanniques à Philadelphie, un autre conseil de guerre est convoqué pour décider si une attaque doit être tentée. Les objections à son encontre, qui existaient à l'occasion précédente, n'ayant subi aucun changement, il a été unanimement conseillé de rester sur la défensive et d'attendre les événements. Le 18 juin, cependant, l'ennemi ayant évacué la ville et traversé le Delaware, le général Washington fut autorisé à prendre le terrain et à commencer des opérations offensives.

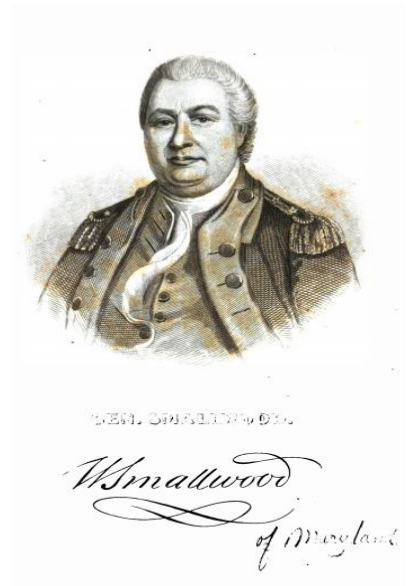
Au cours de la campagne de l'année dernière, 1778, les régiments du Maryland et du Delaware, qui ont toujours agi en un seul corps, étaient sous le commandement du major général Sullivan, qui étant détaché au nord, ce devoir incombait au général Smallwood. La campagne de 1779, fut celle de mouvements stratégiques, plutôt que de conflits, entre les belligérants, chacun visant à surpasser l'autre, et ainsi, à gagner du terrain.

En mars 1780, nous trouvons de Kalb à la tête des troupes qui défendaient les lignes, d'Elizabethtown à Amboy, et en avril, étant mis aux commandes de la Maryland-Division, il fut ordonné au sud. Lorsque ces ordres furent reçus, la Division était à Morris-ville, mais aucun temps ne s'écoula avant que sa marche ne soit commencée. Il était composé, comme d'habitude, des bataillons du Maryland et du Delaware. Tout au long de la guerre, ils ont agi comme un seul corps, et partout où la tempête de la bataille a fait rage le plus féroce, ou les conflits meurtriers ont été les plus désespérés et les plus sanguinaires, ils ont toujours été les plus importants. Etre choisi pour le commandement de tels hommes était un grand honneur, un aussi, pour lequel de Kalb était profondément reconnaissant, et qu'il était toujours fier de reconnaître.

Le long voyage du New Jersey à la Caroline du Sud, se faisait à pied, à l'exception du passage d'Elkton, à Petersburg, en Virginie. Les deux brigades; l'un sous Smallwood, et l'autre, sous Gist, n'avaient pas la satisfaction de passer par Baltimore, tant l'état des choses était urgent dans le Sud. Ainsi, le plaisir leur a été refusé, d'être accueilli par cette chaleureuse hospitalité, pour laquelle elle a toujours été distinguée. Toutes les classes auraient rivalisé les unes avec les autres en leur offrant les attentions les plus affectueuses.

Ils n'étaient pas seulement des frères dans le patriotisme, mais vraiment, des liens plus attachants de parenté.

Cependant, la législature de l'État fit des crédits libéraux, pour le confort des officiers et des hommes, dont l'esprit était ainsi encouragé, à l'endurance des dangers et des épreuves qui les attendaient. Dans leur marche fastidieuse, ils ont été soumis à des difficultés incessantes, aussi bien par manque de nourriture, que par manque de moyens de transport, dans un pays peu sédentaire et désolé.



Celles-ci devenaient de plus en plus grandes, à mesure que leur distance de Petersburg augmentait, et à leur arrivée à Hillsborough, en Caroline du Nord, il fallut s'arrêter quelques jours pour restaurer la vigueur des hommes. On espérait aussi que, pendant ce délai, de nombreuses milices de Caroline du Nord et de Virginie, qui avaient été réveillées à une activité renouvelée, par l'avènement de de Kalb, atteindraient le camp.

Le Baron n'était pas entièrement déçu de ces attentes, et ayant rafraîchi ses troupes, il se dirigea vers la Caroline du Sud. A Deep River, où il arriva le 6 juillet, il fut dépassé par le général Gates, qui avait été nommé par le Congrès, et non par Washington, au commandement en chef, dans le sud. Le succès de Saratoga lui avait donné une haute réputation, pour le génie militaire, et la confiance la plus illimitée reposait sur sa capacité, par le pays. Mais ce n'est pas le cas de ceux qui le connaissaient mieux. De Kalb le reçut avec tous les honneurs militaires; en raison de son rang, et lui a remis le commandement des hommes, il avait si bien conduit, à travers des souffrances intenses, sur la scène de l'action. Lorsque le Baron fut choisi par Washington, le Sud était sous le commandement du général Lincoln, au secours duquel la division du Maryland était détachée. Mais, si un événement fâcheux devait déplacer ce dernier, de Kalb occuperait nécessairement le poste vacant. La capitulation de Charleston, en mai, fit retourner Lincoln dans le Nord, et cet événement, auquel la prudence de Washington avait préparé, aboutit au transfert du commandement sur le baron. Mais Gates réussit à contrecarrer les effets de cette prévision et de ces précautions efficaces du commandant en chef. Ce dernier, il était bien connu, aurait donné la préférence au général Greene, si le Congrès décidait de confier le département du Sud à d'autres que de Kalb. Gates

faisait en effet depuis un certain temps les efforts les plus zélés pour obtenir ce poste honorable.

Cela contrarierait Washington, ministre de sa propre ambition, et, des moyens imparfaits d'intercommunication de l'époque, le rendrait presque indépendant de l'autorité de celui, au haut lieu duquel il aspirait avec envie, et pour supplanter celui, il était entré dans la cabale de Conway et d'autres. Dans une lettre qu'il a adressée à un membre du Congrès de la Caroline du Sud, il a attiré l'attention sérieuse sur les souffrances et les revendications de protection du Sud, et a indiqué les moyens par lesquels des secours pourraient être accordés. Cette lettre fut lue au Congrès, et avec d'autres appareils, le conduisit à être chargé par cet organe, aux devoirs graves et responsables, pour lesquels il était si mal qualifié, et qui auraient été tellement mieux remplis, par le général il a déplacé.



MAJOR GENERAL BENJAMIN LINCOLN

A stylized, cursive signature of Benjamin Lincoln, written in dark ink.

Les principaux objets de cette expédition étaient - de renforcer Lincoln - de donner courage aux whigs - de réprimer les tories, et de rallier autour d'elle, les hommes armés de Virginie et de Caroline du Nord, tandis qu'une telle démonstration revigorerait le corps des partisans de Sumpter, Marion et Pickens. En attendant, si le commandement de Lincoln était rompu, il ne devrait rencontrer aucun risque inutile, qui pourrait détruire ce plan, ni porter un coup, à moins que cela ne puisse être fait, avec un effet révélateur, en prenant soin de forcer chaque nerf, à harceler ou arrêtez l'agresseur, par des surprises, par la coupure des convois, et par tous ces désagréments qui amortissent l'ardeur d'un ennemi, et démoralisent un ennemi envahisseur.

Avec ces vues salutaires, toujours présentes dans l'esprit prudent et bien entraîné de De Kalb, il faisait ses progrès lents, mais prudents. L'ennemi étant à Camden, sous Lord

Rawdon, il avait décidé de faire une marche détournée de Deep River, à travers une région où ses hommes pourraient être bien approvisionnés; et dans ce but, il se préparait à créer des magasins et des hôpitaux. En poursuivant cette route, il serait descendu, sur le flanc de l'ennemi, amené sa colonne bien conditionnée sur le terrain, tandis que sa force serait augmentée, par les renforts qui allaient rejoindre quotidiennement son étendard. A ces avantages, il faut ajouter le très grand, de l'amélioration de la discipline, et conséquemment de la stabilité de la milice, par une association plus longue avec les troupes régulières. C'était un projet admirable, digne de tous les éloges, et s'il n'avait pas été, à la fin, accompagné de brillantes réalisations, il n'aurait certainement jamais pu être visité par les désastres accablants qu'un cours contraire a infligé. Si le plan initial de la campagne avait été respecté, les courageux fils du Maryland et du Delaware n'auraient pas été sacrifiés à une vanité exagérée et à une négligence consommée.

Dès que Gates prit le commandement, il annonça son intention de marcher, sur une route aussi directe que possible, vers Camden. Tous les officiers ont protesté contre cette démarche irréfléchie, exhortant l'impraticabilité du pays intervenant, sa stérilité totale, et les effets débilissants sur les hommes, d'un tel l'exposition; - qu'ils seraient usés, faute de nourriture, et atteindraient ainsi le poste ennemi, affaiblis et découragés par l'épuisement et la maladie. L'adjutant général, O. H. Williams, a présenté ces objections, avec toute la force de sa grande capacité et de son éminent soldat. Les officiers de cavalerie de Virginie aussi, le prièrent de ne retarder que quelques jours, afin que leurs hommes puissent se joindre à eux, et ainsi, avoir une force disponible de cheval ajoutée à son commandement. Il refusa obstinément, s'attendant à trouver l'ennemi bien inférieur en nombre, et disant que la troupe d'Armand suffirait. Il ne comptait que soixante hommes. Il arriva au camp le 25 juillet et mit l'armée en route le 27, occupant simplement ces deux jours, en passant en revue les troupes et en donnant des ordres pour leur départ. Le 13 août, ils campèrent à Rugely's Mills ou à Clermont, et comme on l'avait prévu, les hommes furent réduits en efficacité, par la faim³, la fatigue et la dysenterie. Ici, il a reçu des conseils du général Sumpter, avec une demande de renforcement de sa petite bande, pour lui permettre de capturer un convoi britannique, en route vers Camden. Gates, sans la moindre hésitation, s'exécuta et détacha quatre cents

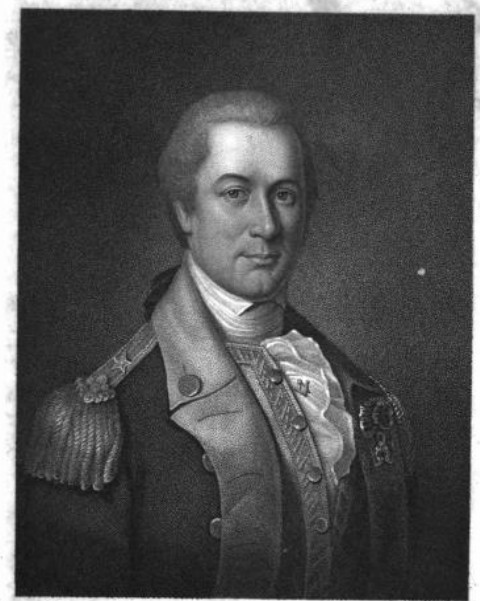
³ "Certains ont pensé que la poudre pour cheveux, qui restait dans leurs sacs, épaissirait la soupe, et elle a été effectivement appliquée." - Narratif de Williams.

hommes et deux pièces d'artillerie, sous les ordres du colonel Woolford du Maryland. Cent de ces hommes étaient des habitués. C'était un autre faux pas, car, à la veille de l'assaut de l'ennemi, toute sa force aurait dû être bien entretenue ensemble, pour faire face aux contingences variées d'un conflit, et d'autant plus que le nombre de ses adversaires n'était que conjectural. De plus, s'il s'avérait victorieux, le convoi serait nécessairement tombé entre ses mains, et s'il était vaincu, il serait aussi sûrement repris si Sumpter avait réussi. Ainsi, il s'est avéré, après avoir été repris par Tarleton, après sa prise par Sumpter, avec la perte également, de la plus grande partie des hommes de Woolford.

Dès que Lord Rawdon eut vent de l'approche de Gates, il attira tous ses avant-postes, fortifia ses défenses, avec des redoutes, et attendit l'assaut. Mais, rejoints par Lord Cornwallis, avec un fort renfort, ils ont décidé d'assumer l'offensive. Leur armée comptait au complet trois mille hommes, la plupart des vétérans, mais tous biens disposés à discipliner et à combattre, ayant aussi un corps solide de cavalerie, sous Tarleton, et six gros canons. Sauf un corps de Caroliniens du Nord, ils étaient tous des réguliers, et même ce bataillon avait servi si longtemps qu'il était devenu égal à leurs associés.

Le rapport du matin de l'adjudant général Williams met l'armée américaine à trois mille cinquante hommes, dont plus de la moitié étaient des miliciens, et la plus grande partie d'entre eux étaient maintenant, pour la première fois, en présence d'un ennemi. À ceux-ci, il faut ajouter sept pièces d'artillerie et la poignée de chevaux sous les ordres du lieutenant-colonel Armand. Ainsi, numériquement, les adversaires étaient presque égaux.

Dans leurs qualifications pour la bataille, il y avait la plus grande disparité. En les considérant sous cet angle, les Américains étaient surpassés en nombre dans la proportion de deux contre un, avec l'inconvénient également d'une vaste infériorité dans la cavalerie.



Portrait of Charles H. Williams, Adjutant General, by C. H. Williams.

C. H. Williams

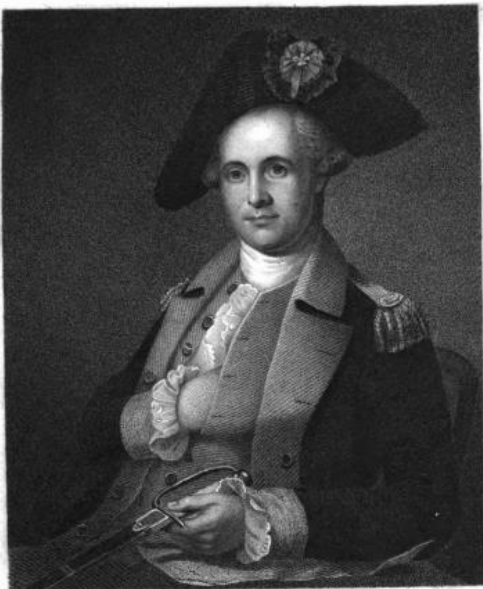
Le général Gates semblait fermement convaincu que Lord Rawdon était beaucoup trop faible pour lui résister, - qu'il était trop tard pour qu'il reçoive quelque secours - et que, une conquête incontestable, devait le couronner de nouvelles lauriers. Il a pris les choses telles qu'elles apparaissaient - croyait qu'elles ne pouvaient subir aucun changement - et ne s'est pas penché sur la forme de ce qui se passait au-delà de son propre camp. Vain glorieux et gonflé du triomphe sur Burgoyne, il s'était persuadé, ainsi que les autres, qu'il était un grand chef martial et qu'il pouvait compter, exclusivement, sur son propre génie supérieur. Le recours à l'expérience de ses subordonnés, encore moins à des sources d'information plus humbles, était superflu pour un chef d'une telle sagacité militaire. De Kalb, au contraire, leur conseilla de continuer à Clermont, de renforcer naturellement une bonne position et d'attendre au moins des renseignements plus fiables qu'ils n'en avaient maintenant. Et, s'il était attaqué, il conviendrait mieux à la composition de l'armée américaine, d'être sur la défensive que de miser un combat, en plein champ, sur une force si largement constituée de milices crues. En outre, l'ennemi peut avoir été renforcé, et si tel est le cas, peut-être avoir un tel excès, pour rendre nos tentatives soit inutiles, soit fatales à l'expédition. La plupart des agents ont souscrit à ce raisonnement. Elle n'a pas été respectée et l'avance a été ordonnée d'avoir lieu, à dix heures, dans la nuit du 15. Le dessein était, par une marche forcée, de prendre l'ennemi par surprise, de tomber sur lui à l'aube et de remporter une victoire facile.

Cornwallis, poussé par un même motif, quitta Camden, vers la même heure, pour battre les quartiers des Américains, à Clermont. Les gardes avancés des deux armées se rencontrèrent dans l'obscurité, à minuit, et après une escarmouche de quelques minutes, se replièrent sur leurs lignes respectives. Dans cette affaire, le colonel Porterfield de Virginie fut blessé, puis fait prisonnier. Les deux généraux ont décidé de faire une pause jusqu'à la lumière du jour, pour former leur ordre de bataille. Et maintenant, à son plus grand étonnement, Gates apprit d'un prisonnier que l'ennemi était commandé par Cornwallis, en personne, et qu'il avait amené avec lui de Charleston, un fort ajout au détachement, à Camden. Cela a conduit à un autre conseil de guerre, dans lequel il a été précipitamment conclu de «combattre». Cette décision courageuse, mais imprudente, n'a pas reçu l'approbation de De Kalb, de Williams et d'autres de la ligne continentale, ils préférant revenir sur le terrain défendable à Clermont, et plus encore, car la surprise voulue avait entièrement échoué.



Major Gen Horatio Gates

Engraved by Elkan. Decker. from the original. New York.



Engraved by G. A. M. from the original in possession of the Library of Congress.

G. Gist.

Lorsque Williams convoqua de Kalb au conseil, le Baron dit: «Eh bien, le général vous a-t-il donné l'ordre de battre en retraite ». L'indifférence à l'égard de ces opinions étant clairement manifeste, les deux parties se préparent, et se préparent, à cette lutte mouvementée.

Lord Cornwallis forma son alignement, en postant sur son aile droite, un corps d'infanterie légère, avec les 23e et 33e régiments, dirigé par le lieutenant-colonel Webster. Lord Rawdon a été affecté à la gauche, avec les volontaires d'Irlande, l'infanterie de la Légion, un bataillon de la Caroline du Nord régiment, et quatre pièces d'artillerie. Le 71st régiment, avec deux pièces de champ, formait la réserve, la partie couvrant- la droite, et l'autre, la gauche de la rangée, avec la cavalerie de Tarleton, à l'arrière de l'ensemble.

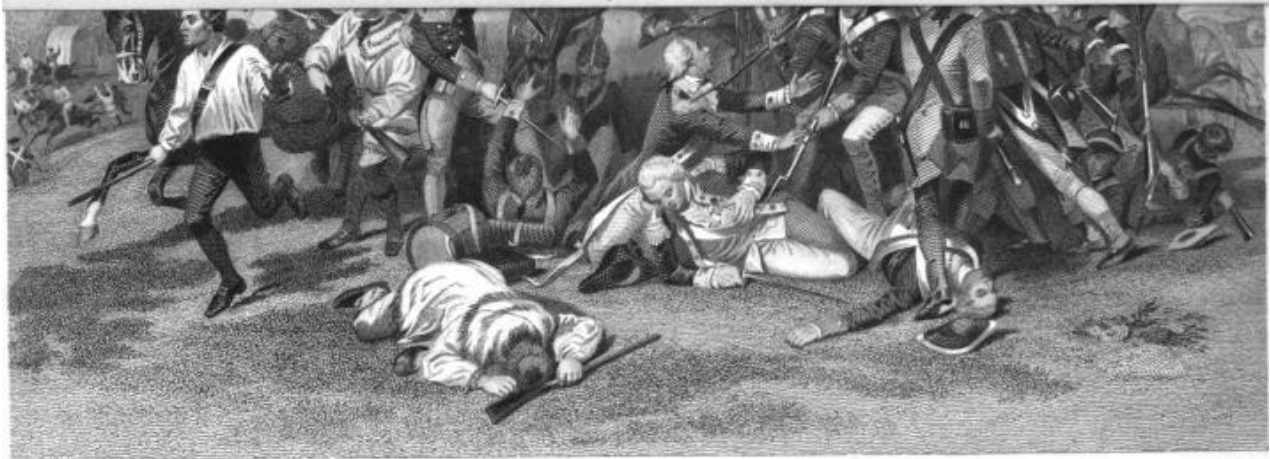
Le général Gates a pris ses dispositions en plaçant la 2^e brigade du Maryland, y compris le contingent du Delaware, sur la droite; sous général Gist. Les milices de Virginie étaient placées à gauche, commandées par le général Stevens, tandis que celles de Caroline du Nord, dirigées par le général Casswell, formaient le centre, la plus grande partie de l'artillerie occupant la route. La 1^e brigade du Maryland, sous général Smallwood, constituait la réserve, y compris Armand's cavalerie.

Les flancs extrêmes des deux armées reposaient sur des marais. De Kalb a pris sa position à la droite, Gates étant à environ 200 mètres à l'arrière, pour surveiller les combattants et émettre ses ordres.

Le simple énoncé des dispositions américaines et britanniques montre les défauts radicaux du «premier», et la supériorité du second. Le front ennemi était fort, non seulement dans les qualifications des troupes, mais dans les postes d'artillerie, ainsi que dans l'adaptation de la réserve à chaque urgence. Réguliers à droite et à gauche, un centre compact, une «réserve efficace», avec un «corps de cavalerie solide», pour se précipiter dans les rangs opposés, au moment où ils sont mis en désordre. La seule partie du front américain qui avait quelque force, était la bonne, et cela, pendant un temps, a fait tout le poids du conflit. Même ici, le général Gist a dû, pendant la bataille, réparer une omission qui, comme il le supposait, a été laissée à sa discrétion par le général Gates, et il a donc ordonné à une compagnie du Delaware de remplir un intervalle exposé. Le centre était faible, la gauche davantage, et une trop grande partie de l'artillerie semblait être massée sur la route. Si la faible gauche avait été soutenue par plus de pièces de campagne, ou si elle avait été composée de la brigade Smallwood, qui constituait la réserve, le résultat aurait pu, et aurait probablement été, plus propice à la cause patriote.

Les deux armées étant ainsi constituées, la bataille commence à l'aube, le 16 août, par l'échange de décharges de leur artillerie. Williams, pour inspirer la milice de gauche, a mené un corps de tirailleurs, à l'avant de celle-ci. Il espérait aussi, par cette mesure, contrôler l'ennemi, et par là, encourager encore plus ces hommes inexpérimentés, de peur que leur manque de fermeté, sous le feu, ne leur soit fatal aujourd'hui. L'effort a été infructueux. La droite britannique, en poussant de grands cris, a avancé rapidement, et en faisant un feu nourri, a tellement consterné la milice de la gauche américaine, qu'elle s'est brisée, a jeté ses mousquets, et s'est enfuie, emportant avec elle toute la milice de Caroline du Nord, sauf quatre cents hommes, sous les ordres du colonel Dixon. Ces derniers ont courageusement tenu bon, pendant un certain temps. De Kalb ordonne alors à Smallwood, avec sa réserve, de combler le vide, et de s'unir à Gist. Mais son nombre n'était pas suffisant pour s'étendre complètement au marais. Pourtant, il a arrêté la poursuite de l'ennemi, et la ligne entière s'est maintenant engagée. Réduite comme l'armée américaine par la fuite des miliciens, elle n'a jamais bronché, mais a contesté chaque pouce de terrain avec un courage héroïque. Portés

en arrière par la pression inégale de l'ennemi, ils se sont aussi souvent ralliés et les ont fait reculer en retour. C'était maintenant un combat à la baïonnette, au corps à corps, d'homme à homme, dans ce conflit désespéré. Jamais, sur aucun terrain, il n'y eut une plus grande démonstration de courage indomptable et d'allure chevaleresque. De Kalb, toujours déterminé à réussir, reforme ses rangs brisés, pour un nouvel assaut sur la ligne britannique, désormais renforcée par leur réserve. Tous se rallièrent à l'appel, et se plaçant en première ligne, il mena cette dernière et redoutable attaque, par laquelle il espérait, sinon gagner la maîtrise, du moins infliger à l'ennemi une perte telle qu'elle assurerait sa retraite. Ils ont bien serré les rangs de leurs adversaires, et bien aussi, c'était "l'œuvre de la mort, faite par les baïonnettes du Maryland". Mais, dans cette grande crise de leur destin, De Kalb est tombé, à la tête de ses fidèles, transpercés de onze blessures. Malgré ce triste événement, la brigade de SmallWood et Gist maintinrent toujours la lutte inégale, lorsque Cornwallis, étonné d'une résistance si obstinée, ordonna à son infanterie légère de pousser autour de la gauche américaine, et de là à ses arrières. Et voyant que ses adversaires n'avaient pas de cavalerie, il a immédiatement fait appel à la sienne. Elle obéit aussitôt à l'ordre et, à ce moment mouvementé, porta une lourde charge sur les Américains, usé et titubant sous les coups incessants d'un nombre écrasant. Maintenant, est-ce que le refus de Gates d'attendre l'arrivée de sa propre Cavalerie, eu un effet fatal. Le retard proposé "aurait évité le désenchantement ruineux qui s'ensuivit. En effet, si nos vaillants cavaliers, conduits par le colonel Washington, avaient été sur le terrain, Tarleton aurait été courageusement rencontré et tenu à distance, ce qui aurait pu changer le sort de la journée, avec l'assaut désespéré de De Kalb. L'infanterie et les dragons s'écrasèrent donc sur les fragments de la ligne américaine, et la jetèrent dans une confusion inextricable. Presque encerclés par leurs adversaires, et sans corps de cheval pour les protéger de l'ennemi ou pour couvrir une retraite, il leur était impossible de se reformer, ou de se retirer en corps, de cette terrible mêlée. C'est devenu, par nécessité, un sauve qui peut, chaque se déplaçant pour lui-même. Heureusement, les marais attenants, auxquelles nombre d'entre eux se sont retirés, ont offert un abri contre les soldats brutaux de Tarleton.



Les généraux Gates, Stevens et Casswell firent tout ce qui était en leur pouvoir pour rallier la milice volante, mais en vain, et avec le cheval d'Armand, ils furent emportés par la marée qui battait en retraite. Gates, ne sachant pas que de Kalb luttait toujours pour la victoire, et supposant que toute la force s'était enfuie, se retira à Charlotte, à une soixantaine de kilomètres de la scène. L'air était, en effet si calme et la fumée si dense qu'elle empêchait de voir tout ce qui passait. Ainsi s'acheva la bataille de Camden, aussi fausse dans sa conception, que défectueuse dans les dispositions militaires, mais toujours mémorable pour la galanterie signalée des lignes du Maryland et du Delaware. Ce fut la plus désastreuse de toute la guerre. L'artillerie, les armes légères, les munitions, les wagons à bagages, avec leur contenu, tombèrent, sans exception, entre les mains de l'ennemi. Tout a été perdu, sauf l'honneur des fils héroïques du Maryland et du Delaware, dont les prouesses ont extorqué, même aux Britanniques, les éloges. Que les réguliers aient si fermement tenu leur terrain, après avoir été abandonnés, par l'ensemble de la gauche et du centre, est bien en droit au souvenir. Lorsqu'une armée est mobilisée pour la bataille, si une section importante du front prend la fuite, il n'est pas rare que l'ensemble soit fatalement intimidé. Il est rare qu'un tel événement, ne crée pas un tel manque de confiance, au point de conduire au désespoir, et une participation conséquente à la panique et à la dissolution de toute la force. Il est encore plus rare qu'ils gardent leurs rangs, lorsqu'ils sont abandonnés à leur sort, par un corps aussi important que les deux tiers de l'ensemble. C'est ce qu'a affirmé le général Gates, mais ces braves hommes n'ont jamais semblé, un seul instant, pensé à une retraite. Au contraire, bien que leur réserve ait été percée par la milice en fuite, ils n'ont pas encore faibli, ni cédé. La réserve a également été immédiatement fermée, et repoussait l'ennemi, qui se débattait en exultant, en supposant qu'il ne restait rien d'autre à faire que de poursuivre et de tuer les

fuyards. La brigade de Gist n'est pas moins louée pour sa bravoure, pour avoir poursuivi le combat, lorsqu'il était si seul, que la réserve de Smallwood, lorsqu'elle était si brisée par la milice, pour sa constance et sa prompte jonction avec leurs camarades héroïques.

Il ne faut pas non plus oublier que sur ce terrain sanglant se trouvaient non seulement Smallwood, Gist et Williams, mais un Howard, un Gunby, Hall, Giles, Anderson, Winder, Gassaway, Reid, Beale, Duval, Handy, Somerville, Kilty, Nelson, Brice, Jamison, Dorsey, Hanson, Noiris et bien d'autres du Maryland, avec Vaughan», Kirkwood, Willson, McKennan, Patton, Rhoads, etc. de Delaware. A l'exception des prisonniers, la perte des deux côtés était à peu près égale, quoique si nous devons créditer le compte anglais, cela de notre part était bien plus grand. Rien n'est plus courant que d'exagérer la force et les pertes d'un ennemi après une bataille. Le commandant britannique ne s'est en aucun cas écarté de ces exemples: dans sa lettre officielle «il fait deux déclarations sur la force des Américains. Dans le premier, il l'évalue à six mille hommes au complet, et dans le second, il le réduit à cinq mille, alors que, comme on l'a montré, il n'était en fait que de trois mille cinquante. Nos tués et nos blessés sont, dans le même esprit, ramenés à neuf cents, alors qu'en réalité, nos pertes, miliciens et prisonniers compris, ne dépassaient pas trois cent cinquante, dont plus d'un tiers des blessés, récupérés par la suite.⁴

Sa propre perte, il rapporte qu'il n'y a que deux cent vingt-quatre morts, blessés et disparus. En opposition à cela, nous avons la reconnaissance d'un officier britannique qui, "ils avaient sept cents tués et blessés, soit mortellement, soit de manière à les mettre hors de combattre à l'avenir" Les probabilités sont cependant, comme cela a été dit, qu'il y avait peu de disparité, dans les pertes des deux parties, bien que cela soit possible, l'admission d'un officier britannique peut être plus proche de la vérité. Mais, en admettant seulement l'égalité, il ne pourrait y avoir de preuve plus forte, qu'elle ne l'ajoute, du dévouement, de l'esprit et de la possession de soi de l'armée américaine, avec de si grandes chances d'avoir à faire face à une force de vétérans. Il n'est pas facile de dire le nombre précis des réguliers américains qui ont combattu la bataille de Camden. Environ quatorze cents ont quitté Morris-town, et ce n'est pas une présomption injuste, à cause des difficultés de la marche, de la rareté de la

⁴ Parmi les autres fausses déclarations de Cornwallis, il y a celles de la mort du général Gregory et de la capture du général Rutherford. Leurs noms ne sont pas mentionnés dans le rapport officiel américain des tués, des blessés et des prisonniers. - Voir note A à la fin. Et, le gouverneur Nash, de N. C. écrit qu'ils, avec d'autres énumérés par lui, «sont en sécurité».

nourriture et de son insalubrité, que pas plus de onze cents étaient aptes au devoir, le jour de la bataille. Même lors de la marche nocturne de Clermont, de nombreux hommes, atteints de dysenterie, ont été contraints de quitter les rangs, comme le mentionne Williams. Or, si l'on en déduisait les cent réguliers détachés sous Woolford, il n'en restait plus qu'un millier pour lutter contre les trois mille ennemis. Beaucoup d'écrivains n'en donnent que neuf cents aux Américains.

Immédiatement après la bataille, Lord Cornwallis retourna à Charleston, après avoir ordonné à Lord Rawdon de «tenir le poste, à Camden, et de fortifier son front, les flancs étant couverts par le Wateree et un ruisseau profond. Et, si stupéfaits étaient-ils, par le coup dur qu'ils avaient reçu, qu'ils avaient été empêchés d'avancer plus loin, vers le nord.

Cette conséquence, chèrement acquise, a été suivie avec d'autres, ce qui n'est pas sans avantage. L'ennemi fut dissuadé d'envahir le nord, comme il l'avait fait, la Caroline du Sud et la Géorgie, et l'on gagna du temps en réunissant les restes épars de l'armée à Hillsborough.

En quelques semaines, près de sept cents soldats réguliers et une grande partie de la milice ont été rassemblés et en bon état pour recevoir le général Greene, qui a été rapidement envoyé pour remplacer le général Gates. Quand le premier a donc atteint le Sud, il avait "le pouvoir de prendre le terrain et de commencer cette carrière de gloire, qui le plaçait en deuxième position après Washington". Ces résultats ne donnent-ils pas une réponse suffisante à la remarque qui a été faite, à savoir que les réguliers ont combattu trop longtemps, à Camden ? S'ils avaient fui avec la milice, telle aurait été la confusion d'une foule effrénée ; "...comme...avoir refusé tout ordre, et...avoir rendu" le carnage, inévitablement plus grand, alors que ceux qui ont échappé à ce sort, ont dû être faits prisonniers. En fait, la résistance acharnée des Continentaux a sauvé "la milice", et un bon nombre de leurs propres corps ont réussi à battre en retraite.



Il valait mieux alors, pour leur propre courage, comme pour le bien de leur pays, se dresser contre la rencontre des braves.

A la chute de De Kalb, son aide, le colonel Dubuysson, l'a levé dans ses bras et l'a montré aux ennemis environnants. Il leur a fait part de son rang et les a implorés de l'épargner. En s'exposant ainsi pour sauver son chef, il fut lui aussi blessé et fait prisonnier. Alors qu'ils étaient prostrés et handicapés, les soldats britanniques, avec leur cruauté caractéristique⁵, continuaient à enfoncer leurs baïonnettes dans le général tombé au combat.

Et, dans leur avidité farouche pour le pillage, ils l'ont même dépouillé, jusqu'à sa chemise. Les prières de Dubuysson l'ont finalement emporté et, une fois que l'excitation de la lutte s'est calmée, avec une humanité malsaine de leur part, ils lui ont apporté toute l'aide possible. En quelques jours cependant, il expira, ayant sur son lit de mort, dicté une lettre d'adieu aux généraux Smallwood et Gist, l'adressant également, pour les officiers et soldats de sa division. Le contenu de cette lettre ayant été cité par les historiens de la révolution, il n'est que juste de la donner, dans son intégralité, à cette occasion.

CHARLOTTE 26 août 1780

Chers généraux,

Ayant reçu des blessures au cours de l'action du 16e instant, j'ai été fait prisonnier, avec l'Honorable Major Général le Baron de Kalb, avec qui j'ai servi comme aide de camp et ami, et j'ai eu l'occasion d'assister à ce grand et bon officier, pendant la courte période où il s'est languit avec onze blessures, qui se sont avérées mortelles le troisième jour.

C'est avec un plaisir particulier que j'obéis aux derniers ordres du Baron, en présentant ses compliments les plus affectueux à tous les officiers et hommes de sa division. Il a exprimé la plus grande satisfaction dans le témoignage donné par l'armée britannique, de la bravoure de ses troupes; et il a été charmé par la ferme opposition qu'elles ont faite à une force supérieure, lorsqu'elles ont été abandonnées par le reste de l'armée. Le comportement vaillant des régiments du Delaware et des compagnies d'artillerie rattachées aux brigades lui procure un plaisir infini.

⁵ Les barbaries pratiquées par l'armée britannique, sur les Américains, étaient d'une sévérité impitoyable. Ces cruautés ne sont pas seulement infligées au soldat, mais sont étendues aux non-combattants en ville et à la campagne, à de rares exceptions près. Leur excès était si grand que, disait-on en Europe, "l'Angleterre a fait revivre en Amérique, la férocité des Goths et les ravages brutaux du plus sauvage des envahisseurs de Rome".
Narration. Duhuysson est maintenant en liberté conditionnelle.

Et la conduite exemplaire de toute la Division, lui a donné un sens attachant du mérite des troupes qu'il avait l'honneur de commander.

Je suis, chers généraux, avec respect et considération, votre humble serviteur le plus obéissant,

LE CHEVALIER DUBUYSSON, Lt. Col.

Aux Brigadiers SMALLWOOD ET GIST.

Le Baron de Kalb mesurait six pieds de haut, était droit et bien proportionné, avec un visage viril et une expression agréable. Dans ses habitudes, il était remarquablement sobre et s'était entraîné à supporter les plus grandes difficultés. Respecté et aimé de ses troupes, il se distinguait par sa sagacité au conseil, sa circonspection dans les préparatifs et sa chevalerie intrépide au combat. Il était bien lu dans les meilleurs auteurs anglais, allemands et français, parlant ces langues avec aisance. Il épousa Anne Elizabeth Van Robais, dont il eut trois enfants, deux fils et une fille. L'aîné des fils périt sur l'échafaud révolutionnaire de France, en 1793. Le second, le Baron Elie de Kalb, qui servit avec distinction dans l'armée française, épousa Élise Signard, et eut deux enfants, un fils décédé très tôt et une fille, Léonore.

Elle a épousé le vicomte d'Abzac, et ils résident maintenant à Milon près de Paris. Ils ont cinq fils. Anne Marie Caroline, fille du général de division Baron de Kalb, a épousé Jean Luc Geymuller, un officier suisse dans l'armée française. Ils ont laissé trois fils et une fille. Ainsi le nom de De Kalb est éteint, les descendants portant les noms de d'Abzac et Geymuller.



MAJOR GENERAL NATHANIEL GREENE.

Nathaniel

Au Congrès, le 14 octobre 1780, il a été décidé, qu'un monument soit érigé à la mémoire de feu le Major Général le Baron de Kalb, dans la ville d'Annapolis, dans l'Etat du Maryland, avec l'inscription suivante :

SACRE A LA MEMOIRE DU

BARON DE KALB,

Chevalier de l'Ordre Royal du Mérite Militaire, Brigadier des armées de France et Major-
Général au service des États-Unis d'Amérique

Ayant servi avec honneur et réputation pendant trois ans, il a donné une dernière et
glorieuse preuve de son attachement à la

Les libertés de l'humanité et la cause de l'Amérique,

Dans l'action près de Camden, dans l'État de Caroline du Sud,

Le 16 août 1780 ;

Où, à la tête des troupes du Maryland et

Les lignes du Delaware contre les numéros supérieurs,

Et les animer par son Exemple aux actes de bravoure,

Il a été transpercé de nombreuses blessures, et

Le 19 suivant a expiré, dans la 48e année de son âge,

Le Congrès des États-Unis d'Amérique

En reconnaissance de son zèle, de ses services et de son mérite,

Ont érigé ce monument

Il est douloureux de savoir que cette résolution n'a jamais été mise en œuvre. Pour cette omission, de la part de nos ancêtres révolutionnaires, lorsque nous nous souvenons de leur dénuement, de leurs moments d'angoisse et des innombrables difficultés qui réclament leur attention quotidienne, il y a beaucoup d'excuses. Mais, pour leurs descendants, aucune exemption de ce genre ne peut être invoquée. Ils ont eu beaucoup de possibilités et de loisirs,

sans aucune limite de moyens. La négligence ingrate existe toujours, bien que l'attention du gouvernement fédéral ait été invitée à plusieurs reprises à s'acquitter de ce devoir patriotique. Il devrait être chéri comme un legs sacré des patriotes, à remplir religieusement par leurs descendants les plus opulents.

Sa dépouille n'est cependant pas sans honneur. Ils ont été inhumés à Camden, et les citoyens de Caroline du Sud ont érigé au-dessus d'eux une belle structure, racontant son héroïsme et son dévouement à la cause qu'il a si généreusement épousée. C'est un monument, adapté à son but, qui ennoblit ses auteurs, tout en transmettant à l'avenir un exemple de leur patriotisme et de sa valeur, et qui est encore plus attachant, puisque la première pierre a été posée en 1825 par Lafayette, le compagnon d'armes et ami dévoué de De Kalb.

Lorsque la Société de Cincinnati a été créée, en 1783, des diplômes de membre, avec les insignes appropriés de l'Institution, ont été remis aux fils de De Kalb, et ont été, avec beaucoup de gratitude, reconnus par eux.

Dans la dépêche officielle du général Gates au général Washington, le 30 août, depuis Hillsborough, il dit : "Le Congrès ne peut pas rendre trop d'honneur à la mémoire du Baron de Kalb « Il était tout ce qu'un excellent officier devrait être, et pour la cause des États-Unis, il a sacrifié sa vie ».

Washington aussi, témoigne de sa valeur : en écrivant au lieutenant-colonel Dubuysson, le 10 octobre 1780, il s'exprime ainsi : "Je déplore sincèrement la perte du Baron de Kalb. La façon dont il est mort justifie pleinement l'opinion que j'ai toujours eu de lui et fera aimer sa mémoire au pays". De même, dans sa réponse datée du 25 mai 1791 à un discours de félicitations des habitants de Camden, il dit : "Votre souvenir reconnaissant de cet excellent ami et vaillant officier, le Baron de Kalb, fait honneur à la bonté de vos cœurs. Avec vos regrets, je m'associe aux miens pour sa perte, et à vos louanges, je m'associe à l'hommage de mon estime pour sa mémoire".

Il y avait certains arriérés de salaire, qui lui étaient dus au moment de sa mort, et en 1819, ses héritiers ont demandé au Congrès de les liquider. Grâce au plaidoyer urgent de M. Lowndes de S. Carolina, une concession de terrain dans l'Ohio leur fut accordée. Leur ignorance des lois du pays leur a permis de constater, en essayant de faire valoir cette concession, que les terres

avaient été vendues pour payer des impôts. Toutes les tentatives pour le récupérer ont été infructueuses. Par conséquent, à une période ultérieure, ils ont de nouveau fait appel à la générosité du Congrès. Ils ont donc, à un moment ultérieur, de nouveau fait appel à la générosité du Congrès. Tout comme ces revendications se sont avérées, après avoir été soumises à l'examen le plus minutieux, elles ont encore été rejetées, de session en session, jusqu'en 1855. Une loi fut alors adoptée, qui prévoit que, "en considération des revendications, des services et des sacrifices de feu Major Général Baron de Kalb dans la guerre de la révolution", il soit versé à ses enfants et à ses héritiers la somme de soixante-six mille quatre-vingt-dix dollars, et soixante-seize cents. L'assemblée législative du Maryland avait fortement insisté pour que ces créances soient payées, et l'honorable Henry May, l'un de ses représentants au Congrès, a joué un rôle essentiel dans l'accomplissement de ses obligations.

Aussi tardif soit-il, cet acte de justice constitue néanmoins une preuve gratifiante de l'intégrité, ainsi que de la gratitude du pays. Et, ne pouvons-nous pas espérer que, dans un sentiment non moins louable, sera encore érigé le monument décrété par ceux de qui nous avons reçu notre indépendance, nos libertés et une république impériale ?

NOTES.

NOTE A.

" Liste des Officiers Continentaux tués, capturés, blessés et disparus, dans l'action des 16 et 18 août 1780⁶".

Tués.

L'Honorable Major Général le Baron de Kalb.

Capitaine Williams, 6th Maryland Regiment.

Le capitaine Duvall, 2e classe.

Le lieutenant Donovan, 6e do.

Le lieutenant et l'adjudant Coleman, de l'artillerie.

Blessés.

Capitaine Somerville, 6e régiment du Maryland.

" Gibson, 6e do.

" Roun, Virginia State Artillery.

Lieut : Duvall, 8d régiment du Maryland.

" Sears, 2d do.

Ensign Pickle, 7e do.

Prisonniers.

Lieutenant-colonel Woolford, 6e régiment du Maryland, blessé.

Lieutenant-colonel Vaughan, Delaware.

Lieutenant-colonel Porterfield, État de Virginie, blessé par le régiment.

Lieutenant-colonel Dubuysson, A. D. Camp Gen. de Kalb.

Major Winder, 1er Régiment du Maryland.

Major Patton, régiment du Delaware.

Major Pinckney, A.D. Camp Gen. Gates - blessé.

Capitaine Brice, 3e régiment du Maryland.

Hoops, 4e do.

⁶ Cette date fait référence à l'affaire, dans laquelle le convoi, a été repris à Sumpter.

Lynch,	6e do.	
Hamilton,	5e do.	
Capitaine Hardman,	2d régiment du Maryland,	blessé.
Smith,	3d do.	do.
Dorsey,	Artillerie,	do.
La Brune,	Légion, ^{7*}	do.
Rhoads,	Delaware Régiment.	
Lamouth,	do.	
Captain-Lieut. Waters,	Artillerie.	
Lieutenants Shoemaker,	4e régiment du Maryland,	blessés.
Hanson,	4e do.	do.
Read,	6e do.	do.
Norris,	6e do.	do.
Wallace,	Artillerie.	
Foot,	Légion.	
Moseley,	Artillerie.	
Duff,	Régiment du Delaware.	
Shillington,	do.	
Lieut. & Adj. Purvis,	do.	
Enseigne Burgiss,	4e régiment du Maryland.	
" Roach,	Delaware	do.
Volontaire Nelson,	6e Maryland do.	blessé.
Rutledge,	4e do.	
	Disparu.	
Capitaine Morris,	7e régiment du Maryland,	blessé.
Lieutenant Gassaway,	2e do.	
Capitaine Meredith,	Artillerie.	
Capitaine Lieut. Blair,	do.	

Hillsborough, le 29 août 1780. (Signé) O. H. WILLIAMS

⁷ La Légion était commandée par Armand, et se composait alors de soixante cavaliers et quarante fantassins.

NOTE B.

En mars 1825, les restes de De Kalb, ont été exhumés de la tombe, dans laquelle ils ont été inhumés, après sa mort, à Camden. Ils ont été transportés, avec le cérémonial qui s'impose, vers la nouvelle tombe, préparée pour eux, et sur laquelle un monument a été érigé, par les habitants de la Caroline du Sud.

Immédiatement au-dessus de la tombe, une dalle de pierre a été placée, sur laquelle a été gravée une inscription. "Cette pierre a été placée sur les restes du Baron de KALB, par le général Lafayette, 1825." Il portait également les mots: «Faedus» «Esto Perpetuum».

Au-dessus de celui-ci a été érigé un obélisque en marbre blanc, avec l'inscription suivante :

- « C'est ici que reposent les restes du BARON DE KALB, un Allemand de naissance, mais en principe, un citoyen du monde. Son amour de la liberté l'a poussé à quitter l'Ancien Monde, pour aider les citoyens du Nouveau, dans leur lutte pour l'INDEPENDANCE. Ses talents distingués et ses nombreuses vertus, ont pesé sur le Congrès, pour le nommer MAJOR GÉNÉRAL dans leur ARMÉE DE RÉVOLUTION. Il était commandant en second dans la bataille qui se déroula près de Camden, le 16 août 1780, entre les Britanniques et les Américains, et là, il tomba noblement, couvert de blessures, tout en accomplissant des actes de bravoure, en ralliant les amis et en s'opposant aux ennemis de son pays d'adoption ».

"En remerciement pour son zèle et ses services, les citoyens de Caroline du Sud ont érigé ce monument."

A cette occasion, le général Lafayette a déclaré:

«Dans cette armée, Monsieur, qui offrait un assemblage parfait de toutes les vertus civiques et militaires, le Major Général Baron de Kalb a joué un rôle remarquable. Sa conduite habile, sa valeur inébranlable et sa chute glorieuse lors de la première bataille de Camden, constituent l'un des traits remarquables de notre lutte pour l'indépendance et la liberté. Il était cordialement dévoué à notre cause américaine, et bien que ses qualités publiques et privées l'aient fait aimer de ses contemporains, il me reste à rendre à ses mérites sur cette tombe, l'hommage d'un témoin admiratif, d'un compagnon intime, d'un ami en deuil ».

NOTE C.

Le colonel Nicholas Rogers, de Baltimore, était aide-de-camp de De Kalb, à Valley Forge, et sur la ligne d'Elizabethtown à Amboy. Lorsque le général H. Lee écrivit ses Mémoires de la guerre, dans le Sud, il demanda au colonel Rogers de lui fournir toutes les informations qu'il pouvait avoir sur le baron. Ayant été autorisé à faire des extraits, de la réponse du colonel au général Lee, ils sont maintenant ajoutés, comme de grande valeur, provenant d'une telle source. L'intimité qui existe habituellement entre un général et son adjoint a également permis au colonel Rogers de se faire une idée précise du caractère de son chef.

La réponse est datée du 24 janvier 1810 à New York.

"MON CHER SIR: - Par respect pour mon bon et vieil ami le Baron de Kalb, au sujet duquel nous avons déjà eu une conversation, j'aimerais pouvoir vous donner des informations qui contribueraient à rendre votre publication aussi intéressante que le monde attend naturellement de votre plume ; mais le long laps de temps et d'autres circonstances peuvent probablement, contrairement à vos attentes, la rendre plutôt maigre ; cependant, telle qu'elle est, je suis heureux de la mettre à votre service.

«Lors de fréquentes conversations avec lui sur les affaires de notre pays - qui sont alors presque le seul sujet de conversation - il m'a dit à plusieurs reprises qu'il s'était rendu dans ce pays entre 1763 et 1766, en cachette, en tant qu'Allemand voyageant pour son plaisir, ce qu'il a fait d'un bout à l'autre du continent ; et, comme je sais qu'il était un observateur attentif, il a dû recueillir beaucoup d'informations pour la Cour française, qui, je n'en doute pas, l'a employé expressément à cette fin particulière.

«Parlant bien la langue anglaise, et possédant les manières les plus conciliantes et les plus condescendantes, il avait le pouvoir de s'insinuer partout, du salon à la grog shop, et être assuré qu'il a cueilli de chaque groupe quelque chose appartenant à sa mission, et a bien marqué, dans chaque visage même, et conversation, les partialités et les antipathies particulières envers les deux grandes nations chefs de file de l'Europe, la Grande-Bretagne et la France. Il m'a souvent déclaré que telle était la préposée universelle en faveur de la première, et l'hostilité presque instinctive envers la seconde, qu'il croyait sincèrement et disait souvent que rien n'aurait pu inciter les Américains à se révolter contre la mère patrie, mais la conduite

hautement imprudente et à courte vue du ministère britannique, qu'il a souvent ridiculisé pour leur folie flagrante en rejetant si volontairement un auxiliaire si inestimable et puissant.

«Il m'a souvent dit que, dans tous ses voyages du Nord au Sud, il ne pouvait trouver personne de quelque importance, qu'il soit autochtone ou britannique, qui ne pensait que la Vieille Angleterre était le *nec plus ultra* et la perfection de toute puissance humaine.

«Dans la dernière partie de sa résidence parmi nous, dans son caractère assumé, il est devenu, par accident, suspecté, a été arrêté, et a été, je crois, mis en prison pendant quelques jours. Cependant, il a vite fait de s'en sortir et a été libéré, car en examinant ses papiers et bagages, il n'a rien trouvé pour l'impliquer, parce qu'il n'a jamais gardé, comme il me l'a dit, quoi que ce soit comme un manuscrit, confiant tout à sa mémoire, que je savais grande. Il n'était guère possible de trouver un homme plus parfaitement adapté à une telle mission, sa merveilleuse sobriété et sa tempérance à table étant presque à l'excès et sans exemple.

«En Europe, je crois, il était principalement engagé dans le département du quartier-maître, où, de par sa grande aptitude au détail et aux minuties, il devait être précieux. Si nous l'avions employé dans cette ligne, il aurait pu être d'un grand service, car nous souvent ressenti de nombreux inconvénients et beaucoup souffert de notre mauvaise organisation et de notre manque de prévoyance.

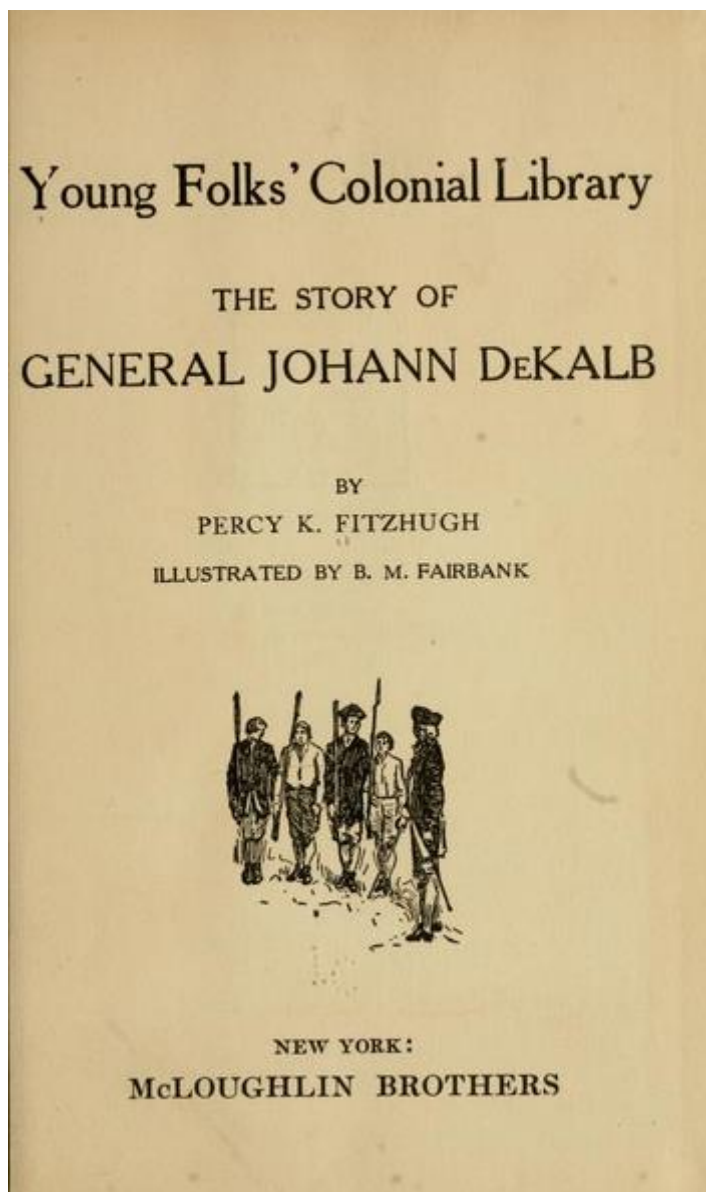
«Outre son extrême tempérance, sa sobriété et sa prudence, avec sa grande simplicité de manières qui le rendait parfaitement adapté à son entreprise, il avait aussi de nombreuses autres qualités pour un soldat, telles que la patience, la longue souffrance, la force de la constitution, l'endurance de la faim. et la soif, et une soumission joyeuse à tous les inconvénients du logement, car je l'ai connu, à plusieurs reprises, pour arranger sa valise comme oreiller, et enrouler sa grande cape de cavalier autour de lui, s'étirer devant le feu et faire une sieste aussi confortable que sur un lit de duvet d'eider. Il se levait avant le jour, allumait ses bougies et travaillait jusqu'à neuf heures, puis faisant semblant de manger une tranche de pain sec avec un verre d'eau, et se remettait au travail jusqu'à midi ou une heure environ, quand il allait Quartier général, prenait les nouvelles du jour et retournait dîner. Ce repas consistait en une petite soupe et un jarret de bœuf, ou en une ronde sèche et insipide, avec sa boisson préférée, de l'eau. Après cela, il se remettait au travail et continuait ainsi jusqu'à la tombée de la nuit, où, sans utiliser sa bougie, il se couchait, pour se lever à la

première heure du matin. C'était son mode de vie en général, alors que nous étions à Valley Forge, où nous ne souffrions tous pas peu.

«De par sa taille, il était un parfait Arioviste. Mesurant plus de six pieds, et étant tout à fait à la hauteur de la fatigue d'un soldat. Il marchait souvent vingt ou trente miles par jour sans soupirer, ni se plaindre, et en effet, il préférait souvent cet exercice à l'équitation. Son teint et sa peau étaient remarquables, aussi clairs et frais que ceux d'une jeunesse.

«Les observations et les informations d'une personne aussi judicieuse que le Baron de Kalb, nous aideraient beaucoup à ouvrir les yeux sur la conduite de la Cour française, pendant notre combat, en particulier, au début de celui-ci, car il était incompréhensible pour nous et pour le monde en général, pourquoi les Français devaient hésiter si longtemps timidement, s'ils devaient prendre une part sans équivoque en notre faveur, alors que, apparemment, il n'y a jamais eu d'occasion aussi bonne offerte à une nation rivale, de blesser un adversaire, si éternellement et mortellement hostile».

L'HISTOIRE DE
GÉNÉRAL JOHANN De KALB
PAR PERCY K.FITZHUGH
ILLUSTRÉ PAR B. M. FAIRBANK
NEW YORK :
FRÈRES Mc LOUGHLIN



CHAPITRE I

La première étape importante 43 (5)

CHAPITRE II

Le sourire de la France 46 (15)

CHAPITRE III

La mission secrète 48 (20)

CHAPITRE IV

Un voyage colonial 50 (27)

CHAPITRE V

L'étrange histoire de Peter Rugg 54 (35)

CHAPITRE VI

Voir New York 58 (46)

CHAPITRE VII

Les nouvelles arrivent 60 (52)

CHAPITRE VIII

Wicked Boston 61 (60)

CHAPITRE IX

Le Baron perd son poste 65 (65)

CHAPITRE X

Sir Henry Clinton fait des plans 68 (75)

CHAPITRE XI

Le général Gates change d'avis 70 (80)

CHAPITRE XII

Le Congrès modifie son avis 73 (88)

GENERAL (BARON) de KALB

Les colonies qui, à l'époque, s'étaient étendues le long du littoral américain, car la bonne ménagère, Margaret, s'occupait de nettoyer sa maison et de mettre les choses au point, ce qui est la coutume bien ancrée des ménagères à cet endroit - moins de terre. Je ne peux pas dire exactement ce que le robuste Hans faisait de lui-même au fil des jours, mais nous pouvons être certains d'au moins deux choses : il était très malmené et pressé par la royauté et la noblesse, et il fumait une longue pipe.

On ne peut pas imaginer que des personnes aussi peu importantes que celles-ci aient l'audace d'avoir un fils célèbre, mais c'est exactement ce qu'elles ont fait, et personne en Allemagne n'a pu l'expliquer ou le comprendre jusqu'à ce jour. À l'époque, on supposait que pour être un grand soldat, il fallait commencer par son arrière-grand-père et entrer dans les rangs avec deux ou trois cents ans d'entraînement en réserve.

Quoi qu'il en soit, le 29 juin 1721, un enfant est né de ce couple de parents et ils l'ont appelé John. En 1780, cinquante-neuf ans plus tard, le célèbre Baron de Kalb, chargé de gloire et d'honneur, a donné sa vie au service de l'Armée continentale d'Amérique, et la rumeur s'est répandue que le grand solitaire et le petit paysan ne faisaient qu'un.

Quand le petit John a été assez âgé, ses parents l'ont envoyé à l'école de Kriegenbroun, mais il n'y a aucun compte-rendu d'un exploit remarquable d'apprentissage réalisé par lui pendant qu'il était là-bas. Pie a peut-être été très stupide dans ses études, comme d'autres enfants qui ont grandi pour gagner en renommée. Lorsqu'il a quitté l'école, il est parti dans le grand monde, emportant avec lui sa blouse de paysan et ses chaussures en bois, pour gagner sa vie de toutes les manières possibles. Il est rapidement devenu majordome, et pendant six ans, l'histoire n'a rien à nous apprendre sur sa carrière. Nous pouvons cependant supposer qu'il était très occupé dans son humble profession, car les messieurs de l'époque passaient la plus grande partie de leurs loisirs à manger, et il a dû falloir pratiquement tout le temps du jeune John pour les préparer et les débarrasser.

En 1743, notre jeune ami réapparaît avec son prénom changé de John à Johann, et avec un "de" aristocratique devant son nom de famille. Il est, d'une certaine manière, devenu

lieutenant dans un régiment d'infanterie allemand au service de la France. Et comme il a grandi ! Il mesure six pieds de haut, avec de larges épaules, des yeux perçants, un front splendide et un air courageux et hautain. Il a l'air d'être né pour être grand. Il aurait pu avoir un titre de sept pouces de long et le porter avec un air noble, tant il était fier et beau. Comment son nom est-il devenu "de Kalb" ? Et comment s'est-il adapté à sa position ? Nous ne le savons pas. Il est certain que nous quittons la petite maison au toit de chaume, avec le vieux Hans fumant sa pipe et Margaret frottant et frottant, au loin.

Suivons l'ambitieux jeune soldat dans sa carrière rapide, sans nous attarder sur le vieux Hiittendorf, car il y a beaucoup à raconter entre la naissance de l'obscur petit paysan et sa fin glorieuse, des années et des années plus tard dans un pays lointain.

À peu près à cette époque - celle où le jeune de Kalb apparaît comme lieutenant au service de la France -, George Washington va encore à l'école en Virginie, et les colonies américaines se comportent de manière très obéissante envers la mère patrie. Mais toute l'Europe était engagée dans un conflit redoutable, connu sous le nom de guerre de Sept Ans, que le méchant Frédéric le Grand avait déclenché. C'est au cours de cette guerre que le jeune de Kalb reçoit sa formation de soldat et combat l'Angleterre et quelques autres pays, qui se dressent contre la Prusse et la France et leurs amis. En 1747, il est nommé capitaine et adjudant, une fonction à haute responsabilité, mais avec tous ses devoirs militaires, il trouve le temps d'étudier et de se familiariser avec les langues étrangères et les mathématiques.

Bien sûr, nous ne pouvons pas suivre l'histoire de la guerre de Sept Ans, qui a été une affaire très compliquée, ni enregistrer les actes de notre héros pendant ce conflit sanglant et inutile, car il n'était qu'un officier mineur, et était maintenu au sol par ses supérieurs fiers et aristocratiques. Il semble difficilement possible qu'un petit homme, comme Frédéric le Grand, ait pu causer une telle quantité de problèmes dans le monde, mais c'est une illusion de savoir combien de mauvaises choses un homme peut faire et combien de misère et de sang il peut causer, s'il s'y met de tout son courage. La guerre de Sept Ans a été comme une fièvre contagieuse qui a affligé toutes les nations d'Europe avant d'être maîtrisée. Entre autres choses, la Grande-Bretagne a pris toutes les colonies françaises en Amérique, et le résultat de toute la guerre a été de laisser l'Angleterre très fière et la France très humiliée, et les treize colonies beaucoup plus pauvres et tristes, et Frédéric le Grand pas beaucoup mieux loti qu'avant.

Pendant la guerre de Sept Ans, le Baron de Kalb s'est battu courageusement dans l'intérêt de la France, et a nourri une haine très nette pour la Grande-Bretagne. Il a participé à des sièges et des batailles très importants avec de longs noms allemands, et est devenu le favori d'un ou deux des officiers français sous lesquels il a combattu. Lorsque la paix est revenue en 1763, il avait été élevé au rang de lieutenant-colonel. Mais la guerre était maintenant terminée et que devait-il faire ? Frédéric le Grand était rentré dans son luxueux château pour écrire des poèmes et jouer de la flûte, car s'il ne pouvait pas rendre les gens malheureux d'une manière, il était sûr de le faire d'une autre. L'Angleterre s'était approchée de tout le Canada, et avait dépoussiéré les Français d'Amérique et était heureuse - pour le moment. Les officiers français occupaient leurs postes permanents dans l'armée, mais qu'allait-il advenir du jeune aventurier dont ils avaient fait bon usage quand ils en avaient besoin, mais dont ils n'avaient pas besoin maintenant ? À cette époque, une période de paix était aussi désastreuse qu'une panique commerciale à notre époque, et les choses semblaient extrêmement noires pour le jeune soldat, car toutes les nations étaient en paix les unes avec les autres, - un événement très inhabituel et remarquable. Il se battrait pour la France, pour n'importe quelle nation sauf l'Angleterre, mais il n'y avait pas de combat à mener. L'Europe se reposait, et notre jeune héros était bloqué à Paris sans argent, sans emploi et sans perspectives. On commençait à croire qu'il allait devoir redevenir maître d'hôtel lorsque se produisit un événement que nous ne devons pas oublier, car il eut une incidence très importante sur son succès et son caractère.

C'est à peu près à cette époque que vivait à Paris un riche Hollandais avec sa bonne épouse, et une fille juste et accomplie portant une coiffe hollandaise. Je suppose que vous savez exactement ce qui va se passer, et bien sûr, vous avez raison. Ce jeune soldat visita Paris et fit la connaissance de la famille hollandaise dans leur belle résidence de Courbevoie, près de la ville gaie, où il tomba délibérément amoureux de la jeune femme. Ils se fiancèrent au cours du premier hiver qui suivit la terrible guerre de Sept Ans et se marièrent au printemps, lorsque les fleurs sauvages s'épanouirent délicatement sur les champs de bataille sanglants où le roi Frédéric avait fait tant de morts.

Le jeune couple était très heureux. Peut-être, alors qu'ils étaient assis ensemble au coin du feu ou qu'ils erraient dans les rues de la grande capitale française, le jeune soldat a-t-il confié à sa femme le secret de la façon dont il a fait mettre le "de" devant son nom, mais s'il

l'a fait, elle ne l'a jamais dit au monde entier. Juste avant leur mariage, une pension a été versée au jeune Baron pour ses services dans l'armée française, et maintenant l'argent et l'attention lui affluent de toutes parts. Sa jeune et belle femme hollandaise l'aimait beaucoup, surtout lorsqu'il portait son uniforme et ses épaulettes, car elle ressemblait beaucoup aux jeunes femmes de notre époque.

Il serait agréable de s'attarder avec le jeune aventurier dans sa belle maison de banlieue ; de se promener avec lui dans ses spacieux jardins parmi les amis cultivés qui se réunissaient autour de lui au fil des jours, et je ne suis pas sûr que ce soit aussi agréable que de suivre sa fortune pendant la guerre de Sept Ans, si nous les connaissions, et de revoir ce drame terrible qui a rempli le continent de veuves et d'orphelins, et qui a causé tant de chagrin pendant ces années cruelles et amères. Mais nous devons nous hâter de considérer les événements qui se dessinent à l'étranger et laisser notre jeune héros jouir de son bonheur tant qu'il le peut, car il ne durera pas longtemps.

CHAPITRE II.

LE SOURIRE DE LA FRANCE.



Nous avons maintenant eu un aperçu du paysan allemand qui s'est engagé dans l'armée française, qui voulait punir l'Angleterre, qui aidait la Prusse, dans sa guerre contre la Russie, l'Autriche, la Suède et la Saxe ; et nous l'avons vu sortir sain et sauf de tout cela pour épouser une Hollandaise près de Paris. Tout est enfin en paix, sauf que la France et l'Angleterre ne se parlent plus. Lorsque les choses se sont déroulées ainsi pendant quelques années, les nations d'Europe ont commencé à remarquer que la Grande-Bretagne avait beaucoup de problèmes avec ses colonies américaines indisciplinées.

La rumeur courait à l'étranger que la mère patrie se comportait comme une belle-mère et que les treize colonies envisageaient sérieusement l'opportunité de quitter leur pays pour aller de l'avant. Et le pire de tout cela, ou plutôt le meilleur de tout cela, était que la rumeur, malgré les nombreuses rumeurs, contenait une bonne part de vérité. L'Angleterre avait opprimé ses sujets américains de nombreuses manières, et une vague d'indignation avait déferlé sur les treize colonies qui menaçaient de tout porter devant elle et de briser tous les liens politiques. Des grands et des sages s'étaient levés parmi les habitants du Massachusetts et de la Virginie, et avaient prononcé des paroles qui avaient un son très rebelle à Londres.

C'était une chose pour l'Angleterre d'adopter des lois et des actes, et une autre de les appliquer et de les faire respecter. Les gens qui avaient débarqué sur les rives rocheuses et sombres de la Nouvelle Angleterre et qui avaient élevé leurs petites maisons et leurs églises dans le désert en étaient venus à ressentir l'esprit de liberté et à apprécier la splendide vérité selon laquelle même les gens ordinaires ont certains droits. Ils croyaient qu'ils pouvaient subvenir à leurs propres besoins et tenir une maison sans aucune aide royale, et ils ne voulaient pas que les fruits de leur travail et de leur industrie soient envoyés à l'étranger pour fournir des plaisirs oisifs à un roi tyrannique. Bien sûr, le spectacle de quelques colonies s'installant de cette façon était une grande nouveauté pour les nations d'Europe, en particulier pour les rois et les nobles. Ils n'avaient jamais entendu parler d'une telle chose auparavant, et toute cette affaire semblait absurde. Mais il y avait une nation qui se moquait tranquillement de l'état des choses et c'était la France. Depuis le traité qui a mis fin à la récente guerre et par lequel elle a dû céder ses possessions américaines à l'Angleterre, elle a pendu la tête dans la défaite et l'humiliation. Elle avait été vaincue en Amérique, et la peur battue à plate couture en Europe, et son esprit fier et chevaleresque s'était incliné dans une honte silencieuse. Ses navires avaient été chassés des mers, sa belle armée démoralisée, son glorieux record de guerre battu et dispersé aux vents.

Soudain, elle a levé les yeux et a vu le fier vainqueur lui-même en difficulté. L'Angleterre, puissance puissante, incapable de gérer sa propre famille ! Ses propres colonies secouaient le poing à travers le large Atlantique, la défiant et traitant son roi de tyran et de despote.

C'est alors que la France oublia ses pertes et ses problèmes et se mit à sourire. Si vous savez quelque chose sur un sourire français, vous comprendrez à quel point cela a dû être

ennuyeux pour l'Angleterre. Le sourire était poli, aimable et exaspérant. La France n'a rien fait d'autre que sourire. Le ministère français, en particulier, a souri. Le Duc de Choiseul a largement souri et n'a rien dit.

Et le temps passa.

CHAPITRE III.

LA MISSION SECRÈTE

C'est un fait singulier que plus la France se renseigne sur les colonies américaines, plus elle devient curieuse. Son ministre d'État, le duc de Choiseul, était particulièrement curieux. Toute nouvelle concernant l'attitude de l'Angleterre à l'égard de ses sujets coloniaux était un sujet de grand intérêt pour lui, et ses oreilles étaient ouvertes à tous les potins continentaux qui faisaient le tour de l'Europe. En règle générale, il est très risqué et imprudent de s'immiscer dans les querelles familiales, mais comme chacun sait, les Français sont si délicats et si artistiques dans tout ce qu'ils font que leur intérêt pour le sujet n'a pas été suspecté en dehors de leurs propres cercles politiques.

Pendant tout ce temps, notre jeune héros vivait tranquillement à la maison, nouait de nombreuses amitiés précieuses et fluides, et acquérait une réputation d'honnêteté et de bon sens.

Finalement, le ministre français décida de pousser plus loin ses enquêtes sur les affaires américaines afin de déterminer avec précision le degré d'insatisfaction des colons, s'ils étaient assez forts pour résister à la Grande-Bretagne et s'ils s'en souciaient.

Car il voulait leur murmurer des encouragements tentants à l'oreille s'il pouvait être sûr que ses offres seraient bien reçues.

Il se trouve qu'à l'époque, la Hollande était un grand centre commercial, ses rues se remplissaient avec des marchands actifs et prospères, et ses nombreux quais bordés de navires de commerce qui entre la côte néerlandaise et les colonies américaines. De nombreux récits d'oppression coloniale et de colère et de mécontentement coloniaux furent murmurés parmi les riches acheteurs d'Amsterdam, et de nombreux capitaines hollandais, assis confortablement sur leur tonneau de bière dans un débit de boissons, soufflèrent l'épaisse fumée qui l'enveloppait à la vue du public et confièrent à leurs frères envoûtés, des histoires

effrayantes sur les sentiments méchants et rebelles qu'il avait entendus ouvertement dans le bon vieux Boston ; et raconta de nombreux actes de trahison et de déloyauté qu'il avait vus se produire à Philadelphie et même dans le New York néerlandais.

De nombreux récits d'oppression coloniale et de colère et de mécontentement coloniaux furent murmurés parmi les riches acheteurs d'Amsterdam, et de nombreux capitaines hollandais, assis confortablement sur leur tonneau de bière dans un débit de boissons, soufflèrent l'épaisse fumée qui l'enveloppait à la vue du public et confièrent à leurs frères envoûtés, des histoires effrayantes sur les sentiments méchants et rebelles qu'il avait entendus ouvertement dans le bon vieux Boston ; et raconta de nombreux actes de trahison et de déloyauté qu'il avait vus se produire à Philadelphie et même dans le New York néerlandais. Bien sûr, les oreilles du Duc de Choiseul brûlaient d'entendre ces histoires passionnantes qui, il le savait, devaient être vraies et non imaginaires, car il était parfaitement conscient que les Hollandais n'avaient pas d'imagination et ne pouvaient pas inventer de telles choses pour sauver leur vie. Il décida donc d'envoyer un agent confidentiel en Hollande pour se mêler aux commerçants et aux marins de ce pays et obtenir des informations sur les conditions et les affaires américaines. Pour cette mission délicate et difficile, il fallait quelqu'un qui soit non seulement à l'aise avec les "bas Néerlandais", mais aussi avec la haute société, et tout compte fait, le ministre français décida que notre jeune ami, le Baron de Kalb, était le mieux placé pour cette tâche. Une offre lui fut donc faite, qu'il accepta rapidement, et partit avec des instructions complètes et toutes les dépenses nécessaires au pays des pipes et des chaussures en bois. Là, il visita les villes portuaires, se mêla aux marchands et aux marins, fréquenta leurs repères, écouta leurs ragots et leurs opinions, et devint un grand favori partout où il était connu. Il a notamment rencontré un Allemand, avec lequel il est devenu un grand ami. Cet homme avait passé quinze ans dans les colonies et racontait des histoires très surprenantes. Il raconta au jeune Baron que les colons levaient et forçaient des régiments et rassemblaient des réserves de matériel militaire et que les troupes britanniques en Amérique négligeaient leurs devoirs et se comportaient eux-mêmes de manière très scandaleuse. C'était assez terrible, mais ce n'était pas tout. Notre jeune émissaire apprit que les habitants de Boston n'avaient pas été satisfaits de l'abrogation de la loi sur les timbres, et que de grands hommes étaient venus au front, et parlaient de liberté en disant que tous les hommes étaient nés égaux et bien d'autres choses mauvaises et ingrates. Il apprit l'existence d'un homme en

Amérique, James Otis, qui avait la folle idée que les gens n'étaient pas appelés à obéir à des lois qu'ils n'avaient pas le droit de faire, et pire encore, sa nouvelle connaissance lui confia de nombreuses petites choses que le dangereux Benjamin Franklin avait publiées dans son journal, et comment il avait imprimé en première page, comme un "extra", les mots de trahison adressés aux colonies :

" S'UNIR OU MOURIR "

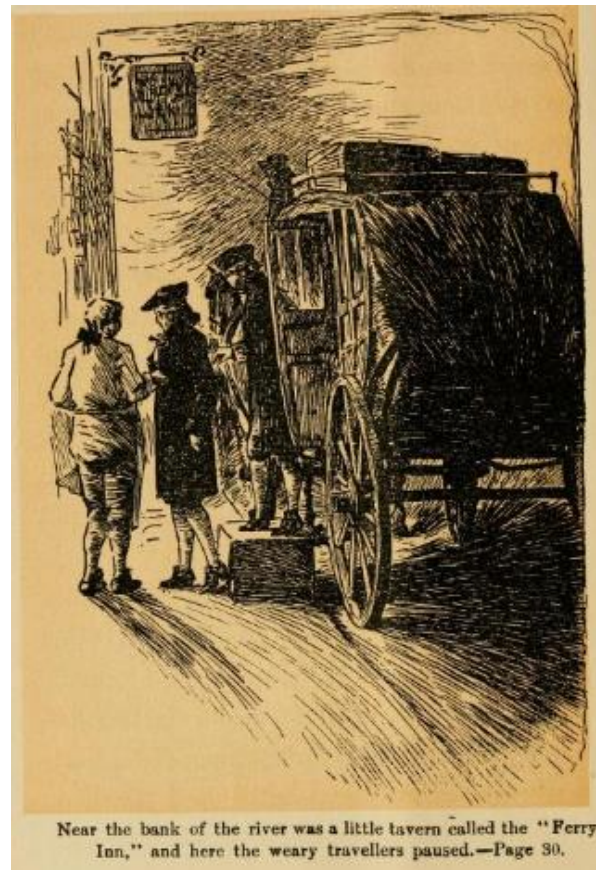
Il a également appris que l'Angleterre essayait de garder tout cela secret ; il a essayé de garder le squelette dans le placard, comme nous le disons maintenant, dans l'espoir que les nuages se dissipent et que les colonies se repentent de leur mauvaise conduite, et continuent à être taxées avec un cœur joyeux et loyal. Toutes ces choses, le jeune de Kalb les communiquait à son maître officiel à Paris, et celui-ci ne pouvait guère se contenir de joie. Il ordonne aussitôt au jeune homme de se rendre en Amérique et d'y poursuivre ses investigations avec une grande prudence et dans le plus grand secret. Il a reçu l'ordre d'inspecter personnellement l'état du pays, ses ports, ses navires, ses forces terrestres, ses ressources, ses armes, et même tout ce qui pouvait être utile en cas de guerre. Il devait en outre s'enquérir de l'attitude des colons envers la France et déterminer s'ils pouvaient accepter un peu d'aide militaire si celle-ci leur était offerte de la bonne manière. Notre jeune héros s'embarqua donc pour sa délicate mission officielle et, après un long voyage orageux, débarqua à Philadelphie le 12 janvier 1768, où il eut bientôt l'occasion d'ouvrir grand les yeux sur l'étonnant état des choses qu'il vit.

CHAPITRE IV.

UN VOYAGE COLONIAL

Lorsque le jeune de Kalb était à Amsterdam, il avait entendu dire que la loi sur les timbres, injuste et cruelle, avait été généreusement abrogée par la mère patrie, sous forme de concession volontaire aux treize colonies. Mais il découvrit alors le fait intéressant que l'Angleterre avait cédé dans ce domaine non pas parce qu'elle le voulait, mais parce qu'elle y avait été contrainte. Et il n'y a aucun mérite à faire une chose parce qu'il le faut. Il s'est avéré que les habitants de Boston avaient refusé de payer des droits sur des marchandises qu'ils n'avaient pas commandé et avaient jeté quelques cargaisons britanniques dans l'océan.

Plus que cela, il vit que les treize colonies se donnaient la main et organisaient des réunions d'indignation, des régiments et des congrès provinciaux, et que les réguliers britanniques étaient incapables d'arrêter ces choses. Lorsqu'il demanda ce que signifiaient toutes ces choses, les bonnes gens se contentaient de sourire et de dire qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, qu'ils aimaient la Grande-Bretagne et qu'ils allaient la soutenir. Mais ils l'aimaient d'une manière très particulière, et le jeune de Kalb en est venu à cette conclusion avant d'avoir vécu très longtemps parmi eux.



Soudain, un homme de Boston, un certain Samuel Adams, s'est présenté avec l'annonce surprenante qu'il pensait que les colonies devaient se laver les mains du gouvernement britannique, renoncer à l'indépendance, défier le roi George et créer une toute nouvelle station. C'était une chose terriblement méchante à dire - horrible ! Pourtant, c'était exactement ce que tout le monde pensait, et ce que notre jeune ambassadeur soupçonnait. À partir de ce moment, Samuel Adams (qui, si vous y croyez, était un Quaker !) a continué à envoyer ces fusées aériennes de trahison jusqu'à ce que d'autres commencent à faire la même chose, et l'air était rempli de déclarations patriotiques, dont certaines ont été transmises au fil des ans et sont maintenant chères au cœur des Américains.

Toutes ces nouvelles ont été envoyées par lettre au Duc de Choiseul, qui les a montrées au roi de France, qui est devenu immédiatement si heureux qu'il savait à peine quoi faire.

En peu de temps, notre voyageur a quitté Philadelphie pour New York, ce qui est un voyage agréable d'une heure et cinquante minutes en ces temps de forte affluence, mais qui a été si difficile et si grave à supporter qu'au bout de trois jours de voyage pénible dans le vieux car de diligence, ils n'avaient atteint que Trenton, l'actuelle capitale du New Jersey, qui n'est pas à mi-chemin. Ici, le large fleuve Delaware, épais de gâteaux de glace, s'étendait

devant la petite fête avec laquelle de Kalb voyageait. La nuit était sombre et on ne voyait pas une seule étoile dans toute la vaste étendue de ciel au-dessus d'eux. Le vent soufflait furieusement, et la nuit était glaciale. Près de la rive du fleuve se trouvait une petite taverne appelée "Ferry Inn", où les voyageurs fatigués faisaient une pause. C'était un endroit confortable, c'est sûr, pour les voyageurs fatigués par une telle nuit. Le feu de la cheminée dansait joyeusement, reflétant sa luminosité sur le sol usé mais impeccable. De belles tasses et des bols d'étain se trouvaient sur des étagères et une navette, - cette fameuse amie des heures d'oisiveté du bon vieux temps, était prête à les recevoir. Les nombreuses petites vitres carrées s'entrechoquaient dans leurs cadres perdus dans la fenêtre, comme si elles avaient l'intention de sortir d'un instant à l'autre pour obéir au coup de vent. L'hôte, avec son tuyau et sa culotte, et portant un tablier impeccable, les reçut avec beaucoup de chaleur, et ils s'assirent un moment au coin du feu pour écouter le discours d'un vieil homme qui avait réécouté les histoires de sa jeunesse au génial propriétaire.

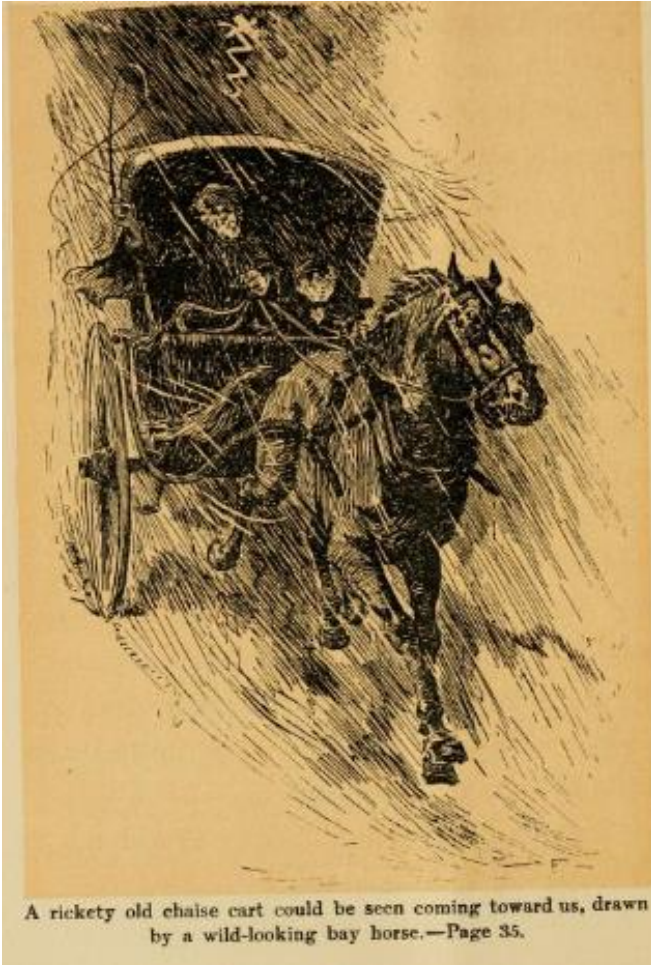
« C'était une nuit comme celle-ci, dit-il, il y a soixante-six ans que je suis né et... »

« Et il s'en souvient bien », interrompit l'animateur, avec un grand rire.

« Non, je ne m'en souviens pas, » sourit le vieil homme, « mais je me souviens que le pasteur m'a raconté que lorsque j'ai grandi un peu, il avait traversé les bois cette nuit-là pour aller chez mon père, pour prier pour mon âme avant qu'elle n'ait une heure, et je me souviens comment j'ai dû apprendre à dire, Dieu bénisse notre gracieux souverain, Guillaume, prince d'Orange et sa gracieuse reine ! Cette nuit-là, le curé entendit dans ces bois un bruit qui fit frémir ses nerfs. C'était la femme de Goodman Proctor, devenue sorcière, qui hurlait au-dessus de la cime des arbres, et secouait des morceaux de neige sur le doublet du pasteur, l'appelant et essayant de le convaincre de se rendre au diable ».

Tu ne dis pas « Dieu bénisse le roi ! maintenant », observe le jeune de Kalb.

« Non », répondit le vieil homme, « Nous avons grandi depuis lors, et Guillaume d'Orange était un roi différent de Georges III. Ils parlent d'indépendance maintenant. Quand j'étais enfant, un homme était pendu pour cela aussi vite qu'on pendait une sorcière, ce qu'on a fait pour vingt personnes dans les environs ».



A rickety old chaise cart could be seen coming toward us, drawn by a wild-looking bay horse.—Page 35.

Puis il y a eu une pause.

« Pensez-vous que la rivière pourrait être traversée jusqu'à la nuit ? » demande le jeune de Kalb, à l'hôte. Le propriétaire se dirigea vers la fenêtre et, avec sa manche, il emporta le givre fondant, puis se mit à glaner dehors.

« C'est une nuit agitée », répondit-il, « mais cela ne me retiendrait pas si je devais partir en voyage. Personne n'a croisé ce soir dont je me souviene, à part Peter Rugg, et il ne s'est pas arrêté ici ».

« Est-il parti seul ? » s'est enquis le jeune de Kalb. Il y eut un rire chaleureux, et le vieil homme leva la tête et dit

« Non », il n'y va jamais seul ; il avait son petit garçon avec lui. C'est un grand voyageur. Attendez un peu que le vent se calme comme il se doit, et notre ami ici présent vous racontera l'histoire de Peter Rugg pendant que vous vous reposerez, car tous les voyageurs devraient le connaître ; ils le rencontreront tôt ou tard s'ils voyagent assez longtemps ; eh, William ! et il a sciemment enfoncé le vieux dans ses vieilles côtes.

« Racontez-nous donc l'histoire, » dit le jeune de Kalb, car je suis moi-même un peu un voyageur, et j'ai voyagé dans de nombreux pays.

Ils se sont donc tous rassemblés autour du feu, et le vieil homme a raconté l'étrange histoire que je ne prétends pas expliquer, mais que je me contente d'enregistrer fidèlement, alors que notre jeune héros et ses amis attendent que l'ouragan se calme.

CHAPITRE V

L'ÉTRANGE HISTOIRE DE PETER RUGG

J'ai fait un voyage de Boston à New York il y a une vingtaine d'années", raconte le vieil homme, "quand une forte pluie a commencé à tomber, qui a frappé le carrosse, m'a mouillé et m'a refroidi. C'était une nuit noire comme celle-ci, et nous traversions le Connecticut. Un marchand de Boston était à mes côtés, et nous avons parlé agréablement malgré la forte pluie, car il n'y avait rien à faire que de mettre un bon visage. Soudain, nous entendîmes un bruit effrayant au loin et, dans un instant, nous vîmes une vieille chaise roulante s'approcher de nous, tirée par un cheval bai à l'allure sauvage. En approchant de notre scène, nous avons pu voir qu'il contenait un peu, un vieil homme ratatiné dont le visage était un réseau de rides, et qui avait un regard très anxieux et excité. À côté de lui, un petit garçon au visage rond, enveloppé dans un grand manteau, clignotait à cause de la pluie qui lui tombait sur les yeux à cause de ses cheveux mouillés, et le frappait au visage avec le vent.

« Priez, monsieur, dit le vieil homme, pouvez-vous m'indiquer le chemin de Boston ? »

« Boston est à trente miles devant vous, » lui répondis-je

« Comment pouvez-vous me tromper ainsi ! » dit le vieil homme, « N'approchons-nous pas maintenant de Salem ? »

« Salem est dans l'autre direction, » lui répondis-je.

« Il est au-dessus de Boston ; vous devez passer par Boston pour arriver à Salem. »

Le vieil homme avait l'air perplexe : « Alors je n'atteindrai pas Boston ce soir », dit-il tristement, et il continua à rouler en levant son cheval. Le temps devenait maintenant épouvantable et le vent battait plus fort qu'auparavant. Des nuages noirs s'amoncelaient dans le ciel et on pouvait entendre le grondement du tonnerre jusqu'au lever du jour.

« Lorsque nous atteignîmes New York, je m'arrêtai à la King's Arms Tavern et racontai par hasard l'histoire du vieil homme à un groupe d'hommes qui s'y trouvaient. »

« Je ne doute pas, » dit l'un d'eux, « que c'était Peter Rugg qui rentrait chez lui. »

« Et qui peut bien être Peter Rugg ? » dit-il.

« Pourquoi, dit mon ami, je n'en sais pas plus que toi, sauf qu'il est sur le chemin du retour à Boston, qu'il y voyage depuis vingt ans et qu'il ne l'a jamais atteint. Il pleut toujours quand on le rencontre ; l'orage semble le suivre partout ».

Après avoir fait mes affaires à New York, je me suis mis en route pour rentrer chez moi dans le car de Boston, et je me suis assis dehors, par un temps rude mais clair, et j'ai parlé avec un homme à la dîme qui avait été dans l'église de M. Mather. Au cours de notre conversation, je lui ai raconté l'incident du vieil homme, et il m'a informé que de nombreux voyageurs l'avaient rencontré avec son petit garçon, et qu'il voyageait toujours dans la tempête. J'ai trouvé l'histoire remarquable, mais je l'ai oubliée dans des choses plus importantes, jusqu'à ce que, peu de temps après, je me trouve dans une taverne de Newburyport, au-dessus de Boston, quand il s'est mis à pleuvoir fortement la nuit, et que le vent a soufflé de telle sorte que les volets ont cogné d'avant en arrière et que des branches se sont détachées des arbres. Alors que je regardais l'orage par la fenêtre, un chariot de chaise roulante s'est précipité le long de la route et s'est arrêté à la porte. Je suis allé de la maison à l'endroit où se tenait le cheval haletant et j'ai vu le véritable vieil homme que j'avais vu pendant mon voyage à New York, et à côté de lui, le petit garçon dont le visage se détachait du grand manteau qui lui couvrait la tête, comme la lune d'un ciel sombre.

« Prie, monsieur, dit le vieil homme, d'une voix très fêlée, auras-tu la bonté de me diriger vers Boston, car j'ai perdu mes repères dans la tempête ; je suis sur cette route depuis l'après-midi ».

« Si c'est le cas, ai-je dit, vous êtes venu directement de Boston ; vous voyagez vers le nord maintenant, et quittez Boston au loin ».

« Impossible ! » dit le vieil homme en se grattant la tête, cela n'aurait pas pu arriver ».

« Tu as probablement traversé la ville sans t'en apercevoir », lui ai-je dit. « C'est une nuit noire ».

Le vieil homme pensa. « C'est très décourageant, dit-il. Très décourageant, car le temps est précieux, et le temps très mauvais ».

« Tu ne t'arrêteras pas, dis-je, jusqu'à ce que l'orage se calme ? »

« Non, répondit-il, je n'ai pas un instant à perdre, » et en retournant son cheval, il fit craquer l'animal avec son fouet et repartit en courant dans la direction d'où il était venu. Après son départ, la pluie a cessé de tomber, les étoiles sont apparues et le vent s'est calmé, de sorte que la nuit a été très belle.

J'étais maintenant très préoccupé par cet étrange voyageur, qui hantait les routes et emportait avec lui le vent et la pluie, et je racontais l'histoire à l'intérieur de la taverne où elle suscitait beaucoup de commentaires de la part de ceux qui avaient entendu parler de l'étrange conducteur et de son petit enfant. Un homme, qui avait été gardien de péage sur un pont près de Boston, raconta que le mystérieux voyageur avait souvent passé sa porte la nuit et ne s'était jamais arrêté pour payer le péage, si bien qu'il avait l'intention d'atteindre sa destination, ce qu'il ne semblait jamais faire bien qu'il la traversait souvent en plein vol, le vent et la pluie jouant derrière lui pendant qu'il avançait à toute allure.

Un autre type - un voyou qui avait l'habitude de séjourner dans l'auberge - m'a raconté qu'une fois, par une agréable soirée, je me trouvais dans une taverne non loin de Hartford, lorsqu'il s'est mis à pleuvoir à torrents ; il a remarqué que les éclairs tordus qui se promenaient dans le ciel avaient fait les lettres P. R., et comment, quelques instants plus tard, le vieil homme sur sa chaise roulante s'est précipité avec un regard sauvage dans les yeux et a monté son cheval comme si la vie de son âme en dépendait. Pensant l'arrêter, il s'empara d'une grande selle accrochée au montant de la porte et la lança avec intelligence sur le conducteur volant, mais cela ne fit aucun effet, car mon ami m'informa qu'elle traversait le corps du vieux Pierre sans le secouer et que l'on pouvait encore voir la selle couchée sur le côté opposé de la route de la taverne, car personne n'a osé lui mettre la main dessus depuis ce jour-là jusqu'à aujourd'hui, croyant qu'elle était ensorcelée.

Un autre homme, le tenancier de la taverne, ne semblait pas très agité par tout cela, car il avait maintes fois dirigé le voyageur qui avait engendré la tempête, comme on l'appelait, et le croyait en chair et en os, bien qu'il ne puisse offrir aucune solution au voyage de fin de parcours que l'étrange couple avait fait à travers tout le pays de la Nouvelle-Angleterre.

Une fois, il dit qu'après une belle journée d'été, le ciel était soudain devenu menaçant et qu'une terrible tempête avait éclaté à la tombée de la nuit, lorsque, peu après, Peter Rugg,



He heard the public utterances of the famous patriots, and talked with them without revealing his identity or his mission.—P. 61.

avec sa chaise et son petit garçon, arriva en courant le long de la route et demanda s'il n'était pas à Boston, et où il pouvait trouver Middle Street.

En entendant cela, j'ai décidé de visiter Middle Street quand j'aurais la prochaine occasion de le faire, et de me renseigner sur le mystérieux Pierre parmi les habitants de cette rue. J'ai donc rendu visite à une Mme Dyer dans ce quartier, et j'ai appris qu'un homme nommé Rugg avait vécu à ses côtés une vingtaine d'années auparavant, qui avait l'habitude de jurer terriblement lorsqu'il était en colère, bien qu'il soit par ailleurs un homme très viril.

Elle a ajouté que lorsqu'il perdait son sang-froid, aucun pouvoir ne pouvait le contrôler, et qu'on le voyait souvent faire des pirouettes dans sa rage, jurant ainsi en cercle - une méthode inédite, jamais utilisée auparavant - et que l'atmosphère de ses dénonciations et menaces était souvent si épaisse qu'il fallait ouvrir les fenêtres pour que sa colère soit mieux aérée. Aussi vrai ou faux que cela puisse être, son mari, qui était diacre dans l'Église du Sud, m'a informé que le chapeau de Pierre était souvent vu tordu au-dessus de sa perruque, parfois jusqu'à quinze pouces, poussé par la force et l'ampleur de ses serments.

Une fois, Mme Dyer m'a informé que Peter Rugg avait conduit avec son petit fils jusqu'à Concord pour chercher de la nourriture, lorsqu'une terrible tempête s'est levée et qu'il s'est arrêté chez un fermier sur le chemin du retour, où il a été prié de rester toute la nuit, pour le bien du petit garçon qui pourrait prendre froid, étant dans un chariot ouvert au milieu d'une telle tempête. Elle raconta que la femme du fermier avait raconté que Peter Rugg avait posé son poing sur la table en maudissant la pluie et en disant qu'il rentrerait chez lui le soir même, ou qu'il ne rentrerait jamais chez lui, et qu'il avait fait trois sauts périlleux en l'air et dansé une telle gigue que le verre est tombé de la voiture.

Et l'orage prit le vieux Peter au mot, car depuis ce jour, il a parcouru le pays, toujours suivi d'un orage moqueur, et n'est jamais rentré chez lui.

Sa femme a attendu en vain pendant de nombreuses années, puis elle est morte de vieillesse et a été enterrée dans l'église de M. Mather. Le petit garçon n'a jamais grandi d'un pouce et n'a jamais rien eu à manger, pour autant que les gens sachent.

Je ne peux pas certifier la véracité du récit de Mme Dyer, mais je peux dire avec la plus grande certitude qu'aucun aubergiste honnête ne le contredit ; que Peter Rugg est toujours en voyage dans le pays, à la recherche du chemin de Boston, avec ses deux fourmis attentives, la pluie et son petit garçon, et qu'il est passé par ici cette nuit même, il y a à peine une heure.

CHAPITRE VI

Voir New York.

C'est l'information la plus remarquable que j'ai jamais entendue, a déclaré le jeune Baron de Kalb. Je prévois de visiter Boston d'ici quelques jours, et j'enquêterai personnellement sur ces faits étranges pendant mon séjour.

Je ne peux pas dire s'il a trouvé le temps de le faire, mais lorsqu'il est arrivé chez lui, il a raconté cette histoire singulière à sa femme, qui n'avait aucune explication à donner, si ce n'est que l'Amérique était un endroit bizarre, et que depuis l'époque d'Hendrick Hudson, des choses extraordinaires se sont produites. Pour ma part, je suis incité à douter de quelques points du récit. L'incident du petit garçon qui n'a jamais grandi en vingt ans est plutôt une circonstance suspecte, et le fait qu'il n'ait jamais pris froid pendant tout ce temps est un peu étrange. Il y a cependant une chose qui recommande très fortement l'histoire, et c'est le rôle joué par la tempête de pluie. Je ne peux que dire que si la nature s'efforçait de prendre les hommes au mot en toute occasion, ce serait une excellente chose pour le monde en général.

Peu après, le vent s'est un peu calmé, et le groupe a décidé de traverser le fleuve avec son carrosse et ses chevaux sur un haut radeau, et de poursuivre le voyage vers New York. Il restait cinq hommes et quatre chevaux et ce n'est pas sans regret que le petit groupe de voyageurs quitta la taverne confortable avec son feu de bois crépitant et ses conversations animées, et enveloppa leurs manteaux, pour se rendre à l'embarcation de fortune qui devait les porter de l'autre côté de la rive.

Il s'est vite avéré que le vent, bien qu'il se soit enfoncé, n'était en aucun cas mort, car il s'est relevé avec une vigueur accrue et, lorsque les voyageurs étaient à mi-chemin, il hurlait autour d'eux avec une fureur implacable. Peu après, le bateau sans défense fut conduit avec une force impressionnante sur une petite île rocheuse au milieu du large fleuve. Les chevaux se sont noyés et tous les bagages et les provisions ont été perdus. Le petit groupe monta sur l'île rocheuse et mêla ses voix dans un appel au secours qu'il espérait pouvoir entendre sur la rive. Mais les gémissements du vent ont noyé leurs appels. Ils crièrent encore et encore, mais l'ouragan sauvage et impitoyable ne fit que se moquer de leurs faibles efforts. Ils pouvaient voir les lumières vacillantes de la taverne lointaine, petite mais joyeuse, à travers la neige épaisse qui commençait maintenant à tomber, et souffler en dérives autour d'eux. Blottis sur ces rochers sombres, ils battaient des bras et bougeaient les pieds pour ne pas geler. Toute la nuit, ils attendirent ainsi que les heures s'écoulaient, jusqu'à ce que le matin, deux d'entre eux soient morts et que les autres soient retrouvés inconscients et courbés dans l'épaisse neige, et emmenés sur la rive, où ils furent soignés dans une maison voisine jusqu'à ce qu'ils puissent poursuivre leur voyage.

À New York, le jeune Baron a constaté les conditions avec un œil attentif. Il y avait beaucoup d'Allemands, et sa visite fut pleine d'intérêt et de plaisir. Le sentiment des colons était difficile à comprendre. Ils attendaient tous l'indépendance avec impatience, mais ils n'étaient pas seulement prêts à partir en guerre. Le jeune agent semblait avoir des yeux derrière la tête. Il voyait des choses que l'étranger moyen n'aurait jamais remarquées. Il ne faisait que regarder, écouter, poser des questions et communiquer ses opinions et ses découvertes au Duc de France.

Il a vu que les habitants de New York étaient prospères et indépendants, et qu'ils avaient des opinions très originales sur la question du gouvernement. Il visita le Kings' College, aujourd'hui Columbia, et vit que de jeunes hommes y étaient éduqués, et que le siège de l'apprentissage envoyait ses érudits et ses penseurs pour promulguer la conviction, si étrange à entendre, que tous les hommes sont créés égaux. Il visita les maisons publiques où les *Fils de la Liberté* avaient l'habitude de se rassembler, et entendit le Parlement britannique dénoncer dans de nombreuses tasses de flip grésillant. Il a vu la matrone et la bonne, ainsi que la vieille fille timide mais patriotique, s'abstenir de la délectation si tentante présentée dans la tasse de thé parfumée, car cet article était soumis à une taxe exorbitante. Il voyait les

bons citoyens faire des sacrifices sur tous les fronts au nom du principe et de l'exemple. Il les voyait se passer de produits importés - leurs épouses et leurs filles patriotes abandonnant les modes et les ceintures de fourrure du Londres mondain et apparaissant dans des vêtements faits maison. Il voyait les jolies demoiselles à l'époque critique des seize ans, quand il fallait surtout désirer des vêtements séduisants, dépouillés de toutes leurs parures précieuses et chéries ; la boucle d'oreille à lacets, le jupon ébréché, la capote en soie, le ventre envoûtant ; tout ce qui était attirant et séduisant sauf leurs gracieuses courtoisies, et cela n'était pas importé. En vérité, ces sacrifices constituaient une noble martyre, en effet, et la glorieuse illustration, pour l'ambassadeur de France, du sentiment patriotique qui envahit toute la colonie.

CHAPITRE VII

NOUVELLES ARRIVÉES

Un après-midi, notre agent secret a plié ses pas en direction de la Province Arms Tavern pour sécuriser son transport vers Boston. Il n'y avait pas de ligne de carosse entre les deux villes à cette date, car il était d'usage que les voyageurs accompagnent le postier à cheval, et ce gardien officiel du courrier colonial était très souvent à la tête d'un cortège équestre hétéroclite lorsqu'il faisait son chemin entre la capitale puritaine et la métropole néerlandaise. Ah, combien de lettres d'amour, respirant l'espoir à travers leur belle phrase, languissaient dans le doublet du facteur toujours le bienvenu, ou peut-être sous son siège alors qu'il pressait son cheval fatigué à travers les sombres forêts du pays de Nouvelle Angleterre pour sa course la plus importante ; et ah, combien de jeunes filles pensives se rassemblaient sur le lieu de son arrivée et observaient avec des regards mélancoliques la distribution des paquets et des lettres qui lui avaient été confiés alors qu'il passait de village en village au cours de son périlleux voyage d'une semaine. Et trois fois envié, le fier propriétaire de l'auberge où le facteur avait installé son poste.

Le propriétaire des armes de la province se tenait sur le pas de sa porte, vêtu d'un tablier blanc et d'un large sourire qui mettait efficacement en valeur le haut et le bas de sa grande silhouette. Les champs et les arbres autour de l'auberge avaient jeté leurs vêtements d'hiver et, fidèles à la mode universelle de la saison, s'étaient parés de vert en abondance. Le temps était doux et agréable. Sous les arbres majestueux étaient assis des groupes d'hommes

parlant et fumant au-dessus de leurs tasses de cidre, qui étaient remplies à intervalles réguliers par un petit garçon charmant, qui entrait et sortait en dansant avec un plateau astucieusement rempli de balles des deux mains. De temps à autre, un rire joyeux emplissait l'air. La fumée assoupie des pipes s'enroulait paresseusement dans les feuilles, faisant son voyage sans but dans l'air de l'été et se dissolvant dans le néant. Plusieurs chevaux étaient attachés aux arbres en bas et paissaient, satisfaits, sur la pelouse non entretenue. La scène était paisible.

Mon hôte, Maître Burns, contemplait ses invités, les mains posées sur ses hanches et les yeux plissés, car le soleil les éblouissait, et il essayait de repérer une figure particulière parmi les différents groupes. Finalement, il appela, et l'un d'eux se retourna, dit-il,

« Et maintenant ? »

« Je dis qu'il y a un signe du garçon ? » répondit Maître Burns.

« Non »

« Il est en retard d'un jour »

« Peut-être qu'il est resté à Hartford »

« Il n'attend pas à Hartford », répondit l'hôte. Il est plutôt gardé à Boston par les troupes de Gage. Il y a une vingtaine de personnes qui attendent de rentrer avec lui et les chevaux pour être nourris et gardés. »

« Mon brave homme », dit le Baron de Kalb en s'avançant vers le porche, « je veux en ajouter un autre à cette vingtaine de voyageurs, car je vais à Boston par le prochain poste. »

« Dieu me bénisse », dit l'hôte, « Boston est comme une bouilloire qui bout maintenant, et tous ceux qui le peuvent s'en éloignent. Je doute qu'ils aient gardé le garçon lui-même là-bas pour fouiller dans ses lettres et ses paquets afin d'espionner les complots des rebelles comme ils les appellent. »

« Vous ai-je entendu dire que les troupes du général Gage étaient à Boston ? » dit de Kalb.

« Oui, pour être sûr », répondit l'hôte, « ils sont cantonnés sur la commune, car ils ne peuvent pas se loger dans la ville. Boston est dans un état exposé ; pourquoi y allez-vous ? »

À ce moment-là, plusieurs flâneurs et un ou deux indiens et nègres à l'air paresseux s'étaient rassemblés autour du Baron et le regardaient comme s'il était un personnage très suspect.

« Je dois quand même aller à Boston », insista-t-il, « et je veux passer par le prochain poste, si possible. »

« Eh bien, alors, » dit l'hôte, « il y a un cheval dans cette écurie que vous pouvez avoir, et vous devrez payer la moitié à l'avance maintenant, ce qui représente une livre de l'argent de Sa Majesté, et remettre le cheval à M. Winslow lorsque vous arriverez au King Arms à Boston, dont vous serez responsable jusqu'à ce qu'il soit sain et sauf ; mais ne le remettez pas avant que M. Winslow vous donne une livre que vous donnerez au garçon pour qu'il l'amène ici ; et vous pouvez vous y installer sain et sauf sans être fusillé pour un rebelle ».

Cette dernière salutation appréhendée n'était pas du tout encourageant pour notre agent étranger mais il oublia vite les dangers de son séjour projeté dans une volaille froide et une bouteille de sac que mon hôte lui avait fourni et dans la conversation édifiante qui accompagnait le rafraîchissement comme une sorte de sauce verbale. En effet, alors que le Baron s'était assis dans la longue salle immaculée des armoiries de la province avant le repas, le maître Burns confia à son invité inconnu de nombreux faits qu'il avait appris des dignes représentants qui avaient l'habitude de se réunir chez lui, de discuter des affaires coloniales et de réfléchir aux actions oppressives de la Grande-Bretagne.

Mais peu de temps après, on pouvait voir à travers la fenêtre les cintres qui quittaient leur siège confortable et d'autres visages se profilaient à l'extérieur, et tous semblaient excités et très attendus. Des hommes et des femmes sans chapeau ni coiffure, à peine habillés, se précipitèrent sur la pelouse, à bout de souffle, et se rassemblèrent en petits groupes autour de la porte. Les enfants arrivaient en bondissant de la route et criaient « Il est là, il est là ! » à tue-tête, s'occupant du porche comme s'ils étaient sur des ressorts. Des cris et des hurlements se faisaient entendre au loin, jusqu'à ce qu'un grand nuage de poussière s'élève sur la route et que, comme par magie, un cheval et un cavalier s'élancent de la route et remontent sur la vaste pelouse. Et là se tenait le post-boy tardif, poussiéreux et taché par le voyage, l'obstétricien servi par tous les observateurs, enlevant son chapeau de manière très ostentatoire, et se prélassant dans toute sa gloire et sa popularité locales.

Le gouverneur a ordonné à l'Assemblée d'ajourner ses travaux et les a menacés avec les troupes de Gage, a-t-il déclaré, en reprenant son souffle. Puis il a jeté son grand sac, avec son précieux contenu, directement sur la tête de Maître Burns, et les quelques personnes qui se trouvaient près du propriétaire ont fait une grande bousculade pour l'obtenir.

« Alors les choses se sont bien passées ! » a déclaré Maître Burns, « et je suis d'accord avec M. Adams pour dire que le moment est venu de frapper. »

« C'est un scandale », a crié une femme, « et le roi est un tyran, et le gouverneur de Boston est un méchant, un lâche et un despote. Qu'ont fait les hommes de l'Assemblée lorsqu'ils ont ajourné ? »

« Qu'ont-ils fait lorsqu'ils ont ajourné ? » rugit le post-boy, en descendant et en s'étirant lui-même. « Avez-vous entendu cela ? Qu'ont-ils fait ? » « Quand ils ont levé la séance ! Pourquoi n'ont-ils pas levé la séance ? Ils ont continué à s'asseoir et à passer des résolutions - j'ai lu qu'il fallait lever des troupes - et ils sont encore assis - que le Seigneur les bénisse ! »

Et puis il y eut un grand cri de tous les corps présents, et le Baron de Kalb pensa qu'il était grand temps pour lui de visiter le centre de tempête de la Nouvelle Angleterre et se félicita de tout cœur d'avoir engagé un cheval.

CHAPITRE VIII

MALFAISANT BOSTON

Il a trouvé Boston, la ville la plus désobéissante et indisciplinée des colonies. Là-bas, les bonnes gens lui ont dit combien ils aimaient la mère patrie ; comment rien ne pouvait les séparer ; et quand ils ont fait un clin d'œil, le Baron a notifié ces clins d'œil au Duc de Choiseul et le Duc a notifié le roi - car un clin d'œil signifie beaucoup en France même maintenant, et avait une grande signification politique dans le bon vieux Boston colonial.

Le Baron remarqua qu'il y avait une collection très spectaculaire de magasins militaires à Concord.

Il a entendu les déclarations publiques des fameuses émeutes, et a parlé avec eux sans révéler son identité ou sa mission. Il a décidé que la guerre entre l'Angleterre et ses troupes

américaines était inévitable et que lorsque la colère des colons éclaterait sans retenue, le spectre d'une indignation justifiée serait terrible mais glorieux à voir.

Il vit que l'Angleterre était au bout du rouleau, que la limite de la patience coloniale était presque atteinte, et que lorsque cette patience serait épuisée, il y aurait une explosion. Tout cela, il le communique à ses supérieurs à l'étranger, qui sont extrêmement chatouillés par l'état des choses et commencent à réfléchir à de nombreux projets.

Mais tout à l'heure, une information très sérieuse est parvenue à notre jeune ami. Il a appris que ses lettres à destination de la France étaient ouvertes par les autorités britanniques dans le bureau de poste colonial. Toutes celles que le Duc de Choiseul avait reçues portaient un sceau brisé.

Ah, à quelle profondeur les hommes et même les nations s'enfonceront lorsqu'ils seront

hantés par une appréhension secrète et par des peurs silencieuses ! Le jeune Baron cesse d'envoyer des lettres à ses maîtres, résolu à terminer son périple au plus vite et à rentrer chez lui. Devenu un objet de suspicion, il ne pouvait guère espérer en recevoir davantage car il ne savait pas qui étaient ses ennemis et qui étaient ses amis, ni combien d'informations fausses et trompeuses pouvaient lui être mises en travers de la gorge. Il n'avait pas non plus besoin de s'enquérir davantage qu'il ne l'avait déjà fait. Il savait que les petites colonies du monde occidental allaient devenir une puissance puissante, puissante par ses richesses et ses ressources, puissante dans leur vaste pays fertile, puissante par les vertus que leur vie austère



et utile leur avait inculquées, puissante par les liens qui les unissaient et qui en faisaient un gouvernement central. Ce fut le plus grand spectacle de son histoire, et il inspira le jeune de Kalb. Il rentra chez lui plein d'admiration pour la nouvelle terre, ravi de l'esprit de liberté et de justice qui l'avait envahi, et il chanta les louanges de l'Amérique au roi de France. Il dit au Duc de Choiseul que les treize colonies se dirigeaient tête baissée vers leur destin. Il prophétisa que l'Angleterre allait bientôt perdre chaque centimètre de territoire qu'elle possédait alors en Amérique du Nord, et des milliers d'hommes, et des millions de livres sterling en plus.

Et alors le roi de France ne put se contenir, mais il ria joyeusement, et tous ses ministres et courtisans, comme les fidèles sujets qu'ils étaient, rirent aussi, car c'était une blague bien grasse, c'est certain.

CHAPITRE IX

LE BARON PERD SON POSTE

Le gouvernement français était désormais résolu à aider la rébellion coloniale chaque fois qu'elle éclaterait. Le prudent Duc de Choiseul ne se soucie pas d'anticiper ni de précipiter l'événement, mais préfère attendre patiemment et laisser la querelle de l'Angleterre avec ses colonies suivre son cours. Vous vous demandez peut-être pourquoi le gouvernement français s'intéressait tant aux affaires américaines et tenait tant à ce que les colonies se rebellent contre leur mère poétique de l'autre côté de la mer. Il est donc important que vous sachiez, comme vous l'avez probablement déjà fait, que ce n'est pas une impulsion généreuse et patriotique qui a poussé le roi de France et son ministre avisé, mais simplement un sentiment de dépit national contre leur rival qui les a incités à chercher, dans les treize colonies, une voie qui pourrait mener à une douce vengeance. Mais il ne faut pas croire que ce sentiment indigne a poussé notre héros et son fidèle ami, le jeune Lafayette, à se battre pour l'indépendance coloniale. Car lorsqu'ils sont venus, ils sont venus en tant que simples citoyens et volontaires. Et c'est pourquoi leurs noms sont inscrits avec respect dans l'histoire américaine.

Il s'est avéré que le duc de Choiseul n'ayant plus d'utilité pour notre ami de Kalb, l'ambassadeur a été licencié, car le grand Duc ne voyait pas l'utilité d'accorder des courtoisies ou des faveurs à un fidèle serviteur pour ses services passés. On dit donc au Baron qu'il « était

fini », comme on dit en Nouvelle-Angleterre courtoise, lorsque les employés sont renvoyés, et il se rend chez lui. Il s'est vite mis à la recherche d'un nouveau domaine, avec des jardins spacieux et des chemins de gravier sinueux, et s'est installé à nouveau pour mener une vie tranquille avec sa femme et ses enfants au milieu de ces scènes agréables. Ici, sous les arbres en fleurs, il pouvait être vu par les passants, assis sur un banc rustique ou se promenant parmi les lieux de prédilection de son grand parc. Peut-être qu'au milieu de ces agréables alentours, il racontait à ses petits auditeurs aux yeux écarquillés quelques-unes des mystérieuses légendes qu'il avait entendues sur les rivages lointains de l'Amérique, où les sorcières et les gobelins étaient censés habiter les forêts sombres et les rivages solitaires. Cependant, il se peut que les mois et les années se soient écoulés et aient apporté avec eux les événements importants qu'ils avaient prédits. Tandis que notre héros menait cette vie heureuse et paisible dans les environs de sa belle maison, au milieu des oiseaux et des fleurs, avec sa femme et ses enfants aimants pour remplir ses journées de calme et de satisfaction, Louis XV était en faisant des câpres dans son palais royal à Versailles. Il était si occupé à s'amuser qu'il perdit complètement la tête et oublia ses devoirs de roi de France. Dans le tourbillon de joyeuses danses, sa couronne royale tomba, et finalement, épuisé, il s'allongea et mourut, c'était la première chose importante et sérieuse qu'il faisait depuis sept ans. Bien sûr, il avait tout oublié de l'Amérique et de sa politique étrangère, et de ces détails fastidieux, mais le Duc de Choiseul avait gardé un œil attentif sur les colonies turbulentes de l'autre côté de l'océan.

Il est arrivé maintenant que Louis XVI est devenu roi, qui, après un règne plutôt troublant, a perdu la tête d'une manière tout à fait différente de son prédécesseur, car il a été guillotiné lors de la Révolution française. Il a relancé, cependant, l'intérêt de son gouvernement pour les affaires coloniales et l'intention de venir en aide aux sujets opprimés de Grande-Bretagne, si une occasion favorable se présentait.

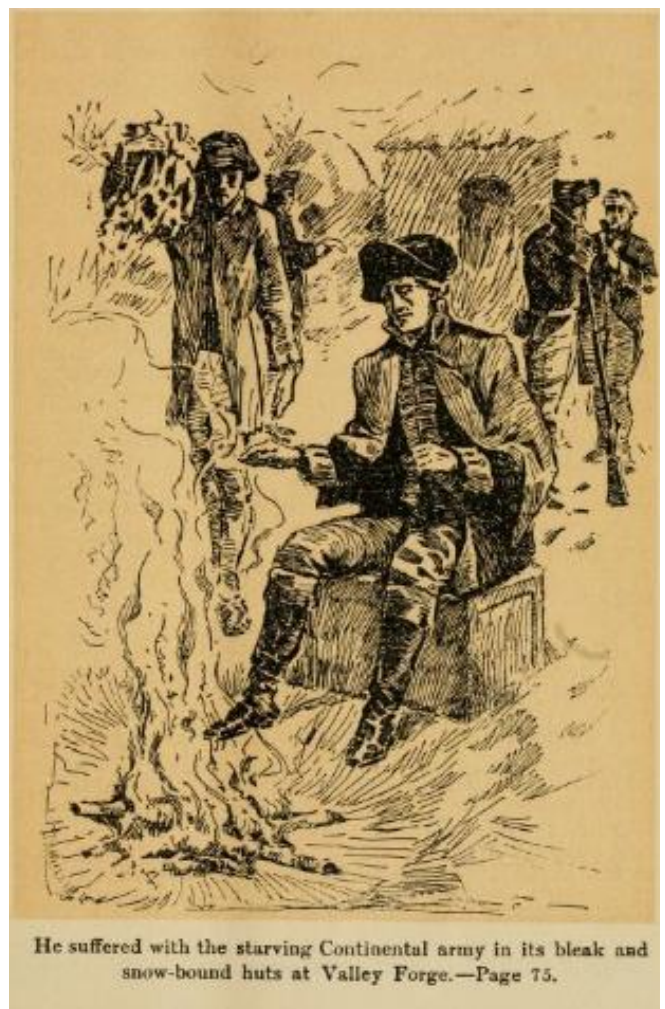
En 1775, les treize colonies se soulèvent dans leur colère, sous le pied de la tyrannie britannique, et défient le roi George III.

Viennent ensuite les escarmouches de Concord et de Lexington, la bataille de Bunker Hill, le siège de Boston et les efforts désastreux des patriotes pour conquérir le Canada.

En 1776, la Déclaration d'indépendance a secoué le monde et les treize colonies se sont présentées sur la grande scène comme une nation indépendante.

Mais avant cela, le Baron de Kalb avait quitté sa maison pour se joindre à la lutte contre la Grande-Bretagne. Il avait fait la connaissance du marquis de La Fayette, et ils avaient décidé de partir ensemble pour l'Amérique et d'offrir leurs services à l'armée continentale. Ainsi, pendant que les hauts dignitaires de la France déroulaient de grandes boules de paperasserie dans leur chambre du conseil solennelle, et qu'ils prenaient et défaisaient des résolutions, et pendant que Sa Majesté Royale examinait combien la France pourrait gagner par un traité d'alliance avec l'Amérique, ces deux nobles hommes d'action ont mis leurs épées à l'épreuve et ont quitté leurs foyers pour rejoindre les patriotes qui se battaient contre la nation la plus puissante du monde.

Le marquis de Lafayette était jeune et fringant, plein d'enthousiasme et d'esprit de liberté. Le Baron de Kalb était plus âgé, plus réfléchi, plus expérimenté, et avec une formation militaire scientifique que la cruelle guerre de Sept Ans lui avait fournie, et telle qu'aucun général américain ne possédait à l'époque. Il avait une silhouette énorme et ses yeux féroces regardaient sous son lourd front et ses cils sombres comme les yeux d'un aigle. Ses lèvres se ferment aussi fermement que les mâchoires d'un étau d'acier. Sa présence était auguste et terrible. Il était plus grand que le général Washington lui-même, et sa présence hautaine et militaire lui donnait l'apparence d'un ancien gladiateur ou d'un géant légendaire. Son allure était en effet assez redoutable, on pourrait le supposer, pour effrayer toute une armée.



Au mois de septembre, ces deux hommes, le petit marquis français et le gigantesque baron allemand, se sont rendus à Philadelphie, la capitale coloniale, où se tenait le Congrès continental. Ce corps patriotique était alors très perplexe quant à la répartition des commissions militaires. Car l'Amérique n'avait jamais mené de guerre internationale régulière auparavant ; c'était une chose entièrement nouvelle, et tout le monde voulait être général. Les demandes affluaient de toutes parts comme des réponses à une publicité, et il semblait qu'il n'y aurait pas de soldats ordinaires dans l'armée, tant les hommes de bien de l'époque étaient désireux d'en être les chefs. Ils ne semblaient pas réaliser la vérité du dicton de M. Gilbert, selon lequel « quand tout le monde est quelqu'un, alors personne n'est personne », et ils réclamaient les portes de l'ancien Independence Hall pour les grades et les titres militaires.

Dans cette situation difficile, le Congrès a trouvé qu'il était assez difficile de donner un rang militaire approprié à des étrangers distingués. S'ils y avaient réfléchi à deux fois avant de nommer Gates et Lee comme généraux, la cause de l'indépendance aurait été bien mieux défendue, mais ils choisirent d'honorer ces deux Anglais sans scrupules et d'offenser les courageux et généreux volontaires qui venaient d'arriver de France. Lafayette est donc un jeune homme de fortune, volontaire pour servir sans rémunération, et s'attache au commandant en chef, qui ne reçoit pas non plus d'argent pour ses glorieux services, et leurs noms sont désormais associés l'un à l'autre tout au long de la guerre. Très vite, les sages du Congrès et même les généraux continentaux furent convaincus qu'ils ne pouvaient pas se permettre de laisser un soldat comme de Kalb leur échapper, car il avait une éducation militaire qu'aucun d'entre eux ne pouvait revendiquer, et ils lui proposèrent immédiatement une nomination en tant que général de division dans l'armée continentale, et à ce titre, il est connu comme l'un des soldats les plus courageux, les plus loyaux et les plus efficaces qui aient jamais combattu sous notre cher drapeau.

CHAPITRE X

SIR HENRY CLINTON FAIT DES PROJETS

L'histoire de notre héros, à partir de ce moment, serait, en vérité, une histoire des années de réarmement de la vieille guerre. Il est rapidement devenu un grand admirateur de Washington, et a chanté les louanges du commandant en chef dans toutes ses lettres à la

maison. Son avis était sollicité et suivi par le chef et par les autres généraux dans tous les mouvements importants. Il se battit dans ces batailles féroces et infructueuses qui furent menées pour empêcher les troupes britanniques d'entrer dans Philadelphie, et il souffrit avec l'armée continentale affamée dans ses huttes sombres et enneigées à Valley Forge. Il découvrit que se battre en Amérique était très différent de diriger des régiments bien entraînés qui avaient été déployés contre Frédéric de Prusse pendant la guerre de Sept Ans.

C'était alors la période sombre de la guerre d'indépendance, lorsque l'échec et la défaite, la pauvreté et la souffrance avaient rempli le pays de ténèbres. La perspective, si brillante au début, s'était évanouie dans un profond désespoir. Il n'y avait pas d'argent pour poursuivre la guerre ; les munitions étaient rares et les provisions presque épuisées. Au milieu de ces conditions décourageantes, on apprend que la France s'est enfin décidée à donner un coup de pouce aux colonies en mettant à leur disposition une splendide flotte.

C'est alors que Sir Henry Clinton, le commandant britannique, décida de diriger son attention vers le Sud où aucune bataille importante n'avait été menée, et de mettre fin à la guerre, si possible, en conquérant les colonies du Sud. Car si les Américains n'avaient pas accompli grand-chose dans les environs de New York, ni chassé le fier Baronet de ses agréables quartiers, l'armée de Sir Henry n'avait pas grand-chose à montrer dans ses déplacements en Pennsylvanie et dans le New Jersey, et, dans l'ensemble, Son Excellence pensait qu'il serait sage de pousser la guerre plus vigoureusement dans le Sud, où une diversion sous Lord Cornwallis était campée.

En mai 1780, Charleston, en Caroline du Sud, fut livrée aux Britanniques après un siège acharné, et tous les soldats continentaux de cette ville devinrent des preneurs de guerre. Ce fut une grande victoire pour l'armée britannique et un terrible désastre pour les patriotes. La Caroline du Sud fut envahie de toutes parts par des renforts de l'ennemi. Les fourmis ont été forcées de rejoindre l'armée britannique ou de fuir le pays. Leurs maisons ont été brûlées ou pillées, et toutes les cruautés et les outrages ont été perpétrés par l'armée du roi George III. Les familles étaient séparées, les femmes et les enfants étaient assassinés, les hommes étaient placés sur des bateaux-prisons, où ils étaient enchaînés dans des cachots et laissés à la famine. Sir Henry Clinton s'était rendu dans le Sud pour superviser ces choses en personne, et a pu voler pour lui-même et ses officiers jusqu'à un million de dollars aux innocents. Finalement, Sir Henry, avec une grande partie de son armée victorieuse, partit pour New York, laissant

Lord Cornwallis dans le Sud. Alors qu'il se dirigeait vers le nord, le Baron de Kalb, avec une force importante, se dirigeait vers Charleston pour renforcer les habitants qui souffraient. Alors qu'il traversait la Virginie, des dizaines de Les patriotes ont rejoint les rangs jusqu'à ce que les troupes du Baron se soient transformées en une splendide armée. La légion qu'il avait menée depuis New York, s'était agrandie et s'était rallongée, comme une boule de neige qui roule, au fur et à mesure de sa marche de sauvetage. Le Baron ne savait pas que Charleston était tombé et il espérait arriver sur place à temps pour sauver la ville. Mais avant qu'il n'ait franchi la frontière sud de la Virginie, il entendit la nouvelle alarmante. Et du nord, vint une nouvelle encore plus malheureuse, comme il le savait au fond de son cœur - la nouvelle que le général Horatio Gates, le vainqueur de Saratoga et le conquérant de Burgoyne, toujours dans le feu de l'action et la gloire de ses récents triomphes dans le nord, avait été nommé commandant en chef de toutes les forces du sud, et était en route pour prendre le commandement.

Si le Baron de Kalb avait été autorisé à agir en tant que commandant de l'armée du Sud, les tristes événements que je dois maintenant relater ne se seraient jamais produits. Gates était un homme vaniteux et jaloux, sans patriotisme et sans honneur. Sa chance lui a fait tourner la tête et il se voyait comme un grand libérateur, plus sage encore que le général Washington qu'il essayait par tous les moyens de remplacer.

De Kalb reçut l'ordre de se rendre en Caroline du Nord, où il attendait l'arrivée de son chef.

CHAPITRE XI

GEN. GATES CHANGE D'AVIS

Le Congrès continental a estimé que le général Gates était un homme très extraordinaire. Il était autorisé à rapporter ses plans et ses mouvements directement à cet organisme, et non au général Washington, comme c'était la coutume des autres généraux. Il avait fait une si belle impression par son discours extravagant et ses déclarations pompeuses selon lesquelles un plan secret avait été mis en place pour faire de lui le commandant en chef de toutes les forces continentales. Ce plan échoua parce qu'il y avait au Congrès quelques grands hommes assez sages pour savoir que ses prétentions étaient une imposture, qu'il n'était ni assez patriote, ni assez honnête, ni assez courageux pour mener la guerre à bien.

Mais il était le favori de quelques-uns qui avaient été éblouis par sa présence imposante, et par l'influence de ceux-ci il avait été désigné pour mener avec pleine autorité la campagne du Sud.

Après une longue et fatigante marche, marquée par beaucoup de souffrances et de faim, les troupes du Baron de Kalb campent à Wilcox Mills, sur les rives de Deep River, où, peu après, les hautes et puissantes Portes arrivent avec un grand essor. Le Baron de Kalb le reçut avec une salve de treize canons, et tous les honneurs que le rang du nouveau commandant, et sa nature arrogante, semblaient exiger. L'auguste guerrier du Nord prend alors le commandement en grande pompe, et le Baron de Kalb prend en charge une petite division.

On dit, en effet, que l'armée du Sud, qui a tant besoin de compétences militaires et d'un jugement calme et réfléchi, et qui a tant besoin d'une direction honnête à ce moment-là, aurait dû être privée de l'un des généraux les plus scientifiques et les plus compétents que le Congrès avait employés, et donnée à un homme qui n'agissait pas dans un but patriotique et pour le bien de son pays, mais simplement pour faire étalage et pour sa renommée personnelle. Mais il en fut ainsi, et les terribles conséquences qui s'ensuivirent sont gravées dans les annales de notre pays comme l'une des fautes les plus tristes et les plus inutiles de la grande et vieille guerre

Après avoir inspecté les troupes, le général Gates, sans consulter aucun officier, annonça à l'amiable que les régiments faibles et fatigués, qu'il appelait sa « grande armée », devaient être prêts à se rendre le lendemain matin à Camden en Caroline du Sud, où l'armée britannique bien rodée était cantonnée. A cet ordre saisissant, ses officiers lui adressèrent une lettre, lui rappelant le pays sombre et stérile qu'ils devaient traverser, l'absence des provisions et des munitions, tous les obstacles qui se trouvaient sur la ligne de marche, mais leurs arguments et leurs avertissements furent sans effet. Le général Gates croyait que dès que l'ennemi entendrait parler de son approche, les troupes effrayées se transformeraient en une peur mortelle et s'enfuiraient à Charleston de toutes leurs forces.

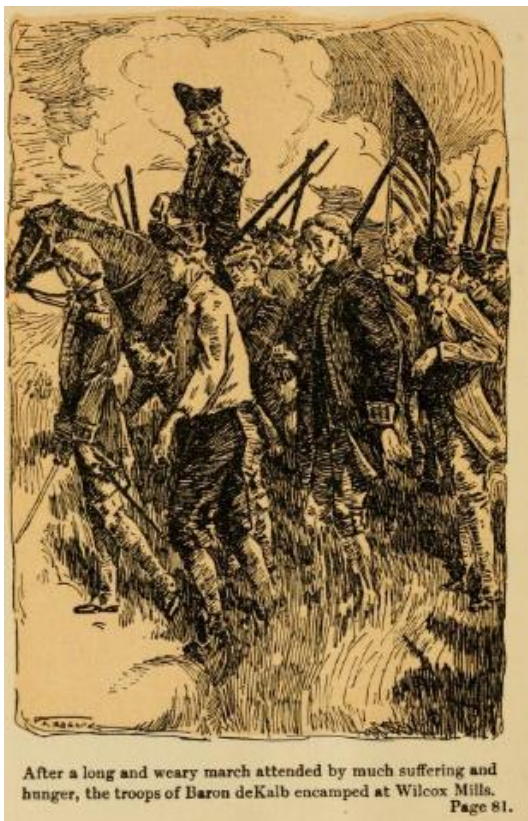
Le lendemain matin, la longue et difficile marche vers le sud commence. La nourriture était rare et les soldats affamés étaient obligés de manger des fruits non mûrs et des fruits à moitié mûrs. Finalement, l'armée fatiguée arriva à Clermont, à quelques kilomètres au-dessus

du camp britannique. Le Baron de Kalb recommanda que l'armée puisse y rester jusqu'à ce qu'elle soit mieux à même de poursuivre sa route, mais sa voix ne fut pas entendue.

« Où allons-nous dîner demain ? » demanda un officier du général Gates.

« Dîner, monsieur », répondit le fier chef, « pourquoi, dans le camp britannique, avec Lord Cornwallis comme invité. »

Cette nuit-là, l'armée, laissant son train de bagages derrière elle, s'aligna et continua en silence vers le camp britannique. La nuit était claire et chaude, et on n'entendait pas un bruit, si ce n'est le bourdonnement des insectes, alors que l'armée continentale se frayait un chemin dans le sable mou et mou. La chaleur était intense, et de nombreux hommes ont coulé en s'évanouissant au passage. Mais les légions sous les ordres du général Gates ont continué.



Pendant ce temps, Lord Cornwallis avec son armée marchait vers le nord pour attaquer les forces coloniales à Clermont, où il savait qu'elles avaient fait une pause. Son idée était de les surprendre au lever du soleil. Une collision entre ces deux armées a eu lieu avant l'aube. Dans une clairière de pins à peu près à mi-chemin entre les deux camps, la première lumière pâle du matin trouva l'armée du roi George III face aux patriotes américains en ligne de marche. Une vive escarmouche a lieu immédiatement ; la panique s'empare des lignes américaines et les premiers régiments cèdent. Mais l'infanterie légère de l'armée coloniale résiste et repousse les Britanniques.

Et puis les deux armées s'arrêtèrent ; la fumée s'éteignit, l'air était immobile, tandis que lentement le soleil brillant du matin se levait au-dessus de l'horizon et déversait son éclat éblouissant sur les légions en attente. Les Américains avaient fait quelques prisonniers pendant l'escarmouche au crépuscule, et on apprit de ceux-ci que Lord Cornwallis lui-même

était à la tête des troupes britanniques, et que leur nombre était vaste. Lorsque le général Gates apprit cela, il fut stupéfait

« Qu'un conseil soit convoqué immédiatement », a-t-il déclaré.

Le messenger avec lequel il s'était entretenu et à qui il avait donné l'ordre, se hâta vers le Baron de Kalb.

« Le général commandant n'a-t-il pas ordonné la retraite ? » demanda le Baron. On lui répondit que le général Gates était très surpris, et qu'il ne savait guère quoi faire.

« Il connaît notre condition », dit le Baron de Kalb. Et le messenger partit. Bientôt, le conseil se réunit à l'arrière des lignes américaines.

« Vous connaissez notre situation, messieurs », dit le général Gates. « Que devrions-nous faire ? La victoire n'a pas l'air si sûr. »

Le Baron de Kalb se tut. Par deux fois, il avait offert le conseil d'un soldat, et par deux fois, il l'avait rejeté avec mépris. Il a jeté un regard furieux sur le commandant mais n'a rien dit. Il y eut une pause gênante, car chaque officier estimait que le général Gates était responsable de la difficulté dans laquelle ils se trouvaient. Et Gates lui-même était nerveux et incertain.

« Qu'avons-nous intérêt à faire ? » répétait-il.

« Nous devons nous battre, je suppose », dit un officier, « il semble qu'il n'y ait rien d'autre à faire. »

« Nous devons donc nous battre », dit le général Gates. « Messieurs, à vos postes. »

CHAPITRE XII

LE CONGRÈS CHANGE D'AVIS

Lorsque le soleil s'est levé bien au-dessus des collines lointaines, et que la journée s'est assez bien déroulée, le combat a commencé. Les vétérans britanniques lancèrent un assaut redoutable et les régiments américains de Virginie et de Caroline, incapables de tenir tête à la force et au nombre des hommes de Cornwallis, cédèrent et s'enfuirent.

« Je ramènerai les coquins avec moi dans le rang », cria le général Gates, et quittant ses importantes fonctions, il galopa à leur suite loin derrière en laissant les régiments américains mener la bataille du mieux qu'ils pouvaient.

Avait-il peur de rester au front ? Nous ne le savons pas, mais nous savons que c'était une chose courante pour lui d'avoir des bus importants à l'arrière lorsque les tirs commençaient.

Il n'a cessé de rouler jusqu'à ce qu'il soit à soixante miles derrière la bataille.

Et maintenant, notre héros, le brave de Kalb, occupe le centre de la scène. Au milieu du tumulte et de la confusion d'une armée laissée sans son général, dans le feu de la bataille, le vétéran de la guerre de Sept Ans est monté courageusement au front et a pris le commandement. Rassemblant toutes les forces dispersées autour de lui, il les a menées courageusement à la charge. Toujours au front, au milieu des tirs et des obus, sa grande figuration encourageait les hommes et créait l'émerveillement et le désarroi au sein des lignes britanniques. Insouciant de la mort, ne craignant ni le canon ni la baïonnette, il bat avec désespoir et bravoure qui feront la gloire de son splendide nom tant que durera l'histoire. Au milieu du vacarme et du rugissement de cette bataille effrayante, sa voix vigoureuse s'éleva comme le tonnerre, envoyant des ordres et pressant ses robustes partisans vers la victoire. L'épée qui se balançait au-dessus de sa tête dégoulinait de sang. L'œil vif dévisageait. Trois fois, le vaillant Baron fut contraint de reculer, et trois fois, il mena à nouveau les patriotes en avant. Lors de l'un de ces assauts, son cheval fut abattu. Dans un autre, sa tête fut ouverte avec une épée britannique. Un soldat pansa la vilaine blessure du général sans peur, et il continua le combat.

N'ayant pas de cheval, il a mené l'assaut suivant à pied. Il a reçu onze blessures, et il a quand même combattu. Mais maintenant, Cornwallis, concentrant toutes ses forces dans une charge finale, s'avance et les lignes américaines se rompent avant l'affreuse attaque. La scène qui suivit fut sanglante et terrible. Au milieu de tout cela, le Baron de Kalb tomba en sang sur le sol.

« Le général rebelle ! le général rebelle ! » cria l'ennemi, qui le vit tomber, et se précipita en avant, des soldats britanniques essayant de le poignarder avec leurs baïonnettes.

« Épargnez le Baron de Kalb ! » appela l'aide du général, se précipitant là où gisait le héros saignant, mais son cri retentit dans des oreilles sourdes. Les soldats anglais brutalistes soulevèrent le guerrier sans défense du sol et, le plaçant contre un arbre, commencèrent à le fouiller. Ils le tenaient ainsi, et se moquaient de la vie courageuse qui s'éloignait rapidement, lorsque soudain la foule se déchaîna ; les soldats lâchèrent le général mourant à terre ; un silence de mort régna ; et Lord Cornwallis monta et sauta de son cheval, saisit le général rebelle par la main.

« Je suis heureux de vous avoir vaincu », dit le chef britannique, « mais je suis extrêmement désolé de vous voir ainsi blessé ».

Il a ensuite donné l'ordre de faire soigner le Baron comme il se doit, et le patriote blessé a été transporté hors du champ de bataille. Trois jours plus tard, le 9-10 août 1780, il mourut parmi des amis tristes, et même les officiers britanniques qui avaient combattu contre lui, envoyèrent des messages de sympathie et de regret au camp américain. Juste avant de mourir, le galant général releva la tête et, parlant avec beaucoup de difficulté, demanda à son fidèle adjudant, qui se tenait à proximité, de remercier les braves hommes qui avaient si noblement combattu sous son commandement, et de leur faire des adieux affectueux.

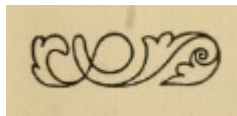
La bataille de Camden est une victoire pour les Britanniques, mais c'est aussi la fin du général Gates avec toutes ses prétentions pompeuses et sa conduite seigneuriale. Il fut tenu pour responsable par le Congrès, comme il aurait dû l'être, de l'avance imprudente sur les forces plus importantes et meilleures de son adversaire, et fut soutenu par l'Armée continentale.

Sous l'ombre d'un arbre qui s'étendait près de l'endroit où la lutte triste et sanglante avait été menée, loin de sa terre natale et de sa maison d'adoption en France, où sa femme et ses enfants attendaient son retour, le patriote et le soldat fut enterré vers la fin de la glorieuse Guerre d'Indépendance, et avant que sa fin ne soit connue.

En 1820, alors qu'une autre guerre avec l'Angleterre avait été menée et remportée, le vieil arbre vigoureux, grand et majestueux, se tenant fermement et imperturbable au milieu du vent et de la tempête, comme il s'était tenu devant les légions vétérans du roi George, était le seul monument qui marquait l'endroit solitaire où reposait l'illustre et vaillant héros. Peu de temps après, cependant, un mémorial en pierre fut érigé à Camden, et lorsque le marquis

de Lafayette visita la nouvelle république en 1825, on lui demanda de poser la première pierre de cette union reconnaissante que le peuple d'un pays libre érigeait à la mémoire de son brave compagnon et ami bien-aimé.

Peut-être la douleur et le regret que le brave Français éprouva à l'idée qu'il ne reverrait jamais les traits de son frère militaire furent atténués par la connaissance du travail glorieux qu'ils avaient tous deux accompli, et par le sentiment que si la cause pour laquelle le Baron s'était battu valait la peine d'être défendue, elle valait certainement la peine de mourir, et qu'une telle mort serait pour toujours un souvenir glorieux et affectueux dans notre pays. Tout au long de la cérémonie solennelle, il a sans doute senti que le noble sacrifice en valait la peine, et qu'il avait été fait avec joie par celui dont le nom et les actions étaient honorés.



La grande et ancienne guerre pour l'indépendance a apporté beaucoup de chagrin et de douleur, avec tous ses grands résultats, car elle a signifié la tristesse de nombreuses maisons modestes, et la séparation pour toujours de nombreux amis. Lorsqu'elle s'est terminée, certains dont les bras et les voix avaient été courageusement élevés pour la liberté pendant ces sept années de peur, se sont reposés, comme nous le savons, dans des tombes tranquilles, et d'autres se sont rendus dans des pays étrangers d'où ils venaient, pour vivre en paix ou pour combattre dans d'autres guerres, comme le jeune et courageux Lafayette était encore destiné à le faire dans la France turbulente et troublée. Peut-être, alors qu'il prenait son congé définitif de tous les amis qu'il avait appris à connaître si bien et à aimer si fort dans le nouveau pays de la liberté, ressentait-il dans son cœur le désir secret que la guerre ne soit pas encore terminée, qu'il ait peut-être encore une petite excuse pour continuer à s'en aller ; comme le ressent un auteur lorsqu'il voit les personnages familiers, avec leurs vieux chapeaux à cocarde et leurs chaussures à rubans, avec lesquels il s'est mêlé, s'effacer au loin ; les champs glorieux des anciennes batailles disparaissant dans le brouillard ; quand il réalise que son dernier récit est plus que raconté, mais qu'il s'attarde encore, ne sachant que dire, mais détestant fermer, et qu'il prend finalement sa plume une fois de plus - comme un hôte pourrait se tenir sur son porche et agiter son mouchoir à un ami qui s'en va - pour quitter définitivement son cercle de jeunes lecteurs.

Un Chapitre
de
LA VIE DE DE KALB
par
J. Nachtmann

PARIS
IMPRIMERIE DE L. MARTINET,
RUE MIGNON, 2.
1859

AVANT-PROPOS

Le général-major, baron Jean de Kalb, Allemand d'origine, entra très jeune au service de France en 1744. Appelé au poste d'aide-maréchal-général-des logis de l'armée du Haut-Rhin pendant la guerre de sept ans, il s'acquitta de cette charge avec une grande distinction sous les maréchaux de Broglie et de Soubise. Instruit, dévoué et discret, de Kalb ne tarda pas de gagner la confiance du duc de Choiseul, qui le chargea des missions secrètes à l'étranger.

C'est dans ce caractère d'agent politique et militaire du ministre qu'il visita, en 1767 et 1768, la Hollande, l'Angleterre et l'Amérique du Nord, pour étudier les dispositions de l'esprit public, les ressources matérielles et le degré de désaffection suscitée parmi les colons par les mesures fiscales du gouvernement anglais.

L'Amérique n'avait pas encore bégayé le premier mot de sa future indépendance; mais de Kalb devina sa grande destinée. Il y revint sept ans plus tard accompagné de Lafayette, et il trouva la mort dans les champs de Camden à la tête d'une division d'insurgés qu'il commandait.

Sa vie, racontée en quelque sorte par lui-même, paraîtra incessamment à New-York chez les frères Mason.

Dans le désir d'être agréable à ceux des lecteurs qui ne voudront y chercher qu'un attrait historique, nous publions un chapitre de la biographie de de Kalb. Ce chapitre est le fruit de la plus gracieuse collaboration de M. Frédéric Kapp, éminent auteur de la vie de Steuben⁸, qui nous a fourni la correspondance de de Kalb pendant son premier voyage en Amérique.

Pour indiquer la part qui revient au duc de Choiseul dans les premiers mouvements insurrectionnels des colonies anglaises, nous reproduisons in extenso les instructions du ministre et les rapports de de Kalb.

J. NACHTMANN.

⁸ The Life of Frederick William von Steuben, Major-general in the revolutionary army, by Friedrich Kapp, New-York, Mason brothers, 1859.

DE KALB
EN HOLLANDE ET EN AMÉRIQUE,
1767—1768.

La paix de 1763, en consommant la ruine de la marine et des colonies françaises, livra aux Anglais l'empire des mers et la possession définitive des plus riches contrées de l'Asie et de l'Amérique. Par la conquête du Canada, ils avaient complété les frontières de ce gigantesque continent, qui s'étend depuis les régions polaires jusqu'au golfe du Mexique. La race anglo-saxonne, débarrassée du voisinage entreprenant et inquiet des Français, pouvait désormais s'abandonner sans frein à ses instincts aventuriers et retremper ses aspirations à l'indépendance dans les solitudes du nouveau monde. Aussi, le Canada soumis, les colons n'eurent plus besoin d'assistance de la mère-patrie pour accomplir leurs destinées. La victoire de Wolf, sous les murs de Québec, fut plus utile à leur liberté qu'à la puissance anglaise.

Pour occuper la bravoure française entre le Rhin et le Weser, l'Angleterre soldait argent comptant les services de ses alliés. C'est avec l'or anglais que le roi de Prusse recrutait ses armées en soutenant pendant sept ans une lutte désespérée. Pour alimenter l'incendie déchaîné sur l'Europe, l'Angleterre dépensa cent douze millions de livres sterling. Quelle source d'agitations politiques et d'embarras financiers !

Il y a des situations inexorables dans leurs conséquences, il y a des pentes fatales sur lesquelles une nation glisse rapidement vers sa perte sans se laisser détourner de son chemin par les conseils les plus avisés. Telle fut la destinée de l'Angleterre victorieuse et ruinée. Pour payer le prix de ses succès, elle n'hésita pas de porter la main sur les trésors sacrés de ses colonies ; elle paya ce sacrilège par les mécomptes d'Héliodore.

Dès les premières années de leurs établissements en Amérique, les colonies anglaises, attachées à la métropole par la communauté d'origine, de langage et de mœurs, reconnaissaient sa suprématie. Le pouvoir royal s'exerçait dans la législation, dans l'administration intérieure, dans la direction générale des affaires coloniales et dans les rapports des colons avec les nations étrangères. Un seul point, qui fut de tout temps vivement contesté à la mère-patrie, un seul droit que le colon entendait exercer dans la plénitude de sa liberté, c'est l'établissement des taxes intérieures. On

concédaient au parlement d'imposer les articles du commerce à leur entrée ou à leur sortie ; mais toute tentative directe sur la bourse du colon fut toujours repoussée comme illégale.

A l'époque où nous sommes arrivés, le parlement, dans sa détresse financière, résolut de briser la chaîne de la tradition et de soumettre les colonies au régime fiscal de la métropole.

« Ces enfants, que nous avons créés⁹, disait M. Grenville, que nous avons nourris jusqu'à ce qu'ils aient atteint un degré de force et d'aisance convenable, ces enfants que nos armes ont défendus, refuseront-ils de faire un léger sacrifice pour alléger les charges sous lesquelles nous succombons ! »

Hélas ! Insensibles à cette touchante invocation, impatients de sortir d'une tutelle onéreuse, ces enfants répondaient avec indignation : « Non, vous n'avez jamais été nos pères, car vous nous avez abandonnés à l'entrée de la vie. Pour nous soustraire à votre tyrannie, pour sauver l'indépendance de nos consciences, nous nous sommes réfugiés dans les déserts sauvages. Lorsque vous avez commencé à vous occuper de nous, ce ne fut que pour restreindre nos libertés, contrôler nos actes et nous dépouiller du fruit de nos labeurs. Nous avons porté nos armes pour vous défendre pendant que nos propres frontières restaient ouvertes aux ravages de l'Indien, et que nos établissements, arrosés du sang de nos familles, étaient livrés à la dévastation. Vos agents, échappés au glaive de la justice, exerçaient chez nous les fonctions les plus honorables et disposaient sans contrôle de tout ce que notre économie et notre industrie avaient amassé. Désormais ne comptez plus sur nous¹⁰ ! »

Justes ou exagérées, ces récriminations ne purent changer la marche fatale d'une politique dictée par la suprême loi du besoin. Comme il fallut trouver de l'argent à tout prix, le parlement décréta *la taxe du timbre*.

A peine cette nouvelle fut-elle parvenue sur l'autre rive de l'Océan qu'un cri de réprobation retentit dans les colonies. Toutes les assemblées provinciales condamnèrent la mesure comme illégale et spoliatrice ; des remontrances respectueuses et énergiques avertirent les gouverneurs qu'ils auraient à compter avec l'opinion. La chambre des représentants du Massachusetts alla plus loin dans son opposition : après avoir dénié au parlement le droit de souveraineté sur les colonies, elle proposa la formation d'un congrès.

Cette première assemblée révolutionnaire réunie à New-York, sous la présidence de Ruggles, opposa à la taxe du timbre la *déclaration des droits*.

⁹ Marchall, Vie de Washington.

¹⁰ John Marshall, Vie de Washington, traduite par Henry, II.

Ces manifestations, d'abord contenues dans les formes légales, franchirent bientôt les faibles entraves opposées par des gens plus sages ou plus timorés. Une association sous le nom de Fils de la Liberté se déclara prête à défendre les droits des colons, partout où ils seraient menacés. De graves désordres alarmèrent les grandes villes. On démolit plusieurs maisons; on insulta les hommes signalés à la haine publique, Pour rendre improductive la perception des droits sur les articles du commerce, il se forma des sociétés hostiles à toutes les provenances du négoce anglais. On suspendit le cours de la justice pour laisser le timbre royal sans emploi. La révolution s'infiltrait ainsi dans tous les rapports sociaux.

Cette attitude imposante des colons donna à réfléchir au gouvernement anglais. Devait-il s'engager dans une lutte à outrance, exposer les plus graves intérêts du commerce et ouvrir une libre carrière aux manœuvres politiques du duc de Choiseul? Au moins pour le moment, la prudence conseillait le parti contraire : le bill du timbre fut révoqué.

Cependant cet acte de modération manquait par sa base, car il manquait de sincérité. Pour sauvegarder les droits de souveraineté de la métropole sur les colonies, on eut soin de déclarer aux colons qu'ils devaient considérer la nouvelle mesure plutôt comme un acte de clémence qu'une renonciation au principe qu'on cherchait à faire prévaloir. Ainsi, au lieu d'une paix durable, on obtint une trêve.

La suppression des droits du timbre fut suivie d'un acte du parlement qui mit à la charge de chaque province l'obligation d'indemniser les victimes des derniers troubles. Comme la province des Massachussets s'était principalement signalée par de nombreux attentats contre les personnes et les propriétés, l'assemblée provinciale passa un acte ordonnant des recherches contre les auteurs des méfaits, et les proclama responsables vis-à-vis des personnes lésées.

Cette mesure inquisitoriale, dictée par une mesquine économie du trésor public, fut bientôt réparée par une mesure plus large, passant oubli des faits accomplis et promettant réparation publique aux victimes des dernières agitations.

L'irritation, calmée pour un moment à Boston, se continuait à New-York. L'assemblée de cette province luttait contre les exigences du gouverneur, qui, s'autorisant d'un ancien acte du parlement, prétendait loger et nourrir les troupes royales aux dépens des colons. Le hasard vint ajouter à l'animation de cette controverse.

Une tempête jeta dans le port de Boston deux compagnies d'artillerie, qui s'adressèrent au gouverneur pour obtenir des fournitures. Ce dernier, comme son collègue de New-York, se fondant sur l'acte du parlement, tira du trésor public 60 livres sterling pour les distribuer aux soldats en

détresse, Aussitôt l'assemblée provinciale, désapprouvant la conduite du gouverneur, lui témoigna sa surprise et déclara la dépense illégale.

Ainsi l'agitation calmée dans les rues continuait dans les assemblées coloniales. Censurer les actes du pouvoir exécutif, critiquer les mesures d'administration, discréditer l'influence des gouverneurs, grandir le conflit engagé en opposant aux ordres de l'autorité les maximes constitutionnelles des libertés anglaises : tel fut le mot d'ordre de ces assemblées.

Malgré la gravité de cette opposition, contenue dans les formes légales, le débat n'aurait pas franchi les limites constitutionnelles, si une nouvelle mesure fiscale décrétée par le parlement n'eût ajouté un nouvel aliment à l'effervescence publique.

L'essai de l'impôt du timbre n'ayant pas abouti, le parlement revint sur l'idée de créer un revenu dans les colonies. S'autorisant de l'usage reçu en Amérique, qui avait établi une distinction entre les taxes intérieures et les taxes extérieures, il imposa le thé, le verre, le papier et les couleurs, quatre objets de première nécessité, que les Anglo-Américains tiraient de la Grande-Bretagne.

Jusqu'à l'époque où nous sommes arrivés, le droit d'établir des taxes extérieures sur les articles du commerce n'avait jamais été contesté au parlement. Mais cette doctrine, fondée sur la tradition et sanctionnée par l'usage, venait de faire son temps. L'acte du parlement, motivé sur les subtilités des anciennes distinctions, ne séduisit personne.

L'assemblée du Massachussetts, toujours sur la brèche pour défendre les droits des coloris, se signala par l'ardeur de la résistance. Tout en protestant de sa fidélité et de son attachement à la mère-patrie, elle adressa un mémoire au parlement, dans lequel elle développa tous les arguments contre le nouvel impôt; elle fit appel aux sympathies des membres influents dans les conseils de la Grande-Bretagne, et déposa une pétition au pied du trône. Mais, désespérant du succès de ces démarches pacifiques, elle prit soin en même temps de concentrer la résistance, et donna à l'esprit d'opposition une direction uniforme. Dans ce but, elle adressa une lettre circulaire à toutes les assemblées provinciales, pour leur indiquer les avantages d'une résistance concentrée en commun.

Le comte Hillsborough, ministre des colonies, informé de cette tentative d'union si menaçante dans ses conséquences, mit en demeure les assemblées provinciales de désavouer la lettre circulaire des représentants du Massachussetts. Démarche inutile! Toutes les assemblées se prononcèrent en faveur d'une action commune, et bientôt toutes furent frappées de dissolution.

Mais l'assemblée du Massachussetts se distingua surtout par cet esprit de persévérance et de suite qu'elle sut opposer à la pression du gouverneur. Sommée au nom du roi de révoquer sa lettre, elle répondit non, par 80 voix contre 17!

Cette protestation du droit contre la force ne fut pas perdue pour la cause de l'affranchissement. A dater de cette époque, l'Angleterre, par ses violences, fait les frais de la propagande insurrectionnelle. Les événements survenus à Boston à la suite de la saisie du navire le Liberty ; l'assassinat commis par les troupes royales sur les quatre jeunes gens de cette ville ; l'attitude arrogante des gouverneurs, tout concourt pour grandir la désaffection publique. L'élan patriotique fait surgir des confréries qui renoncent à la consommation de toutes les provenances anglaises. On éloigne du marché colonial les quatre articles imposés, on refuse l'entrée aux produits anglais dans les villes de Salem, de New-York; ils sont frappés d'exclusion dans le Connecticut, dans le Maryland, dans les deux Carolines. L'assemblée générale de la Virginie consacre le principe de cette proscription par un acte législatif, et les habitants de Charlestown rompent toutes les relations avec le Rhode island et la Géorgie, parce que ces deux provinces semblent faiblir dans les mesures de la résistance.

Pendant que ces événements troublaient le commerce en semant l'inquiétude et la colère dans les conseils de la Grande-Bretagne, la France, calme et résignée, eut de la peine à comprimer les mouvements de l'orgueil national au souvenir des sacrifices douloureux que la dernière paix lui avait coûtés. Les soupçons de corruption, les imputations de lâcheté planaient comme une terrible expiation sur le ministère du duc de Choiseul. La verve satirique de la nation vengeait sur le premier ministre sa condescendance pour madame de Pompadour et sa servilité pour les faiblesses coupables du roi. Le public, indigné contre l'acte désastreux qui consacrait la ruine des finances, de la marine et des colonies, en attribuait toute la responsabilité au duc et semblait épargner les véritables coupables, le roi et sa favorite.

Cependant, en sondant les plaies profondes qui rongeaient le pouvoir de Louis XV, le duc de Choiseul dut céder aux nécessités d'une situation qu'il n'avait pas créée. Il signa le traité parce qu'il ne put qu'obéir aux volontés expresses du roi; mais le lendemain de la signature il préparait déjà de longue main les éléments d'une nouvelle lutte dans laquelle la France allait prendre sa revanche. C'est dans les contrées lointaines, sur le Gange comme sur l'Hudson, qu'il entrevoyait les points vulnérables de ce fier colosse anglais, qui étreignait le monde dans ses bras.

Pour comprendre les difficultés que le duc de Choiseul eut à combattre dans sa conduite politique, et pour apprécier l'importance des résultats qu'il sut réaliser avant sa retraite du pouvoir, laissons parler un auteur contemporain, M. Arnout Laffrey, dans son *Siècle de Louis XV*, t. II, p. 320 et suiv.:

« Jusqu'à la mort de madame de Pompadour le duc de Choiseul n'avait gouverné le roi qu'en second; mais alors il le subjuga tout à fait. Sans avoir le titre de premier ministre il en exerçait, comme le cardinal de Fleury, toute l'autorité. Le premier soin du duc avait été de gagner la confiance du

souverain en écartant de lui toute appréhension d'une rupture prochaine, que les murmures de la nation anglaise, mécontente du traité, pouvaient occasionner. C'est surtout ce que redoutait Louis XV qui, fatigué à l'excès de la guerre, aurait sacrifié la moitié de son royaume pour ne plus en entendre parler. Afin d'y parvenir et de mieux tranquilliser le monarque, le ministre usa de toutes les ressources de son génie tourné à l'intrigue ou plutôt à la tracasserie. Dès qu'il connaissait un sujet propre à ses desseins, il lui donnait un grade et l'envoyait soit à Londres, soit dans l'Amérique, et jusqu'aux Indes anglaises. Ces artisans des fourbes, dirigés par son impulsion, fomentaient d'une part les divisions excitées par Wilkes, de l'autre les querelles des colonies avec la métropole; enfin soulevaient en Asie aux rivaux de la France un ennemi formidable dans la personne de Hyder-Ali. En même temps il resserrait l'union du pacte de famille entre l'Espagne et les diverses branches de la maison de Bourbon. Il consolait Sa Majesté Catholique par l'espoir d'une revanche d'autant plus sûre qu'elle serait plus lente et mieux combinée. Il excitait le comte d'Aranda à éclairer sa nation, à secouer le joug de la superstition et du fanatisme, à expulser les jésuites, à rétablir la marine, à dégager le commerce de ses entraves, à adoucir, à polir les mœurs des Espagnols par les arts et les lettres. En même temps il ne perdait pas de vue l'alliance avec la maison d'Autriche. »

Quelque naïf que paraisse aujourd'hui cet acte d'accusation ou plutôt cette apologie du duc, tracée par le chroniqueur contemporain ; il en ressort une très grande présomption que le duc de Choiseul ne fut pas étranger aux premières agitations coloniales. Mais il ne borna pas son activité à ce jeu mystérieux et immoral, qui consiste à semer la révolte pour abandonner les victimes crédules à la vengeance du vainqueur. Sa politique se résumait dans un seul but : affranchir les colonies pour affaiblir l'Angleterre. Dans la prévision du conflit qui pouvait surgir à la suite de sa conduite aussi avisée que peu sincère, il ne négligea rien pour compléter les cadres de l'armée et mettre les côtes à couvert de toute surprise. Ces mesures de défense ayant déterminé le ministre à ordonner la formation d'un nouvel état-major, de Kalb rappela au maréchal prince de Soubise ses anciens services et ses droits acquis.

Dans une lettre datée de Paris, le 27 décembre 1766, le prince lui répond : « J'ai reçu, monsieur, votre lettre du 22 de ce mois ; je rappellerai volontiers à M. Dubois les promesses qu'il vous a faites et combien vous êtes digne de quelque préférence dans le choix des sujets qu'on destine à former un état-major. Je souhaite de tout mon cœur que vous éprouviez dans cette occasion, les satisfactions qui font, avec juste raison, l'objet de vos désirs. »

Cette fois, rendons justice à la sincérité du prince, il tint la promesse, et M. Dubois, chef du bureau de la guerre, adressa à de Kalb la lettre qui suit :

« Paris, 2 février 1767.

Je vais vous porter, monsieur, sur l'état des officiers qui demandent à travailler à la reconnaissance des frontières sous les ordres de M. Bourcet, et lorsque j'en rendrai compte au ministre, je ne lui laisserai point ignorer que vous avez été proposé par cet officier général. »

La lettre du ministre datée de Versailles, 20 avril 1767, indique à de Kalb sa nouvelle destination. « Je vous donne avis, monsieur, dit le duc de Choiseul, que Sa Majesté vous a compris dans le nombre des officiers qui doivent être employés cette année à la reconnaissance du pays. Vous visiterez la côte maritime depuis Dunkerque jusqu'à Calais. Votre résidence principale sera établie dans la première de ces places et vous y serez payé par le trésorier des troupes de cinq cents livres par mois, que Sa Majesté vous accorde pendant le temps que vous serez employé à cette commission. Je compte au surplus que vous m'enverrez des mémoires exacts sur toute cette partie. Je suis parfaitement, etc.¹¹ »

Mais il ne faut pas prendre à la lettre le sens de la destination que le ministre vient d'indiquer. Sous cet avis officiel, destiné à donner le change aux espions anglais, se cachait une pensée secrète que nous allons connaître bientôt.

Le bruit du mouvement colonial en Amérique avait attiré toute l'attention du duc. En vain il essayait de plonger ses regards scrutateurs clans le fond du débat pour dérober le secret du dénouement. Tantôt on représentait les colonies en révolte ouverte, tantôt on les disait soumises et pacifiées. Pour connaître le véritable état des choses, pour recueillir des données exactes sur la portée du conflit, le ministre n'hésita pas de confier à la sagacité discrète et au courage de Kalb cette mission aussi périlleuse que pleine de dévouement. Une démarche de cette nature devait être entourée de toutes les précautions commandées par les rapports politiques du moment. La moindre indiscretion pouvait non-seulement effaroucher l'humeur ombrageuse du cabinet anglais, mais encore irriter le maître indolent de la France, qui voulait finir sans troubles son règne de faiblesses et de débauches.

Le 22 avril 1767, de Kalb se rendit au ministère pour prendre les dernières instructions relatives à l'inspection des côtes entre Calais et Dunkerque. Grande fut sa surprise, lorsque M. Dubois lui annonça que sa destination venait d'être changée, et que M. d'Appony, secrétaire intime du ministre, était chargé de dresser une instruction particulière pour une mission spéciale qui allait lui être confiée. En conséquence il engagea de Kalb à aller voir M. d'Appony et prendre ensuite les ordres du ministre. En entrant au bureau de M. d'Appony, de Kall apprit la nature de sa nouvelle mission. Le secrétaire lui fit voir l'instruction particulière dressée sous la dictée du ministre, et bientôt M. Dubois, en sa qualité de chef du bureau de la guerre, lui remit cette pièce.

¹¹ Bancroft, vol. Août 4767-1768, p. 337.

La première impression de Kalb semblait trahir une certaine indécision devant les nombreuses difficultés qu'il entrevoyait dans l'accomplissement de son nouveau mandat. Il fit quelques objections à M. Dubois. Ce dernier, sans les combattre, lui répondit : « Allez voir le ministre. » introduit sur-le-champ auprès du duc de Choiseul, de Kalb, dans une longue conversation, développa ses voies et moyens pour arriver à une complète information sur l'état de choses en Amérique. Il ne négligea pas en même temps d'indiquer les difficultés et les dangers attachés à sa mission, et il recueillit de la bouche du duc cette réponse solennelle : « Ne refusez pas la commission dont je vous charge ; je sais qu'elle est difficile et qu'elle demande beaucoup d'intelligence et de prudence. Je vous ai choisi exprès et vous ne manquerez pas de vous en trouver bien. Demandez-moi les moyens dont vous croirez avoir besoin pour l'exécution de mes ordres, je vous les fournirai. »

Avant de donner au lecteur le texte de cette instruction qui fut complétée par les explications verbales du ministre, et qui met au jour ses projets d'intervention en faveur des Américains révoltés, nous nous faisons un pieux devoir de rapporter ici l'opinion que M. Robert Walsh, consul général des États-Unis à Paris, a émise sur ce document.

Sans signature, sans date, sans aucune empreinte officielle, cette pièce fut découverte dans les papiers de de Kalb soixante ans après sa mort. En la comparant avec plusieurs lettres adressées par M. d'Appony à M. de Kalb, nous avons trouvé la plus parfaite identité d'écriture dans tous ses documents. Cette circonstance ne nous laisse plus de doute sur son authenticité.

En 1846 M. Walsh, patriote aussi éminent que publiciste renommé, traduisit en anglais la pièce en question et la fit insérer dans les journaux de l'Union¹².

Instruction particulière et secrète, délivrée à M. de Kalb, lieutenant-colonel d'infanterie,

le 22 avril 1767.

« 1° M. de Kalb se rendra à Amsterdam ; il y sera fort attentif aux bruits relatifs aux colonies anglaises. Si ces bruits lui paraissent accrédités, il prendra des mesures pour s'y rendre de sa personne.

¹² Pour faire ressortir non-seulement la valeur historique, mais encore l'importance politique des services rendus par M. de Kalb à la cause de l'indépendance, M. Walsh appela l'attention du congrès des États-Unis sur ces quelques lignes tracées sur une feuille volante, et dans un mémoire spécial adressé aux chambres américaines il s'exprime ainsi : « The family papers comprise a copy of the instruction of the French government to baron de Kalb, when before our declared rupture with the mother-country, in the year 1767, he was commissioned to visit Holland for information concerning the rumours of American disaffection, and to repair to the Colonies, in case of ascertainment. The language of the instructions winch I have before me, implies perfect confidence in his sagacity, probity, judgment and general talents and knowledge. Considerable latitude is left to his discrétion and his choice of measures. History tells how ably and failhfully he executed his political mission. His reports served us materially in determining the policy of France. »

» 2° Arrivé dans les colonies, il tâchera d'être informé de ce que les habitants veulent faire, de ce qu'il faut embarquer, soit en officiers instruits pour le génie et pour l'artillerie, soit en autres sujets dont ils pourraient avoir besoin.

» 3° Il connaîtra l'importance des approvisionnements qu'ils se peuvent procurer, tant en munitions de guerre de toute espèce qu'en munitions de bouche.

» 4° Il s'assurera de leur détermination plus ou moins vigoureuse dans la résolution qu'ils témoignent avoir prise pour se soustraire à la domination anglaise.

» 5° Il examinera les ressources qu'ils peuvent avoir en troupes, en places, en forts retranchés; enfin le plan suivant lequel ils projettent leur révolte et les chefs qui les dirigeront et commanderont.

» 6° On s'en rapporte au surplus à l'intelligence de M, de Kalb et à la conduite qu'il aura à tenir dans cette commission, qui exigera beaucoup de circonspection de sa part. On compte aussi qu'il donnera de ses nouvelles le plus souvent possible. »

On était à la fin d'avril; bien que le voyage de de Kalb fût décidé en principe, et que le but de sa mission fût clairement tracé, le ministre n'insista point sur l'exécution immédiate de ses ordres. Quelques semaines de retard pouvaient en effet jeter une nouvelle lumière sur la situation réelle des colonies et nécessiter des changements dans les détails de son instruction ou dans la direction de son envoyé. D'un autre côté, de Kalb, avant de se mettre en route, tenait à mettre en ordre ses affaires personnelles et à profiter de sa présence à Paris pour s'assurer des ressources que le ministre avait promis de lui fournir avant son départ. C'est ce que nous apprend la lettre qui suit :

Le duc de Choiseul à M. de Kalb.

« Versailles, le 2 mai 1767.

Je vous envoie, monsieur, d'après la demande que vous m'avez faite : 1° un ordre de gratification de la somme de douze cents livres pour vous mettre en état de partir pour la Hollande et de pourvoir en partie à la dépense que vous serez obligé de faire relativement à l'objet de la commission dont vous êtes chargé ; 2° un passeport qui vous autorise à voyager ; 3° des lettres de recommandation pour l'ambassadeur du roi, en Hollande, et le ministre de Sa Majesté, à Bruxelles, auxquels je mande de recevoir et de me faire parvenir les paquets que vous aurez à m'adresser, et que je vous permets de m'envoyer sous une seconde enveloppe pour moi, ainsi que vous le proposez. J'approuve, au surplus, que vous ne partiez qu'à la fin de ce mois, puisque des intérêts de famille exigent votre présence pendant ce temps à Paris, et je donnerai des ordres pour que vous soyez payé du traitement qui vous est réglé, par le trésorier général de l'extraordinaire de guerre.

Vous avez dû recevoir déjà, monsieur, votre passeport, je vous adresserai séparément et dans peu de jours, l'ordre de gratification. Je suis, etc. »

Rendu en Hollande dans les premiers jours de juin 1767, de Kalb visita toutes les villes maritimes du pays, toujours à la quête des informations sur le conflit américain. Enfin, le 18 juillet suivant, il adressa au duc de Choiseul son premier rapport, daté de la Haye.

« J'ai fait le tour de toutes les villes maritimes de la Hollande, dit-il, où j'ai cru pouvoir recueillir quelques informations sur ce qui se passe dans les colonies anglaises. En combinant les différents rapports avec mes correspondances d'Angleterre, je n'ai pu former aucune certitude sur l'état réel du mouvement qui s'y fait. Les Anglais disent que leur gouvernement a fait cesser toutes les plaintes en retirant l'acte du timbre et des autres impôts qui avaient déplu aux colonies; mais il est possible qu'ils fassent semer ces bruits pour cacher l'état véritable des choses. Je viens de voir à Amsterdam un Allemand établi en Pensylvanie depuis quinze ans, qui vient ici directement pour engager de nouveaux colons. Il m'a assuré qu'à son départ tout n'était pas encore tranquille et qu'il faudrait peu de choses pour décider les mécontents à une guerre ouverte ; que l'assemblée générale des États du pays a résolu de maintenir les privilèges à quelque prix que ce soit ; que les vingt mille hommes de troupes anglaises répandus dans une vaste étendue de ces pays ne seraient pas en état d'en imposer aux forces considérables des colonies, qui ont actuellement quarante mille hommes de milice et que l'on pourrait porter bien plus haut; que les Allemands seuls de cette province et des provinces limitrophes comptent plus de soixante mille hommes en état de porter les armes, sans parler des Irlandais, qui sont fort nombreux aussi ; il m'assure que l'argent ne manquerait pas s'il s'agissait de défendre la liberté. Cet homme n'a pu me rendre compte de leurs autres ressources de faire la guerre. Je vous répète, monseigneur, ce qu'il m'a dit, sans être persuadé moi-même de l'exactitude de tous ces détails.

» J'attends donc, monseigneur, sous l'enveloppe de M. Des Riaux, vos ordres pour passer à Philadelphie et dans les autres parties de ces colonies pour me mettre à portée de vous rendre compte sur tous les points de l'instruction que vous m'avez donnée.

» Les colonies anglaises, ou plutôt les sociétés de négociants qui y ont de gros intérêts, ne discontinuent point à faire enrôler ouvertement dans les pays libres d'Allemagne, et sous-main dans ceux dont la sortie est défendue aux sujets, de nouveaux colons. J'en ai vu à Rotterdam près de 1200 qui s'y sont rendus de Cologne par Maestricht et Bois-le-Duc sans pouvoir arriver par le Rhin ou par l'Alsace. Le roi de Prusse a interdit le passage sur son territoire. On a embarqué ces hommes sur quatre bâtiments, dont deux ont déjà mis à la voile, et les deux autres n'attendent que les bagages des émigrants pour les suivre. Je suis, etc. »

Nous avons vu que le retrait de la taxe du timbre avait calmé le mécontentement des colons, et que les aspirations vers l'indépendance semblaient arrêtées pour longtemps par cette mesure opportune du cabinet anglais. De Kalb lui-même, dans son second rapport, daté de la Haye le 11 août 1767, ne met pas en doute l'effet produit par cette concession, bien qu'il suppose que cette pacification ne soit pas de longue durée.

« Monseigneur, dit-il, les difficultés qui subsistaient entre le gouvernement anglais et ses colonies en Amérique sont entièrement levées par la liberté qu'on leur laisse de faire dans leurs assemblées générales la répartition d'impôt que la cour de Londres a demandé, et qui a été accordé par le pays sans opposition. Il devient par conséquent inutile que je reste plus longtemps en Hollande pour prendre des informations sur les événements de ces dissensions passées. J'attends donc vos ordres pour retourner en France ou pour passer en Amérique, si vous le jugez à propos, soit actuellement, soit au printemps prochain, pour prendre connaissance de la situation du pays, des ports, marine, forces de terre, richesses, vivres, armes, munitions et autres objets nécessaires à la guerre, ainsi que des moyens d'y faire une diversion en cas de guerre en Europe avec l'Angleterre, parce qu'il est possible que ce calme ne dure pas longtemps et que ces colonies n'attendent qu'un temps plus favorable pour se soustraire au gouvernement anglais. Si vous me faites faire ce voyage, monseigneur, et qu'il vous soit indifférent de le faire faire à présent ou au printemps prochain, je préférerais ce dernier parti, assuré d'avoir toute la belle saison devant moi pour voir et pour m'instruire. »



Le projet de l'affranchissement des colonies anglaises étant pour le moment abandonné, le duc de Choiseul se préoccupe désormais des éventualités d'une guerre en Europe et de la possibilité de faire une diversion dans ces contrées lointaines. Il veut par conséquent en connaître les ressources matérielles, et il répond à de Kalb :

Compiègne, le 19 août 1767.

» Je vois, monsieur, par la lettre que vous m'avez écrite le 11 de ce mois, que les difficultés qui subsistaient entre le gouvernement anglais et ses colonies sont levées, et qu'il serait inutile que vous restiez plus longtemps en Hollande pour prendre des informations sur les dissensions qui n'existent plus ; mais comme il est possible que ce calme ne dure pas longtemps, l'instruction de Sa Majesté est que vous preniez vos arrangements pour passer le plus tôt possible en Amérique, à l'effet de prendre connaissance de la situation du pays, des ports, marine, forces de terre, richesses, vivres, armes et munitions, en un mot des moyens d'y faire une diversion dans le cas d'une guerre avec l'Angleterre. Vous prendrez les précautions les plus sûres pour me faire parvenir de vos nouvelles; vous

m'informerez aussi, lorsque vous le pourrez, des endroits où il conviendra vous adresser mes lettres. Je suis, etc. »

Par sa lettre du 28 août, de Kalb informe le ministre qu'il pense pouvoir s'embarquer dans les derniers jours de septembre, et qu'il attend les secours en argent pour exécuter ses ordres. Enfin, par sa lettre du 8 septembre 1767, datée de La Haye, après avoir rendu compte au duc des sujets français que le gouvernement russe avait engagés pour passer en Russie, il ajoute :

« Je compte toujours m'embarquer pour l'Amérique à la fin de ce mois pour me conformer à vos ordres du 19 août, si vous avez la bonté, monseigneur, de me faire parvenir avant le 20 les secours en argent que j'ai eu l'honneur de vous demander par ma lettre du 28 août dernier. »

Nous laissons à de Kalb lui-même le soin de raconter les détails de son premier embarquement en Hollande, de son arrivée à Londres et des moyens qu'il avait choisis pour continuer son voyage. Voici sa lettre au duc de Choiseul, datée de Londres 1er octobre 1767 :

« Mon passage d'Helvetsluys à Harwich a été orageux, mais prompt. Je suis ici depuis avant-hier. Le paquebot de Falmouth pour la Nouvelle-York ne part que le second samedi de chaque mois au lieu du premier, comme on me l'avait assuré en Hollande. Au lieu d'attendre jusqu'au 10 octobre, je trouve dans la Tamise un vaisseau prêt à faire voile pour Philadelphie. Ce bâtiment s'appelle *Hercule*, capitaine Hommet. Je m'y embarque demain à Gravesend. Je vous ferai passer de mes nouvelles aussi souvent que je pourrai le faire avec quelque certitude. Vous voudrez bien, monseigneur, écrire à madame de Kalb dans le même chiffre vos ordres et vos réponses; elle me les fera passer par les voies que je lui ai indiquées ou que je lui indiquerai par la suite. Je pense que ces lettres seront moins soupçonnées et exciteront moins que les vôtres la curiosité des différents correspondants et commissionnaires dont je ne puis pas me dispenser de me servir.

» J'ai l'honneur de vous rappeler, monseigneur, les promesses que vous eûtes la bonté de me faire à mon départ de France, et je vous réitère avec instance la prière que je vous fis dans ma dernière lettre de Rotterdam, de servir de père et protecteur à ma femme et à mes enfants, s'il était écrit que ce voyage doit être le dernier de ma vie. »

Ainsi qu'il l'avait annoncé, de Kalb prit passage sur l'*Hercule*, et, dans sa lettre du 15 janvier 1768, il rend compte au ministre des incidents de son voyage et des dispositions de l'esprit public qu'il croit au début remarquer chez les colons.

« Monseigneur, m'étant embarqué à Londres le 4 octobre dernier dans un vaisseau marchand pour Philadelphie, au lieu de passer dans le paquebot qui devait mettre à la voile le 10 octobre à Falmouth, je suis enfin arrivé, il y a quelques jours, dans la baie de Delaware, après un passage des plus

longs et des plus fâcheux, soit à cause des temps orageux et des vents contraires, soit à cause de la disette, nos vivres s'étant corrompus généralement. Nous avons été trop heureux encore d'avoir la petite portion de quatre livres de biscuit moisi par semaine et une bouteille d'eau puante par jour. Tous les détails de notre détresse seraient trop longs. Malgré la misère que j'ai soufferte, j'ai lieu de m'applaudir d'avoir préféré ce vaisseau au paquebot, qui n'est pas encore arrivé à New-York. On le croit perdu, n'ayant pas d'exemple d'un si long passage. Voilà ce qui regarde mon voyage; je vais maintenant vous parler de mes affaires.

» Je commence à me mettre au fait des affaires relatives à ma commission, et je me vois en train d'être assez bien informé des mécontentements que le timbre a occasionnés dans ces colonies. Cette affaire est loin d'être calmée. 11 n'est pas vrai, comme on le disait en Hollande, que le gouvernement ait retiré cet acte librement; il a été refusé de haute lutte par toutes les provinces, comme si la chose eût été concertée entre elles, quoiqu'elles aient tenu leurs assemblées séparément. Les unes ont procédé avec plus de véhémence que les autres, mais toutes ont persisté dans leur refus.

» Les plus violentes de ces assemblées provinciales étaient celles de Boston et de Philadelphie ; elles ont été jusqu'à menacé le porteur de l'ordre de cette imposition. Boston a suspendu tout commerce avec la cour de Londres. Les habitants ne veulent plus faire usage d'aucun objet fabriqué ou apporté de là; ils ne veulent s'habiller que de leurs manufactures et vivre des produits de leur climat. Les femmes même ont refusé le thé et le sucre étrangers, et l'on n'entend parler que de l'activité des rouets à filer mis en œuvre tous les jours depuis la publication de cet acte pour pouvoir se passer des toiles anglaises ; elles ont résolu aussi de se priver des étoffes de soie et de tout ce qui est luxe jusqu'à ce que leur propre pays soit en état de leur en fournir. Savoir si leur résolution aura de la durée. Je ne crois pas cependant que cela gagne Philadelphie. Quoique la dernière créée de toutes les villes capitales au nord de ce continent, elle est la plus opulente, et il y règne le plus de luxe. C'est aussi l'assemblée de cette province qui a montré le plus de modération dans l'affaire de l'acte en question. Sa déclaration est basée sur le même fond, mais elle porte plus de mesure.

» Il est difficile de juger, quant à présent, comment cette affaire se terminera; ce sera suivant le parti que la cour prendra, qui sera probablement le moins violent, parce que l'avantage que la nation anglaise retire de ces colonies est trop considérable pour ne pas chercher à conserver cette ressource précieuse pour les produits de ses manufactures, et d'où elle peut tirer ce qui lui manque.

» Pendant les derniers troubles, les troupes se sont conduites vis-à-vis des habitants avec plus de réserve qu'auparavant, et les chefs ont pris un soin particulier d'éviter ce qui pouvait aigrir les esprits. Le général commandant en chef dans tout le pays, qui a le pouvoir de convoquer les États de chaque province, de les présider et de réprimer tout ce qui pourrait se commettre contre l'autorité

des lois, a fait semblant d'ignorer l'existence de tous les libelles qui ont paru publiquement, et dont on nommait les auteurs. Ceci me fait croire que la cour a donné des ordres dans ce sens, et qu'elle a simplement voulu faire une tentative sans suite.

» Dans leur état actuel, les colonies ne pourraient pas résister à la force ; mais, par l'importance qu'elles offrent au commerce de leur patrie primitive, elles croient n'avoir à craindre aucune violence pour leurs libertés réelles ou prétendues. Je n'ai pu prendre encore aucune information exacte de leurs forces ni de leurs autres moyens de faire la guerre. Je vais voyager dans toutes les provinces pour établir des correspondances sûres avant de quitter le pays, afin de pouvoir vous rendre compte en tout temps de ce qui se passera d'intéressant dans ces contrées.

» Si vous avez quelques ordres à me donner, je vous prie, monseigneur, de les faire écrire en ce même chiffre, et de les adresser à ma femme, qui a les instructions nécessaires pour me les faire parvenir.

» L'éloignement de ces peuples du centre de leur gouvernement les rend plus libres et plus entreprenants; mais au fond ils ont peu de dispositions à secouer la domination anglaise avec l'aide des puissances étrangères. Ce secours leur serait encore plus suspect pour leur liberté. D'ailleurs, ils sont peu chargés d'impôts ; la couronne n'en a mis que sur les marchandises étrangères. Elle a même déchargé le pays de l'entretien d'un régiment de 4000 hommes, en sorte que toutes les troupes employées dans les colonies sont à la solde de l'Angleterre. C'est sans doute un des traits de la politique commandée par les circonstances. La couronne ordonne de fréquents changements de troupes. Chaque régiment est rappelé et remplacé par un autre au bout de trois années.

» Il ne resterait donc à ces peuples d'autres ressources pour se soutenir que leur milice, qui véritablement est nombreuse, mais très peu disciplinée. Et puis, l'étendue du pays, le peu d'argent comptant (car ils se servent de papier qui change d'une province à l'autre), la discorde entre les gouverneurs qui sont tous indépendants les uns des autres, présenteraient autant de grands obstacles à la formation des corps d'armée. On aurait de la peine à faire prendre les armes en même temps dans leurs propres districts.

» Autant que la chambre des communes est décriée ici, autant M. Pitt est exalté. Il n'est connu que sous le nom de *grand* et de *protecteur de la liberté*, parce qu'il a été le seul qui ait désapprouvé l'acte du timbre dans le parlement.

» Par la première occasion favorable, je vous ferai part de ce qui sera digne d'être observé.

» Vous connaissez, monseigneur, mon respect pour vous. — De Kalb. »

Si, dans les conclusions du rapport qui précède, de Kalb envisage la situation des colonies sous un aspect contraire aux prévisions du duc de Choiseul, ses impressions, après plus ample examen, se modifient bientôt; et, dans son second rapport daté de Philadelphie 20 janvier 1768, il ne se cache plus de la gravité de certaines mesures, parmi lesquelles le concert des assemblées provinciales et la première tentative d'un congrès d'États sont indiqués comme des prodromes menaçants pour la domination anglaise.

« J'ai eu l'honneur, monseigneur, de vous écrire le 15 du courant. J'espère que ma lettre vous est parvenue. Je profiterai de tous les bâtiments qui mettront à la voile pour vous transmettre de mes nouvelles.

» Par une lettre de ma femme du 7 octobre, que je reçois à l'instant, j'apprends avec la plus grande inquiétude que ma dernière lettre de Hollande et celle de Londres vous sont arrivées ouvertes. J'ai donc lieu de craindre que celles que je vous adresse de ce pays n'aient le même sort, ou qu'elles ne vous parviennent pas du tout : dans ce cas, je pourrais être privé de vos nouvelles, sans tenir compte des risques que cette position me ferait courir.

» Je pense donc qu'il conviendrait d'abrégier mon séjour dans ces pays, quitte à y revenir avec de nouvelles précautions, si vous le jugez à propos. Permettez-moi donc, Monseigneur, de repartir à la fin d'avril. J'attendrai vos ordres à cet effet, et cependant je vais me donner beaucoup de mouvement pour me mettre au fait de ma besogne. Je vous prie d'adresser vos lettres à madame de Kalb en ce même chiffre. De mon côté, je mettrai tout en œuvre pour être exactement informé, après mon départ d'ici, de tout ce qui pourra arriver.

» Les troubles que l'acte du timbre a fait naître paraissent augmenter au lieu de diminuer. La cour d'Angleterre a, à la vérité, révoqué ledit acte, quand elle a vu qu'il n'y avait aucun moyen de le faire admettre ; mais elle a donné son approbation à un autre acte de la chambre des communes pour taxer le papier, les glaces et toutes sortes de verreries que la métropole fournit aux colonies. C'est un détour que le parlement a pris pour arriver à son but; cependant on n'y aurait fait aucune objection dans un autre temps, le gouvernement, ayant toujours eu le droit d'établir des impôts sur la sortie des produits de ses manufactures.

» Mais le *timbre-acte* a révolté les esprits, et le dernier, qui dans d'autres circonstances aurait passé sans difficulté, leur paraît aujourd'hui comme une nouvelle tentative contre leurs libertés. Ils disent que l'impôt ne fait que changer de nom, et ce qui se serait levé sous la première dénomination le sera sous celle-ci ; qu'il est contre la liberté de tous les sujets de la couronne de les taxer sans leur consentement, liberté et droit dont les colonies jouissent également; que, n'ayant point de représentants à la chambre basse, le parlement n'a nul pouvoir de les charger d'impôts ; que la nation

anglaise gagne assez en leur vendant très cher des objets inutiles et en prenant chez eux à bas prix toutes les choses fort nécessaires; que des sommes immenses en or et en argent d'Espagne et de Portugal, envoyées par eux tous les ans en Angleterre sans aucun retour en espèces monnayées de sa part, prouvent assez que l'avantage n'est pas pour les colonies ; que cette inégalité dans les profits du commerce leur prouve qu'ils sont plutôt traités en esclaves qu'en enfants et concitoyens. Ces actes sont donc regardés comme une violence faite à leurs privilèges, et ils réveillent tous les griefs que les colonies ont ou prétendent avoir contre le gouvernement. Ils se plaignent qu'on les empêche d'exploiter leurs mines de différents métaux; qu'on a voulu arrêter par des défenses le progrès des forges du pays, quand on a vu que la fabrication du fer s'y est perfectionnée à égaler celui qu'on leur envoie de la métropole ; que le gouvernement a empêché l'établissement de plusieurs manufactures en tout genre; que, par des prohibitions injustes et par des mesures fausses ou mal appliquées, on leur a fait perdre leur commerce avec la Nouvelle-Espagne, la Terre-Ferme et les îles occidentales des autres puissances, et qu'on a ainsi tari la source des espèces nécessaires au paiement des envois que l'Angleterre leur faisait. Ils disent qu'ils sont surchargés de troupes, sans doute pour les opprimer plutôt que pour les défendre ; que les frais de construction et d'entretien des casernes, les fournitures en lits, bois, etc., sont fort à charge aux provinces ; qu'il leur a été défendu d'augmenter leur papier-monnaie, pendant qu'il est impossible de faire leur commerce et échange intérieur avec le peu qu'ils en ont, toutes les espèces ayant passé la mer ; que cet état de choses arrête les paiements échus, occasionne des faillites sans nombre, et, par une suite nécessaire, devient une calamité publique.

» Dans mon opinion, l'article des espèces est très vrai; mais il est à soupçonner que l'argent se cache durant ces troubles. Je ne peux croire ce qu'on nie dit sur les sommes portées annuellement en Angleterre ; le seul article de thé doit avoir produit 300000 livres sterling. Si je puis me procurer un état exact sur ce sujet, je vous le ferai passer. De tout cela, il résulte que ces colonies se proposent plus que jamais de se priver de toutes les superfluités, et de vivre absolument de leurs produits. Il vient de se former à Boston une société de gens riches, qui veulent faire de grosses avances pour encourager toutes sortes de manufactures et de métiers. Si le pays tient ferme à ne plus rien tirer de l'Angleterre, il faudra nécessairement que le commerce et le crédit de la métropole diminuent, que ses manufactures tombent, que les ouvriers restent sans occupation et sans pain ; et si, pour remédier au mal, la cour charge ce pays de nouvelles taxes, ou qu'elle défende l'établissement des manufactures, la calamité deviendra générale, la désobéissance s'ensuivra et pourra se terminer par une rupture ouverte. Tout cela dépendra beaucoup de la façon d'agir du parlement prochain. Je vous ai dit dans ma dernière, que les provinces, après avoir délibéré séparément sur le parti à prendre contre le timbre-acte, ont tenu une assemblée par députation des États du continent, malgré les défenses toujours

existantes pour se communiquer mutuellement leurs résolutions. Ces espèces d'assemblées illégales viennent de leur être défendues de nouveau.

» Dans quelques jours, je compte avoir l'honneur de vous écrire de la Nouvelle-York, et de vous assurer, monseigneur, etc. »

Pendant une traversée de treize semaines, en lutte avec toutes les misères d'une navigation pleine de périls, de Kalb s'avancait vers les côtes de l'Amérique réduit à la petite ration du biscuit avarié et de l'eau croupie. Son vaisseau détraqué, battu par les tempêtes si communes sur l'Océan clans les derniers mois de l'année, n'offrait qu'une faible résistance aux fureurs d'une mer toujours agitée. Contre les atteintes du froid, de la faim et des éléments déchaînés, il opposait la force de la résignation et de ce calme courage qu'il tenait toujours en réserve, comme une arme défensive contre les assauts d'une mauvaise fortune.

A peine débarqué clans la baie de la Delaware, une épreuve bien plus cruelle l'attendait dans la baie de New-York. C'est lui-même qui raconte cette scène de désolation, cet épisode lamentable de la vie maritime, dont les navrants détails et les lugubres horreurs accomplis clans la nuit du 28 au 29 janvier 1768, ont été publiés clans le *Weekly Mercury* de New-York, le 5 février suivant.

Le passage des rivières sur la glace ayant été jugé praticable, de Kalb partit de Philadelphie pour Princetown, accompagné de trois autres voyageurs : MM. William-Cornelius Genge, de Rhode island, Robert French et John Kidd, négociant¹³; et, sans avoir éprouvé de grandes difficultés au passage de la Delaware, il traversa le Recitan à Brunswick. Après trois jours de marche, il arriva le 28 janvier, entre sept heures et huit heures du soir, sur le bord de la Sound river, ou plutôt de la baie qui forme l'île des États. Le temps était beau, quoiqu'excessivement froid, et la terre couverte de neige.

D'après l'avis des gens du pays, le passage de la Sound river allait être intercepté le lendemain, à cause du froid intense et surtout à cause des monceaux de glace que la marée montante allait refouler dans l'embouchure du fleuve. Il fallait donc profiter du moment et tenter la traversée par un vent frais, mais propice.

Un maître canotier, nommé William Bury, vint offrir ses services aux voyageurs, qui furent acceptés sans tarder. On amena un bateau-transport garni de deux mâts et sans pont, et, après avoir embarqué quatre chevaux de selle appartenant aux voyageurs, on y fit monter ces derniers. Cinq hommes d'équipage attachés au service du navire, et un passager nommé John Thompson, complétaient le chargement.

¹³ The Weekly Mercury, febr. 8. 1768,

A peine avaient-ils atteint le milieu du fleuve, que le vent, tournant rapidement au nord-ouest, changea tout à coup en une violente bourrasque. On n'eut que le temps d'abattre les mâts, le vent n'ayant pas permis de plier les voiles; sans cet expédient, le bateau chavirait. Malgré tous les efforts des rameurs pour maintenir dans la direction voulue le navire désarmé, il fut emporté par les vagues et jeté sur un banc de vase à quelque distance du rivage.

Toute tentative de débarquement en cet endroit fangeux ayant été reconnue impossible, à cause de la profondeur de la vase liquide dont personne n'aurait pu se dégager, il ne restait aux voyageurs d'autre moyen de salut que de réunir tous leurs efforts pour remettre le navire à flot. Cependant le danger augmentait à chaque minute, car les vagues de la marée montante déferlaient contre le bateau immobile, qui avait déjà deux pieds d'eau dans sa cale.

Réunis dans un effort suprême, les voyageurs et l'équipage parvinrent, à coups de rames, à dégager le navire; mais, dans cette lutte confuse contre un danger imminent, plusieurs rames furent brisées, et il n'en resta que deux propres au service. On résolut de se laisser aller au courant, et de gagner ainsi une anse située entre Staten island et une petite île déserte et d'un fond marécageux appelée Sund island.

Après un trajet pénible d'un demi-mille, on se trouva en face d'une pointe de glace flottante, qu'il a fallu doubler. Par suite de cette manœuvre, le navire, rempli d'eau et de glace et emporté par le courant, sombrait à vue d'œil, et il ne resta plus d'autre moyen de salut que de l'échouer contre Sund island : on le poussa vers le rivage, mais au même instant il touchait et coulait bas.

« Nous en sommes sortis tous, dit de Kalb, en passant dans l'eau et dans la fange jusqu'à la ceinture, et nous avons ainsi gagné la terre à la distance de quinze toises. Il était neuf heures du soir. Tous les voyageurs furent sauvés, mais les quatre chevaux et nos bagages périrent dans ce désastre. »

Qu'on se figure ces hommes au milieu des ombres de la nuit et par seize degrés de froid, trempés dans l'eau qui gelait à mesure, cherchant en vain à s'abriter sur cette île couverte de deux pieds de neige, et l'on aura une idée des souffrances horribles et du désespoir des naufragés. Ils se mirent à appeler du secours de toute la force de leurs poumons, croyant pouvoir se faire entendre sur le rivage opposé ; mais le vent et le bruit des vagues étouffaient leurs voix. Pas un arbre, pas un buisson sur cette planche de terre dénudée, qui pût abriter contre le vent glacé. Leurs vêtements gelés et devenus raides comme du bois, leurs bottes remplies d'eau, ajoutaient aux difficultés du moment; et cependant, pour combattre les effets funestes du froid, ils voulurent marcher et avancer sur l'île, lorsque, dès les premiers pas, ils furent arrêtés par des obstacles invincibles : sur cet îlot marécageux, il ne poussait que d'épais roseaux dont les branches, couvertes de neige congelée et agitées par le vent, fouettaient dans leurs figures et dans leurs yeux. Ils se mirent à aplatir la neige sous les pieds et

à continuer sur place le mouvement pour combattre le sommeil, ce précurseur funeste de la mort par le froid.

Bientôt on n'entendit plus que de rares gémissements ; chacun des naufragés, continuant son mouvement automatique, semblait plongé dans l'extase comme s'il eût renoncé au prix de la vie qui s'échappait.

Vers onze heures du soir, un jeune matelot, vaincu par les dernières étreintes de l'agonie, roula dans la neige. On le releva, on le secoua sans pouvoir en tirer aucune plainte; on le tint debout pendant quelques instants : efforts inutiles, il était mort !

Vers deux heures du matin, M. William Genge, qui avait fait avec de Kalb le trajet de Londres à Philadelphie, et qui paraissait supporter les souffrances avec une résignation sublime, qui ranimait le courage de ses compagnons par une attitude énergique, s'affaissa tout à coup. On le releva, on le soutint, on chercha à le rappeler au sentiment de la vie : il expira debout sans proférer un gémissement.

A la vue de ces deux cadavres, les sept malheureux naufragés redoublèrent leurs mouvements, pour rappeler la chaleur du sang qui se figeait dans leurs veines. Ils eurent encore sept heures de tortures à endurer avant qu'on vînt à leur secours.

En effet, dans la matinée du 29 janvier, le bruit se répandit sur le littoral qu'un bateau-transport s'était perdu dans le voisinage de Sund island. On aperçut bientôt quelques signes de détresse, et l'on se mit à couper la glace poussée par la haute mer dans le canal qui sépare Sund island du continent. Par ce chemin frayé à coups de hache, on lança un bateau qui recueillit les survivants et les cadavres. Ces hommes, presque morts, n'ayant plus qu'une faible conscience de leur existence, furent débarqués sur le rivage pour être ensuite chargés sur un traîneau.

« On nous y entassa, les vivants et les morts, dit de Kalb, pour nous déposer dans une maison isolée, distante d'une demi-lieue. »

En entrant dans cette maison de Kalb reprit entière connaissance et demanda un bain froid. Après avoir passé une heure dans l'eau froide, il prit quelque nourriture et se mit au lit. Aussitôt il s'endormit d'un sommeil léthargique et resta plongé pendant douze heures dans une immobilité dont les symptômes trompèrent le médecin qui le crut mort.

Mais un tableau bien plus navrant s'offrit aux yeux du chirurgien, lorsqu'il vit les six autres infortunés accroupis auprès d'un grand feu, les yeux fixes et hagards, la bouche entr'ouverte, les figures émaillées d'un bleu verdâtre, et dans leur prostration morale trahissant tous les signes d'une

indifférente imbécillité. Le murmure inintelligible des paroles entre-coupées s'échappait de leurs lèvres sans pouvoir y démêler un sens. Ils ne souffraient plus, car ils avaient perdu la conscience d'eux-mêmes. Après deux jours de soins ils recouvrent enfin quelque intelligence, hélas ! pour mieux comprendre les horreurs de leur destinée. Les uns avaient perdu le nez, les oreilles, les dents ; chez d'autres la gangrène désarticulait les doigts et les orteils. Pour arrêter les effets funestes de la gangrène, on tailla dans leurs chairs, on coupa la jambe à l'un, le pied à l'autre, la main à un troisième. Ainsi mutilés ils portèrent dans leurs familles le témoignage des souffrances surhumaines, car d'après l'avis du médecin ils devaient tous succomber aux épreuves poignantes du drame de Sund island.

Quant à de Kalb, il dut son salut à sa forte constitution et à son bain. Après avoir dormi pendant douze heures d'un sommeil extatique, il retrouva toute sa force et toute son énergie. Une légère engelure au pied et à la main ne l'empêcha pas de continuer sa route vers New-York, d'où il rendit compte de son naufrage au duc de Choiseul. Qu'il nous soit permis de terminer ce récit par les paroles d'une pieuse et touchante simplicité qui termine son compte rendu. « Nos chevaux ont péri dans la boue et nos effets dans l'eau. J'y ai perdu aussi mon portefeuille avec ma croix et cent et quelques louis en monnaie de papier. Je me serais trouvé peut-être fort embarrassé sans un ami que j'ai trouvé ici, et qui m'a offert l'argent dont je pourrais avoir besoin, en lui rendant la même somme après mon retour en Europe. Malgré cette perte je ne saurais rendre trop de grâce à la Providence de m'avoir fait sortir de ce malheur avec si peu de mal. »



Le 31 janvier au soir, de Kalb fut rendu à New York, où il ne tarda pas à lier des relations avec bon nombre de personnes, qu'il crut en état de pouvoir fournir des indications précieuses sur l'objet de son enquête. Ce n'est que le 25 février qu'il transmit au duc le résultat de ses nouvelles recherches et de ses propres impressions.

« J'ai eu l'honneur, monseigneur, de vous écrire de Philadelphie, les 16 et 20 du mois dernier, et j'ai bien craint ne pouvoir plus le faire, ayant perdu mon dictionnaire dans le malheur qui m'est arrivé et dont je joins ici le détail abrégé. Par bonheur je trouve ici un dictionnaire pareil et je le crois de la même édition.

» Les colonies paraissent s'affermir de plus en plus dans leur système d'opposition et d'économie. On assure que les manufactures de Londres en ressentent déjà l'effet; que l'absence de débit fait baisser le prix de la main-d'œuvre ; que plusieurs ouvriers se sont attroupés et ont brisé les métiers de ceux d'entre eux qui travaillent au-dessous du prix ordinaire. Vous êtes plus à portée, monseigneur, de le savoir.

» L'assemblée de Boston vient de prendre un arrêté pour faire des remontrances à la cour de Londres contre l'impôt sur le papier et sur le verre, comme vous le verrez par les écrits ci-joints dans la langue anglaise pour faire naître moins de soupçons si ma lettre était interceptée.

» Le mécontentement que ces impôts occasionnent dans toutes les colonies, vient plutôt de ce qu'elles ne veulent pas être taxées par le parlement d'Angleterre, mais par les représentants de leurs propres provinces. Il me semble que la cour de Londres entend mal ses intérêts. Si le roi demandait aux colons des sommes beaucoup plus fortes que le produit de ses taxes, elles seraient accordées sans résistance, pourvu qu'on leur laissât la liberté de se taxer eux-mêmes et qu'on les fît jouir du droit des sujets libres, ne devant donner leur argent que de leur propre consentement. Ils ont fourni des sommes immenses pendant la guerre et plus que le roi n'en demandait, parce qu'il a observé avec leurs assemblées les mêmes formalités qu'on observe en demandant des subsides au parlement. Il est étonnant que la cour de Londres se soit départie de ce moyen si avantageux, et que la nation anglaise veuille, en opposition avec les lois fondamentales du royaume, taxer ses concitoyens sans leur consentement, pendant qu'elle ne souffrirait pas elle-même de l'être, si ce n'est par ses représentants dans la chambre des Communes. » Les colonies ont le même droit. Elles ne doivent être taxées que par leurs propres assemblées. Il faudrait donc que le roi adressât sa demande à chaque colonie, ou qu'elles eussent des membres au parlement anglais. Mais elles repousseraient toujours ce dernier parti à cause de la dépense qu'il entraînerait et surtout à cause de la certitude d'avoir toujours dans les délibérations la majorité contre elles, ce qui les conduirait nécessairement à prendre part dans toutes les guerres que l'Angleterre ou l'électeur de Hanovre auraient à soutenir en Europe. Elles voudraient bien former un parlement ou une assemblée générale sur ce continent, mais ce pouvoir serait trop dangereux pour la couronne. Il y a un si grand esprit d'indépendance et de licence dans tous les individus de ce pays, qu'il n'est pas douteux que si toutes les provinces avaient la facilité de communiquer par députations et qu'elles eussent les mêmes intérêts à traiter, il s'en formerait bientôt un Etat indépendant, *et cela arrivera avec le temps*. Quelles que soient les mesures que la cour de Londres se détermine à prendre, ce pays sera dans peu trop puissant pour être gouverné de si loin. On évalue actuellement sa population à trois millions d'hommes, et d'après les observations faites sur le passé, on présume que ce nombre doit doubler avant trente ans. On voit en effet des fourmilières d'hommes et d'enfants partout, et ce peuple est robuste et entreprenant. Les officiers des troupes royales conviennent eux-mêmes que les milices n'ont jamais été inférieures aux régiments réglés.

» Je n'ai encore pu rassembler d'informations exactes sur l'état de ces milices, mais je le ferai bientôt. Le général Gage a sous ses ordres, depuis le golfe du Mexique jusqu'au nord, seize régiments de dix compagnies chacun, à soixante-dix hommes en paix, et à cent hommes en guerre. Il a en outre

quatre compagnies d'artillerie et plusieurs ingénieurs. Je dois vous avoir marqué, monseigneur, que ces troupes sont remplacées tous les trois ans, et qu'il n'est pas permis de les recruter dans le pays.

» Par différents discours de premiers personnages d'ici, j'ai compris que la cour de Londres a regretté de n'avoir pas exigé de la cour d'Espagne, par le dernier traité, l'île de Porto-Rico, qui serait si fort à sa convenance. Sous prétexte de protéger son commerce, le gouvernement anglais a beaucoup de vaisseaux de guerre en mer et de nombreuses troupes sur le continent, sans parler de celles qui se trouvent déjà dans les îles. Il est fort apparent que ces forces sont ainsi préparées, pour tomber avec plus de facilité sur tous les établissements de France et d'Espagne dans ces îles occidentales, au premier mouvement de guerre.

» Les Anglais ont fait déclarer de bonne prise à l'île de Saint-Jean, nos vaisseaux enlevés l'année dernière, comme vous le savez sans doute.

« Voici les conventions qui ont été passées entre le gouvernement et l'assemblée des États de Pensylvanie, qui vous mettront au fait de ce que je vous ai annoncé dans ma dernière, au sujet de la guerre avec les sauvages.

» A mon retour en France je vous remettrai l'état de ce que l'Angleterre possède ici en vaisseaux de guerre, le nombre de bâtiments marchands et de ses matelots, ainsi que de ses forces de terre. Je pars en ce moment pour Boston et Halifax, mon vaisseau est prêt. Je suis, etc. »

Boston, le 2 mai 1768.

« Monseigneur, j'ai trouvé ici la même façon de penser que dans les autres provinces que j'ai déjà parcourues, mais il y a ici plus de fermentation et de véhémence. Les quatre provinces qui forment la Nouvelle-Angleterre, savoir : Massachussetts bay, Connecticut, Rhode island et New-Hampshire paraissent plus exclusivement liées d'intérêts que ne le sont les autres colonies. La première de ces quatre provinces, la plus opulente et la plus peuplée, donne le branle aux autres et comme le signal de l'indépendance. Cependant, malgré cet esprit de sédition, je trouve que tous, depuis les chefs jusqu'au bas peuple, paraissent sincèrement aimer leur métropole. Les habitants de cette province sont presque tous Anglais ou d'origine anglaise, et les privilèges dont ils jouissent depuis longtemps n'ont fait qu'augmenter la fierté et l'arrogance naturelle à leur nation.

» Ceci me confirme de plus en plus dans l'opinion qu'il n'y aurait jamais moyen de leur faire accepter des secours étrangers. Ils sont d'ailleurs si persuadés de la justice de leur cause, de la bonté du roi et de leur importance pour la métropole, qu'ils ne voudraient s'exposer à compromettre leur droit en recourant à un parti extrême. On impute au gouvernement de fomenter et d'entretenir des troubles pour son intérêt particulier. L'extrait ci-joint en anglais vous fera connaître les disputes

intérieures à ce sujet et les griefs qu'on a ou qu'on prétend avoir contre lui. Mon opinion est toujours non-seulement que les bûtes-feux auront le dessous, mais que les colonies obtiendront à la fois toutes les satisfactions qu'elles demandent. Il est impossible que le gouvernement ne reconnaisse ses torts tôt ou tard.

» La correspondance que j'ai établie dans cette ville dès à présent, m'assure d'être bien informé de tous les mouvements qui s'y feront, en supposant que je n'y passe plus. Cette lettre partira par les paquebots de la Nouvelle-York et par la voie de Hollande. Je m'embarque dans deux jours pour Halifax, et suivant les circonstances je me rendrai dans l'île Royale et même dans le Canada. Je m'occupe à rassembler l'état des milices organisées en régiments par provinces, en y ajoutant des détails sur la forme du gouvernement de chacune. Je vous donnerai, monseigneur, de mes nouvelles le plus souvent possible.

» Je suis toujours étonné du grand nombre de vaisseaux marchands que je vois dans les ports, rivières et baies, depuis la rivière de Potomac et la baie de Chesapeake, dans la Virginie jusqu'à celle de Boston. Je trouve partout quantité d'ouvrages sur les chantiers. Que ne doit avoir été leur commerce avant les troubles ! Je vois également avec surprise l'état florissant de l'intérieur du pays. À mon retour en France je vous rendrai un compte plus détaillé de mes informations sur ces différents objets. Le vaisseau pour Halifax part dans deux heures. Je finis. »

Peu de jours après de Kalb mandait au ministre ce qui suit :

« Par une seconde lettre de ma femme, que je reçois en ce moment, j'apprends de nouveau que mes dernières lettres de la Hollande et de l'Angleterre sont arrivées ouvertes. J'ai donc lieu de craindre que celles de ce pays-ci n'aient le même sort, ou qu'elles ne puissent pas vous parvenir du tout. Je risque par conséquent de ne pouvoir recevoir les vôtres. C'est donc une raison de plus pour moi de repartir d'ici dans peu, sauf à y revenir si vous le croyez nécessaire et utile pour le service du roi. Ce retour me mettra aussi à portée de changer mes correspondants et commissionnaires de Hollande et d'Angleterre, et d'assurer mieux ma correspondance au moyen des adresses que je me ferai fournir par mes amis dans les principales villes de ce pays-ci. Par ce moyen je me mettrai à couvert et mon secret en sûreté. Les peines et les dangers d'un voyage ne m'arrêteront point ; mais il m'importe de pouvoir m'acquitter avec succès de la mission dont je suis chargé¹⁴. »

Malgré les vœux de retour en Europe, exprimés à plusieurs reprises et justifiés par la crainte que sa mission secrète ne fût déjà éventée, de Kalb prolongea son séjour en Amérique jusqu'aux premiers jours de juin. Pendant les cinq mois qu'il passa au milieu des populations agitées, il étudia

¹⁴ Bancroft, p. 273 et suiv.

avec calme tous les éléments de la résistance, s'attachant principalement à démêler les véritables tendances et à déterminer la portée des aspirations du pays. Sans se laisser égarer par les explosions d'enthousiasme ou de colère d'un peuple irrité et blessé par les fausses mesures de la politique anglaise, il s'aperçut bientôt que ce même peuple, attaché à la Grande-Bretagne par les liens moraux, n'avait pas encore étouffé les instincts de l'origine commune, et qu'en définitif il bornait ses prétentions à la conquête des anciennes franchises et au respect de ses chartes vermoulues. Il vit que dans les emportements de la haine contre le parlement anglo-américain, il protestait de son amour pour le roi. De Kalb reconnaît bien dans sa lettre du 25 février, qu'il y avait dans tous les Américains un grand esprit d'indépendance, qu'il n'est pas douteux que si toutes les provinces communiquaient entre elles par députations, il s'en formerait bientôt un État indépendant; que cette éventualité est l'affaire du temps, que ce pays sera toujours trop puissant pour être gouverné de si loin. Mais il ne se laisse pas aller jusqu'aux illusions d'une rupture définitive et prochaine, parce que d'une part il ne croit pas le gouvernement anglais assez aveugle pour pousser un" peuple libre jusqu'au désespoir, et que d'autre part il découvre dans le fond du débat ses vives sympathies pour la métropole et sa défiance de l'étranger. Pour éteindre ces affinités, pour briser ces liens cimentés par les siècles, il faudra les noyer dans des flots de sang, lorsqu'après dix ans de lutte la question de l'indépendance deviendra une question de vie ou de mort pour les colonies révoltées.

A son retour en Europe, de Kalb résuma ses impressions et ses idées dans un mémoire, où il passa en revue les hommes et les événements, rapportant, de nombreux détails sur ce conflit étrange, signalé tantôt par des actes d'hostilité la plus flagrante, tantôt par des témoignages d'affection réciproque entre les colonies et la métropole. Dans ce travail, destiné pour fixer la politique du duc de Choiseul, en face du grave problème que l'Amérique venait de poser au monde, de Kalb démontre en principe la possibilité et la probabilité de l'affranchissement des colonies comme une conséquence inévitable de leur développement prodigieux. Mais, loin d'engager le ministre dans une politique d'aventures, il conseilla une conduite réservée et prudente, déclarant sans détour que toute immixtion étrangère dans le conflit anglo-américain tournerait au profit de la Grande-Bretagne; que pour le moment il convenait de restreindre l'action de la politique française à une simple et attentive observation des faits.

Quatorze ans plus tard, Washington, visitant le champ de bataille de Camden, s'approcha au pied du monument sous lequel reposaient les cendres de de Kalb. Ému jusqu'aux larmes à la vue du tombeau de son compagnon, il s'écria : « Pourquoi Dieu nous a-t-il refusé que ce généreux étranger qui vint des pays lointains pour arroser de son sang l'arbre de la liberté, ait assez vécu pour en goûter

les fruits¹⁵ ! » Une foule reconnaissante et recueillie contemplait dans un respectueux silence cet imposant souvenir du courage indomptable et de la mort glorieuse du héros, lorsqu'une voix inconnue hasarda des murmures désapprobateurs.

Prenant pour chef d'accusation les conclusions du rapport présenté au duc de Choiseul en 1768, on prétendit que de Kalb s'y montra peu favorable aux colons, qu'il écarta la probabilité d'un soulèvement général, qu'il exagéra les forces de l'Angleterre, et qu'en définitive il s'était mépris sur la portée des aspirations patriotiques des Anglo-Américains, en réduisant le conflit aux proportions d'une mesquine querelle de famille.

Avant de terminer ce chapitre, qu'il nous soit encore permis de réduire à leur juste valeur ces imputations nées sur la tombe de de Kalb. Les morts ne parlent pas; il appartient aux vivants de discuter la moralité de leurs actes.

Il résulte des documents que nous allons relater dans le cours de cet écrit qu'après son retour d'Amérique de Kalb ne perdit pas un seul instant de vue la question agitée entre les colonies et la métropole, qu'il continua non-seulement à se renseigner avec une grande attention de la marche des événements de l'autre côté de l'Atlantique, mais encore à en informer exactement le ministre, toujours attentif à ces communications. Si, comme on le prétendit, de Kalb eût désespéré de l'affranchissement prochain des colonies, il aurait, comme de raison, abandonné après son retour ce champ d'investigations, désormais juge stérile en conséquences politiques, et le ministre lui-même, avec son sens éminemment pratique, n'aurait plus prêté attention à un débat n'offrant d'autre intérêt que celui d'une simple et compromettante curiosité.

Mais admettons contre toute probabilité logique que, dans l'opinion de de Kalb, le fait de la séparation des colonies ait été jugé impraticable, et que, par les conclusions de son rapport, il ait modéré l'activité turbulente du duc de Choiseul en lui signalant les périls d'une intervention effective dans les affaires américaines, ici encore nous serions forcés d'admirer la rectitude de ses idées, la justesse de ses observations et l'indépendance de son caractère; car c'est un fait acquis à l'histoire des Anglo-Américains que, depuis le commencement de leurs démêlés avec la métropole jusqu'à l'époque de la déclaration de l'indépendance (6 mai 1776), les colons ne demandaient que le redressement de leurs griefs et le respect de leurs franchises assurées par les anciennes chartes et violées depuis 1763. La grande majorité des Anglo-Américains, les hommes les plus influents et les plus distingués parmi eux, n'auraient pas osé porter leurs vœux au-delà de ces limites. Si quelques hommes plus ardents,

¹⁵ Washington, en se découvrant devant le tombeau de de Kalb prononça ces paroles : « Would not God that this generous stranger, who came from a distant land to water the tree of liberty with his blood, could have lived to share its fruits ! »

révoltés par les violences du parlement, firent entendre les cris prématurés de l'indépendance, leurs voix se perdaient dans les protestations de fidélité au roi proclamée par les assemblées provinciales.

Et voici la preuve la plus concluante de cette disposition de l'esprit public : Le congrès de onze provinces, composé d'hommes les plus remarquables par leur patriotisme, leur influence et leur savoir, se réunit à Philadelphie sous la présidence de Peyton-Randolph le 4 septembre 1774. A la suite de la fermeture du port de Boston et de l'abrogation partielle de la charte de Massachussetts bay, l'irritation publique fut portée au comble. A ces mesures d'excessive rigueur, le ministère ajouta le bill renversant toutes les règles de la justice, afin de soustraire l'accusé à ses juges naturels.

Sous l'influence de l'indignation générale, le congrès nomma une commission pour rédiger une adresse au roi. MM. Lee, John, Adams, Johnson, Henry et Rutledge en firent partie. Cette commission, interprète de la douleur et de l'exaspération du peuple, termine ainsi son œuvre : « Nous demandons paix, liberté, sûreté; *nous ne désirons pas une diminution* de la prérogative royale ; nous ne sollicitons point de *nouvelles concessions* ; *nous respecterons à jamais* votre autorité et nous ferons constamment les plus grands efforts pour maintenir les liens qui nous unissent à la Grande-Bretagne. » Permettez-nous donc, le plus gracieux des souverains, de vous supplier aux noms de vos fidèles sujets d'Amérique, et pour la gloire de Dieu, pour celle de la religion, dont nos ennemis sapent les fondements, pour la vôtre, qui ne peut s'accroître que par le bonheur et l'union de vos peuples, pour l'intérêt de votre illustre famille, intérêt lié aux principes qui l'ont élevée sur le trône, pour la sûreté et la prospérité de vos États menacés de malheurs presque inévitables; permettez-nous de vous supplier, vous qui êtes le père de tous vos sujets, que réunissent les mêmes lois, les mêmes sentiments de fidélité et les liens du sang, de ne pas souffrir que *les rapports qui résultent de ces liens* soient violés pour des avantages incertains et qui, lors même qu'ils se réaliseraient, ne pourraient jamais payer tous les maux qu'ils auraient causés¹⁶. »

Ainsi, en 1775, sept ans après le retour de de Kalb, le congrès, issu du suffrage libre des colons, véritable et unique critérium du sentiment public, qui comptait dans ses rangs les plus ardents défenseurs de la cause populaire, proteste en face du monde de sa fidélité au roi et de son dévouement à la métropole. Après ce langage, quel est l'homme assez osé pour jeter une pierre sur la tombe, de de Kalb, parce qu'il n'aurait vu en 1768 qu'une que-: relie de famille et parce qu'il aurait manqué d'enthousiasme pour une cause enchaînée à la métropole par le plus fatal trait-d 'union !

Cependant, nous l'avons dit, dans le mouvement tumultueux des esprits, dans le choc d'opinions diverses écloses dès le début du conflit, de Kalb démêla la prescience des événements qui

¹⁶ John Marshall, Vie de Washington.

allaient, dix ans plus tard, humilier l'Angleterre et fonder une grande nation de l'autre côté de l'Atlantique. C'est dans l'attente de ces événements qu'il poursuivit sa mission secrète jusqu'à la chute du ministère du duc de Choiseul (1770); et lorsque l'Amérique, foulée aux pieds par son oppresseur, aura rompu la chaîne de la tradition, et que, dans les transports de sa légitime colère, elle aura maudit le nom anglais, alors de Kalb n'hésitera plus de porter son épée au service d'une grande cause et d'offrir au monde le plus éclatant exemple du courage clans sa mort glorieuse (1780),

FIN.

Major Général Baron Johann von De Kalb 1721 - 1780

Soldat étranger/patriote américain

16 juillet 2013 - Bataille, Biographique, Harry Schenawolf

Soldat étranger dans l'armée continentale américaine.

Nous sommes le 20 avril 1777. Le soleil matinal brille à travers le brouillard qui se lève alors que le guerrier allemand de cinquante-cinq ans, marqué par la bataille, se tient le long de la promenade en pierre d'un ancien quai dans le petit port espagnol de Passage. Il contemple le navire français Victoire qui se balance doucement à l'ancre. Bien que l'on soit en Espagne, l'air est chargé de conversations entre Français qui se pressent sur le quai, impatients de monter à bord du sloop français et d'appareiller.

Né Johann Kalsbriitt, ce fils d'un commerçant bavarois de condition modeste porte aujourd'hui le titre de Johann von Robais de Kalb, plus communément appelé Baron de Kalb. De Kalb n'est pas étranger aux Français. Il a quitté la maison à l'âge de seize ans pour rejoindre l'armée française. Pendant près de trente ans, il a combattu pour les Français, atteignant le rang de lieutenant-colonel. Bien qu'heureux de prendre sa retraite en 1764, il s'aperçoit rapidement que sa passion pour l'armée a laissé un vide dans sa vie.



Trois ans après sa retraite, il saisit l'occasion de se rendre en Amérique. Il fait partie d'une mission secrète chargée de recueillir des informations et de faire rapport au gouvernement français sur la rébellion croissante des colons contre leur mère patrie. Lorsque les hostilités ont éclaté en 1775 entre les colons et l'Angleterre, il a cherché avec enthousiasme un moyen d'offrir ses services aux Américains en tant que soldat de fortune...

Il se tourne et regarde l'aristocrate français impressionnable de dix-huit ans à ses côtés, le marquis de Lafayette. Il s'estime heureux que le comte de Broglie lui ait présenté ce jeune homme fortuné qui souhaite devenir soldat. Il devient rapidement le mentor et l'ami intime de Lafayette. Le jeune noble, comme lui, est impatient de rejoindre la "populace" rebelle dans sa lutte contre les Britanniques. Tellement passionné, qu'il est déterminé à n'épargner aucune dépense.

Lui et de Kalb ont une audience avec l'ambassadeur américain en France, Silas Deane. Le rusé négociateur américain est connu pour distribuer gratuitement des commissions dans l'armée américaine à ceux dont il juge l'influence importante. Avec la promesse d'être nommés généraux de division à leur arrivée en Amérique, de Kalb et Lafayette cherchent un moyen de contourner les restrictions du gouvernement français sur les voyages vers les colonies.



Marquis de Lafayette

Actuellement en paix avec la Grande-Bretagne, les autorités françaises commencent à s'inquiéter du grand nombre de Français offrant leurs services aux Américains et refusent les demandes de Kalb et Lafayette d'affréter un voyage. Le capitaine DuBois a résolu leur problème. Il est actuellement capitaine dans l'infanterie française, mais a été dans la marine. Il propose de servir d'agent si Lafayette souhaite acheter un navire. Lafayette saute sur l'occasion et accepte de prendre en charge tous les frais du voyage.

Lafayette contemple les vagues subtiles qui scintillent sous le soleil éclatant. Pour lui, ce n'est qu'une aventure de jeunesse, mais pour son ami, de Kalb, il sait que le risque est bien plus grand. Cet officier expérimenté, depuis qu'il a pris sa retraite de l'armée, a épousé une héritière qui a hérité d'une fortune de l'entreprise de fabrication de tissus de ses parents. Il a décidé de renoncer à une vie stable dans une propriété confortable près de Versailles et d'accepter les difficultés de la campagne pour une nouvelle nation naissante dans un pays étranger.

« Devons-nous l'embarquer maintenant, ou avons-nous le temps pour un dernier souper avec le gouverneur et ses charmantes filles ? » demande Lafayette d'un ton malicieux. « Peut-être un dernier tour sur terre avant de tester notre pied marin. »

De Kalb secoue lentement la tête. *« Je crois, mon jeune maître, qu'il vaut mieux lever l'ancre avec cette marée. Nous ne voulons pas prendre la mer pour nous retrouver devant un homme de guerre déterminé à nous faire passer les prochaines années à flâner dans les vignobles de Bordeaux. »*

Lafayette rit. Il aime cet Allemand franc et honnête. *« Ainsi soit-il. Nous quittons la maison à cet instant dans l'espoir d'y revenir avec la même santé et le même enthousiasme qu'à notre départ. »*

De Kalb jette un coup d'œil au quai en terre battue. *« Comme j'aimerais partager la clairvoyance d'une telle jeunesse », pense-t-il. « Venez, laissez-moi vous aider avec vos bagages personnels. »*

Avant d'arriver en Amérique

Johann Kalb est né le 19 juin 1721 à Huttendorf, une petite villa près d'Erlanger, en Bavière. Il était le fils de Johann Leonhard Kalb et de Margarethe Seitz. Bien que certains textes décrivent son héritage comme étant de parents paysans tandis que d'autres affirment qu'il était de sang noble, il est plus probable que la jeunesse de Kalb ait été une jeunesse de moyens confortables.

Ses parents gagnaient suffisamment pour lui offrir une excellente éducation. Il apprend le français et l'anglais et acquiert les compétences sociales qui lui vaudront plus tard une importante commission militaire dans l'armée française. Il quitte la maison en 1737 pour s'engager comme cadet dans le régiment allemand Loewendal de l'armée française. Il a servi avec distinction dans la guerre de Succession d'Autriche en Flandre et a rapidement gravi les échelons jusqu'à devenir capitaine. Il est major au début de la guerre de Sept Ans et, à la fin, il est promu lieutenant-colonel.



Bataille de Fontenoy dans la guerre de Succession d'Autriche

Vers la fin de la guerre, il devient quartier-maître général adjoint dans l'armée du Rhin supérieur, une division créée après la dissolution du régiment Lowendal. Il est fait chevalier de l'Ordre du mérite militaire et en 1763, il est élevé à la noblesse avec le titre de baron.

Avec l'avènement de la paix, de Kalb prend sa retraite en 1764. Il épouse une riche héritière, Anne Elizabeth Emilie van Robais, et s'installe confortablement dans une petite mais somptueuse propriété de la campagne française à Courbevoie, près de Versailles. Cependant, lorsque le duc de Choiseul lui demande de se rendre en Amérique et de faire partie d'une mission secrète visant à découvrir les capacités et l'engagement des colons dans leur rébellion croissante contre l'Angleterre, il accepte. Ce voyage scelle sa détermination à retourner en Amérique si la guerre éclate et à offrir ses services à la cause des colons.

Avec la promesse de Silas Deane, ambassadeur américain en France, d'une commission de général de division, il monte à bord du navire Victorie le 20 avril et s'embarque pour l'Amérique. À bord se trouve l'armateur du navire, le marquis de Lafayette, ainsi que six autres officiers français détenant une promesse de commission signée par Deane.



Silas Deane

Arrivée en Amérique

Le navire accoste le 13 juin 1777 à Winyaw Bay, une île au large de la Caroline du Sud. Les officiers français ainsi que de Kalb arrivent peu après à Charlestown, en Caroline du Sud, et après un accueil chaleureux des autorités locales, ils louent des carrosses et arrivent à Philadelphie le 27 juillet.

Lafayette et les autres s'attendaient à un accueil chaleureux à leur arrivée à Philadelphie. Ils furent consternés de constater que le Congrès était tout sauf énergique à l'égard des commissions qui leur avaient été promises. Silas Deane avait été trop généreux avec ses promesses aux étrangers souhaitant obtenir des commissions de haut rang dans l'armée continentale. Bientôt, il y eut une surabondance que le Congrès ne pouvait pas seulement se permettre financièrement, mais Washington n'avait pas assez de soldats de rang pour justifier tous ces soldats professionnels « hautement qualifiés » se présentant à son camp. Il est vite devenu évident que nombre de ces « soldats de fortune » revendiquaient des capacités personnelles et des réalisations militaires bien supérieures à celles qu'ils avaient démontrées.

C'est pourquoi l'organe du Congrès s'est méfié à juste titre lorsqu'une autre demi-douzaine de soldats européens s'est présentée en brandissant des commissions signées par Deane. Les commissions leur ont d'abord été refusées. Mais Lafayette ne s'est pas laissé décourager si facilement. Lorsqu'il propose d'offrir ses services et de payer ses propres dépenses, le Congrès acquiesce et le nomme général de division.

De Kalb est hors de lui. Son ami, ce jeune aristocrate n'ayant absolument aucune expérience militaire, s'était vu accorder un poste majeur dans l'armée alors que lui, un officier confirmé ayant des années de service actif et distingué, ne s'était vu offrir rien. De Kalb écrit au Congrès pour exprimer son indignation. Il demande sans détour que l'on donne suite à l'offre de Deane en lui offrant le titre de général de division, ou que l'on paie ses frais de traversée de l'Atlantique, y compris son voyage de retour. Le Congrès décida de céder et offrit à de Kalb la commission qu'il demandait le 5 septembre 1777. Au début du mois d'octobre, de Kalb se porte candidat pour le service actif. Il n'avait plus qu'à attendre que Washington ait une ouverture disponible puisque le grade de major général commandait une division.

La première affectation de De Kalb dans l'armée continentale a lieu en novembre 1777. Les brigades du général John Patterson et du général Ebenezer Learned, tous deux originaires du Massachusetts, venaient d'arriver dans la région de Philadelphie après leur participation à la bataille de Saratoga qui vit la défaite de l'armée de Burgoyne. Cet afflux de troupes nouvellement arrivées a fourni une ouverture pour un commandement de division qui a été donné à de Kalb.

1777 - Été 1778



Valley Forge. Les quartiers d'hiver de l'armée américaine, 1777-1778.

Le premier acte de De Kalb en tant que commandant de division fut de se ranger du côté de ceux qui s'opposaient à une attaque contre Philadelphie. C'était le 25 novembre 1777. Washington voulait capitaliser sur leur quasi victoire à Germantown le mois précédent. Il pensait que puisque le moral était bon et que la majeure partie de son armée était apte au service, une

attaque contre les forces de Howe désormais confinées

à Philadelphie avait une chance de réussir. Comme à son habitude tout au long de la guerre, il demande l'avis de ses généraux lors d'un conseil de guerre. De Kalb et la plupart de ceux présents pensaient que la tentative était trop dangereuse. Un ennemi dispersé dans la campagne était un ennemi bien différent de celui barricadé derrière de solides fortifications. La proposition a été abandonnée et le gros de l'armée a pris ses quartiers d'hiver à Valley Forge. De Kalb s'y oppose également car il pense que les installations et les possibilités de ravitaillement sont inadéquates.

En février 1778, le Congrès a proposé une attaque contre le Canada. Peu importe que la tentative précédente ait été un échec lamentable alors que l'armée était mieux équipée et mieux approvisionnée que dans son état actuel. Lafayette a été nommé commandant en chef et il a insisté pour que de Kalb soit son second. Lafayette et de Kalb se rendent à Albany, mais les forces américaines sont dans un tel état de désarroi qu'il est évident qu'une telle tentative se soldera par un échec cuisant. Le bon sens l'emporte et la tentative est annulée. Lafayette et de Kalb retournèrent à Valley Forge avec les troupes supplémentaires qu'ils pouvaient rassembler autour d'Albany.

Pendant les mois passés à Valley Forge, le Baron de Kalb, ainsi que son compagnon d'armes allemand, von Stueben, aidèrent à former les forces américaines aux tactiques militaires et aux manœuvres sur le champ de bataille.

Lorsque le général Clinton, le remplaçant de Howe en tant que commandant en chef des forces



Formation des troupes à Valley Forge

britanniques, reçut l'ordre de quitter Philadelphie et de retourner à New York, les Américains se crurent suffisamment forts pour l'entraîner dans la bataille.

Washington poursuit Clinton à travers le New Jersey et le rattrape à Monmouth le 28 juin 1778. La division de De Kalb, composée de soldats réguliers du Massachusetts, ainsi que les généraux Lafayette et Stirling, ont tenu la ligne après que Washington ait arrêté la retraite initiée par le général Charles Lee. Après la bataille, la division de Kalb fut affectée à Fredericksburg, dans le New Jersey, l'actuel Patterson.

Hiver de 1778 -79 & 1779-80

De Kalb reste avec l'armée principale du Nord postée autour de New York. L'hiver 78-79 est doux par rapport aux années précédentes. Ses forces restent à Fredericksburg (aujourd'hui Patterson) pour se prémunir contre les groupes de braconniers britanniques dans le nord du New Jersey.



Le service de piquet d'hiver

Au cours de l'été 1779, Clinton déplaça une force considérable en remontant l'Hudson vers West Point. Il s'empare de Stoney Point et y place une forte garnison. Washington déplace la division de Kalb à Pompton pour se prémunir contre toute nouvelle incursion au nord.

Washington a maintenu ses forces sur le terrain tout au long de l'automne 1779 et au début de l'hiver.

Il s'attendait à ce qu'une importante force d'invasion et une flotte française arrivent dans le port de New York sous le commandement de l'amiral D'Estaing. Avec leur aide, il avait espéré forcer les Britanniques à quitter New York comme il l'avait fait à Boston. Cependant, D'Estaing avait d'autres intentions en tête. Sans consulter Washington, il emmène sa flotte au sud, en Géorgie, et assiège Savannah. Après avoir été battu, certains de ses trente-sept navires avec 4 000 soldats et 2 000 canons se dirigent vers les Antilles tandis que les autres jettent l'ancre pour la France. Washington ne l'apprend qu'à la mi-décembre, alors que le temps est devenu extrêmement froid.

Washington ordonna à une grande partie de son armée d'hiverner autour de Morristown, dans le New Jersey, comme elle l'avait fait pendant l'hiver 1777 après les batailles de Trenton et de Princeton. La marche vers Morristown pour la division de Kalb, désormais composée de deux brigades du Maryland et du Delaware, soit 2 030 hommes en tout, dura six jours et fut épouvantable.



Division américaine en marche ; mise en place de tirailleurs

Leurs réserves étaient déjà épuisées et ils manquaient cruellement de tentes et de vêtements appropriés.

De Kalb écrit :

« Notre marche a duré six jours et a traversé un pays presque entièrement non peuplé ; elle s'est avérée fatale pour de nombreux soldats, en raison du froid, du mauvais temps, des routes affreuses, de la nécessité de passer la nuit en plein air et de notre manque de protection contre la neige et la pluie. »

L'hiver s'est avéré bien pire que celui de Valley Forge ou que tout autre hiver précédent. La neige tomba sans discontinuer jusqu'à ce qu'il y ait plus d'un mètre sur le sol.



Les routes disparaissaient sous d'énormes congères et le froid était si intense que le port de New York gelait. De plus, les réserves de nourriture diminuaient, si bien que les troupes étaient affamées. Washington écrivit désespérément au Congrès, en vain.

Finalement, il prit les choses en main et autorisa ses officiers à ratisser la campagne et à prendre les aliments nécessaires en laissant des billets promis en retour. Cela a permis d'atténuer le problème pendant un certain temps, mais en mars, la famine est revenue.

De Kalb a écrit en février : *« Il fait si froid que l'encre gèle sur ma plume, alors que je suis assis près du feu. Les routes sont empilées de neige jusqu'à ce que, à certains endroits, elles soient élevées de douze pieds au-dessus de leur niveau ordinaire. »* Même en mars, De Kalb se plaignait « qu'une immense masse de neige gisait sur le sol ».

Pour ajouter à leurs malheurs, la monnaie américaine s'était dévaluée au point d'être inexistante ; le dollar ayant perdu presque toute sa valeur. De Kalb écrit en mai 1780 que pour "un lit, un souper et un grog" plus une nuit d'hébergement pour lui-même, trois autres personnes et trois domestiques, il a payé 850 dollars américains. Il écrit : "Un cheval ordinaire vaut 20 000 dollars ; je dis bien 20 000 dollars !"

Battle of Camden, August 16, 1780



Les Delaware Blues du colonel Haslet à la bataille de Long Island

En novembre 1779, Washington envoie les Continentaux de Caroline du Nord et de Virginie pour renforcer le général Lincoln à Charlestown. En avril 1780, il apprend que le colonel britannique Rawdon doit emmener 2 500 hommes pour rejoindre le général Clinton alors en Caroline du Sud. Washington envoie au sud le régiment de ligne du Maryland et le régiment du Delaware ainsi que la 1ère artillerie de 18 pièces. Le Baron de Kalb en assure le commandement.

Nicholas Rogers de Baltimore, l'aide de camp de de Kalb, le décrit comme « un parfait Arioviste, mesurant plus de six pieds de haut ». L'historien Christopher Ward décrit le mieux de Kalb lorsqu'il écrit : "Il avait un front haut, des yeux noisette vifs, un nez aquilin, un menton fort, et une expression de bonne nature mêlée de sagacité. Il pouvait parcourir vingt à trente miles par jour à pied, préférant cela à l'équitation. Il ne buvait jamais d'alcools et menait une existence spartiate tant dans la nourriture que dans les divertissements. Journée normale : il se levait tôt et mangeait du pain sec avec de l'eau (sa seule boisson). Après les devoirs du matin, il mangeait un peu de viande avec une soupe et la faisait descendre avec de l'eau. Son dîner était tout aussi frugal. Il endurait les difficultés de la route avec ses hommes. Le soir, il s'enveloppait de sa grande cape de cavalier, s'étendait devant le feu et dormait profondément. Tous le considéraient comme un homme honnête, énergique et entreprenant. Il

modérait ses actions avec prudence et bon sens. Brave sans aucun doute, il était considéré comme le chef idéal d'une force de combat en action.

Avec de Kalb à leur tête, 1 400 hommes quittent Morristown le 16 avril 1780 pour leur long voyage vers le sud. Ils reçurent peu de provisions pour la marche, mais s'en sortirent tant bien que mal. La première brigade était composée des 1er, 3e, 5e et 7e Maryland sous le commandement du Brigadier Général William Smallwood. Les 2e, 4e et 6e Marylanders et le régiment du Delaware étaient sous les ordres du général Mordecai Gist. Leur marche passa par Philadelphie, Head of Elk dans le Maryland, puis par voie d'eau jusqu'à Petersburg en Virginie. D'où ils ont marché le reste par voie terrestre. De Kalb a obtenu suffisamment de chariots à Philadelphie pour transporter leur tente et leurs ustensiles. Les hommes devaient porter leurs propres bagages dans la chaleur implacable de l'été, marchant de 15 à 18 miles par jour.



Général William Smallwood par
Robert Edge Pine



Général Mordecai Gist par
Charles Wilson Peale

En cours de route, ils ont eu vent de la chute de Charlestown. Cela a laissé de Kalb dans les limbes. Il a tenu ses troupes en attente dans la plantation du Général Parsons dans le comté de Granville, NC.

Après quelques jours, ils levèrent le camp et continuèrent leur marche à travers la Caroline du Nord. Ils souffraient cruellement de la chaleur et du manque de nourriture, au point de mourir de faim. Pourtant, jour après jour, kilomètre après kilomètre, ils avançaient sur les routes poussiéreuses et traversaient à gué les rivières marécageuses. Leurs réserves de nourriture étaient complètement épuisées, ce qui les obligeait à se nourrir de la terre. Mais il n'y avait pas grand-chose à se mettre sous la dent, parfois ils ne survivaient qu'avec des pommes vertes et des pêches. Début juillet, ils sont arrivés jusqu'à Buffalo Ford sur la Deep River. Ils ne pouvaient pas aller plus loin et ont campé pendant deux semaines.

De Kalb apprit l'existence d'une importante milice de Caroline du Nord sous les ordres du Major Général Richard Caswell. Il incite Caswell à se joindre à lui, mais ce dernier reste à l'écart. Il ne se souciait pas de partager ses réserves de nourriture suffisantes et préférait un commandement indépendant pour harceler les Tories.

De Kalb apprend, alors qu'il est dans le camp de Deep River, que le général préféré du Congrès, Horatio Gates, le « vainqueur » de Saratoga, se voit confier le commandement de toutes les forces du Sud. De Kalb fait bonne figure en déclarant qu'il est « heureux d'apprendre l'arrivée de Gates ». À ce moment-là, il ne lui reste plus que huit des dix-huit canons d'origine, le reste ayant été abandonné par manque de chevaux. Il décide de remonter la Deep River dans l'espoir de rejoindre la milice de Caswell.

Gates est arrivé le 25 juillet. Il était poli, tout comme De Kalb était courtois et joyeux. Gates laisse de Kalb aux commandes de sa propre division qui, à l'arrivée de Gates, est en train de se déplacer prudemment vers Camden à travers des terres fertiles habitées par des patriotes écossais et irlandais. Gates ne voulait pas de ça. Il a ordonné qu'ils se dirigent immédiatement vers Camden par la route la plus directe. La route de Gates s'avéra être à travers des terres peu peuplées de pins stériles, de vastes marécages, de sable profond, de nombreuses rivières, et surtout, le pays de Cross Creek, un lit chaud pour les Tories.

La marche fut un cauchemar. Les hommes mouraient de faim. Les officiers épaississaient les soupes avec de la poudre de cheveux.

Les marécages et les sables devinrent rapidement des bourbiers que les hommes durent traverser avec leur dernière énergie - tout cela par des températures d'une chaleur extrême dépassant l'endurance.



Le désastre du major général Horatio Gates à la bataille de Camden a effacé les éloges qu'il avait reçus de la victoire de Saratoga



Le 3 août, le lieutenant-colonel Charles Porterfield rejoint les troupes de Gates avec un petit contingent de troupes Virginiennes dont on a grand besoin. Une semaine plus tard, le général Edward Stevens ajoute ses 700 miliciens de Virginie. De même, le général Caswell rejoint Gates en renforçant ses troupes avec l'ajout de 2 000 miliciens de Caroline du Nord.

Ils étaient alors devant Camden. Gates se repose deux jours avec le colonel britannique Rawdon sur son front.

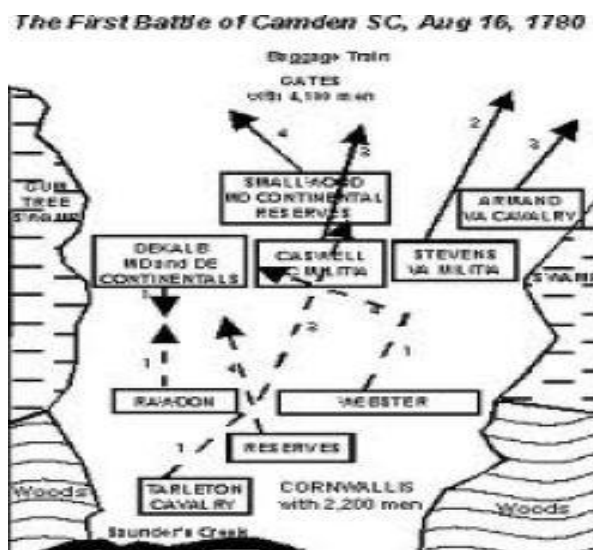
Le 15 août, la veille de la bataille, Gates ordonna une marche de toute une nuit dans une nuit chaude, étouffante et sans lune. Ces hommes sous son commandement, fatigués, malades, à moitié affamés, qui pouvaient à peine se tenir debout les armes à la main, marchaient aveuglément dans la nuit. Sur les quatre mille hommes de Gates, seuls les neuf cents Marylandais et le régiment du Delaware qui étaient sous le commandement de Kalb étaient des vétérans expérimentés sur lesquels on pouvait compter. Le reste est une milice inexpérimentée.

À l'insu des deux camps, les Britanniques ont également décidé d'approcher leur ennemi par une manœuvre de nuit. Les forces britanniques, bien nourries et bien reposées, comptaient un millier de soldats de moins que les forces de Gates, mais elles étaient bien mieux préparées au combat. Les deux armées se sont rencontrées dans la nuit et après un affrontement houleux de quinze minutes, les deux camps ont décidé de ne pas se battre dans l'obscurité et se sont retirés. Un des premiers revers pour les Américains fut la mort du colonel Virginien Porterfield, qui s'était révélé être un officier exceptionnel.

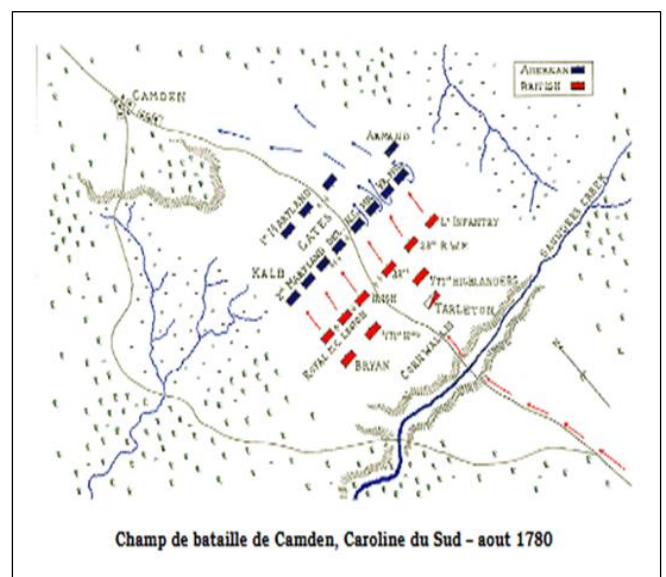


Colonel Francis Lord Rawdon

Avec le général britannique Cornwallis et Rawdon, ainsi qu'un nombre considérable de Tories de Caroline du Nord sur son front, Gates convoque un conseil de guerre. Bien que de Kalb et la plupart des officiers présents pensent qu'il est préférable de battre en retraite, aucun ne veut être le premier à le dire. Lorsque le général Stevens de Virginie a pris la parole pour dire qu'ils devaient se battre, aucun autre officier n'a fait de commentaire. Gates a alors fait face à ses officiers, déclarant qu'ils tiendraient bon et offriraient la bataille au matin.



Esquisse de la bataille de Camden



Champ de bataille de Camden, Caroline du Sud - août 1780

Les deux armées s'alignent l'une par rapport à l'autre dans un champ de pins défrichés qui est flanqué des deux côtés par des marécages. La division De Kalb d'environ 600 hommes était postée sur la droite américaine. Le centre était tenu par 2 000 miliciens de Caroline du Nord et la gauche était ancrée par les miliciens de Virginie sous les ordres de Stevens avec les 120 cavaliers et fantassins du colonel Armand flanquant l'extrême gauche.

Le reste de la division de Kalb, les Marylandais de Smallwood, étaient tenus en réserve. La gauche britannique était composée des troupes de Rawdon ainsi que des régiments toriers du Royal N.C., des Royal Legions et des Irish Volunteers. La droite britannique était commandée par Cornwallis et comprenait le 33e, le 23e et le bataillon d'infanterie légère.



Cornwallis ordonne l'avance

Cornwallis tenait les 71e highlanders en réserve ainsi que la cavalerie de Tarleton.

Le seul et unique ordre donné par Gates ce matin-là, qui s'avéra être le dernier qu'il prononça à la tête des forces américaines, était que les Virginiens de Stevens avancent pour attaquer. Les Virginiens l'ont fait avec beaucoup d'hésitation. Cornwallis s'en aperçut et ordonna une avance immédiate suivie d'une volée et d'une charge à la baïonnette.

Dès que les Britanniques ont chargé, toute la ligne de Virginie a jeté ses mousquets et a couru. Leur déroute a paniqué la milice de Caroline du Nord qui, sans tirer un seul coup de feu, a fait demi-tour et s'est enfuie. Il ne restait plus que la brigade du Maryland de Kalb et le régiment du Delaware, y compris une compagnie de milice de Caroline du Nord qui se tenait aux côtés du régiment du Delaware sur le champ de bataille.

À ce moment-là, Rawdon chargea également, mais les troupes de Kalb devant lui, toutes des réguliers vétérans, tinrent bon. Le combat se poursuit pendant plus d'une heure. Dans la poussière et la fumée, de Kalb pense que les Américains s'en sortent bien. Il tenait bon et supposait que le reste de l'armée faisait de même. N'ayant aucune nouvelle de Gates, il continue d'encaisser l'attaque sur attaque, tout en repoussant parfois son ennemi.



Attaques de Rawdon

Pendant ce temps, la cavalerie de Tareyton fonçait sur les miliciens de Caroline du Nord et en capturait un grand nombre. Le reste de la milice s'échappe par les marais.

Sans opposition devant lui, Cornwallis se tourne vers les troupes du Maryland et du Delaware. De Kalb a ordonné à la brigade de Smallwood d'avancer. Smallwood avait déjà quitté le champ de bataille, mais son second, le lieutenant-colonel Williams, a fait avancer la brigade. Malheureusement, les forces de Cornwallis étaient entre lui et les hommes de De Kalb. Malgré tous leurs efforts, les habitants du Maryland ne parviennent pas à percer jusqu'à de Kalb. La cavalerie de Tareyton est finalement revenue après avoir chassé la milice et a enfoncé le flanc de William, forçant ainsi la brigade du Maryland à battre en retraite.



Sans entrave, de Kalb se bat à pied. Œuvre d'art par Pamela Patrick White

C'est l'historien Christopher Ward qui décrit le mieux la résistance de de Kalb et de ses six cents hommes contre plus de trois fois leur nombre : « Le cheval de Kalb fut abattu sous lui. Longtemps après que la bataille ait été perdue dans tous les autres secteurs, la forme gigantesque de Kalb, sans cheval et combattant à pied, fut vue dirigeant les mouvements de ses braves troupes du Maryland et du Delaware. Sa tête avait été ouverte par un coup de sabre. Le capitaine Peter Jaquett, adjudant des Delawares, combattant à ses côtés, panse en hâte la blessure et le supplie de se retirer. Mais aucun ordre n'est venu de Gates, maintenant à des kilomètres en pleine fuite. De Kalb pensait toujours que la victoire était en vue. Il a refusé de quitter le champ de bataille.

Le combat était un combat au corps à corps, terrible dans sa férocité. Les sabres étincelaient et frappaient, les baïonnettes s'élançaient et trouvaient la chair, et les mousquets frappaient sur des crânes brisés. Submergé par le nombre d'hommes qui l'entouraient presque entièrement, de Kalb fit de nouveau appel à la baïonnette. Tous ensemble, ses hommes répondirent.



La mort de De Kalb", peint par Alonzo Chappel, 1828-1887

Avec De Kalb à leur tête, ils s'enfoncèrent dans les rangs de l'ennemi, firent volte-face et les attaquèrent par l'arrière. Mais balle après balle, leur chef était touché.

Le sang coulait de plusieurs blessures, mais il a quand même abattu un soldat britannique, dont la baïonnette était sur sa poitrine. Ce fut son dernier coup. Saignant de onze blessures, il est tombé. Les baïonnettes continuent de plonger sur son corps. Ce n'est que lorsque le Chevalier de Buysson, son aide, se jette sur le corps de Kalb, subissant plusieurs coups de baïonnette tout en criant le nom et le rang de Kalb, que les troupes retiennent enfin leurs lames.



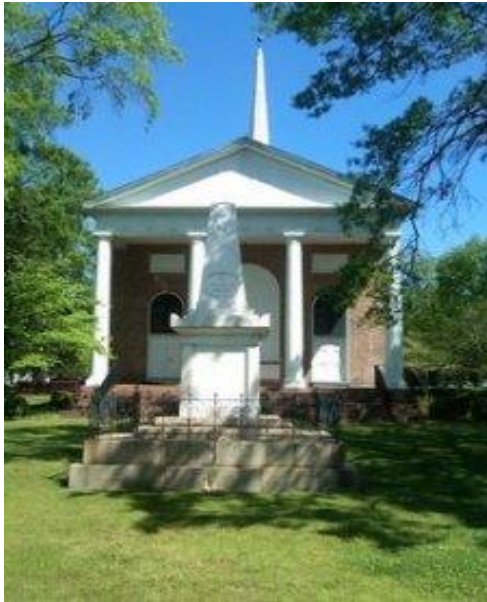
Illustration de De Kalb blessé

De Kalb a été transporté du champ de bataille jusqu'à un chariot et installé à côté d'une de ses roues. Il est resté allongé, agrippé à la roue, dans d'horribles souffrances, tandis que les soldats étaient bouche bée devant son uniforme à dentelle dorée. On raconte que lorsque le général Cornwallis est arrivé et a vu le général mourant, il a ordonné à son chirurgien personnel, le Dr Isaac Alexander, de soigner ses blessures. De Kalb est mort trois jours plus tard.

De nombreux textes historiques affirment que de Kalb a dit à un officier britannique à ses côtés qu'il le remerciait pour sa généreuse sympathie. Cela : « *Je meurs de la mort pour laquelle j'ai toujours prié ; la mort d'un soldat luttant pour les droits de l'homme* »¹⁷. Cela sent le romantisme du XIXe siècle dans sa forme la plus pure. Un homme loin de chez lui et de sa famille, souffrant de nombreuses

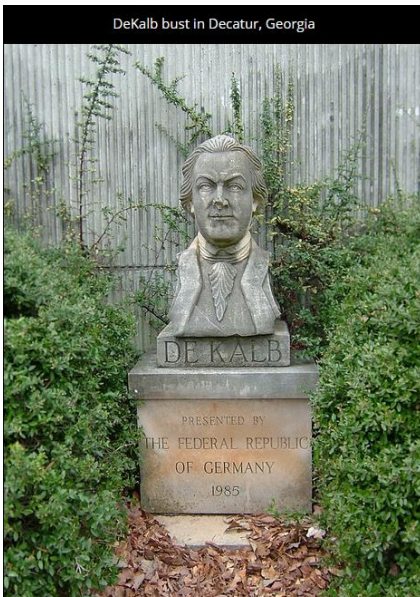
¹⁷ Cornwallis ordonna à ses propres chirurgiens d'essayer de sauver de Kalb. Voici la réponse de de Kalb : "*Je vous remercie monsieur ... les droits de l'homme.*" Quand le général est mort trois jours plus tard, Cornwallis a découvert qu'il était franc-maçon, comme lui. Il l'a fait enterrer avec tous les honneurs militaires et maçonniques.

blessures horribles et extrêmement douloureuses à une époque où il n'y avait pas d'anesthésiques, si ce n'est une bouteille de "spiritueux", peut remercier son chirurgien, mais il est peu probable qu'il soit reconnaissant pour la mort d'un soldat, priant pour qu'elle se produise pour le bien de l'humanité. Cependant, derrière chaque légende, il y a des faits.



Tombe et mémorial de De kalb.
Cimetière de l'église presbytérienne
de Bethesda,
Camden, Caroline du Sud.

De Kalb est mort le 19 août 1780 à Camden, Kershaw County, Caroline du Sud. Il a été enterré dans un cimetière voisin. En mars 1825, les restes de de Kalb ont été exhumés et ré-inhumés dans le cimetière de l'église presbytérienne de Bethesda à Camden, en Caroline du Sud. Robert Mills, le concepteur du Washington Monument, a également conçu le monument de Kalb. Le général Lafayette en a posé la pierre angulaire. L'épithaphe se lit comme suit : « *C'est ici que repose la dépouille du Baron de Kalb - Allemand de naissance, mais par principe, citoyen du monde* ». Six comtés des États-Unis portent le nom de de Kalb, ce qui en fait le troisième nom de comté le plus populaire du pays. La ville de De kalb, dans l'Illinois, qui s'appelait à l'origine Huntley's Grove, est devenue une ville en 1877 et a été rebaptisée en l'honneur du général



Stèle de Camden



Monument de Johann de Kalb à Annapolis – Maryland. Le bronze d'Ephraim Keyser (1850–1937) repose sur une grande base de granit avec des plaques de bronze représentant les sceaux des États du Maryland et du Delaware



Valley Forge, George Washington, à gauche, avec d'autres officiers dont Johann de Kalb, Von Steuben, Kazimierz Pulaski, Tadeusz Kosciuszko, Lafayette et John Muhlenberg.

D'après Frederick Girsch (1821-1895).

A propos du fonds Kalb

Contribution à l'histoire familiale

V.O. 1999 – illustrée, juin 2014, *mis à jour de décembre 2019*

Par Xavier Soulange-Teissier

Notre famille détient nombre de documents relatifs à notre aïeul, le général de Kalb. Parmi ceux-ci, les papiers que j'ai reçus en 1992 de Guy Soulange-Teissier occupent une place centrale ; ils constituent le «fonds Kalb».

Pour des raisons de mémoire, j'ai souhaité écrire l'histoire qui s'est formée autour de ce fonds en complétant les données de la documentation familiale par celles issues d'abondantes sources externes. Certains dossiers d'archives révélaient des pans de vie de ses premiers « parents ». Le destin pathétique de Frédéric de Kalb, l'émigration de son frère Élie et les épreuves de leur sœur Caroline, furent pour moi autant de découvertes ; elles méritaient d'être mieux connues. Dès lors, il m'importait, dans une seconde partie, de procéder à l'assemblage fidèle de quelques pièces d'un puzzle que je compléterai au fil des découvertes.

Je tiens à remercier pour leur contribution tante Gaby et oncle Raymond, Ségolène, Bernard, Isabelle et Aurélie. Une discussion sur les suppliciés de La Madeleine a incité ma belle-sœur, Ségolène de Dainville, archiviste paléographe, à vérifier l'existence d'un dossier d'archives au nom de Frédéric de Kalb et elle m'en a facilité l'accès. Une première version encore balbutiante a été fortifiée par le crayon de son époux, Bernard Barbiche¹⁸. Le compte rendu détaillé de l'émigration d'Élie et de la situation de Caroline résulte de la ténacité de ma fille Aurélie aux prises avec les fichiers des Archives nationales. Une nouvelle dimension a pu être donnée au chantier en cours grâce aux papiers de famille reçus de Guy Soulange-Teissier. La relecture d'ensemble, méthodique et attentionnée, a été assurée par Raymond Soulange-Teissier (1912- 2000). La patience et l'écoute furent le lot de mon épouse qui a bien voulu que je consacre de nombreuses heures à la réalisation de cette modeste étude. Une première version de ce document a été diffusée en 1999. Pour agrémenter sa lecture, nous avons jugé souhaitable d'illustrer ce document en 2014. À l'aube de l'année 2020, voici la troisième édition disponible. En raison de son caractère éminemment familiale, sa diffusion est réservée à nos proches ainsi qu'aux descendants du major général Jean de Kalb dont nous perpétons le souvenir.

À Paris, le 11 décembre 2019

¹⁸ B. Barbiche et son épouse, archivistes paléographes, sont l'un professeur émérite à l'École nationale des chartes, l'autre conservateur général honoraire aux Archives nationales, et tous deux historiens

Sommaire

1. Histoire du fonds familial Kalb

Composition	124
Conservation et mémoire	127

2. Emilie (1748-1785)

La branche française des van Robais	139
La croisée des chemins	136
Une vie aussi brève qu'active	137

3. Frédéric, Caroline et Elie

Frédéric (1765-1793)	151
Caroline (1767-1829)	157
Elie (1769-1834)	149

4. Nicette (1811-1899)

Annexes

1. Etats de service de Jean de Kalb (1721-1780)	158
2. Acte d'accusation de Frédéric de Kalb	163
3. Pièces relatives à Caroline et à Elie de Kalb	165
Décret du Grand Conseil de Bâle relatif à la citoyenneté de Caroline	165
Lettre de LaFayette à Caroline de Kalb, suivie de son témoignage en faveur d'Elie	165
Lettre de M. Schmid. Préfet de Bâle	167
Réclamation d'Elie de Kalb	169
4. Zucker et la recherche des lettres du général de Kalb	173
Sources et bibliographie	176

1. Histoire du fonds familial de Kalb

Composition

Ce fonds comporte différents documents que Jean de Kalb avait lui-même pris le soin de conserver ainsi que des lettres qu'il a adressées à son épouse au cours des trois dernières années de sa vie, consacrées à la lutte pour l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

Les archives les plus anciennes se rapportent à la période au cours de laquelle il servit comme officier du détail, soit jusqu'en 1760. Elles traitent de questions d'administration du régiment de Lowendal, régiment allemand levé par le futur maréchal lorsqu'il passa au service de la France, en septembre 1743.¹⁹ Elles comportent divers états et instructions ainsi qu'un mémoire sur la création d'un régiment que Jean de Kalb adressa au ministre de la marine, Mihault d'Arnouville.



Le maréchal de Lowendal

Ce sont ensuite des lettres reçues ou la minute de celles adressées à de nombreuses personnalités, pour une grande part à l'occasion de la quête de grâces qu'il entreprend pour retrouver un poste à sa mesure après la guerre de Sept ans, puis pour reprendre du service actif à la suite de sa mise à la retraite en janvier 1765. Ses principaux correspondants sont ses anciens chefs de guerre, le duc et le comte de Broglie, le prince de Soubise, le duc de Castries, le comte du Muy.

Lorsque sa cause est gagnée, nous ne le saurons que peu : rares sont les écrits relatifs à la mission d'observateur que lui confia le duc de Choiseul et qui devait le conduire pour la première fois en Amérique, en 1768. Ses rapports, secrets par leur objet, sont conservés dans les archives de l'Etat. D'autres épisodes sont aussi évoqués tant dans des lettres de MM. de Monteynard et de La Vrillière que dans les minutes des réponses qu'il leur adressa, à propos de l'affaire du soutien avorté aux confédérés de Pologne et à Casimir Pulawski contre la Russie ; ne voulant cette fois se satisfaire de simples intentions, il demande une promesse écrite pour sa nomination au grade de brigadier ; on lui préfère Dumouriez et l'échec que l'on sait.

¹⁹ W de Lowendal (1700-1755) fut successivement maréchal inspecteur de l'infanterie saxonne, général dans l'armée russe (1737) avant d'être lieutenant général des années de Louis XVI et colonel propriétaire du régiment fonda le 1er septembre 1743. Il a été élevé à la dignité de maréchal de France le 17 septembre 1747.

Mais les documents qui suscitent le plus vif intérêt sont les lettres d'Amérique qu'il écrivit à son épouse entre 1777 et 1780. Leur lecture reste facile: l'écriture est soignée, papier et encre sont de bonne qualité. Il employait généralement de longs folios, les préférant aux feuilles de papier bleutées habituellement utilisées dans les camps. Par ce biais, à l'égal de ce journal qu'il aurait tenu mais qui n'a pas été retrouvé²⁰, il a pérennisé son témoignage sur sa vie quotidienne, sur les événements auxquels il fut associé et les personnes qu'il a côtoyées. Il évoquait aussi les projets qu'il formait pour lui-même et pour sa famille. Ces lettres attestent enfin la noblesse du cœur et celle des sentiments que possédait cet homme né dans une contrée où l'idée de liberté était bien un vain mot.

Leur contenu a néanmoins souffert des effets de l'autocensure²¹ qu'il s'est imposée en raison des risques d'interception par l'ennemi.²² Pour multiplier les chances que ses écrits parviennent à leur destinataire, il s'est astreint à établir chacun en trois exemplaires²³, à les numéroter et à les coter. Il veillait aussi à les confier à des voyageurs partant sur des navires différents²⁴ Les risques étaient réels puisque, malgré les précautions prises, 26 des 92 lettres qu'il a envoyées ne sont pas dans la collection et rares sont celles qui sont aujourd'hui présentes en plusieurs exemplaires. Pour les mêmes raisons, quelques-unes sont partiellement ou totalement codées²⁵ et parfois à transmettre ou à lire à d'autres personnes. Il tenait notamment à informer son ami et protecteur, Charles-François de Broglie²⁶ qui eut une influence déterminante sur sa carrière et sur sa destinée. Il lui adressait des rapports réguliers et complétait ses informations soit par l'entremise de son épouse²⁷

²⁰ Selon le général Henri Lee, *Mémoires de guerre*, cité par F. Kapp, *The life of John Kalb* p.318.

²¹ J. de Kalb, lettre n°59, du 10 janvier 1779 : « Tu dois être surprise, ma chère et bonne amie, de ce que dans toutes mes lettres, je ne donne jamais aucune nouvelle qui regarde la guerre, la politique ou le prochain, et que je ne te parle que de ma santé, de mes amitiés pour toi, et du désir véhément de te rejoindre, ou du moins de recevoir plus souvent de tes nouvelles. »

²² J. de Kalb, lettre n°56, du 12 octobre 1778 : « Je serai fâché que mes lettres puissent être imprimées, avec le nom de l'écrivain et de ceux auxquels elles sont adressées, dans les gazettes anglaises et américaines, comme cela est arrivé à d'autres personnes, dont les lettres ont été prises ou interceptées. »

²³ J. de Kalb, lettre n°44, du 20 janvier 1779 : « Toutes ont été écrites au moins trois fois, quelquefois cinq. » ; et Lettre n°72, du 26 juillet 1779 : « Car toutes mes lettres ont été écrites triples. »

²⁴ J. de Kalb, lettre n°7, du 19 septembre 1777 : « S'il y a quelquefois de longs intervalles d'une lettre à l'autre, il pourrait d'ailleurs en avoir quelquefois de perdues, et puis les vaisseaux ne mettent pas le même temps à arriver. » Lettre n°72, du 26 juillet 1779 : « Les duplicata, triplicata sont partis par d'autres vaisseaux. »

²⁵ J. de Kalb, lettre n°60, du 2 mars 1779 : « Tu sais que j'ai laissé à la maison le double de mon chiffre, tu n'auras qu'à te servir du tableau où les figures sont par ordre numérique, et non de celle de l'ordre alphabétique. »

²⁶ J. de Kalb, lettre au comte de Broglie, du 2 avril 1762 : « Les sentiments de gratitude et d'attachement que je vous dois ne finiront qu'avec ma vie. » D'après copie arch. S..T.

²⁷ J. de Kalb, lettre n°2, du 18 juin 1777 : « Fais-moi le plaisir de passer cette lettre à son adresse [celle du comte de Broglie] » et, plus loin : « Tu pourras lui [F.A. Dubois-Martin] lire l'article ci-dessus. »

soit par celle de Guy Dubois-Martin qui assurait le lien tant avec ce dernier qu'avec l'administration royale. Le circuit d'information est d'autant moins simple et formel que les trois personnages ont appartenu au Secret du Roi, dont Broglie fut le chef, et sont restés fort liés.

Le général de Kalb s'est expliqué souvent à propos de ces missives d'Amérique qui n'arrivent pas à leur destinataire. Il n'hésitera pas à emprunter au marivaudage un ton qui lui est peu habituel pour dissenter sur le risque de capture, tout en témoignant à son épouse de l'amour profond qu'il lui portait : « Il me semble en voir une [lettre] entre les mains d'un capitaine anglais de haut bord au milieu des officiers de son vaisseau, se réjouir d'abord de la prise du vaisseau qui portait ma lettre, ensuite de la lettre même. Elle est de plusieurs pages de menue écriture ; elle doit contenir bien des choses ; nous saurons quelque chose de ce qui se passe chez les rebelles. On l'étudie avec soin et après un long travail, on est fiché de n'y rien trouver d'intéressant ou d'instructif, elle ne contient qu'un plat verbiage .et des protestations d'amitié et de tendresse, on ne sait pour quelle Emilie, à Paris [...]. Ils déclarent qu'Emilie ne peut-être que la maîtresse de l'homme en question, qu'un mari en France n'écrit à sa femme de si longues lettres, si tendres ; partout te voilà déclarée ma maîtresse, ne t'entache point, ma chère amie, c'est un assez beau titre.²⁸



Charles-François, comte de Broglie

Certes, de nombreuses lettres paraissent, a priori, ne présenter qu'un intérêt familial, mais elles fournissent des indications précieuses et fiables sur les dates de ses divers déplacements et sur les lieux où il s'est rendu. Elles procurent aussi des informations sur les circuits d'acheminement et sur l'identité de ceux qu'il choisissait avec le plus grand soin pour en être les porteurs, tels MM. Adams, Durif de Cazeneuve, d'Holzendorff, Gérard, de La Neuville, de Choins, de Fleury, de Vrigny, Simonet de Valcourt, etc.

Il utilisera même la malle-poste d'Angleterre, car il conservait un correspondant dans ce pays, mais les trois lettres ainsi acheminées ne sont pas dans le fonds. Nous savons par ailleurs que plusieurs lettres ont été prises par lord Cornwallis à la suite de sa victoire à Camden ; revenues

²⁸ J. de Kalb, lettre n°59, du JO janvier 1779.

d'Angleterre, elles sont conservées par la bibliothèque du Congrès.²⁹ Elles permettent enfin, par l'étude des cachets de cire armoriés qu'elles ont conservés, de corriger l'anachronisme de la présence d'un aigle américain et de retrouver une mémoire plus fidèle de ses armoiries : *de gueules à la fasce d'argent accompagné en chef d'un lion naissant du même, mouvant de la fasce*.³⁰

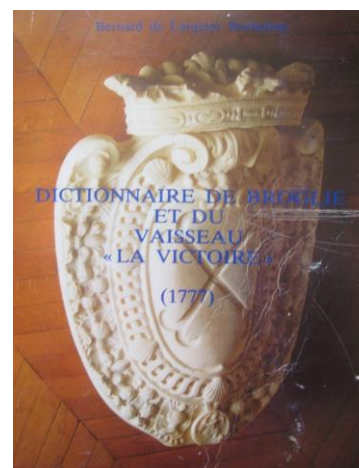
Conservation et mémoire

Ces documents ont traversé sans dommages l'épreuve de la Révolution. Emilie est morte peu avant, en 1785. Deux ans plus tard, sa fille Caroline a épousé Jean-Luc Geymüller, Officier d'infanterie suisse au service de la France et s'est installée à Bâle. Victime de la Terreur, Frédéric périt sur l'échafaud, le 11 novembre 1793. Le soin de sauvegarder ces souvenirs de famille reposa sur Elie. Or, à la même époque, il s'était réfugié à Bâle et ne pourra rentrer en France qu'en 1802, après la proclamation de l'amnistie pour fait d'émigration. Il est probable que les papiers furent d'abord à Brouessy dont la jouissance fut conservée jusqu'en septembre 1787, ensuite au château de Milon, confiés à la garde de Madame de Besset de La Chapelle, maintenue dans les lieux

jusqu'à sa mort en 1799. Mais il ne rentra en possession de sa propriété que quelque temps après son retour en France. Pendant ces années d'absence, les alertes furent nombreuses : la plus grave eut lieu en avril 1798, mais il réussit à éloigner le spectre de la vente des meubles de la maison.

La suite nous est contée par Nicette de Kalb :

« Je connais beaucoup de détails sur la vie et les destinées de mon grand-père, j'en ai appris une partie dans les nombreux papiers et correspondances que je conserve avec soin ;



D'azur à la face d'argent, au chef de gueules à loin naissant d'argent.

Dictionnaire de Broglie et du vaisseau La Victoire (1777), Bernard de Larquier Rochefort

²⁹ A.E.Zucker, lettre du 8 août 1961 à R. Soulange-Teissier et compte rendu joint sur sa recherche des lettres ;

³⁰ B. de Larquier, dans son Dictionnaire de Broglie et du vaisseau « La Victoire », a écrit p. 151 : « A son premier retour des Etats-Unis d'Amérique il s'octroya des armoiries retrouvées sur son cachet personnel. » d'argent à l'aigle américain d'or couronne de baron ». Or, celles qui sont présentés sur les cachets de cire apposés sur ses lettres sont décrites par J.B. Rietstop dans son Armorial général (tome I, p. 1060, Kalb, Francfort-sur-le-Main). L'auteur décrit aussi le cimier : « un buste d'homme, habillé d'argent, couronné d'or. » Ces faits forment contrepoids aux affirmations de Kapp, ils appellent une nouvelle recherche sur les ascendances de Jean de Kalb.

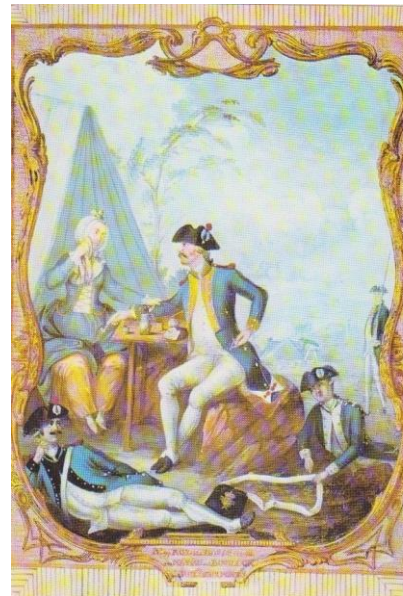
d'autres m'ont été rapportés par feu mon père, Elie de Kalb, qui ne négligeait rien pour rassembler ses matériaux et pour faire écrire une biographie de mon grand-père ».³¹

Les témoignages du culte que vouait Élie à son père sont nombreux. C'est lui (et non son père) qui fit exécuter par l'atelier de Nicolas Hoffman les trente gouaches du musée national de la coopération franco-américaine de Blérancourt, sur les régiments de l'infanterie française ayant participé à la guerre d'indépendance.³²

Ainsi, le 6 février 1816, Elie écrivit au président-général de l'ordre de Cincinnatus, Charles Cotesworth Pinckney. Il l'informait que ses papiers avaient été détruits par la révolution et lui demandait un certificat établissant son droit à « l'honorable distinction » de Cincinnati.³³ Or la branche française de l'ordre, disparue en 1792, ne renaîtra qu'en 1926. Le document n'était donc demandé qu'à des fins de mémoire.



Au centre grenadier d'Angoumois en faction ; à gauche, grenadier de Bourbonnais ; à droite, grenadier de Saintonge.



Autre scène de la vie journalière en camp lors de la guerre d'Indépendance

³¹ Attestation de sa main, datée du 18 août 1856, probablement effectuée dans le cadre du dossier de demande d'indemnisation, en cours de solution, auprès du Congrès américain.

³² Le musée en attribue à tort l'initiative à Jean de Kalb, les thèmes traités étant postérieurs à la date de sa mort. Ces tableaux furent au château de Milon puis attribués à Ludovic d'Abzac. Sa fille Lucie, épouse de Casimir Rougé, s'en sépara vers 1930 et Ann Morgan les acquit pour le futur musée.

³³ Cité par A.B. Gardiner, The order of the Cincinnati in France.



Charles Cotesworth Pinckney
(1746-1825)



Frédéric Kapps (1824-1884)

Citons aussi Jean Nachtmann. En feuilletant son manuscrit, nous apprenons qu'Élie avait joint au fonds « de nombreuses épreuves tracées de sa propre main [celle du général] concernant le matériel d'artillerie, de constructions militaires », preuves, par ailleurs, de solides connaissances en mathématiques et en science militaire.³⁴

Nachtmann est le premier biographe de Jean de Kalb. Officier polonais, né vers 1804, réfugié en France à la suite de la Révolution de 1831, il avait été engagé comme précepteur des enfants d'Abzac. Admis dans le cercle de famille, il devient un intime et s'intéresse au dossier Kalb au point de s'y consacrer pendant plusieurs années. Mais ses premiers travaux sont restés en l'état de manuscrit inachevé, Frédéric Kapp en est la cause.

Réfugié politique de la révolution allemande, Kapp choisit l'Amérique comme pays d'adoption en 1858. Il y séjournera jusqu'à la proclamation de l'amnistie de 1870. Journaliste et historien réputé, il met à profit cette période de temps pour éclairer le rôle des généraux de naissance allemande dans la guerre d'indépendance américaine. Après avoir terminé une vie de Steuben.³⁵ Il entreprend de s'intéresser au général de Kalb.

Tout d'abord, il contribue à la réalisation de l'ouvrage de Jean-Frédéric Schroeder, *Washington und die Helden der Revolution*, publié en 1856 aux Etats-Unis. Il y reprend la thèse communément admise selon laquelle Jean de Kalb descendrait des Kalb von Kalbrieth. Il

³⁴ Nous ne sommes pas en possession de ces documents.

³⁵ Frédéric Guillaume, baron von Steuben (1730-1794) était un ancien officier prussien. Il débarqua en février 1778 grâce aux bons soins de Beaumarchais. Le Congrès le nomma aussitôt major général avec le titre d'inspecteur général de cette armée qu'il réorganisa remarquablement. Il joua un grand rôle dans le siège de Yorktown qui devait entraîner la capitulation de lord Cornwallis en 1781.

précise qu'Henri, son plus jeune frère, avait servi à Royal Deux-Ponts,³⁶ un régiment allemand dont les forces firent partie des 6 000 hommes que la France a envoyés en 1780 aux Etats-Unis. Mais il fut étonné par les divergences qui fleurissaient dans les divers écrits auxquels il se référait. L'orthographe de son nom était incertaine, les uns l'appelaient *Kalbe*, d'autres, *Colbe*. Certains déclaraient qu'il servait la Prusse, d'autres qu'il était dans l'armée d'Autriche, les troisièmes qu'il appartenait à l'armée française. George Bancroft³⁷ écrivait qu'il était originaire d'Alsace, tandis que Lord Stormond assurait qu'il était suisse.³⁸ Toutes ces approximations, et les zones d'ombre qui en résultaient, jetaient un voile de mystère sur le personnage ; elles accroissent son intérêt et renforcent la nécessité d'accéder aux sources. Lors d'un séjour à Washington en 1856, il fait la rencontre fortuite de John Carroll Brent, l'avocat qui avait défendu pendant des années les intérêts des héritiers Kalb devant le Congrès³⁹ Par son intermédiaire, il adresse une lettre à la vicomtesse d'Abzac. Il reçoit une réponse de Jean Nachtmann. Comme ce dernier préparait son propre livre sur ce sujet,⁴⁰ il se montre plutôt réticent. Kapp doit lui faire valoir qu'il ne peut envisager d'écrire une biographie cohérente du général sans ces documents et il obtient gain de cause. C'est le début d'une correspondance qui s'étagera sur plusieurs années, à l'appui d'une copie de tous les papiers en possession de la famille. Au cours de ses recherches ultérieures, Kapp établit qu'Henri de Kalb n'avait aucun lien avec Jean de Kalb, dont les origines étaient plus modestes. Fils de paysans, il faisait partie de ces rares officiers de fortune, ces hommes qui, à raison de leur talent, se hissèrent au sommet de la hiérarchie militaire. En établissant cette filiation, Kapp déplaça le mystère : Comment expliquer le degré d'instruction qu'avait incontestablement acquis le jeune paysan ? Outre les mathématiques et les sciences militaires, connaissait au moins le latin, le français et l'anglais. La réponse à cette question occupe encore les esprits. Les uns verront planer l'ombre d'un protecteur qui l'aurait recueilli alors qu'il apprenait « à Nuremberg l'état de cabaretier ».⁴¹ D'autres l'expliqueront par le fonctionnement de l'armée

³⁶ Il fut l'époux de la poétesse Charlotte de Kalb, amie de Frédéric Schiller.

³⁷ George Bancroft, *History of the United States*.

³⁸ David Murray, lord Stonnond, plus tard comte de Mansfield (1727-1796), éminent ambassadeur d'Angleterre auprès du Roi de France, était en poste à Paris en 1780. Il y resta jusqu'à la rupture des relations entre les deux pays en 1780.

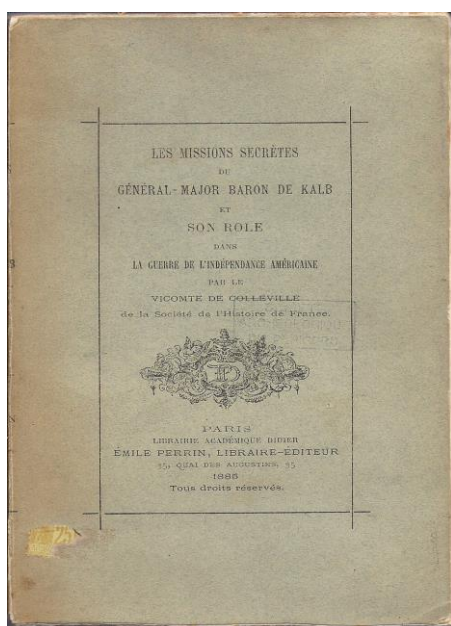
³⁹ Cf 4 Nicette, à propos du litige Geymüller-d'Abzac.

⁴⁰ Sa rédaction était en cours et il était parvenu jusqu'en 1770, sur la base des seuls papiers inclus dans le fonds, ce qui était critiquable, selon Kapp, moins pour sa discrimination que pour le luxe de détails qui en résultait.

⁴¹ Ce fait, avancé sans preuves par Kapp, se trouve attesté par le témoignage porté par Jean Vollet, oncle de Jean de Kalb, le 27 février 1793, selon acte de référencé 966, Arch. Nat. F 7/ 4994, dossier Elie et Caroline de Kalb.

dont les longs quartiers d'hiver laissent place à l'organisation d'un enseignement. Les deux hypothèses se sont peut-être cumulées ; nous en sommes réduits à de simples conjectures.⁴²

Dans le sillage de Kapp, Nachtmann a été en mesure de publier, en 1859, *Un chapitre de la vie de de Kalb*, annonçant la parution prochaine de l'ouvrage de Kapp, l'ambition affirmée de ce petit ouvrage était de répondre en avant-première aux lecteurs intéressés par la première mission en Amérique du baron de Kalb [janvier à mai 1768] et « qui ne voudraient y chercher qu'un intérêt historique ». Ce travail a été effectué sur la foi de copies de documents reçus de Kapp qui les avait lui-même obtenus de Bancroft, auteur des recherches dans les archives françaises.



Les missions secrètes du général-major baron de Kalb et son rôle dans la guerre d'indépendance américaine

Certes, la biographie de Kapp contribuait à faire mieux connaître le général, d'abord en Allemagne en 1862, puis aux Etats-Unis en 1884, mais aucune édition n'était prévue en France. Nachtmann ayant renoncé, il fallait un successeur pour se remettre à l'ouvrage. Or, Nicette avait un neveu par alliance qui était homme de lettres, après avoir débuté dans la préfectorale. C'est ainsi que Ludovic de Colleville publie en 1885 *Les missions secrètes du Général Major Baron de Kalb*⁴³. Ce petit opusculé comporte une dédicace :

⁴² B. Larquier cite un rapport anglais sans préciser la source, selon lequel son protecteur serait, dès sa jeunesse, le Comte de Broglie.

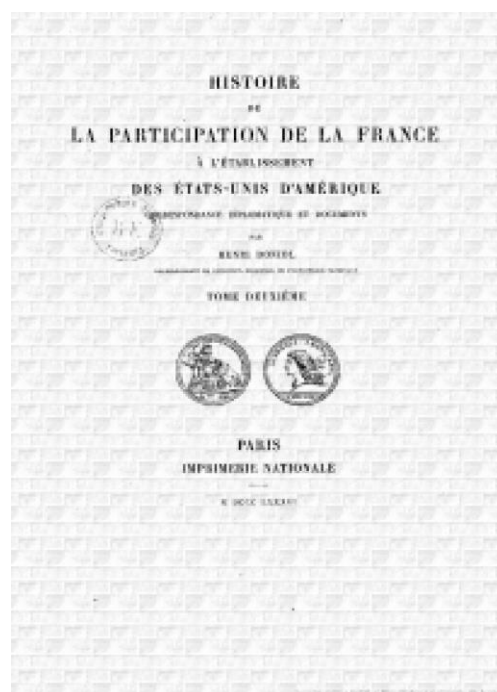
⁴³ Ludovic, comte de Colleville (1855-1918) était le petit-fils d'Olympe de Vandière de Vitrac et de Pierre Louis Fleyniat. Il fut quelque temps sous-préfet ; puis il publia des travaux d'histoire, au rang desquels se classe l'ouvrage cité, mais aussi des romans, poésies et traités sur la littérature danoise, ainsi que des traductions du théâtre d'Ibsen et une biographie du cardinal Lavigerie. Il est aussi le co-auteur, avec François Saint-Christo, des *Ordres du Roi, répertoire des noms et qualités de tous les chevaliers de 1099 à 1820*. Il fut, à partir de 1903, camérier secret de LL. SS. Léon XIII et Pie X et représentant général en France du patriarcat latin de Jérusalem pour l'ordre du Saint- Sépulcre; il fut bailli-grand croix de ce dernier ordre, vice-président de l'association des Chevaliers pontificaux.

« A madame la comtesse douairière d'Abzac, née de Kalb, hommage d'un neveu respectueux. »

Le récit est une compilation fidèle des écrits, rapports et lettres, du général de Kalb, essentiellement consacrés à la narration de sa première mission en Amérique.

Peu après, Emile Soulange-Tissier⁴⁴ devait recueillir ces archives des mains de sa belle-mère et recevoir le professeur Henri Doniol. Ce dernier a fait paraître, entre 1886 et 1899, un ouvrage de fond, en six épais et grands volumes, intitulé *Histoire de la participation de la France à l'établissement des Etats-Unis d'Amérique, correspondance diplomatique et documents*.

L'ensemble sortit des presses de l'Imprimerie nationale et les derniers volumes parurent à l'occasion de l'Exposition universelle. Lorsqu'il évoque le général, dans les tomes I et II, l'auteur s'appuie essentiellement sur les livres de Kapp et de Bancroft. C'est en annexe du tome IV qu'il reproduit 13 lettres ou extraits, les faisant précéder de la mention suivante : « Nous devons cette communication à M. E. Soulange-Teissier, arrière-petit gendre du baron de Kalb, qui a mis une obligeance extrême à en prendre l'initiative à notre égard ».

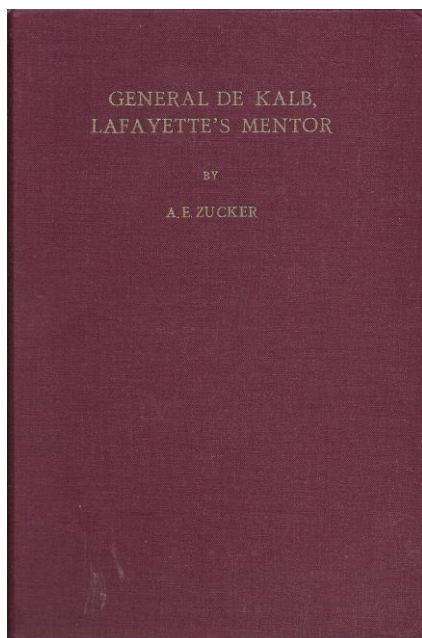


Bien des années plus tard, en juillet 1961, René .Soulange-Teissier⁴⁵ a reçu A.E Zucker, auteur d'une remarquable biographie largement appuyée sur les travaux de Kapp et intitulée

⁴⁴ Emile Soulange-Teissier (1847-1929), chef de service honoraire de la Banque de France. Fils de Louis Emmanuel, artiste lithographe et dessinateur, et de Marie Vanier, elle-même peintre de fleurs et ancienne élève de Redouté. Marié le 6 décembre 1875 avec Clotilde de Vandière de Vitrac d'Abzac (1850..1922), tille de Raymond et de Nicette de Kalb. D'où deux enfants, René (1877) et Valentine (1881) (Madame Maurice Ollivier-Beauregard).

⁴⁵ René Soulange-Teissier (1877-1972), fils du précédent, accomplit l'essentiel de sa carrière en Asie où il fut délégué comme consul de 1900 à 1936 sauf un court intermède entre 1918 et 1923. Il la termina à La Nouvelle-Orléans comme consul général [1938-1940]. A son retour; il a partagé son domicile entre Milon-la-Chapelle, et Versailles où Zucker vint le trouver au 105 boulevard de la Reine. Marié le 11 août 1908 avec Antoinette Forissier (1885-1968), fille de Henri et de Marie Onffroy de Vérez. D'où cinq enfants, Guy (1910-1992), Raymond (1912-2001), Maurice (1913-1995). Gabrielle (1919-2012) (Madame Maurice Partiot), Marc-Henri (1927-2013).

General de Kalb, La Fayette's mentor. L'ouvrage, réalisé dans le cadre de l'Université de Caroline du Nord, a été publié aux Etats-Unis et en Suisse, pays d'origine de l'historien.⁴⁶



Zucker a longuement raconté les circonstances qui ont abouti à leur première prise de contact courtoise et chaleureuse.⁴⁷ Elle fut prolongée par trois après-midi de travail et par l'échange de lettres pendant près de dix ans. Zucker devint un ami. Pour lui et pour son œuvre, René Soulange-Teissier entreprend des recherches et à 84 ans passés, il se pique au jeu : il va à Vincennes explorer les archives et obtient un état des services du Général.⁴⁸ Il met contribution ses neveux. Bernard Lacau, à l'époque générale d'active, doit le renseigner sur le statut des officiers réformés. « Le capitaine réformé, répond-il, figure sur les contrôles de son unité pour y prendre un commandement en cas de besoin, mais il est provisoirement sans emploi.

Cette mesure permettait de dégager les effectifs lorsque l'activité de l'unité n'exige la présence de tous les officiers ».⁴⁹ De même, Bernard de Fournoux (1920-2002), archiviste paléographe, alors directeur des Archives de l'Allier, lui donne d'utiles conseils qui permettront à Zucker de prolonger ses recherches. Une fois cependant, il est pris en défaut et sèche sur un point ; il répond simplement : « I am in the dark ».

Après la publication de l'ouvrage en 1966, il poursuit sa collaboration sous une autre forme et prépare une version française. Il s'attelle à la traduction, la menant à bien au pas de

⁴⁶ Zucker était lui-même professeur à l'université du Maryland, mais la Caroline avait un département d'études en langue allemande et littérature.

⁴⁷ Cf. Annexe 4. *Zucker et la recherche des lettres du général de Kalb*.

⁴⁸ En fait, le dossier Kalb ne contient pas d'état de service car l'intéressé servit dans un régiment étranger. Le document produit est le fruit des recherches d'un ancien chef du Service historique de l'armée de terre, A. Lasseray. Il est extrait de son ouvrage *Les Français sous les 13 étoiles*. Il est ici regrettable qu'il ait introduit la supposition qu'il aurait servi sous Fisher, tout en écrivant en note que selon d'autres sources, il entra en 1743 chez Lowendal ce qui est indubitablement établi (cf annexe 1).

⁴⁹ Il tenait ces précisions du colonel de Buttet qui travaillait alors au Service historique de l'armée de terre.

charge, en à peine un an. Mais le projet achoppera sur la recherche d'un éditeur, l'âge faisant de plus en plus ressentir ses effets.

En 1980, Guy Soulange-Teissier⁵⁰ rencontre Bernard de Larquier, généalogiste passionné d'histoire qui a publié en 1984 un *Dictionnaire de Broglie et du vaisseau « La Victoire »*. Deux ans plus tard, ce fut *La Fayette, usurpateur du vaisseau « La Victoire »*, une étude sur le soutien accordé par Louis XVI à l'expédition que le premier conduisit. Parmi les pièces produites figurent 21 des lettres du général de Kalb à son épouse.



La Victoire serait de type semblable à celui de ce navire

A l'occasion de ses travaux, Bernard de Larquier eut recours au commandant Edmond Lerville pour déchiffrer plusieurs correspondances codées. Ce dernier obtint l'autorisation de reproduire les extraits qu'il a crus bon d'insérer dans l'article publié en 1986 dans la *Revue Historique de l'armée*.⁵¹

Nombreux sont les ouvrages qui ont fait des emprunts à ces documents, qu'ils soient consacrés aux relations entre la France et les Etats-Unis, à l'indépendance de ce pays ou aux Français qui y participèrent, tel La Fayette qui reste le plus illustre d'entre eux. Parmi les auteurs les plus récents, Gilles Perrault a fait paraître en 1996, sous le titre *Le Secret du Roi*, une trilogie dont le dernier tome, *La Revanche américaine*, comporte environ 60 pages sur le général de Kalb. L'auteur remercie notre cousin Philippe Hamon pour sa contribution.

⁵⁰ Guy Soulange-Teissier (1910-1992) accomplit sa carrière à la compagnie d'assurances *La Foncière*. Il était alors à la retraite et domicilié 58 rue Albert Joly à Versailles. Fils de René et d'Antoinette Forissier, sans alliance

⁵¹ Notre réticence tient à la sélection des passages cités : il y est très souvent question de comptes et d'argent, sans référence aucune au contexte et à l'inflation galopante qui sévissait. Il faut savoir qu'à ce jeu, Steuben terminera la guerre totalement ruiné et La Fayette y engloutit des sommes considérables (chiffrées à 900 000 livres). A l'inverse du général de Kalb, il possédait une importante fortune personnelle. L'impression générale qui se dégage de cet article met en relief une avarice que de nombreux autres textes contredisent, il n'était qu'économe. Par la suite des auteurs, tel Perrault, ont pu être induits en erreur et y voir un trait de sa personnalité. C'est l'occasion de noter qu'à l'appui de l'inventaire après décès du général, le 25 mai 1781, est indiquée la production d'une liasse de 37 pièces en justification des dettes contractées par lui-même avant son départ et payées par sa veuve pendant son absence, pour une somme de 28.227 livres. Du côté des rentrées, nous avons trouvé trace d'une lettre de change tirée sur M. Franklin pour 19.548,13 livres.

Certains de ces papiers d'archives ont été choisis pour figurer dans l'exposition d'un jour organisée le 14 juin 1980 dans le cadre de la commémoration du bicentenaire de la mort du général de Kalb. Ils contribuèrent à retracer les grandes étapes de la vie de notre aïeul.

D'autres souvenirs, aujourd'hui encore conservés dans la famille, furent mis à l'honneur. Parmi ceux-ci figurait un portrait, huile sur toile le représentant à mi-corps, en costume du jour, juste avant son second départ pour l'Amérique. Ce tableau a été peint en Amérique sur commande de Guy Dubois Martin pour être offert à notre aïeule Emilie peu après la mort de son époux.⁵²

Deux copies en ont été faites en 1855 : une pour la galerie des portraits historiques du château de Versailles, l'autre pour être offerte par la famille au Gouvernement américain. Cette dernière aurait été détruite lors d'un incendie, au musée de Washington ou à celui de New-York.⁵³ La toile accrochée à Versailles dut subir les caprices du temps et être reléguée dans les réserves, rejoignant ainsi de très nombreuses œuvres issues des résidences royales et centralisées ici sur ordre de Louis-Philippe.



Portrait du général de Kalb, château de Versailles, salle de l'Indépendance

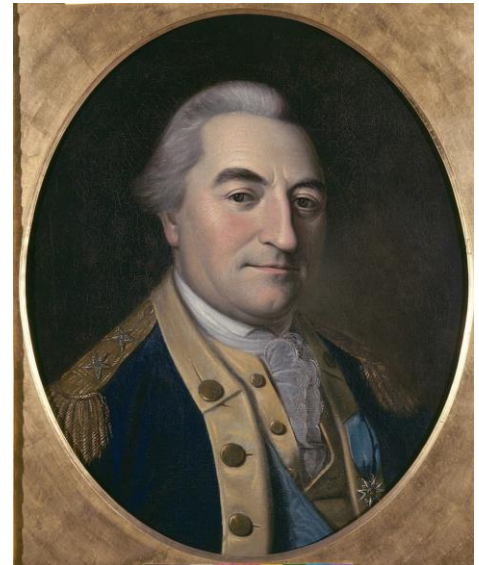
Poursuivant la réorganisation entreprise par Pierre de Nolhac, le conservateur du Musée de Versailles, André Pératé, adressa le 31 décembre 1919 ses remerciements à Emile Soulanges-Teissier pour les renseignements qu'il lui avait fait parvenir sur la vie du général. Il lui écrivit : « Le portrait du baron de Kalb, convenablement encadré, figure désormais en bonne place dans notre salle de l'Indépendance américaine. J'ai pu conclure avec vous qu'il avait droit à être représenté dans nos galeries historiques ».

⁵² Le tableau est reproduit dans Exposition rétrospective des colonies françaises de l'Amérique du Nord, Catalogue illustré, Paris, avril-juin 1929 par Léo Leymarie.

⁵³ Renseignements fournis en mai 1890 par Nicette à son gendre Soulanges-Teissier qui les consigna dans une courte note. Ajoutons pour notre part que la Société historique du Maryland détient toujours à Baltimore un portrait réalisé par James Lambdin, à propos duquel Kapp déclare que c'est une copie de celui de la famille. Il a effectué ce rapprochement en le comparant à une gravure faite d'après une photo de l'original communiquée par Jean Nachtmann, à laquelle il correspond jusque dans le moindre détail. La gravure est reproduite dans son ouvrage, elle frappante également par sa fidélité. Zucker a reproduit une autre copie par Charles Wilson Peale, présente dans le Hall de l'Indépendance à Philadelphie : l'attitude et le costume sont semblables mais les traits du visage, plus jeune, sont peu ressemblants.

Il existe plusieurs autres tableaux de notre aïeul en Amérique. Parmi ceux-ci, citons la copie réalisée en 1782 par Charles Wilson Peale, accrochée dans l'Indépendance Hall à Philadelphie, ci-après.

La Société historique du Maryland détient à Baltimore un autre portrait réalisé par James Lambdin, à propos duquel Kapp écrit que c'est une copie de celui de la famille. Il effectua ce rapprochement en le comparant à une gravure faite d'après une photo de l'original communiquée par Jean Nachtmann, à laquelle il correspond jusque dans le moindre détail.



Mais revenons à journée du souvenir. Son organisation résulta des initiatives conjuguées d'Irène d'Abzac, d'Alain Bailly, de Jacques Rougé, de Guy et Raymond Soulange-Teissier et de la famille Hamon. A 15 heures, les membres de la famille et les personnalités invitées avaient été conviés à participer à un service œcuménique en la chapelle de Milon. Puis une plaque fut dévoilée en présence du général Round, attaché militaire à l'ambassade des Etats-Unis, du maire de Milon et de deux délégués des branches collatérales Kalb. Scellée sur le mur d'enceinte du château, à proximité de l'entrée principale, elle comporte les inscriptions suivantes ;

ICI HABITA LE GENERAL BARON JEAN DE KALB
BRIGADIER DES ARMEES DU ROI DE FRANCE MAJOR GENERAL DE L'ARMEE AMERICAINE
MORT A LA BATAILLE DE CAMDEN, CAROLINE-DU SUD
LE 19 AOÛT 1780
POUR LA CAUSE DE L'INDEPENDANCE AMERICAINE



Château de Milon-la-Chapelle, dénommé aussi château d'Abzac (vers 1920). facade nord.



Château de Milon-la-Chapelle, vue actuelle



Château de Brouessy

En fait, le général n'a jamais vécu en ce lieu, le vendeur ayant réservé l'habitation à son usage exclusif sa vie durant. La situation perdura donc jusqu'en 1798, année de la mort de Madame de La Chapelle. C'est pourquoi le ménage conserva sa campagne de Brouessy, toute proche de Milon.

L'heure est ensuite venue de découvrir l'exposition qui se tenait au rez-de-chaussée du château de Milon. La journée a été close par une réception donnée chez Ghislaine et Alain Bailly dans leur propriété de Milon-la-Chapelle, route de Romainville.

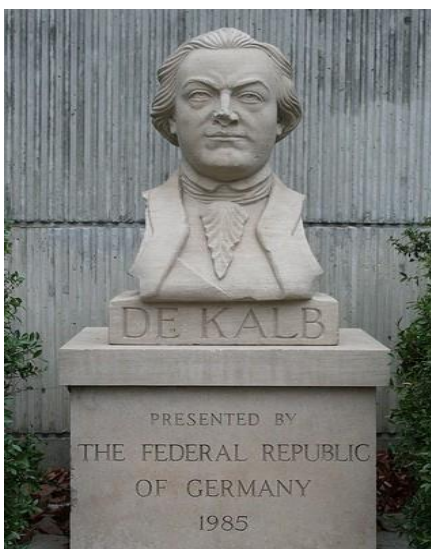
Inconnue de tous à cette époque, une place à part doit être faite à cette miniature récemment découverte par Gérard Partiot, représentant Jean de Kalb en 1776, soit à la veille de son premier départ raté pour l'Amérique.

Le médaillon, émail sur or, est du Suisse Jean David Frainet (1752-1788). Il exposé au Norton Art Galery, Shreveport, Louisiane.

La date de 1776 est inscrite au dos ainsi que le nom de l'artiste.



Médaillon de Jean de Kalb, émail sur or, Jean David Frainet, 1776



Buste dédié au Souvenir de Jean de Kalb, Decatur (Géorgie)

2. Emilie (1748-1785)

La branche française des van Robais

Emilie appartient à la branche française des van Robais. Elle est issue de la liée de Josse, son arrière-grand-père venu de Hollande en 1665 pour fonder, à Abbeville, une manufacture de tissage de la laine.

L'entreprise privilégiée par Colbert fut vite renommée pour la qualité de ses fabrications de drap fin, façon Hollande et Espagne, qu'elle eut pour mission d'acclimater en France. La manufacture maintiendra sa notoriété pendant plus d'un siècle grâce aux quatre générations de dirigeants familiaux qui se relaieront tour à tour pour assurer le succès de ses productions.

Son père, Pierre van Robais⁵⁴, fait partie de la troisième génération. Il détenait 20 % des intérêts de l'affaire, au même titre que ses quatre frères.⁵⁵ Chacun d'eux avait été appelé à la direction collégiale par leur oncle Josse II. Mais il semble que, très vite, Pierre se spécialisa dans le négoce, une fonction qui faisait partie du métier de manufacturier mais dont la composante



La manufacture, vue d'ensemble en 1870, selon gravure d'époque



La manufacture royale de draps fins d'Abbeville, hôtel des Rames, bâtiment à usage d'habitation (4 appartements) et locaux commerciaux au rez-de-chaussée.

⁵⁴ Pierre van Robais, né en 1694, est décédé le 13 juin 1767, selon extrait du registre d'inhumations faites au cimetière des protestants étrangers établis à Paris, A.N. MC, ET/XLVIII/158.

⁵⁵ Sa mère, née Marie Robelin (1666-1737) avait épousé, à l'âge de 11 ans, Isaac van Robais, dont elle eut dix enfants parmi lesquels : Isaac, Samuel (1693-1771), Pierre (xxx- 1770), Abraham (1696-1779}, Salomon (xxx-1784) et Léa. A la mort de son époux en 1703, elle partit en Hollande en compagnie de son cocher, Jacob Vasseur qu'elle épousera en 1710. De là, elle revendiqua sa part sur la manufacture. Elle perdit son procès 1714. Afin que pareille mésaventure ne se reproduise pas, Josse II conclut avec ses neveux, le 8 juin 1720, un pacte instituant la loi salique pour les successions à venir. Ce dernier n'ayant que deux filles, il leur sera remis, en 1733, 31 500 livres de rente perpétuelle 5% émise par la maison van Robais, représentant un capital de 630.000 livres. Ceci permet d'estimer la valeur de l'entreprise à 1260 000 livres en 1733.

internationale était le plus souvent reliée à la profession de banquier, elle-même très rarement exercée seule. Tous avaient été appelés à la direction collégiale par leur oncle Josse II, à mesure qu'ils atteignaient leur majorité. Mais, l'entreprise s'avérant peu rentable, Pierre, Samuel et Salomon s'en éloignèrent quelque peu : ils préférèrent ajouter l'exercice d'autres activités plus lucratives, telles que la banque et le négoce, à la qualité d' « entrepreneur » de la dite manufacture.⁵⁶

En 1724, Pierre est banquier à Paris, rue Montmartre, où il exerce en nom. Quatre ans plus tard, il épouse Suzanne Gastebois,⁵⁷ fille de Jean et de Marie-Anne Dargent.⁵⁸ Par ce mariage, Pierre fut allié à toute la haute finance RPR parisienne.



Pierre van Robais, tableau conservé dans la famille

Suzanne Gastebois, épouse de Pierre van Robais

Son beau-père, Jean Gastebois, d'une famille de négociants de La Rochelle, fut banquier négociant à Paris, puis fermier général à partir de 1720.⁵⁹ En 1709, il avait été appelé

⁵⁶ Samuel van Robais fut négociant en association avec son beau-père, le grand armateur du Havre, Jacob Féray. Il exerça aussi le commerce de banque. D'abord associé avec Henri Lozeran, il poursuivit seul et sous son propre nom à la mort de ce dernier en 1726. Son frère Salomon prendra sa suite en 1754 et restera en activité jusqu'en 1766.

⁵⁷ Marie Suzanne Gastebois, née à Paris, en 1711, décédée à Paris, le 24 mai 1767, selon extrait du registre d'inhumations faites au cimetière des protestants étrangers établis à Paris, cf. A.N. MCN, ET/XLVIII/158.

⁵⁸ Les Dargent étaient des bourgeois marchands de vin en gros à Paris, comme les Lenoir, les Guemis et les Perrinet, leurs parents, tous membres de la RPR. Jean épousa Suzanne en 1709 et son beau-frère Fromaget épousa Louise. Les Fromaget étaient négociants à Saint-Quentin ; ils détenaient aussi des intérêts importants dans les manufactures de draps de cette région.

⁵⁹ Cette mention est faite par Gustave Chaix d'Est- Ange dans son Dictionnaire des familles françaises anciennes ou notables à la fin du XIXe siècle. Elle impose d'évoquer Étienne Perrinet de Jars (1670- 1762), lui aussi allié à la famille par son mariage avec Louise Dargent. Marchand de vins, il tenait la Cave des mousquetaires gris, rue de Beaune Faubourg Saint-Germain. Fournisseur du duc de Noailles, lorsque ce dernier fut mis à la tête du Conseil

par un groupe de commerçants rouennais, avec son beau-frère, Vincent-Pierre Fromaget, à diriger la Compagnie du Sénégal, alors en grandes difficultés. En mai 1719, ils apportèrent l'affaire à la Compagnie d'Occident dont ils avaient été nommés directeurs par arrêt du Conseil du roi du 23 janvier 1719. Lorsque la Compagnie des Indes prit la suite en mai 1719, Vincent-Pierre poursuivit seul dans la nouvelle entité.⁶⁰

Le ménage van Robais eut dix enfants, la plupart morts jeunes. Seuls vécurent deux filles, Rosalie et Émilie. La première, née en 1741, épousa en 1759 son cousin germain Théophile van Robais, quatrième fils d'Abraham.⁶¹

En 1728, il épouse Suzanne Gastebois, fille de Jean, banquier à Paris et ancien directeur de la Compagnie du Sénégal.⁶² Cette société de négoce à laquelle ce dernier participa dès 1709 avec son beau-frère, Vincent-Pierre Fromaget, fut apportée en 17181 à la Compagnie d'Occident dont la Compagnie des Indes prit la suite en mai 1719. Vincent-Pierre Fromaget en sera l'un des directeurs et retrouvera ses fonctions dans la nouvelle Compagnie des Indes en 1726, après une disgrâce accompagnée d'une courte période d'emprisonnement, en 1723. Il passera le relais à son gendre, le banquier Jean II Cottin, élevé à son tour au rang de directeur en 1759.⁶³

des finances, il entra par sa faveur dans la sous-ferme des aides. Il fut nommé en 1719 directeur de la Compagnie des Indes pour la régie des fermes pendant la réunion faite à cette dernière, soit jusqu'en 1721, date à laquelle il devint fermier général et le demeura jusqu'à sa mort, en 1762. Il fut anobli par charge en 1719. Yves Durand, dans son ouvrage *Les fermiers généraux au XVIII^e siècle*, en donne une étude forte détaillée.

⁶⁰ Vincent Pierre Fromaget fut tout de suite nommé comme l'un des directeurs de la Compagnie des Indes. Il fut anobli par lettres du 6 février 1719. A la suite de la faillite de Law, il connut la disgrâce et subit même une courte période d'emprisonnement, en 1723. Il retrouva ses fonctions dans la nouvelle Compagnie des Indes en 1726. Il passa le relais à son gendre, le banquier Jean II Cottin, élevé à son tour au rang de directeur en 1759. Jean II Cottin (1709-1781), époux de Louise Aimée Fromaget, fils de Jean, banquier à Paris et de Rachel Poupert, d'une famille de manufacturiers de draps sedanais. Anobli par lettres en 1764. Leur fils Jean-Louis (1735-1792) sera banquier à Paris et administrateur de la Caisse d'escompte avec le consul général de Suède, Michel Harmensen, écuyer, chevalier de l'ordre de Vasa, époux de Sophie-Dorothée van Robais, la jeune sœur de Théophile. Cette institution, considérée comme l'ancêtre de la Banque de France, fut créée par Isaac Panchaud en 1776. Elle fut dirigée de janvier 1784 à sa dissolution en 1793, par François Charles Vincens, époux d'Élisabeth Pauline Gastebois, cousine d'Émilie.

⁶¹ Théophile fut négociant et aussi l'un des derniers dirigeants de la manufacture, dans laquelle il engloutit l'essentiel de sa fortune. Il quitta Abbeville en septembre 1789, après avoir chargé son frère André de liquider les affaires de la société, victime de plusieurs années de mévente. Son projet était de s'absenter pendant quelques mois, de les passer à Bâle (chez leur nièce Caroline de Kalb, cf. infra) « pour n'être point les témoins de la catastrophe de notre manufacture ». Inscrit sur la liste des émigrés, il demeurera en Suisse jusqu'en 1798 et achèvera sa vie en exil à Middelburg.

⁶² Les Gastebois étaient une famille de négociants de La Rochelle. Les d'Argent étaient des bourgeois marchands de vin de Paris. Jean épousa Suzanne en 1709 et son beau-frère épousa Louise. Les Fromaget étaient des négociants originaires de Saint-Quentin et avaient aussi des intérêts importants dans les manufactures de draps de cette région.

⁶³ Jean II Cottin (1709-1781), époux de Louise Aimée Fromaget, fils de Jean, banquier à Paris et de Rachel Poupert, d'une famille de manufacturiers sedanais. Anobli par lettres en 1764. Leur fils Jean-Louis (1735-1792) sera

Il n'est donc pas étonnant qu'on le retrouve sur la liste des banquiers pour les remises de traites, entre 1746 et 1750.⁶⁴ Son frère Samuel, également négociant en compagnie de l'armateur Jacob Féray, son beau-père, exercera aussi le commerce de banque.⁶⁵ Leur plus jeune frère, Salomon, prendra la suite en 1754 et poursuivra jusqu'en 1766. Pendant ce temps, la permanence à la tête de la manufacture fut assurée de main de maître par Abraham, l'avant-dernier selon l'ordre des naissances.

Anne Élisabeth *Émilie*, la seconde, naquit à Paris le 30 octobre 1748. Elle fut baptisée protestante le même jour à la chapelle auxiliaire de l'ambassade de Hollande à Paris, 47 rue Vieille- du-Temple.⁶⁶ Cet acte confirme l'attachement des van Robais à la RPR. La liberté de culte qui leur avait été accordée et inscrite dans les lettres patentes qui firent suite à leur arrivée, en 1665, ne put exclure les assauts des convertisseurs qui se manifestèrent dès 1670. A la suite de la révocation de l'édit de Nantes, les invitations à la conversion se firent de plus en plus ferme : en 1685, Josse van Robais fut un des premiers inscrits sur les listes des personnes convoquées chez Seignelay; mais il résista. Et cette fidélité à sa foi se perpétua parmi ses descendants jusqu'à la fin du siècle suivant...

La croisée des chemins

En avril 1763, Jean de Kalb arrive Paris pour faire le siège de ses anciens chefs et même du duc de Choiseul, son ministre de tutelle, car il recherché une affectation à la dimension de ses compétences et de



Duc de Choiseul par Carle van Loo

banquier à Paris et administrateur de la Caisse d'escompte avec le consul général de Suède, Michel Hensen de Paulny, époux de Sophie-Dorothée van Robais, fille de Samuel. Cette institution, créée par Isaac Panchaud en 1776, est considérée comme l'ancêtre de la Banque de France. Elle sera dissoute en 1793.

⁶⁴ Selon les Almanachs royaux relatifs aux années citées, où Pierre apparaît sur la liste des banquiers « pour les traites et les remises de place ».

⁶⁵ Samuel fut d'abord associé avec Henri Lozeran. A la mort de ce dernier en 1726, il poursuivra sous son propre nom jusqu'en 1754. Son beau-père maria une autre de ses filles en 1753 avec Etienne Alexandre Cottin, négociant à Saint-Quentin, cousin de Jean II Cottin.

⁶⁶ L'ambassade était rue Saint-Honoré ; à la suite de la révocation de l'édit de Nantes et de la fermeture des temples parisiens, elle dut rechercher des locaux supplémentaires pour faciliter l'assistance au culte de ses ressortissants ou de tout autre étranger résidant à Paris, en principe calvinistes (ceux de la Religion Prétendue Réformée – RPR) : ce fut l'hôtel Amelot de Bisseul. A noter que les ambassades de Suède et de Danemark pratiquaient le culte luthérien et que le service divin était en langue allemande. Cet hôtel devient, le 25 mai 1776, le siège de *Roderigo Hortalez et Cie*, société de commerce fondée par Beaumarchais et subventionnée par les gouvernements français et espagnol, pour venir en aide aux insurgés américains. Ce dernier y résida 12 ans et y écrivit notamment *Le mariage de Figaro*, en 1778 (Cf. Jacques Hillairet, *Dictionnaire historique des rues de Paris*).

sa personne. A la fin de la guerre de Sept ans, l'état-major général de l'armée d'Allemagne, où il était en poste, a été dissous. Il a réintégré, faute de mieux, le régiment d'Anhalt où il a conservé sa charge de capitaine.⁶⁷ Cet emploi ne peut être qu'une solution d'attente.

La quête de « grâces » s'avère longue et difficile mais elle lui laisse du temps libre en abondance. En cette période de paix, les postes vacants sont rares et la compétition, inégale pour celui qui demeure un étranger, allemand par sa naissance, malgré vingt ans passé au service du roi de France, protestant de surcroît.

Cette communauté d'origines étrangères et de religion explique, selon Zucker, le début de son amitié envers Pierre van Robais, quoique l'un soit luthérien et l'autre calviniste. Il s'agit bien des conditions minimales d'une entente, mais le destin a besoin d'une main secourable pour se réaliser. Selon B. de Larquié, le mariage résulte des bons offices des Dubois-Martin, dont un fils, Guy, était depuis 1761 secrétaire du comte de Broglie. Il écrit :

« Avant d'être fermier général, le père de Boismartin était marchand drapier à Barbezieux. Il traitait avec la famille van Robais en Hollande. »⁶⁸ L'argument paraît mince et en toute logique les documents anglais qu'il a cités, aurait plutôt dû le conduire à avancer le nom du comte de Broglie, Dubois-Martin en étant l'exécuteur mandaté. Laissons l'histoire se poursuivre sans rationaliser.

En septembre 1763, Jean de Kalb rejoint Landau où stationne son régiment, mais il sait qu'il reviendra bientôt, car il y a Emilie. Elle a 16 ans, une dot et de solides espérances patrimoniales. Lui a 43 ans et il est lieutenant-colonel, un grade auquel termine la grande majorité des officiers, comme lui, sans fortune particulière; la différence d'âge est courante à l'époque: nombre de militaires ne songent à s'établir qu'après avoir fait carrière. Le contrat de mariage est dressé le 17 avril 1764 devant M. Patu, notaire au Châtelet.⁶⁹ Emilie apporte 135.175 livres, soit 3.600 livres de rente et lui-même contribue pour 52 000 livres, dont 42.000 en deniers comptants et effet actifs.

Étaient présents à la signature :

⁶⁷ 48 Le régiment de Lowendal a été dissous en 1760 et ses effectifs, répartis par moitié entre les régiments d'Anhalt et de La Mark. La charge de capitaine, achetée en 1747 pour 18 000 livres, fut continuée dans le régiment d'Anhalt.

⁶⁸ B. de Larquier, op. cit. p. 42

⁶⁹ A.N., MC., ET/XLVIII/128

- Deux cousines germaines d'Émilie, Élisabeth Dupont, veuve de Jean-Joseph Gastebois, et Louise Marguerite Houssemaine du Boullay ;

- la mère de cette dernière, Marguerite Dargent, veuve de Pierre-François Houssemaine du Boullay ;

- Sophie Gastebois, cousine germaine ;

- sa cousine issue de germaine Marie-Anne Dargent, épouse de Jean Baptiste François de l'Estache ; la fille de ce dernier, Antoinette Marie Félicité de l'Estache ;

- Jean comte d'O' Rourke, premier major du régiment des gardes de feu l'impératrice de Russie, ci-devant capitaine au régiment royal écossais au service du roi de France.

La cérémonie religieuse a lieu le lendemain, dans la salle dite « du dais » de l'annexe de l'ambassade de Hollande. Une réception aurait été donnée ensuite à Bagatelle-en-Picardie, chez Abraham van Robais.⁷⁰

Sur le plan financier, les époux seront à l'abri du besoin. En 1767, Émilie hérite de ses parents, elle recueille 75.000 livres dont la maison de campagne de Courbevoie, estimée à 9600 livres.⁷¹ En 1774, elle reçoit 47.000 livres de la succession de sa grand-mère Marie Anne Dargent, veuve de Jean Gastebois.⁷² Le 26 février 1776, au décès de son cousin Pagès,⁷³



La « Folie » de Bagatelle-en-Picardie

elle hérite d'un sixième de la succession, soit 21.000 livres ; ce montant viendra s'imputer sur le prix d'adjudication de salines à proximité d'Ars-en-Ré.⁷⁴

⁷⁰ En mémoire de cet événement et en souvenir de la personne du général de Kalb, un aigle orne le plafond du salon d'été. Louis Grenier, dans son opuscule sur le Château de Bagatelle, écrit qu'il s'agit de l'aigle américain.

⁷¹ A.N., MC, ET/ XLVIII /160, 22 décembre 1767.

⁷² A.N., MC, ET/XLVIII/223, 26 juillet 1774.

⁷³ Théodore Philippe Pagès, écuyer, conseiller du Roi, trésorier de France au bureau des finances de La Rochelle et négociant, fils de Théodore et de Suzanne Gastebois (1688-1757), sœur de Jean, beau-père de Pierre van Robais. Sans postérité.

⁷⁴ Sentence d'adjudication de la Sénéchaussée de La Rochelle, du 16 août 1776, de 24 livres 11 aires de marais salants pour un prix de 22.900 livres en principal. L'acquisition de ces salines produira des effets importants sur les enfants du général de Kalb, étant à la source des événements provoquant leur inscription sur la liste des émigrés.

Le lieutenant-colonel de Kalb pouvait, sans conteste, profiter d'une retraite dorée. On la lui donne plus qu'il ne la prend, en 1765, avec une pension de 1.800 livres. Mais cet état ne lui convient pas; il reste un soldat, et, comme l'écrira le comte de Broglie : « Il désire de l'occupation car l'inaction lui est insupportable ». ⁷⁵ En attendant, il loue la campagne d'Anne de La Roche, veuve de Michel Foliot de Foucherolles : c'est le manoir de Brouessy, à proximité de Versailles. Il peut y renouer avec ses origines paysannes et se passionner pour la sylviculture.

Le 6 septembre 1768, le ménage achète la seigneurie de Milon, pour la somme de 142.000 livres, à Nicolas Pierre du Besset et à son épouse, Marie-Anne Leroy. ⁷⁶ Mais il n'y habitera pas, le vendeur s'étant réservé l'usufruit sa vie durant, à l'exception de la ferme et moulin Tournai dont la jouissance a été cédée du jour de l'acquisition. Aussi, le 17 décembre 1777, Émilie renouvellera pour neuf ans le bail de Brouessy, moyennant loyer de 300 livres par an, à dater du 1er octobre 1778. ⁷⁷

Une vie aussi brève qu'active

Le ménage aura trois enfants : Frédéric (1765), Caroline (1767) et Elie (1769). Lorsque vient le temps de leur éducation, Emilie aura carte blanche pour s'occuper de sa fille. Il sera autrement pour ses deux garçons. Ils ont été placés tous les deux, très jeune, dans la famille de leur père, à Gottramstein, dans le Palatinat bavarois.

Au fil de ses lettres, Jean de Kalb enverra régulièrement ses instructions à propos du devenir de ses fils. Il aura ce souci jusqu'à ses derniers moments. Ainsi son aide de camp, le lieutenant-colonel Du Buysson, rapportera le 10 septembre 1781, devant le Conseil exécutif de Pennsylvanie, l'un des derniers souhaits qu'il avait formulés : ⁷⁸ il désirait qu'ils



Charles François Du Buysson

⁷⁵ Lettre du 6 juillet 1766, du comte de Broglie au comte de Schaumbourg-Lippe, afin d'aider son protégé à reprendre du service comme général dans l'année du Portugal.

⁷⁶ A.N., MC, ET/XLVIII/165

⁷⁷ A.N., T/278. Cf. Élie de Kalb, M.A. Leroy est décédée le 5 avril 1798.

⁷⁸ Charles-François Du Buysson (1752-1786) fut l'un de ses aides de camp. Il eut une conduite héroïque lors de la bataille de Camden, protégeant de son corps le général blessé. Prisonnier des anglais pendant six mois, il fut libéré par échange sur parole. Pour sa bravoure, il fut créé brigadier général et témoigna devant le Congrès des derniers instants de son chef. A son grand regret, Émilie ne pourra pas obtenir de le rencontrer alors qu'elle souhaitait ardemment dialoguer avec lui.

fussent admis dans les troupes de cet État, sans exigence d'émoluments.⁷⁹

En témoignage de reconnaissance à son égard et envers sa famille, le Conseil demandera au bureau de la Guerre des États-Unis qu'une commission d'enseigne soit délivrée à chacun d'eux.⁸⁰ Ils furent jugés trop jeunes.

En l'absence de son époux, et comme ce dernier l'avait fait en décembre 1775, Émilie se rend plusieurs fois à Godramstein. En août 1777, elle part convenir de l'entrée de Frédéric à l'École militaire de Colmar et de là, elle gagne l'Allemagne afin de l'accompagner jusqu'à son nouveau collège. En 1779, elle fait un second voyage à Landau, cette fois pour visiter Élie qui y est en pension chez un ministre du culte depuis décembre 1778.

Bernard de Larquié a vu dans ces déplacements ceux d'un agent « de premier ordre » au service du comte de Broglie.⁸¹ Pour lui, c'est l'évidence, « l'action de la baronne de Kalb pour les services secrets ne peut être niée : elle voit Saint-Paul, La Rozière, Lambert, Dubois-Martin » Nous ne le suivrons pas car, outre la justification de ses voyages par des motifs familiaux, l'unique objet de ses préoccupations est de défendre en haut lieu les intérêts de son époux absent ou ceux de ses enfants.⁸² Le général la sollicite sans cesse et lui rappelle souvent les différents objets qui l'intéressent : dans l'ordre, c'est d'abord pour plaider la consolidation de son brevet de *brigadier pour les îles* ; ce n'est qu'un titre d'attente et la nomination définitive tarde.⁸³ Il ajoute ensuite le grand cordon de l'ordre du Mérite militaire⁸⁴ et l'octroi d'une pension. Elle doit aussi se renseigner sur les espoirs à fonder pour l'obtention du poste d'ambassadeur en Amérique, en remplacement de Conrad Alexandre Gérard de Rayneval dont la santé vacille, ou sur la possibilité d'être nommé comme officier de liaison

⁷⁹ On peut être intrigué par le choix de cet État : Albert Mac Key, auteur de plusieurs ouvrages sur la franc-maçonnerie (dont Encyclopedia of freemasonry) note que Jean de Kalb fut initié par la loge militaire n° 20, sous charte de la grande loge de Pennsylvanie et agréé en avril 1780. Voir aussi Dictionnaire universel de la franc-maçonnerie, p. 715, Paris, 1974.

⁸⁰ Extrait des minutes du Congrès, vol. XIII p. 516, cité par A.E. Zucker, op. cit. p. 227.

⁸¹ B. de Larquier, op. cit. p.58.

⁸² A l'appui, voir A.N. K/1364, papiers de Broglie, note de sa main qui accompagnait le dépôt chez le comte de Broglie d'un état des sommes dues au général (l'état est absent).

⁸³ Il sera nommé brigadier d'infanterie française le 1 mars 1780. En temps de paix, il était difficile pour le roi d'accepter de promouvoir au premier rang, sans susciter trop de jalousies, un officier d'origine étrangère alors investi d'une mission d'une certaine confidentialité. Nous étions en paix avec l'Angleterre et l'envoi de soutiens aux insurgents devait se faire avec une certaine discrétion.

⁸⁴ Décoration instituée en 1759 pour récompenser les officiers protestants, auxquels ne pouvait être remise la croix de Saint-Louis en raison de leur appartenance à la religion réformée. En 1761, il fut créé chevalier du Mérite militaire. La présente demande paraît difficile à satisfaire : il y avait à cette époque deux Grand-Croix (un suisse, un allemand) et quatre commandeurs (2 suisses, 2 allemands). Le cordon de cet ordre est bleu foncé ; la croix est d'or ; le médaillon du centre présente, d'un côté, une épée en pal entourée des mots « pro virtute bellica », et de l'autre, une couronne de laurier entourée des mots « Ludovicus XV instituit, 1759 ».

auprès du Congrès. D'autres visites auront pour but de tenter d'apaiser les conflits attisés par Mauroy, un autre protégé du comte de Broglie, qui ne décolère pas de sa mésaventure américaine et de sa mise à l'écart par le Congrès : ce dernier doit rentrer alors que Kalb reste⁸⁵... Les motifs de sollicitation ne manquent pas.

Par ailleurs, on ne peut pas arguer de sa connaissance du code secret car elle résulte des conseils discrets du général : il lui en délivre le mode d'emploi afin de correspondre avec de sécurité et lui recommande surtout de n'en parler à personne, « pas même à M.Dubois-Martin ». ⁸⁶

Emilie semble beaucoup plus proche du portrait esquissé par Doniol : « Epouse visiblement très affectionnée et mère courageuse de trois enfants dont le souvenir ne quitte guère la pensée de leur père ». ⁸⁷ Elle en fournit l'exemple dans une lettre à son beau-frère Georges de Kalb, peu après la mort de son mari, à propos des usages et de ses enfants : « Quand ils seront en âge et qu'ils pourront faire le voyage sans nuire à leur éducation et à leur avancement, je les enverrai vous rendre leurs devoirs et vous prier de les présenter au reste de la famille ». ⁸⁸

Laissons le général évoquer sa personne et saluer son bon sens : « Ton jugement sur ce qui est convenable à faire ou à laisser, a toujours été droit et marqué au coin de l'honneur et du bon sens ». Et il se plaît aussi à relever son sens des affaires : « [...] quoique je sois pleinement convaincu de ta capacité en affaires de ménage et de biens, de ton excellent jugement et de l'ordre que tu y mets ». ⁸⁹

Ainsi il lui donne, le 27 novembre 1776, procuration générale, « étant sur le point de faire un voyage en Amérique où il compte rester quelque temps ». L'exposé des motifs est quelque peu étonnant au regard du caractère secret de l'expédition !

L'un des rares écrits de sa main⁹⁰ qui nous soit parvenu était adressé à Denis Richaume, garde du bois à Milon⁹¹. Elle venait d'apprendre la mort tragique de son époux :

⁸⁵ Idem, cf. A.N., K/1364, Lettre du vicomte de Maurois et copie lettre de J. de Kalb au même.

⁸⁶ J. de Kalb, *lettre du 2 mars 1779*, citée précédemment

⁸⁷ H. Doniol, op. cit. tome 4, p. 204.

⁸⁸ Lettre du 20 janvier 1781 à M. Georges de Kalb à Stadling, Kapp, op. cit., p. 279

⁸⁹ J. de Kalb, lettre n°80 du 26 janvier 1780.

⁹⁰ Ce document fait partie du fond Kalb ; en revanche, les Archives nationales conservent notamment : son livre de comptes tenu depuis le départ du général en Amérique (T /278) et un billet à l'adresse du comte de Broglie accompagnant un état des sommes dont elle demandait le remboursement – état manquant, cf. K 1464, papiers de Broglie.

⁹¹ Par testament en date du 25 octobre 1785, elle lui légua 150 livres. Elle fit aussi don de 300 livres à Jean André Schmidt, domestique, qui restera au service de la famille jusqu'au 10 octobre 1791. Étienne René Chrétien, son

« J'ai été à Versailles samedi ; la funeste nouvelle qui m'accable ne s'y sait que par les gazettes et comme il convient que je prenne le deuil, ni que je sollicite à la Cour, avant que d'en avoir reçu la nouvelle du ministre, je compte aller à Brouessy y attendre cette cruelle confirmation. Vous perdez, Richaume, un bon maître mais il vous reste une bonne maîtresse qui ne vous laissera manquer de rien tant que vous continuerez de l'avoir. »

La confirmation du ministère est datée du 15 décembre 1780 ; elle émane du prince de Montbarrey⁹²:

« C'est avec peine, Madame, que je vous donne confirmation de la fâcheuse nouvelle qui vous a été annoncée : il est vrai, d'après les comptes qui m'ont été rendus, que m. le baron de Kalb a eu le malheur d'être blessé mortellement à l'affaire du général Gates américain, contre le général anglais Cornwallis près Camden, dans la Caroline, vers le milieu du mois de septembre de cette année : et deux jours après il en est mort, ayant reçu tous les soins possibles du général anglais dont il était prisonnier, et après sa mort les honneurs dus à un officier de mérite, et qui avait l'estime des français, des américains et des anglais : l'honneur qu'il s'en est acquis par ses talents et sa conduite, et les regrets qui lui ont été donnés doivent mêler de la consolation et de l'adoucissement à votre douleur : le Roy perd un bon officier, et vous devez être persuadée que j'aurai soin de représenter à sa majesté ses services et votre situation, et je ferai ce qui dépendra de moi pour vous procurer les grâces dont elle vous rend susceptible ; regrettant personnellement un officier qui, dans un pays étranger, a fait honneur à ses compatriotes.

Je suis, avec respect, Madame, votre très humble et très obéissant serviteur. »

Quant aux gazettes évoquées par Émilie, on ne sait quand elles se firent l'écho, en France, de la funeste nouvelle.

Mort du major-général Jean de Kalb



cocher, perçut un an de gages. Cf. A.N., T/278, papiers Kalb issus du séquestre Viée et Georget. Figurent aussi parmi les habitants de Milon les journaliers Jean Denis Richaume et Pierre Mathurin Legros, époux d'Élisabeth Richaume. Les époux Kalb firent plusieurs achats ultérieurs sur Milon, parmi lesquels, le 7 décembre 1773, la ferme de Jean Richaume et de ses cohéritiers.

⁹² Alexandre de Saint-Mauris, prince de Montbarrey, nommé directeur de la Guerre le 25 janvier 1776, en appui du ministre, Saint-Germain, qui avait été gravement malade et souhaita être déchargé. Promu secrétaire d'État pour la Guerre en survivance le 5 novembre 1776, puis ministre de la Guerre le 23 septembre 1777. Il céda son portefeuille au maréchal de Ségur en 1780. La lettre citée est conservée aux Archives nationales, MCN, ET/XLVIII/266.

En revanche, la Gazette de Pennsylvanie du 4 novembre 1780 relaya un extrait des minutes du Congrès du 14 octobre 1780, versé depuis aux dossiers de l'Histoire⁹³.

En Congrès le 14 octobre 1780,

Résolu qu'un Monument sera érigé à la mémoire du Défunt le major général Baron de Kalb dans la ville d'Annapolis dans l'État de Maryland, avec l'inscription suivante⁹⁴ :

Consacré à la mémoire du Baron de Kalb, Chevalier de l'Ordre Royal du Mérite Militaire, Brigadier des armées de France et Major Général au service des États-Unis d'Amérique, ayant servi avec Honneur et Réputation pendant trois ans, il a donné la dernière et glorieuse preuve de son attachement aux libertés du genre humain et à la cause de l'Amérique dans le combat près de Camden dans la Caroline méridionale le 16 août 1780, où conduisant les troupes du Maryland et des lignes de la Delaware contre un nombre supérieur, et les animant par son exemple à des prodiges de valeur, il fut percé de plusieurs coups, et expira le 19 suivant dans la 48e année de son âge.



Annapoli, monument à la mémoire du général de Kalb

Émilie fit établir, le 24 septembre 1781, une procuration en faveur de John Holker, consul de France à Philadelphie pour se faire remettre les effets mobiliers de son époux, faire faire l'inventaire et la remise de tous ses titres et papiers qu'il aurait pu conserver et le recouvrement de toute somme qui pourraient être dues (appointements, pension, gratifications...)⁹⁵. Dans sa réponse du 3 janvier 1783, John Holker indique qu'il a reçu sa demande le 26 septembre dernier et lui précise ce qu'il a recueilli de M. de Marbois,

⁹³ Cette traduction en français a été effectuée par l'interprète du roi pour les langues du Nord, Tobiesen Duby, le 14 septembre 1781. Cf. A.N., MC, ET/XLVIII/ 268, 15 septembre 1781, dépôt d'actes succession Jean de Kalb.

⁹⁴ Il fut érigé en 1886.

⁹⁵ A.N., MC, ET/XLVIII/268

ambassadeur de France et successeur du chevalier de La Luzerne : M. Livingstone, secrétaire d'État aux Affaires étrangères avait réglé cette affaire avec le chevalier Du Buysson

« qui étant rendu en France depuis longtemps, aura dû vous avoir instruite de ce qui s'est passé, ainsi que M. le comte de Vergennes à qui M. le chevalier de la Luzerne avait écrit⁹⁶ ».

Ce dernier ayant décliné l'invitation tant en raison de l'éloignement que de la charge de ses propres affaires⁹⁷, elle s'attacha les services de trois curateurs, choisis au sein de sa famille : Jacques Poncien Viée⁹⁸, curateur aux causes et tuteur aux actions de Caroline et tuteur ad hoc d'Élie ; François Charles Vincens⁹⁹ fils, tuteur ad hoc de Caroline et son beau-frère Théophile curateur aux causes et tuteur aux actions d'Élie. Les Viée, associés aux Georget, géraient déjà la fortune d'Émilie et celle de Théophile : « C'est d'honnêtes gens qui ne te feront rien perdre », lui disait d'eux le général...

Mentionnons encore Gustave et Louis Déchézaux, négociants à Ars-en-Ré, qui administrèrent leurs salines de Ré ; Gustave eut le destin que l'on sait¹⁰⁰ ; Louis fut aussi un relais efficace de Caroline et d'Élie dans la longue qu'ils durent livrer pour recouvrer le droit de rentrer en France.

C'est une femme très active que nous accompagnons jusqu'au bout de sa courte vie. Elle est décédée à Paris, en son hôtel, rue du Faubourg Poissonnière, à peine âgée de 37 ans, le 19 novembre 1785, à deux heures du matin, de suites de maladie. Elle s'est éteinte en

⁹⁶ Cf. A.N. États-Unis, vol 18 n°23, lettre du 7 octobre 1781, d'Émilie au chevalier de la Luzerne. Est indiqué : « Le baron de Kalb mon mari avait pour aide de camp le chevalier Du buysson, qui fut grièvement blessé à la même affaire et fait prisonnier, il y a plus de sept mois que sa santé l'a obligé de se rembarquer pour repasser en Europe, j'avais espéré des renseignements mais on n'en a aucune nouvelle et l'on ne sait ce qu'il est devenu. » Selon François Devaucourt du Buysson, dans son article « Le rêve américain d'un gentilhomme bourbonnais » publié en janvier 2008 dans La feuille de Garance n°21 : Lors de son voyage de retour, son navire aurait été arraisonné et il serait retombé aux mains des Anglais. « Il aurait été emprisonné sur un ponton en Angleterre, avant de finalement rejoindre Paris à la fin de 1781 ». Nous ne savons donc pas si la rencontre eut lieu.

⁹⁷ A.N., MCN, ET/XLVIII/265.

⁹⁸ Jacques Poncien Viée, bourgeois de Paris, négociant banquier et homme d'affaires à Paris, associé avec Louis Michel Georget, docteur ès lois de la Faculté de Paris, avocat en Parlement. Son fils Nicolas, avocat en Parlement, lui succéda. C'est chez eux que seront saisis de nombreux papiers et lettres d'affaires concernant la famille de Kalb. Ils sont conservés aux Archives nationales sous la référence T 278.

⁹⁹ J. de Kalb, lettre n° 61, du 10 mars 1779. F. C. Vincens (1757-1799), bourgeois de Paris, fut contrôleur puis, à partir de janvier 1784, directeur de la Caisse d'escompte. Il avait épousé Élisabeth Pauline Gastebois (1758-1799), cousine des enfants Kalb, qui recueillit par héritage le château de Talcy-en-Blésois (Loir-et-Cher). La famille Vincens était originaire de Saint-Hippolyte de Fort (Gard), puis était passée à La Rochelle. Louis Vincens, son père, négociant à La Rochelle puis banquier à Paris à partir de 1778, avait épousé Marie Madeleine Admyrauld, aussi d'une famille de négociants de La Rochelle.

¹⁰⁰ Pierre Charles Daniel Gustave Déchézaux, né à La Flotte, île de Ré, fut nommé député de la Convention le 6 septembre 1792. Démissionnaire, il fut arrêté le 8 novembre 1793 et exécuté à La Rochelle le 18 janvier 1794.

présence de Paul Henri Marou, chapelain de l'ambassade de Hollande, de son fils Élie et de François Charles Vincens.

Le dépôt d'un testament chez son notaire le 25 octobre 1785 est la seule alerte sur la maladie qui allait l'emporter¹⁰¹.

Elle fut enterrée le lendemain à vingt heures, au cimetière des protestants étrangers établis à Paris, où avaient été inhumés ses parents¹⁰².

3 Frédéric, Caroline et Elie

- Frédéric de Kalb (1765-1793)

Frédéric est né à Paris le 18 mai 1765. Baptisé protestant le lendemain à la chapelle de l'ambassade de Hollande, il a pour parrain S.A.S. Mgr Frédéric, prince d'Anhalt-Köthen, maréchal des camps et armées de S.M.T.C. et colonel du régiment de même nom, et pour marraine, sa grand-mère, Suzanne Marie Gastebois, épouse de Pierre van Robais.

Il est placé à l'âge de sept ans dans la famille de son père, à Gottramstein, où il reste pendant cinq ans... Depuis l'Amérique, son père transmet ses instructions :

« Il convient que tu fasse aller ton fils aîné à l'école militaire de Colmar. Il perdrait son temps à Godramstein. »

Le 27 octobre 1777 il entre à l'Ecole académique de Colmar, collège militaire pour les enfants de familles nobles issus de la RPR. Émilie, trouva fort cher le prix de la pension, soit 1085 livres pour la première année. Elle s'en ouvrit au directeur, Conrad Théodore Pfeffel, qui lui exposa en retour l'impossibilité dans laquelle il était de



Conrad Pfeffel (1736-1809)

¹⁰¹ A.N., T/278, testament reçu par le notaire qui précise à propos de l'état de santé d'Émilie : « trouvée au lit, malade mais saine d'esprit ».

¹⁰² A.N., T/278, extrait du registre des inhumations au nom d'Émilie.

Le cimetière des protestants étrangers, créé à la suite d'un arrêt du Conseil du 20 juillet 1720, fut établi en 1724 près de la porte Saint-Martin ; il fut transféré, le 7 mai 1762 rue de l'hôpital Saint-Louis. Dépendant du ministère des Affaires étrangères, sa propriété en fut transmise à la ville de Paris en 1781. Il ne sera supprimé que lorsque la Révolution aura laïcisé les autres (1792), donnant à tous « le droit de retourner à la terre sans empêchement ». Le règlement imposait une inhumation de nuit, sans bruit ni scandale...

« rabattre la moindre chose ». Il lui avança même le nom d'un autre établissement « où son fils ne lui coûterait que 700 livres ».

« Mais, écrit-il, la même candeur m'oblige de vous dire, Madame, que dans cette pension les élèves ne peuvent être comme chez nous, ni pour la nourriture, ni pour les maîtres qui n'y sont qu'en très petit nombre¹⁰³. »

Frédéric y poursuit sa formation pendant deux ans et demi, fait un séjour à Godramstein et débute dans l'armée : Le 8 février 1781, il est admis comme sous-lieutenant au régiment d'Anhalt et le rejoint à Guingamp, le 25 avril 1781...

Cette orientation est conforme aux volontés de son père : en 1779, ce dernier écrivait déjà¹⁰⁴ : « Il sera bientôt temps de procurer une place d'officier à l'aîné, dans un de nos régiments allemands, par préférence dans celui d'Anhalt, si le prince de ce nom l'a encore, il est son parrain, ou à défaut de celui d'Anhalt, dans celui de La Marck. Parles-en à M. de Saint-Paul,¹⁰⁵ il pourra t'aider de ses conseils pour la manière de s'y prendre. Il a 14 ans passés, il faudrait lui assurer la promesse dès à présent, une vingtaine de mois s'écoule promptement. Il sera bon de ne pas perdre de temps, pour qu'il puisse être reçu quand seize ans sonneront ». Le 20 août 1780, Saint-Paul avait répondu en ces termes à la demande d'Emilie : « Je vous donnerai auprès du ministre la preuve la plus certaine de l'intérêt que vous méritez à tous égards, M. votre fils sera sûrement placé¹⁰⁶ ».

Cette marque de reconnaissance des services rendus est d'autant plus nette qu'il est affecté au dernier régiment où avait servi son père, mais la nouvelle recrue ne sera pas rémunérée avant le 21 mars 1783.

Quelques années plus tard, en janvier 1787, il est en garnison à Neuf-Brisach, dans ce corps devenu, depuis 1783, régiment de Salm¹⁰⁷. En 1790, il est promu lieutenant.

¹⁰³ Lettre du 12 octobre 1777, de M. Pfeffel à Mme de Kalb. Érudit et poète, Pfeffel avait été frappé de cécité vers l'âge de 30 ans. Pour gagner sa vie, il eut l'idée d'ouvrir cette école en 1773. L'agrément lui fut accordé, grâce à son frère diplomate, à condition de ne recevoir que des élèves non catholiques afin de ne pas concurrencer le collège royal. Il conduisit son entreprise au succès et jouit d'une grande popularité. Il gérait son école selon le mode militaire, dotant ses élèves d'uniformes, les divisant en compagnies commandées par des officiers élus par les adolescents. Son but était de leur enseigner à se gouverner eux-mêmes. Une palette de sanctions étayaient son autorité : l'uniforme est recouvert d'un sarrau de toile grise, le fautif dîne seul à table et, dans les cas graves, il connaît la cage. Les récompenses consistent en décorations, promenades, baignades en rivières, voyages dans les villes proches...

¹⁰⁴ Idem, lettre n°69.

¹⁰⁵ Premier commis à la Guerre, chargé des grâces, de la discipline, des pensions, congés, décorations...

¹⁰⁶ M.de Saint-Paul, lettre du 20 octobre 1780 à Mme de Kalb.

¹⁰⁷ En 1792 il deviendra le 62e régiment d'infanterie.

Les ennuis d'argent ponctueront régulièrement sa vie de garnison. En témoigne cette lettre qu'il adressa le 2 février 1790 à sa sœur Caroline¹⁰⁸ :

« Tu sais, ma chère sœur, le déficit qui existe dans mes finances depuis plus de deux ans. Comme le partage n'était que provisionnel, je n'ai pu disposer que de très peu de choses. L'impossibilité morale de pouvoir trouver des ressources et l'inutilité des démarches que je pourrais faire à cet égard, dans un temps aussi critique, me fondent à requérir le partage définitif des successions de nos père et mère, car il n'y a que cette voie pour me remettre à même de satisfaire mes créanciers. »

Il se livre ensuite à une description de la situation du moment :

« Je ne suis à Paris que depuis quelques jours, la fermentation qui y règne est presque incroyable, il n'y a pas de jours qui puissent espérer de ne pas éclairer les derniers excès. Si les parisiens ont tant peur de leur ombre que serait-ce si les autrichiens entraient en France, comme malheureusement il est à craindre que cela n'arrive ! Je crois qu'une armée étrangère ferait bien moins de mal à notre malheureuse patrie que les démagogues qui ont troussé le peuple. La ville de Paris serait peut-être à feu et à sang avant que les ennemis s'en fussent approchés. »

En avril 91, lors qu'intervient la déclaration de guerre contre l'Autriche, il s'estime en porte-à-faux et pense à démissionner¹⁰⁹. Mais il diffère sa décision car il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes, condition préalable d'un départ dans les règles. La somme s'élèverait à 450 livres, montant de la gratification reçue pour pourvoir à son équipement en vue de la campagne à venir. La lettre de son frère Élie à leur gérant de fortune, Jacques Poncien Viée, indique que sa situation est beaucoup plus grave¹¹⁰ :

« Je vois avec peine la malheureuse situation de mon cher frère et le chagrin qu'il vous donne; mon cher M. Viée, soyez persuadé que je connais les torts que je me suis fait depuis quelques années et que je suis bien loin de suivre les exemples de mon frère... »

Avec l'engagement de la Prusse dans le conflit, son malaise s'accroît, il le confessa :

« Je ne pensais pas devoir porter les armes contre l'Allemagne, ma patrie [...]. J'ai été élevé en Allemagne ; j'y ai toutes mes habitudes et je me crois plus allemand que français. »

¹⁰⁸ A.N., T/278.

¹⁰⁹ 90 L'Assemblée Législative a voté, le 20 avril 1792, la déclaration de guerre au roi de Bohême et de Hongrie, qui devint peu après empereur sous le nom de François II.

¹¹⁰ Id. T/278.

Peu après, étant en garnison à Strasbourg, et ayant recueilli l'avis favorable du plus grand nombre des officiers, il décide malgré tout, de quitter son unité. Faut-il rappeler que plus de 7.000 de ses pairs en ont fait de même depuis 1789.

Le 27 Juillet 1792, il part sans congé, en laissant pour le commandant du régiment une lettre de démission assortie de la promesse de restituer les fonds sous quinze jours. Il ne peut donc être accusé de désertion, dira-t-il, lors de son futur procès, d'autant plus que : « Tout le monde sait qu'il n'en est pas des officiers comme des soldats et que l'engagement des premiers peut se rompre à leur volonté, en temps de paix comme en temps de guerre ».

En route pour la Suisse, il passe par l'Allemagne. Comme tout voyageur qui verse ce pays, il est contraint d'entrer en contact avec les émigrés afin de solliciter un passeport.¹¹¹ Mais...Le document sera signé par Condé. En fait, il serait parti en compagnie d'une fraction du régiment et se serait mis avec ses hommes au service de l'armée de ce dernier, mais il n'accréditera jamais cette affirmation.¹¹²

Il arrive à Bâle, qu'il indique comme son lieu de résidences habituelles et celui de sa fiancée ; il y reste plusieurs mois. Etant à court d'argent et toujours soucieux de se libérer au plus vite de sa dette à l'égard de son régiment, il songe à ces revenus de France qu'il n'a pas perçus depuis 1791 : Sa quote-part dans le moulin Tournay et dans l'exploitation des bois de Milon (1.000 livres/an), à laquelle s'ajoutent 250 livres, revenus des marais-salants de l'Île de Ré, et 350 livres de rente 5% servie par la compagnie Van Robais au titre d'un capital de 7000 livres provenant de la succession de son oncle Salomon. De plus, il avait cru comprendre que la société était décidée à racheter ce contrat.

En dépit du danger et des risques encourus, il se décide à faire le voyage. Le bourgmestre de Bâle lui délivre un laissez-passer, le 10 décembre. Le 12, il est à Vesoul, où le maire vise son passeport et il arrive à Paris le 16 décembre 1792. Aussitôt, Il entreprend les démarches nécessaires pour percevoir son dû. Charles Vincent, son banquier, parent et gardien de ses intérêts, demande un certificat de résidence. Son cousin Nicolas Poncien-Viée¹¹³ oppose la même exigence pour le service de la rente van Robais et l'informe que les titres ne pourront être remboursés qu'à fin de l'année 1795, au plus tôt.

¹¹¹ Les émigrés tiennent quartier général à Coblenz, qu'ils quittent justement en juillet pour Bingen. C'est là que les rejoignent Condé, précédemment à Worms, Broglie, le duc de Brunswick...

¹¹² C'est un des attendus du jugement, mais le fait n'a pas été établi lors de l'instruction.

¹¹³ Viée et Georget, banquiers, rue de la Poterne.

Il entreprend alors une quête de documents qui lui sera fatale, car elle éveille bientôt l'attention du chargé d'ordre, Barnabé Tisser. Le 30 avril, il dénonce les faits suivants devant le comité de Sûreté générale et de Surveillance :

« Frédéric Kalb, ecclésiastique de profession¹¹⁴ et non assermenté, grand aristocrate dans le tête-à-tête, mais très réservé en public, descendant de la maison des van Robais, presque toujours en habits noirs, ayant émigré à Bâle, dont il est de retour depuis six mois. A fait des tentatives pour se procurer tous les papiers pour toucher ses revenus et paraître citoyen en règle. »

Le 1er mai, le suspect est arrêté au café Amiral - « devenu Egalité » - et comparaît devant Bataille, commissaire de police par intérim de la section du Contrat social. Le jour suivant, il est interrogé devant le comité de Sûreté et incarcéré à la prison de l'Abbaye.¹¹⁵ Une perquisition est menée à l'hôtel d'Angleterre où il logeait ; elle aboutit à la découverte de documents compromettants :

- souscription de 10 livres en faveur du nommé Montjoye, rédacteur du journal *L'ami du Roy*, date du 17 août 1791;

- laissez-passer en blanc du département de Seine-et-Marne et passeport en blanc de la Commune de Paris;

- copie d'un manifeste de François II, Empereur, roi de Bohême et de Hongrie, daté du 30 janvier 1793;

- pièce de théâtre *La mort de Louis XVI* et nombreuses brochures qui seront qualifiées d'*anticiviques*.

Prévenu de désertion, d'émigration et de supposition de qualité, il subit un nouvel interrogatoire devant Jacques Montané, président du Tribunal criminel révolutionnaire, le 6 mai 1793.¹¹⁶ Son conseil est Guillaume Tronson du Coudray.¹¹⁷ Ce dernier est bien connu :

¹¹⁴ L'affirmation paraît reposer uniquement sur le port de cette tenue noire dont il est question plus loin.

¹¹⁵ Démolie aujourd'hui, elle occuperait les n°135 à 166 de l'actuel boulevard Saint-Germain. Elle acquit sous la révolution une sinistre réputation. Vidée de ses occupants lors des massacres de septembre 1792 (au cours desquels périt le chevalier de Noiremont qui servit en Amérique et fut fort apprécié du général de Kalb), elle fut utilisée comme prison politique. Elle accueillit successivement dans la même cellule Mme Roland (épouse de J.M. Roland de La Platière, qui fut inspecteur des manufactures et fut reçu en sa compagnie à Bagatelle-en-Picardie avant de devenir un des chefs du mouvement girondin), Brissot et Charlotte Corday.

¹¹⁶ Ancien juge de paix toulousain, nommé le 13 mars 1793, Montané sera arrêté le 30 juin et restera emprisonné de longs mois car il se serait compromis en cherchant à sauver Charlotte Corday.

¹¹⁷ Son frère aîné, Philippe, avait été choisi par Beaumarchais, en liaison avec le ministre Sartine, pour être le chef d'une mission d'aide aux insurgents américains qui devait partir sensiblement à la même date que celle conduite par Kalb. Leur départ sur l'*Amphitrite* eut lieu le 14 décembre 1776, mais diverses avaries les conduisirent à se réfugier à Lorient pour « refaire leurs vivres ». En désaccord avec Beaumarchais, Tronson quitta le bord le 22 janvier en compagnie de dix membres de son équipe. Il gagna néanmoins l'Amérique comme simple passager d'un navire de commerce. Incapable de s'entendre avec le Congrès, il prit la route du tour et périt noyé, écrira le général de Kalb, « en voulant passer à cheval un bras de la rivière Schuylkill ». Les deux hommes se

après s'être offert pour défendre Louis XVI, il sera le 14 octobre, avec Claude-François Chauveau-Lagarde, « pour défenseur officieux de la veuve Capet ». Il fut d'ailleurs arrêté le soir du procès et libéré trois jours après.

Frédéric commence une longue période d'attente qui s'achèvera le 21 brumaire an II. La veille, Fouquier-Tinville a signé son acte d'accusation. Il n'accorde pas la moindre bonne foi aux dires de l'accusé. Il pratique l'amalgame et, lorsqu'il y a doute, les faits sont présentés comme autant de circonstances aggravantes. Il ajoute aux chefs d'inculpation précédents celui d'espion :

« Ces diverses circonstances ne permettent pas d'assurer que le ci-devant baron de Kalb ne soit un des agents, soit des émigrés, soit des tyrans coalisés contre la liberté ou du despote allemand dont il a déclaré se croire l'esclave ».



G.A Tronson du Coudray

Il ordonne son transfert à la Conciergerie, prison située dans le palais de justice, siège du Tribunal révolutionnaire ; le jugement est proche. Le lendemain, 11 novembre 1793, Frédéric est condamné à mort¹¹⁸ et conduit à l'échafaud dressé place de la Révolution, ancienne place Louis XV devenue aujourd'hui place de la Concorde.

Le jugement affiche un souci de symbolisme peu courant : il ordonne que les écrits antirévolutionnaires trouvés chez lui soient brûlés par la main du bourreau. Le procès-verbal d'exécution du condamné constate que les imprimés subirent aussi leur sentence.¹¹⁹

connaissaient car le premier avait eu la responsabilité des exercices auxquels Kalb fut convié à Metz en juin 1775, comme officier supérieur réformé. Nous conservons un billet de recommandation, écrit de sa main et adressé au général de Kalb, depuis le bord de l'Amphitrite. Faut-il voir dans ce choix de Tronson comme conseil un prolongement de l'histoire ?

¹¹⁸ La présidence est assurée par Etienne Foucault qui avait été successivement agriculteur, employé aux haras et commis à la liquidation. Médiocre et féroce personnage, il avait émis comme programme au lendemain de son élection, le 13 mars 1793 : « Il nous faut du sang, le peuple veut du sang. » Le jugement porte aussi la signature de Donzé-Verteuil, substitut de l'accusateur public, né à Belfort vers 1743, jésuite défroqué « mielleux et patelin ». Il s'était fait connaître par un ouvrage dont le titre *Derniers sentiments des plus illustres personnages condamnés à mort*, est comme le dit G. Lenotre, « l'indice d'une curiosité voisine de la prédétermination ».

¹¹⁸ Cité par H. Wallon, *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris*, tome II, p. 159, indiquant ses sources (Arch. Nat., W 524).

¹¹⁹ E. Gerards, *Paris souterrain*.

¹¹⁹ Asa Bird Gardiner, op. cit., reproduit dans son intégralité le texte de la lettre.

Sa dépouille fut portée à la fosse commune du cimetière de la Madeleine. En 1826, Louis XVIII inaugura la chapelle expiatoire qu'il avait décidé de construire sur cet emplacement. A l'intérieur de ce mémorial, un caveau fut spécialement aménagé pour recevoir les ossements des suppliciés.¹²⁰ Les lieux reçurent le nom de *square Louis XVI*.

Frédéric, comme son père, périt de mort violente. On ne peut qu'être frappé par ce destin funeste qui abrégéa sa vie. Les hommes avaient oublié l'idée de liberté, ce droit fondamental à la défense duquel le général de Kalb a sacrifié sa vie.

Il était chevalier de l'ordre du mérite militaire et membre « héréditaire » de l'ordre des Cincinnati. Ceci est une particularité car les règles de représentation n'avaient pas encore été élaborées. Il fut invité par Rochambeau, au même titre que les généraux et mestres de camp ayant servi en Amérique durant la guerre, à se rassembler chez lui le 7 janvier 1784. Le journal de Bachaumont du 27 janvier 1784 relate cette réunion et mentionne la présence du « lieutenant baron de Kalb, fils aîné du major général baron de K.alb, blessé mortellement à Camden ». Les principes de succession furent proposés à la « General Society » en mai 1784, mais on omit de les ratifier. Ce fut finalement le 3 mars 1787 que Frédéric adressa ses remerciements au général Washington et accusa réception de son diplôme.¹²¹ Le 6 février 1816, Elie indique dans une lettre au président général de l'ordre, Charles Cotesworth P.Jckney, que ce document a été détruit lors de la Révolution.

- Caroline (1767-1829)

Marianne Caroline est née à Paris, le 25 mai 1767. En raison de l'imminence de cet heureux événement, son père obtint de Choiseul de différer d'un mois le début de la mission d'observateur qui devait le conduire une première fois dans les colonies anglaises d'Amérique; les instructions qu'il avait reçues étaient du 2 mai... Caroline a été baptisée à la chapelle de l'ambassade de Hollande le lendemain de sa naissance et reçut pour parrain Pierre van Robais et pour marraine, son arrière- grand-mère, Marie Anne Dargent, veuve de Jean Gastebois,

Au cours de son second séjour aux Etats-Unis, Caroline sera plusieurs fois le sujet de ses lettres et de son attention. Il conseille la douceur à l'égard de celle qui n'est encore qu'une petite fille de dix ans : « Tu ne saurais croire combien une honnête liberté influe sur l'esprit et combien trop de rigueur rend stupide, sournois et caché. Je sais que ce n'est pas faut de

¹²⁰ E..Gerards, *Paris souterrain*.

¹²¹ Asa Bird Gardiner, op. cil, reproduit dans son intégralité le texte de la lettre.

tendresse pour elle que tu la grondes et que c'est avec les meilleures intentions, mais elle est d'âge actuellement à être conduite et gouvernée par la raison et la persuasion. La rigueur et l'aigreur surtout ne sauraient produire de l'attachement et la confiance si nécessaire¹²². » Il recommande aussi à son épouse d'être vigilante sur la « compagnie » qu'elle reçoit, « à cause de ma fille qui grandit et qui prend garde à tout ce qui se dit ». En bref. « il est bon qu'elle ne s'accoutume pas à voir souvent des femmes étourdies. »

Ses commentaires sur la primauté accordée au physique plairont aux féministes : « Aie soin, ma chère petite amie, de son corps surtout, qu'elle ne soit pas contrefaite. Le maître à danser est ce qu'il y a de mieux pour la bien faire tenir. Qu'elle écrive moins, si cela inclinait le corps trop d'un côté. » Et quand il évoque à nouveau ce sujet, c'est pour le clore sur le même ton : « J'apprends avec plaisir que ma fille grandit et que sa taille est bien. C'est une chose aussi essentielle dans une femme et plus que les talents, parce que tout le monde n'est pas en état de juger l'esprit et les connaissances, mais tout le monde juge et s'attache à la figure¹²³. »

Un temps s'est écoulé et nous la retrouvons à l'âge de vingt ans. Le 24 septembre 1787, elle épouse Jean-Luc Geymüller, fils cadet du baron et de Marie-Judith Frey, de Bâle¹²⁴. Jean-Luc est né à Bâle le 9 décembre 1751. Il a 36 ans et sert comme lieutenant à Salis-Samade, régiment suisse au service de la France¹²⁵.

Le mariage est célébré à Arras par M Gurtzell, ministre breveté du régiment, au pavillon du Petit Louvre¹²⁶. Nous sommes dans le logement de son cousin germain Jean Rodolphe Frey, major, avec rang de lieutenant-colonel dont une pièce sert de chapelle¹²⁷.



¹²² J.de Kalb, lettre n°4J, du 25 mai 1778.

¹²³ J. de Kalb, lettre n°6J, du JO mars 1779.

¹²⁴ Nous ignorons s'il existe un lien familial avec Johan Heinrich, né en 1754 à Bâle, mort à Vienne en 1824. Il fut banquier et chef de file de la maison de commerce Geymüller et Co, chevalier autrichien en 1810 et plus tard baron.

¹²⁵ Il est appelé Geymüller le cadet, afin de le différencier de son frère Nicolas, présent dans le même régiment.

¹²⁶ Contrat de mariage, M. TOSSUS, notaire à ARRAS, 23 septembre 1787.

¹²⁷ Il est aussi chef de l'église protestante du régiment; nous ignorons la proximité de son lien familial avec la mère de Jean-Luc ainsi que celle de Rémy Frey, lieutenant au même corps, qui deviendra député de Bâle et Intervientra plusieurs fois auprès des autorités françaises en faveur de Caroline. Notons aussi que Joseph Pierre Charles, baron de Frey, né à Constance le 17 octobre 1740 et mort à Paris le 30 juin 1796, servit dans la légion de Potocki et passa au service des insurgents américains en septembre 1777. Il fut aide de camp de La Fayette

La cérémonie a lieu en présence d'une nombreuse assemblée et la jeune orpheline est assistée de ses oncle et tante, Théophile et Rosalie van Robais.

Le 28 février 1788, Caroline s'établit définitivement à Bâle, dans une maison du quartier Saint-Paul. Trois mois après, elle obtient sa lettre de bourgeoisie et accède à la citoyenneté helvétique. Cet acte résulte d'un décret du Grand Conseil de Bâle, pris après vérification du respect de conditions très strictes : « une naissance honnête, légitime, profession de religion protestante, certificat de bonnes mœurs et une certaine somme apportée en dot ». Pratiquement, pour être admis, il fallait être l'épouse ou la fiancée d'un bourgeois suisse. Cette naturalisation se révélera de la plus grande importance par la suite.

En septembre 1789, elle accueille son oncle Théophile van Robais et son épouse Rosalie. C'est pour ces derniers le début d'une longue période d'émigration. Bâle, ville frontière, comme Genève ou Berne, accueillit de nombreux émigrés. En raison de l'affluence, le canton fut amené à assortir le droit à résidence de conditions très rigoureuses. Cependant les autorités firent exception pour ceux qui étaient apparentés à des familles suisses... Ses hôtes ne resteront pas car le canton est de langue allemande. Ils préféreront Yverdon, dans le pays de Vaud, et y demeureront jusqu'en février 1796¹²⁸.



Théophile van Robais, par J.B. Peronneau
Musée Paul Getty, Los Angeles

L'année 1792 est pour les époux Geymüller une période charnière. Le 2 avril, Jean-Luc annonce sa promotion au grade de capitaine et s'apprête à quitter Rouen pour Le Havre. Le 3 septembre il écrit, de Chevreuse : « Comme tous les régiments suisses ont été licenciés

puis capitaine, au 3^e bataillon de la *Continental partisans legion* de Casimir Pulawski. Il poursuivra la guerre jusqu'au 28 novembre 1781.

¹²⁸ A cette date, Théophile tente un voyage à Abbeville pour convaincre les autorités qu'il a été inscrit à tort sur la liste des émigrés. Il devra renoncer et se réfugier à Middelburg, en Hollande, où il finira sa vie, le 21 avril 1799.

et que rien neme retient à Arras, je pars aujourd’hui pour Bâle¹²⁹».

Au final, il a servi les armées du roi pendant 26 ans et 6 mois. Comme il est « du petit nombre de ceux qui se sont conformés aux lois de la République en restituant croix et brevets », il obtient une pension annuelle de 953 livres 2 solset 6 deniers.

Le 24 septembre 1793, Caroline est inscrite par le département de Charente-Inférieure sur le premier supplément de la liste des Français considérés comme émigrés. C'est dans cette circonscription qu'elle est propriétaire de salines en indivis avec ses frères. L'inscription résulte d'une erreur car un arrêté du 28 frimaire an II stipule que « les lois relatives à l'émigration ne s'appliquent pas aux Suisses qui, en vertu des traités, conservent en tous temps la faculté de retourner dans leur pays. »

Elle ne découvre la liste qu'en mai 1796 et se trouve hors délais pour faire reconnaître son bon droit. Le département de Charente-Inférieure accepte néanmoins sa réclamation : il reconnaît que le fait de l'avoir inscrite sous son nom de jeune fille n'organisait pas toute la transparence nécessaire pour pouvoir agir en temps voulu. Il prononce sa radiation provisoire le 16 mars 1797. La décision doit encore être confirmée à l'échelon parisien. L'affaire traînera en longueur, sous des prétextes divers (authenticité des pièces). Et pourtant, le dossier fut fortement appuyé par le Gouvernement helvétique. Son ambassadeur, M. Zelten, n'adressera pas moins de vingt lettres pour réclamer justice. En définitive, Caroline ne sera radiée qu'en 1800.

En attendant, sa situation matérielle ne cesse de se dégrader. Les revenus des salines d'Ars ne sont plus payés depuis 1793 et l'Etat français a suspendu le règlement de la pension de Jean-Luc depuis le 21 septembre 1795. Pour couronner le tout, la plus grande part sa fortune, placée en fonds publics, a fondu comme neige au soleil épousant la valeur des assignats perçus en remboursement. Comme le relève Zelten, nul doute que tous ces soucis n'aient accéléré la fin de J-Luc, décédé en 1799.¹³⁰ Il laisse une veuve en charge de trois jeunes enfants : l'aîné, Rodolphe-Théophile, a dix ans, Luc en a huit et Elise, cinq¹³¹. On comprend aisément les appels pour une justice rapide qui mettrait Caroline « à portée de donner du pain à sa famille. »

¹²⁹ Id. T/278.

¹³⁰ B. de Larquier, dans son dictionnaire, p.348, avance deux dates possibles (1799 ou 1802) ; la première est la bonne. Il convient aussi de rectifier les mentions relatives au lieu et à la date de son mariage.

¹³¹ Ils avaient eu cinq enfants, mais trois étaient morts en bas âge : Rodolphe (1789-1842), Jacques (1790-1790), Luc (1791-1849), Louis (1793-1793), Elise (1794-1804).

Cette affaire simple témoigne de l'attitude d'une administration qui, même la Terreur passée, en fit le moins possible pour réintégrer dans leurs droits les émigrés et, a fortiori, les étrangers. L'accession à la propriété d'une nouvelle classe de possédants ne devait pas être troublée par des revenants a priori coupables. Une phrase d'Elie résume la doctrine de l'époque : « L'émigration était considérée comme une lâcheté qui a couvert d'opprobre ceux qui s'en sont rendus coupables. »

La mémoire du général de Kalb est évoquée une fois dans ce dossier, sur l'initiative des Suisses. La leçon fut administrée en juillet 1798 par le préfet Schmid au citoyen Bignon, secrétaire de la Légation française en Suisse, à propos des critères d'octroi de la citoyenneté helvétique. Les autorités françaises devaient demeurer sourdes à ce rappel :

« C'eût été une bien forte recommandation dans une république d'être la fille du général major Jean de Kalb qui, né sous un gouvernement despotique dans le margraviat de Brandebourg-Bayreuth, avait néanmoins fortement contribué à la liberté des Etats-Unis, et venait, assez récemment, de perdre la vie en combattant vaillamment pour leur cause (...). »

- Eli (1769-1834)

Elie est né à Paris, le jeudi 9 mars 1769. Baptisé protestant le lendemain à la chapelle de l'ambassade de Hollande, il a pour parrain Élie de Birkel, capitaine au régiment de La Marck, ami personnel de son père et pour marraine, Anne Marie Divaux.

Comme son frère, a passé quelques années à Godramstein dans sa prime jeunesse¹³². Il parle l'allemand « aussi bien que le français », mais il ne sait pas l'écrire. En décembre 1778, il est en pension à Landau et y reste jusqu'à l'été 1780. Puis il suit, lui aussi, le chemin indiqué par son père: « Dans le temps que l'aîné sortira de l'Ecole militaire pour servir le roi, il faudra y faire entrer son frère, ou même avant; je n serais pas fâché qu'ils puissent être ensemble chez M. Pfeffel pendant quelques mois, afin qu'ils ne se perdent pas de vue pendant trop longtemps¹³³. »

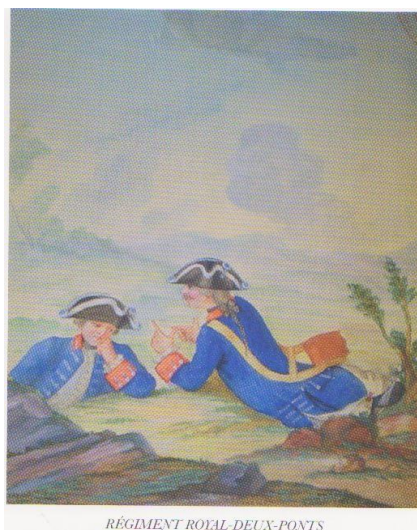
A l'âge de 16 ans, il est admis à Royal Deux-Ponts, autre régiment allemand au service de la France¹³⁴. Il est nommé sous-lieutenant le 15 juillet 1784. En janvier 1787, il est en poste

¹³² Il y était en décembre 1775 et le voyage à Landau de sa mère en 1779 avait fort probablement pour but de le prendre en charge pour le scolariser à son tour.

¹³³ J. de Kalb, lettre n°83, du 26 janvier 1780.

¹³⁴ Rappelons qu'Henri Kalb von Kalbrieth appartenait à ce régiment, parti aux Etats-Unis en 1781.

à Phalsbourg. Peu après, il est nommé lieutenant le 1er octobre 1787. En 1791, la vie militaire devient très difficile ; il est lieutenant à Metz lorsqu'il écrit le 26 juin 1791¹³⁵ :



« Il est vrai que je suis dans le cas de quitter le régiment, mais sans prendre la fuite. Il y a trois corps d'officiers dans la garnison qui donnent leur démission. Le nôtre va être dans ce cas au premier jour d'en faire autant, il n'y a plus de discipline dans aucun régiment. L'on veut renvoyer quelques officiers de façon qu'on s'est donné le mot de tous quitter ou que seul rester. Beaucoup de nos messieurs ont déjà voulu partir mais on les a consignés aux postes et aucun officier n'a pu sortir.

Pour ce qui me regarde, je veux encore rester quelques jours et je veux attendre que le nouveau serment soit arrivé et le prêter, car je ne veux point être traître à ma patrie, ni à la Nation, mais je quitterai le service parce qu'il n'y a plus de discipline ni de subordination, et l'on finira dans la plus grande partie des garnisons par un massacre général, de façon que je conseille à tout honnête officier de quitter, mais de respecter sa patrie et sa Nation et je ne veux point la trahir. Je veux changer ma tranquillité et ma sûreté. Je compte aller près de Landau, où j'ai été élevé et y passer quelque temps de repos./... »

Le 15 mai 1792, c'est l'adieu au régiment devenu 42e R.I. de ligne : il se déclare contraint de démissionner ; il a été « forcé » à partir car il craignait d'être la victime du ressentiment des soldats en raison de ses origines prussiennes (des insurrections contre plusieurs officiers avaient eu lieu). Mais ce départ s'est déroulé selon les règles : il a présenté sa démission au colonel Dormer qui l'a acceptée et lui a remis un certificat de congé.

Il rejoint l'armée des Princes qui rassemble 12 000 hommes. Il est affecté à une compagnie composée d'officiers des régiments de La Mark et de celui de Deux-Ponts ; c'est alors la règle : devant l'affluence, beaucoup d'officiers servent comme simples soldats et ne reçoivent pas de solde, faute de moyens. Peu après, Monsieur et le comte d'Artois perdent le soutien du roi de Prusse qui les engagent à licencier leur armée. Le 23 novembre, ils signent

¹³⁵ Il est nommé sous-lieutenant le 15 juillet 1784. En janvier 1787, il est en poste à Phalsbourg. Peu après, il est nommé lieutenant le 1er octobre 1787. En 1791, la vie militaire devient très difficile ; il est lieutenant à Metz lorsqu'il écrit le 26 juin 1791

un dernier ordre du jour enjoignant à tous leurs soldats de se retirer où ils voudront. La plupart d'entre eux sont sans argent et ne savent où aller et « il fut défendu aux corps autrichiens de les engager dès qu'on s'aperçut qu'ils prenaient ce parti¹³⁶. »

Dans un premier temps, il décida de faire route vers Bâle pour trouver refuge auprès de sa sœur. Bientôt, à mi-décembre, il décida de gagner Paris, à la suite de son frère qui le précédait d'un jour, mais, prenant conscience du danger auquel il s'exposait en tant que personne ayant porté les armes contre la République, il rebroussa chemin à temps.

« Nos parents nous sollicitaient de venir en France pour mettre nos biens à couvert ; mon frère qui me précéda d'un jour, fut arrêté, condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire et périt sur l'échafaud. Plus heureux que ce malheureux, j'ai pu regagner la terre étrangère... »

Commence alors un intermède suisse qui allait se prolonger pendant une assez longue période. Il demeure fort désargenté au point qu'entre avril 1792 et fin 1795, il n'a pas les moyens de défrayer son cousin allemand Siebenkaess des sommes avancées pour l'obtention de pièces d'état-civil pour constituer son dossier de retour en France.

Comme la situation s'éternise, à l'âge de 31 ans, le 16 janvier 1800 il s' enrôle, au profit de l'Autriche¹³⁷, comme cadet gentilhomme dans les sapeurs tyroliens, sous le nom d'Elias von Kell. Le 11 juin, il est nommé chasseur au même corps. Au bout de dix-huit mois, il est « fait officier » et rejoint comme enseigne le régiment d'Erbach où il resta en garnison à Egra jusqu'en juin 1802, date à laquelle quitta et fit sa demande d'amnistie à Strasbourg¹³⁸.

Il écrit :

« J'ai perdu toute la fortune de ma mère, qui était placée en fonds d'État, et en grande partie celle de mon père ; il ne m'a été rendu que la terre de Milon et un peu plus tard, 10 hectares de bois contigus à une maison de bois. »

Deux mois après son retour le 14 août 1802, on lui propose de servir sous Napoléon comme capitaine de la garde consulaire. Il refuse, comme il le fera à plusieurs reprises, et fait dès lors l'objet d'une surveillance rigoureuse.

« Toute la rigueur de la loi sur l'émigration a pesé sur moi, la surveillance la plus sévère a été exercée à mon égard jusqu'au mois de novembre 1810 où M. le comte de Gavre, préfet du

¹³⁶ Marquis de Marillac, *Souvenir de l'émigration*, cité par G. de Diesbach dans *Histoire de l'émigration*, p.229.

¹³⁷ Ceci n'est nullement contesté, il le reconnaît dans le procès-verbal du 14 juillet 1802 qui constate sa rentrée en France. Il l'écrit avec force détails dans le dossier à son nom aux Archives de Paris.

¹³⁸ Ses états de service, rédigés de sa main, sont aux Archives de Paris sous référence D4U1 265.

Département, me nomma maire de ma commune. Depuis cette époque, je suis toujours maire et j'ai été assez heureux pour rendre service à mes administrés. »

Le 16 mars 1815, il est nommé chef de cohorte de l'arrondissement de Rambouillet avec le grade de lieutenant-colonel. L'ancienne armée avait été dissoute cette année-là puis reconstituée sous forme de légions départementales. Son engagement, comme celui de tant d'autres qui émigrèrent, illustre la générosité du roi ; il reconnut par-là de vieux services ou tenta d'alléger d'honorables misères ... Parvenu à la retraite, il se retire à Milon dont il est nommé maire. Il était chevalier du Mérite militaire.¹³⁹

Pendant ces dix ans d'exil, Elie eut aussi à mener un combat épuisant pour être réintégré dans ses droits. Les premières difficultés sont apparues en 1792, avec le blocage de ses revenus de France car il n'y résidait plus. Le seul moyen ouvert était de fonder une action tendant à établir devant les autorités sa qualité d'étranger en raison des origines de son père.

A cet effet, il fallait un certificat établissant que Jean de Kalb était prussien et l'était resté jusqu'à sa mort. Sollicitée à la fois par Elie et par son beau-frère Geymüller, toute la famille allemande se mit à l'ouvrage. Les deux neveux du général, Jean-Georges et Jean Kalb, demandent à Jean Vollet, leur oncle et ancien habitant d'Huettendorf de témoigner devant le bourgmestre de Nuremberg. L'acte est daté du 14 mars 1793, il confirme aussi les données d'état civil de Jean de Kalb. Dès le 6 avril, Elie remercie son cousin Siebenkaess, négociant en gros à Nuremberg, qui a fait l'avance des frais. Il lui précise qu'il a fait suivre le précieux document à son agent à Paris et attend maintenant de connaître les effets produits.¹⁴⁰

En octobre, il attend toujours une réponse et explique que le silence de son agent « n'est pas du tout surprenant car toutes les lettres envoyées hors de France sont ouvertes et si la plus légère suspicion était entretenue qu'il écrivait à un réfugié, cela lui coûterait sa tête ». C'est en effet une disposition de la nouvelle loi du 28 mars 1793 qui défendait, sous peine de mort, de faire passer du secours aux émigrés et même de correspondre avec eux.

L'affaire s'aggrave le 2 février 1794, son nom est porté sur la liste des émigrés. L'initiative en revient cette fois encore au département de Charente-Inférieure, où il était

¹³⁹ Selon note familiale que nous attribuons à Jean Nachtmann

¹⁴⁰ Il s'agit probablement de Roland, homme de loi à Paris, 13 rue Phelipaux, qui sera son conseil et fondé de pouvoir ainsi que celui de sa sœur, avant leur cousin Viée qui se démènera pour leur venir en aide.

propriétaire indivis de salines. Dans la foulée, le séquestre a été mis sur ses biens d'Ars-en-Ré et de Milon. Mais il n'aura connaissance de ce fait que plus tard, en 1796.

Il s'ensuit une procédure complexe dont les principales étapes sont les suivantes :

- le 14 avril 1796, il adresse au Directoire exécutif un mémoire pour la levée du séquestre. Cette instance communique le document pour avis au directeur de la Régie nationale d'enregistrement du département de Seine-et-Oise à Versailles;
- le 10 mai 1796, son cousin Viée dépose, au nom de Caroline, une réclamation afin qu'il soit sursis à la réception des soumissions jusqu' à l'examen des titres constatant ses droits et ceux d'Elie ;
- le 16 juin, le Bureau des émigrés du département de Seine-et-Oise renvoie l'affaire à l'examen de l'administration municipale du canton de Chevreuse. Cette dernière se prononce trois jours plus tard en faveur de la main levée de séquestre;
- le 8 juillet 1796, le directeur de la Régie conclut à son tour en faveur de la levée du séquestre;
- le 25 septembre 1796, le département de Seine-et-Oise renvoie l'affaire à celui de Charente-Inférieure;
- le 16 mars 1797, la Charente-Inférieure prononce la radiation provisoire de la liste des émigrés.

Il fallait encore que la décision soit confirmée par le Bureau des émigrés. Elie est pessimiste, il en fait part à Jean-Georges Kalb, le 20 septembre 1797¹⁴¹ :

« Les yeux pleins de larmes, je prends la plume pour vous informer de mon dur, triste destin. Mais vous êtes déjà probablement au courant qu'une autre équipe a pris place à Paris¹⁴². et le principal objectif n'est pas de rendre quelque chose à quiconque dont le nom est sur la liste des réfugiés, à moins que l'indication de cet état ne soit totalement faux et qu'on ne prouve totalement, son droit¹⁴³. »

Sa crainte était légitime car, le 27 avril 1798, la commission considère « que le réclamant est fils d'un père étranger, il est vrai, par sa naissance, mais français par les emplois militaires qu'il a constamment exercés en France, au service de laquelle il est mort avec le titre

¹⁴¹ Lettre du 20 septembre 1797, de Bâle, d'Élie à son cousin Jean-Georges, Kapp, op. cit., annexe, p. 282.

¹⁴² Le directoire est installé depuis le 26 octobre 1795. En septembre 1797, lors du coup d'Etat du 18 fructidor, Barthélémy et Carnot furent remplacés par Merlin de Douai et François de Neufchâteau. Le Directoire revint aux procédés révolutionnaires de gouvernement, établit un régime policier et emprisonna des centaines de prêtres.

¹⁴³ Lettre du 20 septembre 1797, de Bâle, d'Elie à son cousin Jean-Georges, Kapp, op.cit., annexe, p. 282.

de lieutenant général des armées françaises ». En second lieu, elle se limite à constater « qu'il [Elie] est né en France et y a occupé lui-même des emplois militaires ». En conséquence, il est définitivement maintenu sur la liste et banni ; ses biens seront confisqués et vendus au profit de la nation.

Une année passe avant qu'il ne reprenne à nouveau espoir. Le 18 avril 1799, il sollicite une fois encore Jean-Georges pour obtenir un certificat de baptême car, dit-il, « le baron Hardenberg, ambassadeur de Prusse; est désireux de m'aider si je puis lui prouver noir sur blanc que mon honoré père était un prussien ». Caroline tente aussi de lui venir en aide et décide d'écrire à La Fayette. Rentré en France depuis un an, ce dernier vient d'être réhabilité le 1er mars 1800. C'est peu après qu'il lui répond depuis son château de La Grange-Bléneau¹⁴⁴.

Sa lettre, datée du 30 avril 1800, est fort éloquente sur le général de Kalb dont il fut l'ami et le compagnon pendant près de deux ans en Amérique (1777-1779)¹⁴⁵ ; elle accompagne un court témoignage en faveur d'Elie et est assortie de la promesse de son aide : « Si de nouveaux renseignements, si des attestations d'Amérique, si mes propres témoignages peuvent vous être utiles, donnez-moi vos ordres. » La Fayette fit beaucoup pour obtenir la radiation de parents et amis, mais il était trop tard pour Elie. Entre-temps, en effet, ce dernier s'est pourvu en révision et sa déclaration a été transmise le 30 janvier 1800 au ministre de la Police. C'est un nouvel échec.

Il devra, en définitive, attendre l'amnistie pour fait d'immigration proclamée par le sénatus-consulte du 27 avril 1802, loi issue de la volonté du Premier Consul de réconcilier les deux « France. » Le 14 août suivant, il comparaitra devant le Commissaire délégué par le Gouvernement, à Strasbourg, et fera serment d'allégeance au nouveau régime.¹⁴⁶

Qu'en est-il de ses biens ? ? Quelques jalons peuvent être ici posés. La succession de ses parents avait fait l'objet d'un premier acte de partage le 20 juillet 1787, mais en février 1790, le partage définitif n'était toujours pas intervenu¹⁴⁷. Il fut freiné par l'existence d'un usufruit au profit du vendeur sur les terres de Milon. Ce droit qui venait grever la propriété des biens gêna incontestablement le département dans son office de liquidateur des biens

¹⁴⁴ Ce ancien manoir du XIII^e siècle situé, près de Rozay-en-Brie, avait appartenu à la duchesse de Noailles, sa belle-mère, guillotinée pendant la Terreur, en 1794. La lettre est citée en annexe.

¹⁴⁵ La lettre est reproduite en annexe.

¹⁴⁶ Procès-verbal n° 961 du 25 thermidor an X ; Arch. nat, F 7 / 5972.

¹⁴⁷ Cf. Frédéric de Kalb, lettre du 2 février 1790 y reproduite. Pour consulter l'acte notarié de l'étude Chavet, voir A.N., MC, ET/LII/617 du 20 juillet 1787.

des émigrés. En 1798, Elie apprend l'aggravation de l'état de Mme du Besset (dénommée aussi « la citoyenne La Chapelle ») et il s'attend au pire. De fait, peu après sa mort le 5 avril 1798, la procédure de vente est déclenchée: le 28 avril, le contrôleur de Chevreuse manifeste son intention de procéder à la vente des meubles de la maison ainsi que des terres. La parade sera trouvée en introduisant une demande de sursis dans l'attente des résultats de la procédure de radiation définitive, en cours d'instruction. La gravité de la situation amènera Caroline à rentrer précipitamment en France pour tenter de hâter la radiation de son frère, et par contrecoup la sienne. Ce faisant, elle omettait qu'elle-même était toujours considérée comme émigrée et risquait des sanctions. Sa bonne foi établie, il ne lui en sera pas tenu rigueur.

Il faut aussi mentionner les effets de la loi du 3 mai 1795. Ce texte ordonnait la restitution aux parents de condamnés, des biens confisqués par suite de jugements rendus par les tribunaux révolutionnaires depuis le 10 mars 1793. Elie et Caroline devinrent les héritiers de leur frère supplicié.

Ses biens vinrent accroître l'indivision temporaire entre le frère et la sœur. Or, une autre loi vint écorner le patrimoine commun¹⁴⁸: elle prévoyait le partage des biens indivis avec la république. Ainsi, « par acte notarié du 10 septembre 1803, une partie des biens qui avaient été confisqués ont été attribués à l'Etat, en vertu d'un acte de partage » entre Caroline et Elie¹⁴⁹.

Nous mentionnerons enfin l'acte d'amnistie prononcé le 3 décembre 1803 qui porte qu'Elie « rentrera en conséquence dans la jouissance de ceux de ses biens qui n'ont été ni vendus, ni exceptés par l'article 27 du sénatus-consulte ». Mais l'affaire n'était pas finie.

La commission chargée de l'application de la loi du 5 décembre 1814 à l'effet de rendre leurs biens aux émigrés, délibéra le 20 décembre et lui en remit la propriété. Pour peu de temps car, le 13 mars suivant, ils firent l'objet d'un nouveau séquestre. A l'issue de ce parcours l'obstacle, son entrée en possession définitive interviendra le 7 octobre 1815¹⁵⁰.

¹⁴⁸ Nous n'en connaissons pas la date exacte ; elle est antérieure à 1798.

¹⁴⁹ Acte passé devant M. Comillet, notaire à Chevreuse, le 16 brumaire an XII, cité dans l'acte de partage anticipé par M. et Mme d'Abzac entre leurs enfants, du 28 août 1872, M. Coulon, notaire à Chevreuse

¹⁵⁰ Idem, acte du 28 août 1872

Le 5 février 1807 : Elie épousa, à Caen, Elisabeth Signard d'Ouffières (1768-1859), fille de Jean et de Marie Torin¹⁵¹. Leurs deux enfants naîtront au château de Milon : en 1810, un petit Théophile qui ne vivra pas, puis Nicette un an plus tard.

Il ne faut pas conclure sans mentionner l'attachement très fort d'Élie pour la propriété de Milon. Il avait la passion de la chasse, au dire de Frédéric et passait tous ses congés sur ces terres. Le 23 mars 1792, il adressa à Jacques Poncien Viée qui l'avait informé du remboursement d'une créance de 14000 livres, une lettre où figurait cet extrait :

« Je vous prierai de l'employer à acheter des terres, ou bois, près de Milon ou de les donner à mon frère, s'il voulait l'accepter, pour acompte de la terre de Milon ; quoique je vois avec peine que ma sœur en a bien envie ; mais cela ne m'empêche pas de prier mon frère de me donner la préférence en cas qu'il voudrait la vendre ; car ma sœur est établie à Bâle où elle se trouve très bien à ce qu'elle dit, au lieu que moi, je ne suis établi nulle part, et cette terre me conviendrait très fort . »

Élie est décédé au château de Milon, le 20 septembre 1834.

¹⁵¹ Élise est née à Caen le 17 janvier 1768 et décédée à Milon-la-Chapelle le 13 octobre 1859. Elle eut deux frères et une sœur :

- Louis (° Caen le 27 décembre 1766, décédé à Lebizy le 29 septembre 1833) épouse à Rouen le trente ventôse An 7 (20 mars 1798) Jeanne Saint de Brébeuf (° Saint-Lô, baptisée à Notre Dame le 14 septembre 1766, décédée le 7 février 1800) fille de Jean François Léonord Saint, sieur de Brébeuf et de Marie Esther Oursel ; dont deux enfants :

1. Adolphe Signard d'Ouffières (° Rouen le 31 janvier 1800, décédé le 15 mars 1877) ;

2. Suzanne Charlotte Désirée Adèle Signard d'Ouffières (° Rouen le 31 janvier 1800, décédée à Caen le 26 février 1827) épouse de Pierre (°Rennes 21 juillet 1783, t 10 novembre 1830) baron Le Termellier, colonel au 22e Chasseurs lors de la campagne d'Espagne(1823), commandeur de la Légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis et de Saint- Ferdinand d'Espagne. Pierre, fils de Pierre Mathieu (° Chandernagor 7 septembre 1748) et de Thérèse Geslin de Chateaufür (°15 avril 1765 paroisse Saint- Germain); Pierre Mathieu, écuyer, officier dans la marine de la Compagnie des Indes, pensionné du roi ; anobli en 1785, ce dernier était fils de Pierre Benjamin, capitaine des vaisseaux de la dite Compagnie et de Julienne Françoise de Jouene. Son épouse Marie Thérèse était fille de Jean Joseph Louis Geslin, sieur de Chateaufur, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine dans la marine de la Compagnie des Indes, conseiller secrétaire du roi, contrôleur à la chancellerie près le Parlement de Bretagne, et de Thérèse Françoise Quérard. Source Leonore.

- Frédéric (° Caen 2 janvier 1770, décédé à Caen 25 décembre 1844) épouse à Hérouville-Saint-Clair le 20 fructidor an IV Félicité Jacqueline de Magneville (° Caen 14 juin 1767) fille de David de Magneville, chevalier seigneur de Neuvaines en partie, Courcy, Moyont de Bailly Ancien du Consistoire de l'Église réformée de Caen, maire d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados) en 1790/1792 demeurant à Caen rue des quais et à son château de Lebizy et de Marie Élisabeth de Calmesnil Dame de Neuvaines en partie, Courcy, Moyon et de Bailly sans postérité ;

- Julie Suzanne (1776-1816), décédée au château de Milon-la-Chapelle, inhumée au cimetière du Père-Lachaize, 25e division, épouse de Georges-Arthur Picot de la Peyrouse, décédé sans postérité le 27 mai 1846, ancien secrétaire des commandements de la duchesse douairière d'Orléans.

4. Nicette (1811-1899)

Éléonore Nicette est née au château de Milon-la-Chapelle le 13 juin 1811 et décédée en ce lieu le 19 octobre 1899.

Elle épouse, le 26 juin 1828, Raymond de Vandière de Vitrac d'Abzac, fils d'Antoine et d'Anne de Meyvières d'Artois¹⁵². Le mariage catholique a lieu à Milon et la cérémonie selon le rite protestant, au temple de Versailles.



Nicette de Kalb à 12 ans



Raymond d'Abzac

Passionné de cheval, Raymond quitte le Périgord, berceau de sa famille, pour gagner Versailles en 1818 où il est attaché à la Maison du Roi, comme écuyer surnuméraire. La Restauration vient de réhabiliter l'équitation civile et de rétablir ses grands-oncles à la tête des deux manèges¹⁵³. Le chevalier d'Abzac prenant sa retraite le 18 avril 1819, les manèges furent fondus en un seul et placés sous le commandement unique du vicomte, son frère. C'est sous l'égide de ce dernier que Raymond est nommé élève-écuyer en 1820 et écuyer ordinaire en 1822.

¹⁵² Raymond d'Abzac, né au château de Landonie à Tourtoirac (Dordogne) le 1er janvier 1800, décédé à Milon le 29 mars 1881.

¹⁵³ Pierre-Marie, vicomte d'Abzac (1744-1827) fut page à la grande écurie de 1756 à 1760, écuyer cavalcadour en 1763, écuyer ordinaire en 1770. En 1773, il prit la direction du deuxième manège et céda sa charge à son cadet, le chevalier (1747-1831) en 1781.

Émigrés tous deux à la Révolution, ils rejoignent l'armée des Princes. Le roi de Prusse offrira au vicomte la direction de ses haras, mais ce dernier refusera noblement. Ils reviennent en France en 1802. Tandis que le vicomte élève des chevaux, François, le chevalier, dirige le haras de Strasbourg puis celui du Pin.

Avec le rétablissement de la royauté, ils sont nommés en 1814 chacun à la tête des deux manèges du roi. L'un et l'autre étaient colonels honoraires de cavalerie. Arrêt de la Cour royale de Paris, enregistré au greffe de la justice de paix de Versailles, le 28 mai 1828.

Le 19 avril 1828, trois mois avant son mariage, il est adopté par le chevalier qui lui transmet ses noms, titre et armes¹⁵⁴.

Avec l'avènement de Louis-Philippe en 1830, le manège est fermé. Refusant, comme beaucoup, de prêter serment au fils d'Égalité, il se retire alors à Milon où il avait acquis le Presbytère en 1828. Il le revendra en 1870, ayant pris entre temps la suite de ses beaux-parents au château de Milon¹⁵⁵.



Le Presbytère, à sa droite, l'église

Membre du comice agricole et de la société d'agriculture de Versailles, il en assure la présidence en 1849. Il fait aussi partie de la société d'horticulture de Versailles et de la société hippique française. Cette dernière a publié plusieurs rapports dont il est l'auteur, sur l'amélioration de la race chevaline. Il a organisé pendant quarante ans le service gratuit des étalons et a même fait venir sur la commune de Milon un dépôt dont l'existence est rapportée en 1869. Il était chevalier de la Légion d'honneur et fut maire de cette commune pendant quarante ans.



Raymond d'Abzac



et son épouse Nicette de Kalb

¹⁵⁴ Arrêt de la Cour royale de Paris, enregistré au greffe de la justice de paix de Versailles, le 28 mai 1828.

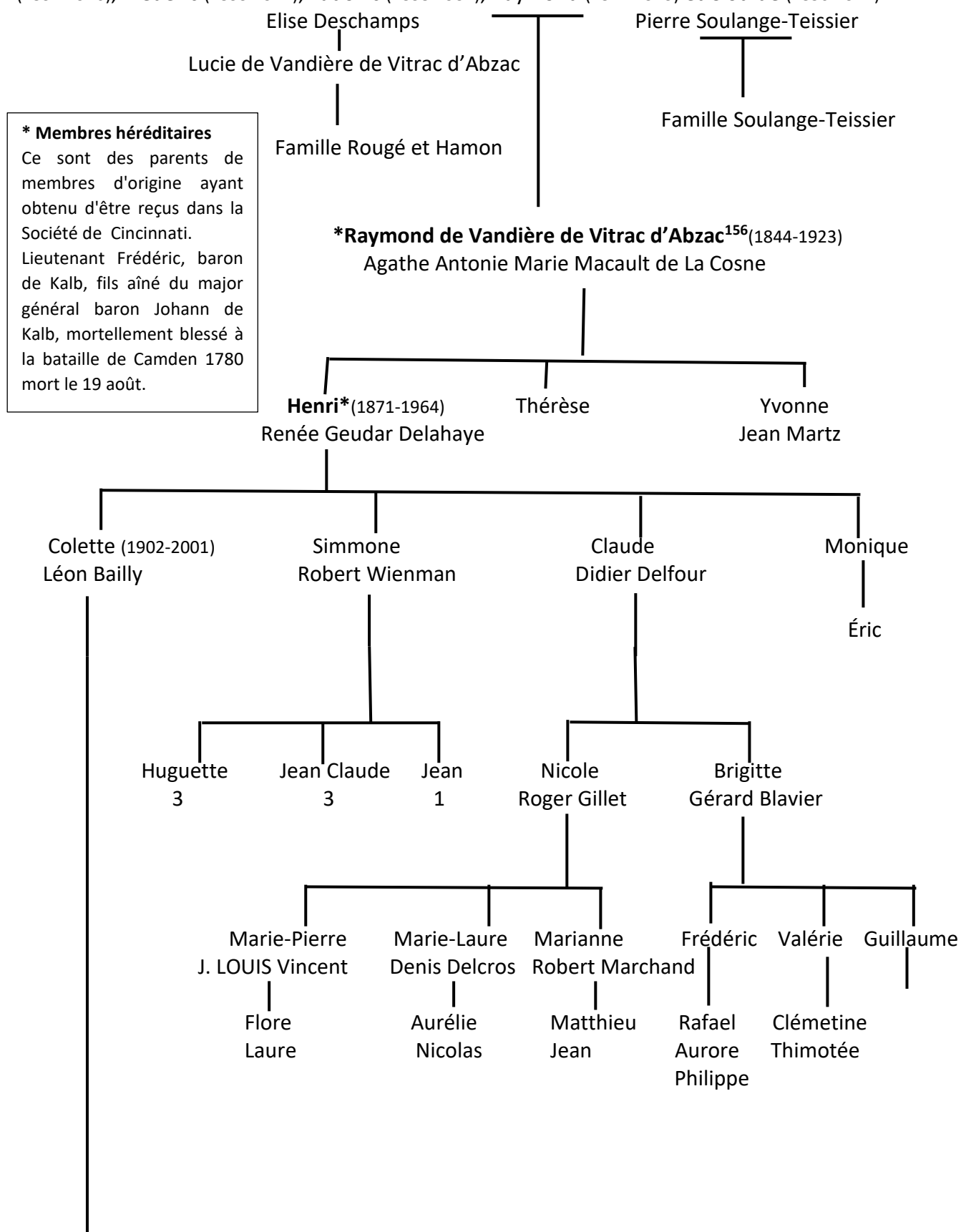
¹⁵⁵ Sa fille Clotilde et son gendre Émile Soulange-Teissier le rachèteront en 1895 et leur fils René le conservera jusqu'en 1947.

Raymond acceptera aussi d'être le tuteur de ses neveux Geymüller. Luc avait épousé Marie-Virginie René. Installés à Paris, rue de la Parchemissaire, ils avaient eu six enfants, nés entre 1830 et 1842. Le malheur les poursuivait : les enfants se trouvèrent orphelins par suite du décès de Marie en 1848, suivi de celui de Luc quelques mois plus tard. Trois d'entre eux étant décédés en bas âge, Raymond a veillé sur les autres. Le reste de l'histoire est classique : devenus majeurs, ils voulurent intenter une action judiciaire contre leur tuteur. Raymond avait consenti à un intermédiaire officieux [John Carroll Brent] des prélèvements à valoir sur l'indemnité que la famille revendiquait auprès du Congrès américain depuis des années. Il avait oublié qu'il traitait non seulement en son nom propre mais aussi pour le compte de ses neveux. Comme l'acte entraînait une aliénation de droits, il aurait dû être soumis à l'autorisation du conseil de famille. Malgré le succès inespéré de l'action et l'obtention de fortes sommes, les trois mineurs se tournèrent vers la Justice. Emue des éventuelles conséquences, Nicette demandera, par prudence, la séparation de biens d'avec son époux, ce qui lui fut accordé le 15 décembre 1865. L'affaire s'arrangea avant que ne fut atteint le stade des plaidoiries.

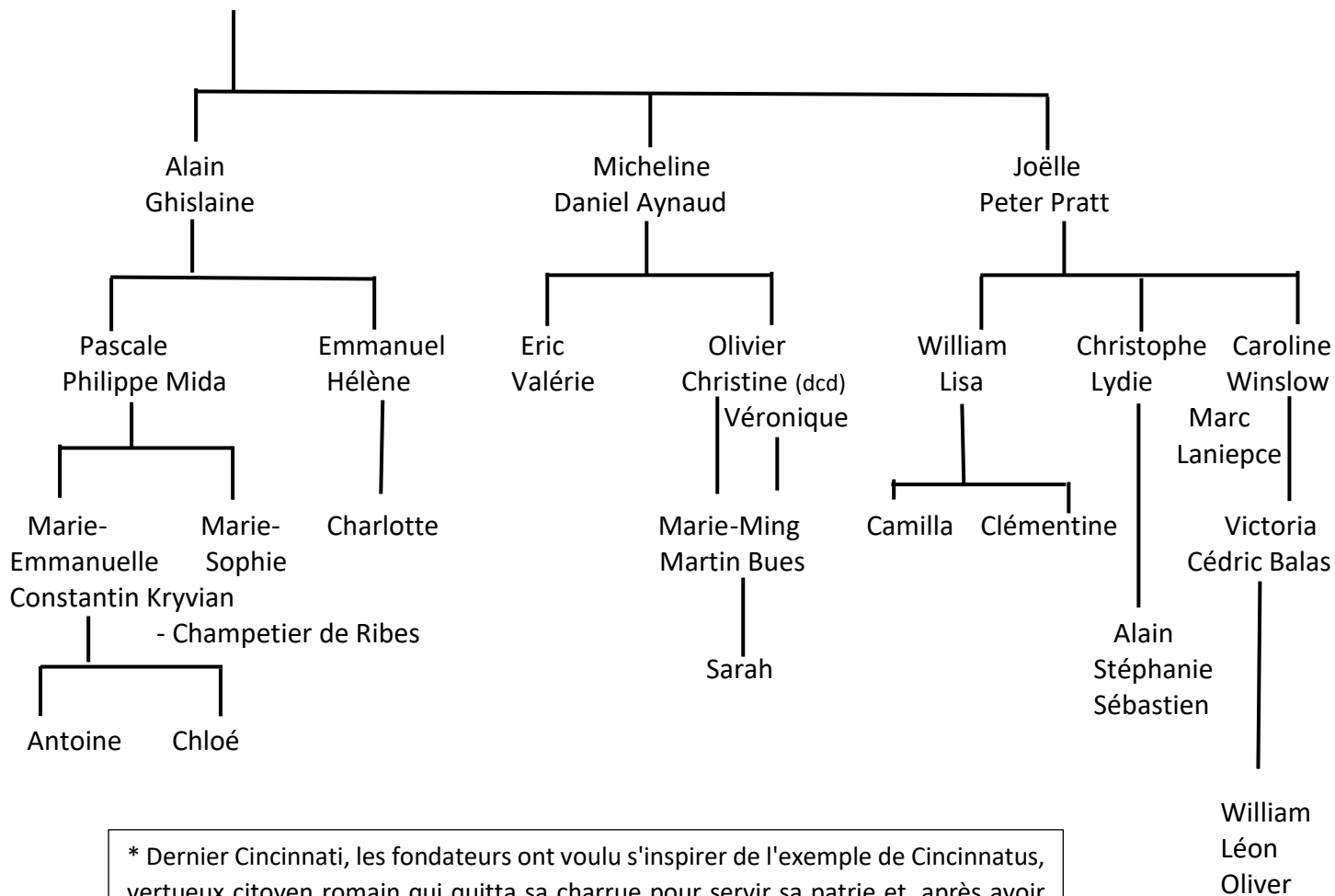
Jean de Kalb avait posé, parmi les conditions de son acceptation de la commission de major général, l'attribution d'une pension à sa veuve s'il venait à décéder au cours de ses campagnes américaines. Or il n'en fut rien. Des négociations avec les autorités américaines avaient débuté en 1817. Cinq ans plus tard une concession de terres dans l'Ohio avait été attribuée à ses héritiers. Mais ils maintinrent leur réclamation car il semble que les terres étaient loin d'être libres. Lorsque l'affaire se dénoua, en 1855, ils eurent droit à un rappel de solde équivalent à sept années de demi-traitement. L'ensemble représentait 66 091 dollars, équivalent à 337 067 francs. Brent perçut 15%. Nachtmann, qui avait participé aux tractations avec ce dernier, reçut 10 223 francs. Il restait 218 717 francs à diviser en deux parts, l'une, pour les Geymüller, l'autre pour les d'Abzac. L'indemnité demeurait importante, exprimée en francs courants elle correspondrait à 3 350 000 francs (≈ 873.000 €).



Nicette (1811-1899) et Raymond d'Abzac* (1800-1881) auront 6 enfants : Edmond (1830-1897), Adolphe (1831-1916), Frédéric (1833-1911), Ludovic (1838-1932), Raymond (1844-1923) et Clotilde (1850-1922).



¹⁵⁶ Ascendance : Annexe 1 p.197



Mme de Vandière de Vitrac,
Comtesse douairière d'Abzac

Annexe 1. Etats de services de Jean de Kalb

Fils de Jean-Léonard Kalb et Marguerite Seiz, cultivateurs, Jean de Kalb est né le 29 juin 1721 à Huettendorf, dans le margraviat de Bayreuth¹⁵⁷. Sa jeunesse demeure inconnue. On sait seulement qu'il quitta ses parents pour aller à Nuremberg apprendre « l'état de cabaretier » et qu'il « s'est engagé quelques années après dans un corps franc au service de la France ». Le descriptif de ces « quelques années » manque au témoignage livré par Jean Vollée le 14 mars 1793¹⁵⁸. Ont-elles été mises à profit pour acquérir les connaissances et le degré de savoir-vivre requis pour être admis sans difficulté dans le cercle des officiers. L'hypothèse a été faite et complétée en invoquant l'intervention d'un protecteur qui lui aurait fait donner cette instruction préalable. Ceci n'est attesté par aucun document.

Kapp et Zucker, évoquant le mystère de sa formation, préférèrent émettre la supposition qu'il entra dans l'armée dès l'âge de 16 ans, comme la pratique en était courante. Il était alors loisible d'évoquer les longs quartiers d'hiver et la possibilité pendant ces périodes d'acquérir une instruction. Les écrits qu'il nous a laissés démentent formellement cette hypothèse : il commença sa carrière militaire à 23 ans, comme enseigne dans le régiment allemand que créa Lowendal lorsqu'il passa au service de la France, en septembre 1743¹⁵⁹.



Portrait Silas Deane

¹⁵⁷ Rattaché à la Prusse en 1790.

¹⁵⁸ A.N., F7/ 4994, pièce n° 966 dossier Élie et Caroline de Kalb, attestation délivrée par le bourgmestre de Nuremberg, le 14 mars 1793, comportant le témoignage de Jean Vollée, oncle de Jean de Kalb, et reprenant les données d'état civil de ce dernier. Cette pièce avait pour objet d'établir l'origine prussienne du général afin que ses enfants puissent revendiquer la qualité d'étranger.

¹⁵⁹ 1. Extrait du registre du Conseil souverain d'Alsace, à Colmar, du 29 avril 1767, relatif à l'enregistrement des lettres de naturalité délivrées à Jean de Kalb, en décembre 1766 : « Après avoir servi Sa Majesté pendant plus de vingt-trois ans, il avait conçu le dessein de finir ses jours en cette province ».

2. Lettre du 26 décembre 1775, à Frédéric Phile, son correspondant et médecin à Philadelphie, sur sa volonté de servir la cause des Insurgents : « Je pourrais avec plaisir consacrer le reste de mes jours au service de votre liberté et employer jusqu'à la dernière limite toutes mes compétences, employer mes trente-deux années d'expérience acquises dans l'art militaire pour votre avantage. »

3. Mémoire de fin août 1777, à l'adresse du Congrès, à la suite du non-respect par ce dernier des engagements conclus avec Silas Deane, commissionnaire dépêché en France en juin 1776 : « [...] on aurait pu mettre dans la balance mes trente-quatre années de services, mes occupations constantes pour les sciences militaires [...]. »

4. Lettre du 31 août 1779, à M. le prince de Montbarrey, ministre de la Guerre : « J'ai l'honneur de servir S.M. comme officier depuis la fin de 1743, de la création du régiment de Lowendal. »

A partir de cette date, de nombreux documents permettent de retracer les principales étapes de sa carrière au service du roi de France et pour la cause de l'indépendance américaine.

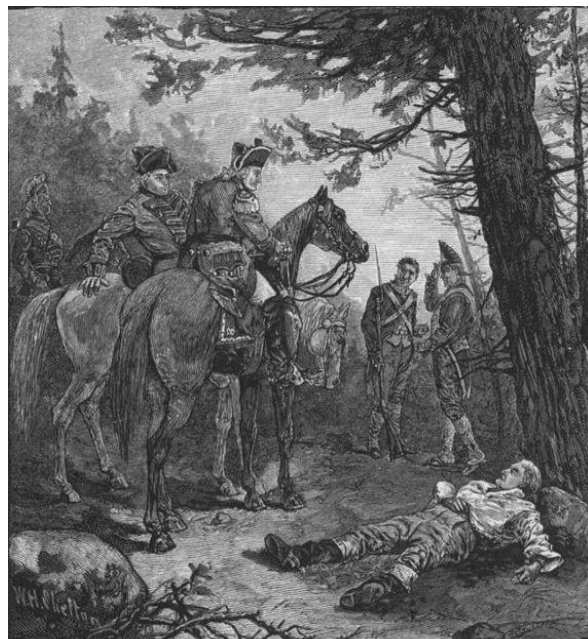
- 01.09.1743 Admis comme enseigne dans le régiment de Lowendal, régiment allemand à la solde de la France, à la création de ce corps. Participe à la guerre de succession d'Autriche (1741-1748). Après les sièges de Menin, Ypres, Furnes, est présent à Fontenoy (11 mai 1745). Prend part au siège de Berg-op-Zoom en septembre 1747.
- 20.12.1747 Nommé capitaine aide-major, après l'achat d'une charge de capitaine dans ce même régiment (18 000 livres). En garnison à Cambrai.
- 10.06.1756 Nommé major, chargé du détail, alors que commence la guerre de Sept ans (1756-1763).
- 18.01.1760 Affecté au régiment d'Anhalt, comme capitaine en pied, à la tête d'une compagnie, à la suite de la dissolution du régiment de Lowendal. Un premier bataillon a renforcé cette unité, l'autre a rejoint La Marck. En garnison à Landau.
- 05.1760 Appelé par le maréchal de Broglie à l'état-major de l'armée du Haut-Rhin, nommé aide-maréchal-général des logis. Travaille en étroite liaison avec le général comte de Broglie.
- 19.05.1761 Nommé lieutenant-colonel. Il est créé peu après chevalier du Mérite militaire pour sa brillante conduite à la bataille de Willemstadt (24 juin 1762).
- 18.02.1762 Placé sous les ordres de Soubise à la suite de la disgrâce et du départ en exil des deux frères Broglie, poursuit dans les mêmes fonctions jusqu'à la paix. (Traité de Paris du 10 février 1763).
- 1763 Rejoint le régiment d'Anhalt où il a conservé sa charge de capitaine.
- 10.04.1764 Mariage avec Emilie van Robais, d'où trois enfants : Frédéric (1765), Caroline (1767), Elie (1769).
- 05.01.1765 Pensionné comme major réformé. S'établit à Paris et à Brouessy, à proximité de Versailles. Fait une offre de service au Portugal en février, appuyé par le maréchal de Broglie et le général Clerk (sans suites).

- 20.04.1767 Proposé pour une mission de reconnaissance du littoral français (de Dunkerque à Calais) dans le cadre d'un plan général, présenté par le comte de Broglie à Choiseul, qui tendait à préparer la revanche contre les Anglais. Reçu par d'Appony, secrétaire de Choiseul puis par ce dernier en personne, ses instructions sont changées : la mission d'observateur consiste à « enquêter sur les moyens d'y faire diversion [en Amérique] en cas de guerre contre l'Angleterre ». Il accepte et ses instructions lui sont délivrées le 2 mai 17
- 06.1767 Visite des côtes de Hollande, entretiens avec les colons, marchands et voyageurs de retour des colonies anglaises d'Amérique. Le 19 août, reçoit l'instruction de Choiseul de passer le plus tôt possible en Amérique. Rejoint l'Angleterre pour s'embarquer le 4 octobre 1767 à destination du nouveau continent, sur le navire marchand *L 'Hercule*. Accoste à Philadelphie le 16 janvier 1768 et risque la mort par suite d'un naufrage en traversant la baie de New-York, le 28 janvier. Poursuit sa mission d'observation jusqu'en mai. Retour en France le 12 juin. Rédaction d'un mémoire remarquable.
- 04.03.1771 Décline l'offre de servir la Confédération polonaise, faute d'assurances précises pour sa promotion de brigadier.
05. 1775 Appelé à Metz pour accomplir à une période de quatre mois, en tant qu'officier supérieur réformé. Le rêve américain reprend corps lors d'un dîner offert en l'honneur du duc de Gloucester par le comte de Broglie, commandant en second des Trois-Evêchés (8 août 1775). Première rencontre avec La Fayette, son beau-frère Louis de Noailles ainsi que le prince de Poix.
- 29.12.1775 Se porte volontaire pour entrer au service de l'armée américaine, par lettre à son ami Frédéric Phile. La missive ne sera lue devant le Congrès que le 13 mars 1777 (sans suites immédiates).
- 06.11.1776 Créé *brigadier pour les îles* (un titre d'attente), obtient un congé de deux ans pour « aller vaquer à vos affaires ». Le lendemain, première rencontre avec le commissionnaire américain Silas Deane. Le 1er décembre, signe avec lui un contrat pour son enrôlement et celui de 14 officiers, dont il sera le chef. Reçoit aussi la promesse écrite de servir comme major général de l'armée des Etats-Unis. Rejoint Le Havre le 10 décembre pour embarquer sur le vaisseau *La Seine*. Le 15 décembre 1776, le départ est interdit sur ordre de la cour.

- 26.03.1777 Participe à l'expédition La Fayette au service des insurgents américains. Quitte la France et le port de Pauillac, près de Bordeaux, à bord de *La Victoire*. Quinze officiers composent la nouvelle équipe : Bedaulx, Brice, Candon, Capitaine, Claquet de Vrigny, Dubois Martin (frère de Guy), Dubuysson, Franval, Gimat, Mauroy, Morel de La Colombe, du Rousseau de Fayolle, Thevet de Lessert, Valfort.
- 29.03 .1777 Fait halte au Passage, avant-port de Saint-Sebastien, pour attendre La Fayette parti s'enquérir sur son sort en raison de la colère de son beau-père et de la menace d'une lettre de cachet. Après son retour, le 16 avril, ils remettent en mer le 20 qui suit, cap sur Charleston.
- 13.06.1777 Débarque sur la côte américaine à North Inlet, à 60 miles du point choisi, qu'il rallie à pied avec une partie de l'équipe. Trois jours après, il arrive à Charleston qu'il quitte le 26 pour gagner Philadelphie, à 300 lieues au nord, où il arrive le 27 juillet 1777. Ils sont reçus comme des chiens dans un jeu de quilles par les représentants du Congrès, Moose et Lovell.
- 08.09.1777 Obtient, au nom du groupe, l'adoption d'une résolution par le Congrès établissant le refus officiel de cette institution de ratifier leur contrat (sauf pour La Fayette qui a fait admettre Gimat et La Colombe), ses remerciements et une offre de défraiement.
- 15.09.1777 Elu major général de l'armée des Etats-Unis par le Congrès. Le 16, il refuse l'offre ; le 19 il accepte sous conditions.
- 11.10.1777 Rejoint l'armée à White-Marsh et reçoit le commandement d'une division. Début décembre, l'armée s'installe à Valley-Forge et y demeurera jusqu'en mai 1778.
- 16.02.1778 Nommé commandant en second, adjoint de La Fayette, pour la campagne du Canada. Le rejoint à Albany le 24. Retour à Valley-Forge un mois plus tard, après annulation de l'ordre d'opération, impossible à exécuter (absence de matériel et des hommes dans un état pitoyable).
- 06.05.1778 Participe à la cérémonie de célébration du traité d'amitié entre la France et les Etats-Unis signé le 6 février 1778. Prête solennellement serment de fidélité, le 12 mai.
- 25.06.1778 Malade à la mort, ne peut participer à la bataille de Monmouth.

- 01.03.1780 Nommé brigadier des armées du roi de France.
- 16.04.1780 Reçoit le commandement d'un corps d'armée pour se porter au sud, au secours de Charleston (tombée le 13 mai) et s'opposer à l'avance anglaise. Arrivée à Petersburg le 23 mai. Un approvisionnement défaillant et des conditions climatiques difficiles. Halte salvatrice à Deep River's le 6 juillet.
- 27.07.1780 Doit se placer sous l'autorité du général Gates nommé par le Congrès, le 13 juin, commandant général de l'armée au Sud.
- 16.08.1780 Mortellement blessé de onze coups de baïonnette dans un violent combat lors de la bataille de Camden opposant ses troupes à celles de lord Cornwallis. Décède trois jours après, le 19 août 1780.

« Je meurs de la mort que j'ai toujours souhaitée, la mort d'un soldat combattant pour les droits de l'homme ».



Stèle dressée sur les lieux où le général de Kalb fut mortellement blessé

Annexe 2. Acte d'accusation de Frédéric de Kalb¹⁶⁰

Antoine Quentin Fouquier-Tinville, accusateur public du Tribunal criminel ordinaire et révolutionnaire, établi à Paris par décret de la Convention nationale du 10 mars 1793, l'an deuxième de la République, sans aucun recours au Tribunal de cassation, en vertu du pouvoir à lui donné par l'article deux d'un autre décret de la Convention du cinq avril suivant, portant que l'accusateur public du dit Tribunal est autorisé à faire arrêter, poursuivre et juger sur la dénonciation des autorités constituées ou des citoyens.

Expose :

- que conformément à l'arrêté du comité de Sûreté générale en date du deux mai 1793, le nommé Frédéric Kalb, prévenu de désertion, émigration et supposition de qualité, a été conduit en la maison d'arrêt dite de l'Abbaye. Vu les pièces pouvant servir à conviction adressées à l'accusateur public auquel elles ont été remises le six du dit mois de mai, qu'il a interrogé par l'un des juges du tribunal le dit jour 6 mai ;

- que de l'examen des pièces, il résulte que le dit Frédéric Kalb, né français, soupçonné prêtre et se disant officier dans le 62^e régiment ci-devant Salm-Salm, a quitté le dit régiment lors en garnison à Strasbourg, le 26 janvier 1792 (sic)¹⁶¹; qu'il en est parti sans congé, sans donner sa démission et sans restituer à la nation une somme de quatre cent cinquante livres qu'il venait de recevoir à titre de gratification et pour subvenir à la dépense nécessitée par l'ouverture de la campagne ; qu'il paraît qu'il s'en est retiré d'abord auprès des ci-devant princes français et a de même pris un passeport du ci-devant Condé;

- que, désirant rentrer en France, sans doute pour y servir les traîtres, il paraît qu'il a passé en Suisse ou du moins qu'il s'est procuré par un moyen quelconque un passeport daté de Basle le 10 décembre 1792, au nom de Frédéric Kalb de Nuremberg, à l'aide de quoi il est rentré en France ci et venu se loger à Paris en hôtel garni où il a pris la fausse qualité de négociant ;

- qu'il a été trouvé et saisi lors de son arrestation un imprimé de passeport en blanc du département de Seine-et-Marne dont il n'a pu rendre un compte satisfaisant ;

- qu'il résulte d'un autre papier trouvé sur le dit Kalb, qu'il s'est fait inscrire à la section du Contrat social le 24 mars 1793, plus de trois mois après son arrivée à Paris, sous la fausse déclaration d'un domicile ordinaire à Bâle en Suisse ;

¹⁶⁰ L'acte est daté du 20 brumaire an II, il figure sous la cote W 295 n° 237 Affaire Kalb, Arch.nat., déjà cité.

¹⁶¹ Erreur, c'est le 27 juillet de la même année.

- qu'enfin dans la perquisition faite chez lui il s'y est trouvé diverses brochures qui ne peuvent qu'accroître les soupçons sur un homme qui, né en France et admis au nombre des défenseurs de la patrie, n'a pas rougi d'abandonner son poste au moment où son service devenait nécessaire, d'emporter la somme que la nation venait de lui avancer pour se mettre en état d'entrer en campagne et de donner pour excuse de la désertion ce désinvolte, qu'il ne pensait pas devoir porter les armes contre l'Allemagne qu'il appelle sa patrie tout en avouant qu'il est né en France et qu'il y a obtenu du service ;

- que les diverses circonstances réunies ne permettent pas de douter que le ci-devant baron de Kalb ne soit un des agents soit des émigrés soit des tyrans coalisés contre la liberté française, rentré en France au mépris de la loi pour servir la France du ci-devant Condé dont il avoue avoir pris un passeport, ou du despote allemand dont il a déclaré se croire l'esclave ; Que tout confirme cette opinion et qu'au milieu des conspirations et des complots qui menacent la République, l'on ne peut examiner trop sévèrement la conduite d'un individu aussi notoirement suspect.

D'après l'exposé ci-dessus, l'accusateur public a dressé la présente accusation contre Frédéric Kalb; suspecté prêtre, s'étant déclaré négociant ensuite officier au service de la France, pour avoir agi en traître, à savoir abandonné sa patrie et déserté son poste au mois janvier 1792, en emportant les deniers qui lui avaient été avancés par la République pour le mettre en état de la servir ; être passé dans le pays ennemi ci-après des ci-devant princes français de l'un desquels il a avoué avoir eu un passeport ; être ensuite rentré en France en déguisant son pays et sa profession, et y être devenu l'un des agents de nos ennemis, ce qui est contraire aux dispositions de l'article quatre de la première section du titre premier de la deuxième partie du code pénal, à celles de la loi du [...] et enfin à celles de l'article six de la sixième section du titre premier, deuxième partie du code pénal.

En conséquence l'accusateur public requiert qu'il lui soit donné acte par le Tribunal assemblé de la présente accusation ; qu'il soit ordonné qu'à sa diligence, ce par une mission du Tribunal porteur de l'ordonnance à intervenir, Frédéric Kalb, actuellement détenu dans la maison d'arrêt dit de l'Abbaye, sera transporté en celle dite la conciergerie du palais et écroué sur le registre de la dite maison, pour y rester comme en maison de justice ; (...) aussi que l'ordonnance à intervenir sera notifiée à la municipalité de Paris et à l'accusé. Fait au cabinet de l'accusateur public le premier jour de la seconde décade du brumaire, l'an deuxième de la République française une et indivisible. »

Annexe 3 Documents relatifs à Caroline et à Elie de Kalb

3.1. Décret du 19 mai 1788, Grand Conseil de Bâle

« Jean-Luc Geymüller, lieutenant au service de la France, marié en légitime mariage depuis environ huit mois avec Marie Anne Caroline Kalb née à Paris, intercède pour l'admission de la susdite à la bourgeoisie de cette ville et dépose en même sens sur le tapis la somme requise : lecture faite du rapport de la commission préposée à l'admission à la bourgeoisie par lequel rapport il appert que toutes les conditions exigées par la loi se sont trouvées dans le meilleur ordre.

Décrète que l'épouse du lieutenant Geymüller née Kalb moyennant la remise faite de la somme requise est reçue dans la bourgeoisie de cette ville.»

3.2. Lettre de La Fayette à Caroline de Kalb, du 30 avril 1800, suivie de son témoignage en faveur d'Elie

Ce document¹⁶² était accompagné d'un court témoignage en faveur d'Elie qui a été versé au dossier, à l'appui de sa demande de radiation. Nous n'avons pas trouvé trace de pièces postérieures, en dépit de la main secourable que tendait La Fayette à la fin de la présente. Cela est bien dommage tant pour le sort d'Elie que pour la beauté de l'histoire. Il est en effet établi qu'il n'hésita pas à solliciter Bonaparte ou ses proches au bénéfice de tiers, victimes d'injustices. Il réussit à faire radier de la liste des proscrits bien des personnes, parents ou amis, qui s'étaient, comme Elie, réfugiés à l'étranger pour sauver leur vie.

« Je vous remercie, Madame, de la confiance dont vous m'honorez et des détail que vous avez bien voulu me donner. C'est avec un vif intérêt que j'ai appris des nouvelles d'une famille à laquelle je me sens lié par mon ancienne amitié pour le général de Kalb. Je serai toujours heureux de rendre à sa mémoire ce que je lui dois.

Vous savez sans doute que M. votre père, après avoir fait avec distinction la guerre de Sept ans, fut envoyé par M. de Choiseul dans les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, pour prendre connaissance de ce pays, qui avait été l'occasion de la rupture entre les Cours de Versailles et de Londres. Il était naturel que la déclaration d'indépendance des Etats-Unis inspirât au général de Kalb le désir d'y retourner. Son départ fut encouragé par

¹⁶² Kapp, op .cit., annexe p.303 et 304, et témoignage de La Fayette dans F 7/ 4994, Arch. nat.

le comte de Broglie, et approuvé secrètement par le gouvernement français. C'est dans ce temps qu'à l'insu du gouvernement, et bientôt après malgré lui, que je fis connaissance avec les envoyés du Congrès. Nous partîmes ensemble de Paris; nous arrivâmes ensemble à Charleston et à Philadelphie, d'où je joignis l'armée. Quelques circonstances retardèrent son entrée au service. Il fut peu de temps après placé avec le premier grade militaire, celui de major général. C'est en cette qualité qu'il commandait un corps d'armée dans la Caroline du Nord, lorsque le général Gates vint prendre le commandement en chef. Il fut battu à Camden par lord Cornwallis. Le général Kalb se montra général habile et soldat intrépide. Sa division soutint la dernière l'effort des ennemis. L'affaire eût pu se rétablir, s'il n'avait été mortellement blessé. Les deux armées rendirent hommage à ses talents et à son courage, qui, même dans un général, mérita d'être remarqué. Son mérite militaire, sa loyauté civique, ses qualités sociales le firent honorer et regretter par les troupes, le peuple, par le général Washington et le Congrès. Les amis personnels furent vivement affligés, et personne plus que moi, madame, qui lui étais attaché par l'affection, la reconnaissance, et une fraternité d'arme, commencée dès mes premiers pas dans cette carrière. Si de nouveaux renseignements, si des attestations d'Amérique, si mes propres témoignages peuvent vous être utiles, donnez-moi vos ordres. Je vous aurai une sensible obligation de m'indiquer comment je pourrai acquitter une dette sacrée de l'amitié, que j'ai vouée à M. votre père.

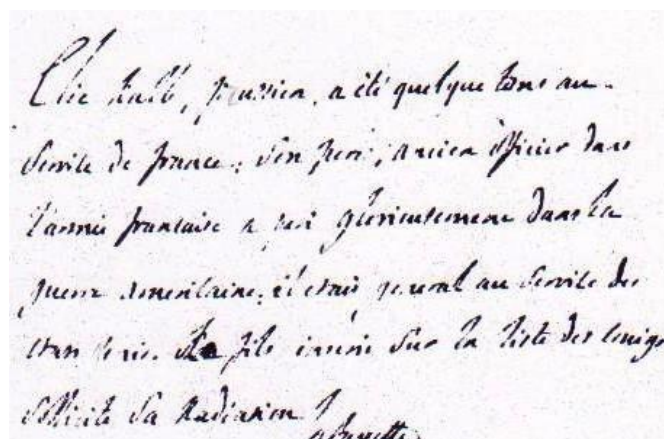
Agréez, je vous prie, l'expression de mon respect et de mes vœux pour votre bonheur. »

Pièce n° 28403 C, témoignage de La Fayette, versé au dossier du réclamant

« Elie Kalb, prussien, a été quelque temps au service de la France : son père, ancien officier de l'armée française, a péri glorieusement dans la guerre américaine, il était général au service des Etats-Unis. Son fils inscrit sur la liste des émigrés sollicite sa radiation. »

Signé *Lafayette*

Lettre écrite de la main de La Fayette



Elie Kalb, prussien, a été quelque temps au service de France : son père, ancien officier de l'armée française, a péri glorieusement dans la guerre américaine, il était général au service des Etats-Unis. Son fils inscrit sur la liste des émigrés sollicite sa radiation. Lafayette.

3.3. Lettre du 16 juillet 1798, du préfet Schmid au citoyen Bignon¹⁶³

« Rien ne m'est plus facile, citoyen, que de vous fournir en réponse à votre lettre du 11 messidor courant tous les renseignements désirables qui vous sont demandés par le ministre de la Police générale de la République française sur la personne de Marie Anne Caroline Kalb femme Geymüller, notre concitoyenne, inscrite sur la liste des émigrés par le département de la Charente-Inférieure, qui a commis en le faisant une erreur des plus manifestes. Quoique les faits sur lesquels le ministre voudrait perdre toute espèce de doute soient de la plus grande notoriété publique, je me suis fait un devoir de recueillir un nombre de pièces, de l'authenticité desquelles, je me suis intimement convaincu, plus que suffisant pour ne lui en laisser aucun [doute].

Le point le plus essentiel, sans doute, sur lequel le ministre désire être bien convaincu que cette femme est véritablement bourgeoise de Bâle, qu'elle y jouit de toute la plénitude de ses droits de citoyenne. Je vous envoie à cet effet, citoyen, la traduction fidèle de l'extrait du protocole de notre ci-devant Grand Conseil, séant le 19 mai 1788, extrait que j'ai légalisé, après m'être convaincu par moi-même de l'exactitude de la date et de la fidélité de la traduction. Quant à la jouissance de la plénitude des droits de citoyenne, elle est essentiellement attachée à l'acquisition de la bourgeoisie, qui a mis l'acquéreur absolument au niveau des plus anciennes bourgeoises. Aussi, sous le régime qui vient de cesser, n'accordait-on jamais, à moins d'un cas très extraordinaire, la bourgeoisie à une étrangère, autrement que sous la condition très expresse d'être la femme d'un bourgeois ou sa fiancée, et quoique c'eût été une bien forte recommandation dans une république d'être la fille du général major Jean Kalb qui, né sous un gouvernement despotique dans le margraviat de Brandebourg-Bayreuth, avait néanmoins fortement contribué à la liberté des Etats-Unis, et venait assez récemment de perdre la vie, en combattant vaillamment pour leur cause, elle n'aurait point obtenu cette bourgeoisie, à l'époque où on la lui a accordée, si elle n'avait pas été l'épouse d'un bourgeois de Bâle.

Quoique la pièce qui constate la date de l'admission de notre concitoyenne Geymüller à la bourgeoisie de Bâle fixe l'époque de son mariage avec Jean-Luc Geymüller, j'ai cru devoir ajouter deux certificats bien authentiques dont l'un daté d'Arras et l'autre remis ici, dans lesquels sept anciens militaires au service de la France, compagnons d'armes de Jean-Luc

¹⁶³ Le premier est préfet national du canton de Bâle, le second, secrétaire de la légation française en Helvétie.

Geymüller et ses concitoyens dont deux sont représentants helvétiques, et pensionnaires de la République française, et d'un honneur et d'une probité à toute épreuve, attestent, avec les circonstances les plus scrupuleuses, avoir assisté le 24 septembre 1787, à la bénédiction du mariage de Jean-Luc Geymüller avec Marie Anne Caroline Kalb, à Arras où leur régiment était en garnison, lequel mariage a été célébré de la manière la plus solennelle, selon le rite protestant, de sorte que ces deux actes prouvent bien formellement l'époque précise de ce mariage. Quant au troisième point sur lequel le ministre désire encore être complètement édifié, c'est la résidence habituelle de notre concitoyenne Geymüller, née Klalb, dans le canton de Bâle depuis le 20 février 1788 jusqu' au 13 septembre 1797. Quoique la chose soit de notoriété publique, j'ai fait prendre, pour ne rien laisser à désirer là-dessus au citoyen ministre, par le greffier de la justice et notaire public, une déclaration juridique des quatre possesseurs des quatre maisons que nos concitoyens et concitoyennes Geymüller ont successivement occupées entre ces deux époques désignées par le ministre ; comme quoi ils les ont successivement prises d'eux à bail, et que la citoyenne Geymüller ne s'est point absentée de Bâle dans tout le temps qu'ont duré ses quatre différents baux et que son mari les a habitées avec elle, hors le temps où, avant son licenciement en 1792, il était obligé de passer à son régiment. Cet acte contient en outre le témoignage de quelques citoyens qui les fréquentaient habituellement pendant tout l'intervalle des deux époques désignées, ce que les sept anciens militaires ci-dessus désignés attestent pareillement.

Quant à la transmission par la réclamante de l'extrait nécessaire pour prouver le lieu de naissance, ils ne peuvent être donnés ici, et sera mis sous les yeux du ministre à Paris ; et quant à la preuve de l'époque précise de son mariage, il ne saurait en être fourni de plus authentique que les certificats des sept militaires mentionnés ci-dessus ; et comme il lui est aussi important de prouver que notre concitoyen Jean-Luc Geymüller est véritablement suisse d'origine, et qu'il n'a pas perdu cette qualité en exerçant en France les droits de citoyen depuis la Révolution, je joins ici mon attestation comme quoi il est ancien bourgeois de Bâle et n'a jamais exercé les droits de citoyen en France ni avant ni depuis la Révolution .

Il vous a été remis en outre, citoyen, par un proche parent du citoyen Geymüller, le brevet et de pension accordé à ce dernier par la République française, dont vous avez bien voulu vous engager d'envoyer vous-même un extrait au ministre en y faisant mention des notes de paiement à compter que le payeur de la République française en Suisse lui en a fait, et qui prouvent qu'il s'est exactement conformé à la loi sur les pensions.

Je pense, citoyen, que toutes ces preuves sont plus que suffisantes pour éclairer la religion du ministre sur le très grand tort qu'a eu le département de la Charente-Inférieure de mettre sur la liste des émigrés une bourgeoise de Bâle, y vivant avec son mari, ancien bourgeois de ladite ville et pensionnaire de la République française, au milieu de leurs enfants ; je ne doute pas que le ministre, ainsi que le Directoire, ne permettront pas que ces torts pèsent plus longtemps sur une citoyenne d'une République depuis si longtemps alliée de la France, et qui vient encore de s'allier à la grande nation par des liens plus étroits et plus intimes que jamais. Je dois encore ajouter que cette citoyenne et son mari jouissent de l'estime de tous ceux qui les connaissent, et que le désir général de ses concitoyens est que prompte justice lui soit rendue. »

3.4. Réclamation au nom d'Elie de Kalb

Sont repris ci-après de larges extraits du document adressée au Directoire exécutif de la République française, par Roland, homme de loi et fondé de pouvoir d'Elie de Kalb, à la suite de l'arrêté du 27 avril 1798 portant maintien de ce dernier sur la liste des émigrés. Ce document est une plaidoirie qui a pour unique but d'obtenir qu'il soit rétabli dans ses biens et droit. La vérité historique est de ce fait reléguée au second rang. En effet, Jean de Kalb revendiquait haut et fort la citoyenneté française. Le 2 juillet 1779, il exprimait à son épouse son souhait d'être détaché comme officier français auprès du Congrès pour rendre compte des opérations et écrivait : « Si on objecte que je suis officier américain, continue à dire que je suis officier français avant tout, sujet du roi ; que mes possessions et ma famille sont en France. Si on remarque que je suis allemand, recommande d'observer que je suis depuis longtemps un vrai français¹⁶⁴. »

« Elie Kalb, ex-sous-lieutenant au régiment ci-devant Royal des Deux-Ponts à la solde de la France et retiré à Bâle en Suisse, réclame contre votre arrêté du 7 floréal dernier qui le maintien sur la liste des émigrés français où, par erreur, il a été compris.

Les moyens sur lesquels repose sa réclamation sont consacrés par les principes immuables de la Justice et des Lois qui protègent l'homme de tous les Etats et de tous les pays. L'arrêté du 7 floréal dernier range Elie Kalb dans une classe d'hommes proscrits dont il est

¹⁶⁴ Rappelons qu'il avait reçu en décembre 1766 des lettres de naturalité, enregistrées le 24 avril 1767 auprès du Conseil souverain d'Alsace à Colmar, cf. A.N., T/278.

séparé par d'immenses distances. Elie Kalb est-il Français ou est-il étranger ? Voilà les deux questions posées qu'il faut résoudre d'une manière claire et positive.

Avant d'entrer dans cette intéressante discussion, établissons d'abord son origine. Jean Kalb, père d'Elie, est né le 29 juin 1721 à Huettendorf près de Nuremberg, village sous à la domination prussienne. Sa qualité de Prussien le fit admettre au service dans un régiment allemand à la solde de la France, où il épousa Anne Elisabeth van Robais, de la famille de ce nom qui, depuis plus de deux siècles, réside en France, ayant toujours conservé et conservant encore le titre d'étranger. Il est issu de leur mariage Frédéric, Elie et Anne Caroline Kalb.

Jean Kalb leur père, après une longue suite de services comme étranger à la solde de la France, est mort à l'Amérique septentrionale, avec le titre de brigadier des armées, récompense méritée de ses bons services. Sa résidence en France, la naissance de ses enfants sur le sol français, les acquisitions qu'il a pu y faire, un titre honorable qu'on a pu lui donner, rien de tout cela n'a pu lui conférer, ni à ses enfants, le titre de Français, comme on va le démontrer.

Sans une renonciation expresse et volontaire, l'homme ne change point d'état politique, il appartient ainsi que sa postérité, à son pays, à sa patrie. Loin sans doute d'avoir fait cette renonciation, ce chef de famille a pris au contraire les mesures les plus prononcées et les plus impératives pour conserver en France son état politique d'étranger :

1° en épousant une étrangère,

2° en faisant constater la naissance de ses enfants non pas à l'état civil de la France, mais chez l'ambassadeur de la Hollande.

Ces différents actes civils reçus par un ministre de puissance étrangère démontrent le vœu formel de conserver expressément et irrévocablement la qualité d'étrangers, que ni lui, ni ses enfants n'auraient pu perdre dans le métier des armes qu'ils ont professé à la solde France jusqu'en 1792. Jamais Kalb père ni sa famille n'ont acquis d'état civil en France, conséquemment et jamais ils n'ont pu perdre leur titre naturel d'étrangers. Ce fait est tellement vrai que lui et ses enfants qui ont constamment servi dans les régiments étrangers à la solde de la France en auraient été exclus du moment qu'ils auraient cessé d'être étrangers puisqu'aucun Français ne pouvait y être admis.

Elie Kalb, son fils, n'a jamais servi en France sous d'autres corps que dans le ci-devant Royal Deux-Ponts, où par ce fait il exerçait son droit d'étranger. En 1792, il s'est retiré du service parce que les circonstances l'y ont même forcé. Comme étranger, et surtout comme

Prussien, son service fût devenu alors suspect puisque la France était en guerre avec la Prusse, dont il faisait et fait encore partie du corps social. Dans cette alternative, que devait faire Elie Kalb ? Comme étranger, il était libre de disposer de lui-même. Devait-il, pouvait-il, rester en France ? Non, les mesures de sûreté générale s'y opposaient ; on l'eût condamné à s'en éloigner. Que fait-il alors ? Il se retire en Suisse, puissance amie de la République française, où il est constamment resté sans vouloir prendre aucun service aux armées, quoiqu'il fût libre de le faire pour la Prusse, sa patrie.

Elie Kalb, comme étranger, a fait tout ce qu'il a dû faire en se retirant en Suisse puisqu'il ne pouvait plus rester en France que comme suspect. Loin d'être Français, loin d'être émigré, il a toujours considéré l'émigration comme une lâcheté qui a couvert opprobre ceux qui s'en sont rendus coupables.

C'est donc par erreur involontaire sans doute que l'arrêté du Directoire du 7 floréal dernier l'a déclaré émigré. Eh ! si le Directoire a commis cette erreur à défaut d'instruction précise de l'affaire, les principes de sagesse et d'équité qui le guident sans cesse concourront à lui faire rapporter un arrêté également funeste à la moralité et à l'état politique d'un étranger.

Cet arrêté a pour considérant : « Que fils d'un père, étranger il est vrai par sa naissance, mais français par les emplois militaires qu'il a exercés en France au service de laquelle il est mort avec le titre de lieutenant général.¹⁶⁵ Le réclamant y a occupé lui-même des emplois militaires que, né français, il est soumis aux lois sur l'émigration. »

Oui sans doute, tout Français est soumis aux lois de son pays. Mais dans l'espèce et comme on vient de le démontrer, Elie Kalb n'est pas français. Lui, son père, ni personne de sa famille, n'ayant jamais pu l'être que par une volonté librement exprimée. Il s'en suit que nul d'entre eux n'est soumis aux lois de la France.

Le titre de brigadier des armées donné à son père lorsqu'il était en Amérique où il est mort, ne lui fait pas perdre, ne le prive pas de sa qualité d'étranger. Un titre honorifique se conférait par une puissance quelconque à un étranger qui s'en était rendu digne. Souvent et fréquemment on a vu des Français en recevoir de puissances étrangères sans cesser d'être français, comme aussi des étrangers en recevoir de la France sans cesser d'être étrangers. S'il

¹⁶⁵ Note de l'auteur de la réclamation : « Le citoyen Necker a toujours résidé en France, il a occupé le premier plan d la France, cependant il a été rayé comme étranger parce qu'il n'avait jamais renoncé à ce titre et il existe une infinité d'exemples semblables. »

en eût été autrement, on se demande quel est l'homme qui eût voulu abjurer sa patrie pour un misérable titre honorifique qui l'eût dégradé à ses propres yeux et à ceux de ses concitoyens.

Quand un étranger vient résider en France pour y exercer un état public politique, en un mot une fonction pour étranger salarié, qu'il s'y marie, qu'il y donne le jour à des enfants, acquiert-il par là le titre de citoyen français ? Non, il conserve toujours celui d'étranger qu'il y a apporté. Le Directoire lui-même a consacré ce principe dans une infinité de cas semblables, à l'appui desquels la nouvelle législation française s'était déjà prononcée lors du licenciement des régiments suisses à la solde de la France qui ont été pensionnés en se retirant dans leur patrie, dont la plupart étaient nés en France de père suisse, qui y jouissaient de titres honorifiques et y avaient acquis des possessions patrimoniales. Ceux-là sont-ils des émigrés ? Non, parce qu'ils ne sont pas français¹⁶⁶. Elie Kalb, prussien et étranger, quoique né en France, n'est pas plus français que les Suisses qui ont été licenciés et qui se sont retirés en Suisse. Il se trouve même dans une position bien plus favorable en se reportant à son acte de naissance reçu par un ministre étranger et à tous les actes conservatoires qui ont assuré sa famille le titre d'étranger.

En effet, la famille Kalb n'a jamais cessé d'exercer en France des emplois comme étrangers salariés ; celui qu'Elie y exerçait encore en 1792 le démontre évidemment, puisque sans cette qualité d'étranger, il n'aurait pu servir comme officier dans le ci-devant régiment des Deux-Ponts ; c'est donc précisément son service dans ce corps d'allemands qui corrobore son titre. [...]. »

¹⁶⁶ Seconde note de l'auteur de la réclamation : « Théophile van Robais établi en France, y ayant ses possessions, retiré en Hollande sa patrie depuis la Révolution, oncle d'Elie Kalb par sa mère, a été rayé de la liste des émigrés depuis 4 mois. » En fait Elie se réfère à une décision provisoire, Théophile ne fut radié définitivement que début que le 9 septembre 1799. Il était décédé le 21 avril 1799 à Middelburg.

Annexe 4. Zucker et la recherche des lettres du général de Kalb

Le 8 août 1961, A.E. Zucker a adressé à René Soulange-Teissier un compte rendu très détaillé des recherches auxquelles il dut se livrer pour pouvoir consulter les lettres du général de Kalb à son épouse. La connaissance de leur contenu était pour lui un préalable nécessaire entreprendre la rédaction de sa biographie. Il était loin de se douter des intéressantes complications qui allaient s'ensuivre.

Il s'orienta tout d'abord vers les bibliothèques historiques des Etats-Unis. Il espérait que Kapp avait déposé auprès de l'une d'elles les nombreux documents qu'il avait rassemblés. Historien reconnu, il ne pouvait ignorer que ses sources formaient pour ses pairs un pairs un patrimoine de grande valeur qu'il devait avoir mis à l'abri pour préserver l'avenir. Il écrivit donc à de nombreux conservateurs. Il obtint en retour certaines réponses intéressantes. Il en fit part comme suit.

« La Bibliothèque publique de New-York effectua très gentiment une recherche qui produisit une demi-douzaine de documents intéressants. La Société historique de Pennsylvanie est riche en matériaux, copies de la correspondance de de Kalb avec les grands hommes d'Etat français de son temps, Choiseul et Broglie, comportant 183 lettres. Harvard a quelques lettres très intéressantes, dont une que de Kalb écrivit en français au baron von Steuben. La Société historique du Maryland possède le livre d'ordres du général Gist qui servit sous de Kalb dans la campagne du sud, ainsi que d'autres documents de valeur. La Bibliothèque maçonnique de New-York détient un compte rendu des cérémonies dirigées par les maçons au monument de Kalb à Camden en 1825 quand La Fayette posa la première pierre. Aux Archives nationales à Washington fournirent une lettre écrite par de Kalb au docteur Phyle, un physicien allemand à Philadelphie, dans laquelle il dit à son ami combien il était désireux de combattre pour la liberté des 13 colonies. Cette lettre a été lue au Congrès continental par Robert Moriss et a sans aucun doute conduit le Congrès à changer sa décision première refusant à de Kalb le titre de major général.¹⁶⁷ La Bibliothèque du Congrès possède quelques lettres prises par Cornwallis lors de sa victoire à Camden, qui lui sont venues d'Angleterre. »

¹⁶⁷ La lecture de cette lettre datée du 26 décembre 1775 eut lieu le 13 mars 1777, soit bien avant les faits en cause. L'assemblée décida de remercier son auteur mais de ne pas donner suite, « du moins pas à présent ».

« Mais où étaient les 92 lettres que de Kalb écrivit à sa femme, qu'il s'agisse soit des originaux, soit des copies ? Après beaucoup de correspondances avec de nombreux bibliothécaires, j'en vins à la conclusion qu'elles n'étaient pas, de façon presque certaine, aux Etats-Unis. »

Entre-temps, Zucker avait pu joindre Edith Lenel, petite-fille de Kapp. Comme ce dernier était rentré définitivement en Allemagne en 1870, il était possible qu'il ait emmené ses précieux documents. Elle lui répondit qu'elle ne savait rien d'un éventuel dépôt, ajoutant ce détail peut-être important que la bibliothèque allemande de l'historien ait été détruite. Il ne lui restait plus qu'à se rendre à Paris, ce qu'il fit en juillet 1961. Sur place, il trouve une première piste en lisant Doniol et le renvoi relatif à l'autorisation d'utiliser les lettres. Mais, comme il n'y avait pas d'adresse et que le nom de Soulange-Teissier était inconnu de la Société des Cincinnati, il ne put aboutir. Il restait juste sur sa liste une visite à Milon-la-Chapelle, « seulement pour la couleur locale. »

L'auteur poursuit : « Par un matin ensoleillé, un ami me conduisit à travers un beau pays ondulé au-delà de Versailles et nous trouvâmes le château sans difficulté. S'élevant à 100 pieds en arrière de la route étroite, c'est un immeuble bien proportionné de trois étages, entouré de magnifiques arbres élevés. »

« Une servante ouvrit la grille et nous conduisit à l'intérieur. La maîtresse de maison écouta notre histoire et nous dit qu'elle était seulement une locataire. M. d'Abzac, veuf et âgé de plus de 80 ans, vivait maintenant avec sa sœur dans une plus petite maison des environs.¹⁶⁸ Par téléphone, elle arrangea notre visite à ce gentleman d'ici une heure. Elle nous montra le château, nous parla du cimetière avec le caveau de famille et gentiment nous donna quelques détails intéressants. Lorsque je mentionne mon « sésame ouvre-toi » de Soulange-Teissier, dans un style d'affaires, elle téléphone de nouveau, et me donna une adresse, 105 boulevard de la Reine à Versailles. Nous rendîmes visite aux d'Abzac et visitâmes le cimetière. Nous déjeunâmes à Versailles et enfin j'ai sonné à la porte du si longtemps recherché M. Soulange-Teissier. »

« J'arrivais à un moment bien choisi, alors que le mari, la femme et leur fils de trente ans (sic) prenaient leur café. Je fus invité à me joindre à eux avant même qu'ils sachent qui j'étais et ce que je voulais. Nous parlâmes longuement du général de Kalb. J'appris que c'était

¹⁶⁸ Thérèse de Vandière de Vitrac d'Abzac (1876-1975), Henry de Vandière de Vitrac d'Abzac (1873-1964) membre de l'ordre des Cincinnati

le père de mon hôte qui avait autorisé Doniol à citer les lettres dans son ouvrage. Finalement je demandais à être autorisé à les voir. M. Soulange-Teissier qui a 83 ans et a servi dans le service consulaire français, en Extrême-Orient tout de suite après le soulèvement boxer en 1902 jusqu'en 1936, déclara que, puisqu'il avait refusé une requête similaire peu de temps avant, il devait me faire la même réponse. »

« Nous parlâmes encore un peu du général et ensuite de l'Extrême-Orient où lui et moi avions eu tant de fascinantes expériences. Graduellement, je paraissais presque être devenu un membre de la famille. Tout à coup, me frappant sur le genou, il s'écria : *Je vais vous faire une proposition ; je demanderai à mon cousin d'Abzac s'il n'a pas d'objections à ce que vous voyiez les lettres.* C'est de cette façon qu'il arriva que j'aie passé quatre mielleuses après-midi dans le salon de ce vieux gentleman à choisir les lettres qui furent photocopiées pour mon usage et pour écrire l'histoire de Johan Kalb qui devint le général Jean de Kalb. »

Ces thèmes ont été largement repris par Zucker dans la préface de son ouvrage et il conclut ainsi sur le sujet : « La découverte de la onzième heure rendit possible un compte véritable et précis du séjour du général de Kalb en Amérique, ce dont je reste profondément reconnaissant. »

Congé accordé à Jean de Kalb le
4 septembre 1776 par le comte
de Saint-Germain, ministre de la
Guerre (1775-1777)

Fontainebleau le 4. 9. 1776.

*Le Roy trouve bon, Monsieur que
vous vous absentiez du Royaume
pendant deux ans pour aller vaquer
à vos affaires.*

*Je suis très parfaitement, Monsieur
votre très humble et très obéissant
Serviteur.*

Saint Germain

Sources et bibliographies

1. Sources manuscrites

- ❑ Archives familiales : fonds Kalb, comportant notamment les lettres de Jean de Kalb à son épouse, numérotées par ses soins de 1 à 92 (26 lettres manquantes), un manuscrit sans titre de J. Nachtmann et la correspondance entre A.E. Zucker et R. Soulange-Teissier (1961-1970).
- ❑ Archives nationales (A.N.) :
 - K 1364, papiers de Broglie, plusieurs lettres de Jean de Kalb au comte de Broglie.
 - T 268, papiers Kalb issus du séquestre révolutionnaire pratiqué chez Viée et Georget concernant l'ensemble des membres de la famille du général de Kalb (actes notariés, comptes, lettres de Frédéric, Élie, Caroline et son époux).
 - W 295 n° 237 affaire Kalb (Frédéric de), et W 524.
 - F 7/4994. Kalb (Élie et Caroline de, épouse de Jean-Luc Geymüller)
 - F 7/ 5793, Van Robais (Théophile).
 - Minutier central des notaires parisiens (MC) : principaux actes cités en notes, études Patu, Chavet.
- ❑ Archives de Paris : D 4U 1 265, états de services d'Élie de Kalb, par lui-même.
- ❑ Bibliothèque municipale d'Abbeville :

Manuscrit (MS) Lefebvre du Grosriez n°649, généalogie van Robais dressée en 1799

2. Sources imprimées, bibliographie

A propos du général de Kalb

- Bancroft (Georges), *History of the United States*, New-York, 1887.
- Bodinier (Gilbert), *Dictionnaire des officiers de l'armée royale qui ont combattu aux États-Unis pendant la guerre d'Indépendance 1776-1783*.
- Colleville (Ludovic, comte de), *Les missions secrètes du général major baron de Kalb*, Paris, 1885.
- Contenson (Ludovic, baron de), *La société des Cincinnati de France et la guerre d'Amérique, 1778- 1783*, Paris 1934.

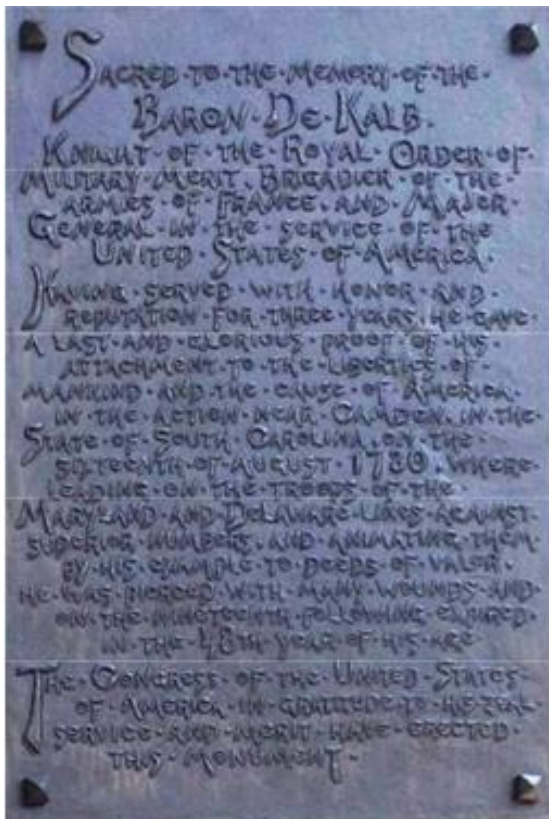
- Doniol (Henri), *La participation de la France à l'établissement des Etats-Unis d'Amérique, correspondance diplomatique et documents*, Paris, 1886-1899.
- Kapp (Frédéric), *Life of American Général Johan Kalb*, Stuttgart, 1862.
- Kapp (Frédéric), *The lift of John Kalb, Major- Général in the Revolutionary Army*, New-York, 1884.
- Lasseray (Commandant André), *Les Français sous les 13 étoiles (1775-1783)*, Paris 1935.
- Larquié (Bernard de), *La Fayette usurpateur du vaisseau « La Victoire »* Paris, 1984.
- Larquié (Bernard de), *Dictionnaire de Broglie et du vaisseau « La Victoire »*. Paris, 1986.
- Lerville (Edmond, commandant), *Un général français peu connu, le baron de Kalb (1721-1780)*, Revue historique des armées 1986 n°1, p. 78-87.
- Maurois (André), *Adrienne ou la vie de M^{ME} de La Fayette*, Paris, 1960.
- Manceron (Claude), *Les hommes de la liberté*, tome 2, Le vent d'Amérique, Paris, 1974.
- Nachtmann (Jean), *Un chapitre de la vie de de Kalb*, Paris, 1859.
- Perrault (Gilles), *Le Secret du Roi*, tome III, La Revanche américaine.
- Rietstop (J.B.), *Armorial général*, Bouda, 2 vol.. 1884.
- Zucker (A.E.), *Général de Kalb, La Fayette 's mentor*, Genève, Assen, 1966.

3. Divers

- Abzac (Arnaud d'), *Généalogie de la Maison d 'Abzac*, 1995¹⁶⁹, *Almanachs royaux de 1739 à 1760 et 1786*, Paris.
- Diesbach (Ghislain de), *Histoire de l'émigration (1789-1814)*, Paris, 1975 et 1998.
- Durand (Yves), *Les fermiers généraux au XVIIIe siècle*, Paris, 1996.
- Ernewein (Marie-Lise), *Les demoiselles de Berckheim et leur temps*, Paris, 2001.
- Gardiner (Asa Bird), *The order of the Cincinnati in France*, Rhode Island, 1905.
- Grenier (Louis), *Château de Bagatelle, Abbeville, France*, Abbeville, 1994.
- Haag (Eugène et Émile), *La France protestante ou Vie des protestants qui se sont fait un nom dans l'histoire*, Paris, réédition de 1859, 10 vol.
- Haudrère (Philippe), *La Compagnie française des Indes au XVIIIe siècle*, Paris, 1989.
- Hillairet (Jacques), *Dictionnaire historique des rues de Paris*, Paris, 1963.

¹⁶⁹ D'après la version imprimée en 1828 par le chevalier de Courcelles, continuée jusqu'en 1916 avec l'assistance du baron de Vandière de Vitrac, reprise jusqu'en 1995 par Arnaud d'Abzac.

- Lenotre (Georges), *Le Tribunal révolutionnaire (1793-1795)*, Paris, 1947.
- Lüthy (Herbert), *La banque protestante en France de la révocation de l'édit de Nantes à la Révolution*. Paris, 1959, réimprimé en 1970 et 1998.
- Revue d'Alsace, 1859, L'école militaire de Pfeffel.
- Wallon (Henri), *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris*, 2 vol., Paris, 1880.



Chambre d'Etat du Maryland, Annapolis (1886)

" A la pieuse mémoire du baron de Kalb, Chevalier de l'Ordre Royal du Mérite militaire, le brigadier des armées de France et major-général au service de l'organisation des Etats-Unis d'Amérique.

Après avoir servi avec honneur durant trois ans, il a donné une preuve dernière et glorieuse de son attachement aux libertés de l'homme et de la cause de l'Amérique par l'action près de Camden dans l'état de Caroline du sud le 16 août 1780 tout en menant les troupes du Maryland et du Delaware contre des lignes supérieures en nombre et en les animant par son exemple à des actes de bravoure.

Il a été transpercé et reçu de nombreuses blessures et a expiré, des suites de celles-ci, dans sa 48ème année.

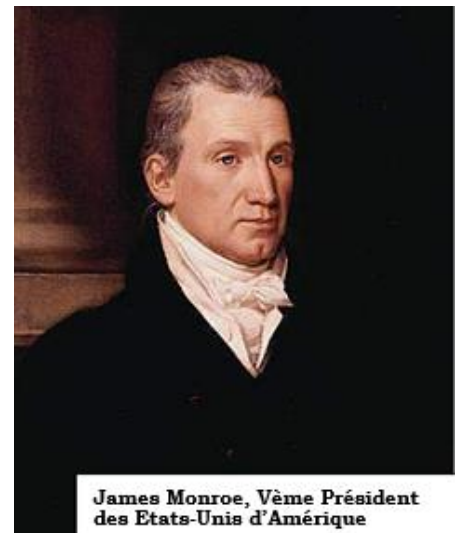
Le Congrès des Etats-Unis d'Amérique en reconnaissance de son zèle et de son mérite à son service a érigé ce monument »

X.ST-V.1.4-09.99

C'est aussi, en reconnaissance des services rendus à la Patrie, que le Congrès, sous la signature du Président Monroe, attribuera en 1822 à titre posthume au Baron de Kalb, des terres dans le Nouveau Monde :

« A tous ceux qui recevront la présente, Salut :

Sachez que conformément à l'Acte du Congrès passé le 1er juin 1796, autorisant un acte qui régit la distribution des terres destinées aux ayant-droits pour services Militaire, et pour la Société des Frères Unis pour la propagation de la foi chez les païens et les autres actes qui s'y rattachent passés le 2 mars 1799, le 11 février et le 1er mars 1800 et le 3 mars 1803 :

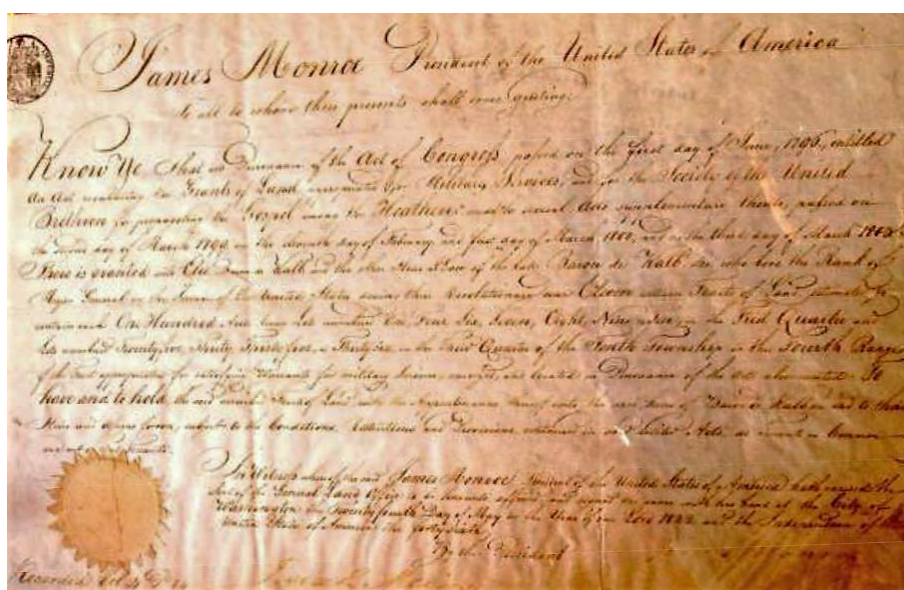


Il est accordé au Baron de Kalb et aux autres héritiers légaux du Baron de Kalb, décédé, qui eut rang de Major Général au service des Etats-Unis pendant la guerre de la Révolution : onze étendues de terre estimées contenir chacune cent acres, soit les lots numérotés un, quatre, six, huit, neuf, dix, dans le premier quart et des lots numérotés vingt-cinq, trente, trente-cinq et trente- six, dans le quatrième Township quatrième rang, réquisitionnés pour garantir les mandats pour services militaires, expertisés et situés conformément aux instructions des actes ci-haut mentionnés :

- *de recevoir et de conserver les étendues de terre décrites et leurs dépendances jusqu'à ce que les héritiers du Baron de Kalb, décédés, et leurs héritiers et légataires universels, sujets aux conditions, restrictions et provisions contenues dans les dits actes, en tant que locataires en commun et non comme colocataires.*

En foi de quoi, le sus dit James Monroe, Président des Etats-Unis d'Amérique, a obtenu que le sceau de l'office général des terres soit apposé et signé de la même main en la ville de Washington, le 24 mai en l'année du Seigneur 1822 et en la quarante-sixième de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique ».

A



**Par le Président,
James Monroe**



MAISON d'ABZAC DE LA DOUZE

ABZAC (D'), famille originaire du Périgord, où se trouve une forteresse de son nom. M. d'Hozier en parle comme d'une famille qui, indépendamment de ses services et de ses alliances, est, par son ancienneté, reconnue unanimement pour une des premières maisons de la Provence, qui a été son berceau. Il est probable qu'elle a pris son nom d'un château situé à 3 lieues de Périgueux, connu aujourd'hui sous le nom d'Ajac ou d'Ajat, mais qu'on écrivait anciennement Abzac (de Abzac). L'orthographe de ce nom varie singulièrement dans les anciens titres on le trouve écrit tantôt d'Apzac où d'Abzac, quelquefois d'Azac, d'Azat, d'Absac, etc.

L'existence de cette maison est connue depuis le milieu du douzième siècle, et sa filiation est prouvée depuis l'an 1287.

Etienne, Gérard et Hélie d'Abzac firent des donations à l'abbaye de Cadoin, en 1158.

Bertrand d'Abzac, chevalier, fut témoin d'une donation faite en 1174 par Guy de Peirals à l'abbaye d'Uzerche.

Un mémoire sans date, mais de l'écriture d'environ l'an 1260 à 1280, contient une espèce de dénombrement où sont mentionnés en Bertrand d'Apzac, en Bos d'Apzac, et W. d'Apzac. Il y est dit que le même Bertrand d'Abzac avait un fief en la paroisse de Limeyrac.

La filiation est suivie depuis.

Hugues I D'ABZAC, coseigneur du château et châellenie de Clarens, damoiseau, est nommé parmi les coseigneurs de cette châellenie dans la transaction qu'ils passèrent le samedi après la fête de Saint-Vincent 1287, avec les commissaires d'Edouard Ier, roi d'Angleterre, au sujet du droit de leude du château de Clarens. Cette transaction fut confirmée par lettres de ce prince, datées de Bordeaux le 24 janvier de la même année, et par autres lettres du roi Charles-le-Bel, données à Château-Thierry au mois d'octobre 1326. Il assista, avec la qualité de damoiseau, au contrat de mariage de Guillaume d'Auberoche avec Bertrande de La Cropte, du 13 des calendes de novembre 1299. Il est nommé Hugues d'Apzac et qualifié donzel, seigneur en partie de Clarens, dans une reconnaissance de 3 sols de rente, qui lui fut donnée par Bernard Gasset, habitant de la Monzie, le mercredi après la fête de la Purification de la Vierge 1314. Il ne vivait plus en 1323, suivant la ratification faite en faveur d'Hugues d'Abzac, chevalier, son fils, d'une acquisition qu'il avait faite. On ignore le nom de sa femme et le nombre de ses enfants ; on sait seulement qu'il fut père de :

Hugues, d'Abzac II, dit le jeune, chevalier, mentionné dans un grand nombre d'actes depuis l'an 1319 jusqu'en 1357. Il est nommé dans un compte du trésor de l'an 1329, par lequel il paraît qu'ayant été condamné à 300 liv. par le sénéchal de Périgord, l'an 1328, il en paya seulement 90 liv. Il servait en 1340 en qualité de chevalier bachelier, avec sept écuyers, sous le gouvernement de M. Payen de Mailly, sénéchal de Périgord, capitaine et gouverneur de cette sénéchaussée. (Compte de Barthélemy du Droch.) Quelque temps après, ayant embrassé le parti anglais, Jean, fils et lieutenant du roi de France, confisqua tous les biens et rente qu'il avait tant dans la châtellenie d'Auberoche qu'à la Munzie, et les donna à Hélié de Sudor. Hugues d'Abzac quitta alors le Périgord, et se retira probablement, en Angleterre, où il demeura jusqu'à l'époque de la bataille de Poitiers. De retour en Périgord, vers l'an 1356 ou 1357, il bâtit le château de Montlatrue où il passa le reste de ses jours. Il fit son testament vers le même temps, c'est-à-dire vers l'an 1360, par lequel il laissa l'administration de ses biens et de ses enfants à Alais de la Cropte, dame sa femme, et institua Jean, son fils, son héritier universel. Il avait été marié deux fois ;

1.° avec Marguerite de Neuville, sœur (sans doute utérine) de Renaud de Born, seigneur de Hautefort et de Thénon, lequel, par acte du samedi après la fête de Saint-André 1333, promet de payer à Hugues d'Abzac, chevalier, la somme de 130 liv., à cause (dit-il) du restant de la dot de Marguerite de Neuville, sa sœur (de Renaud de Born) ;

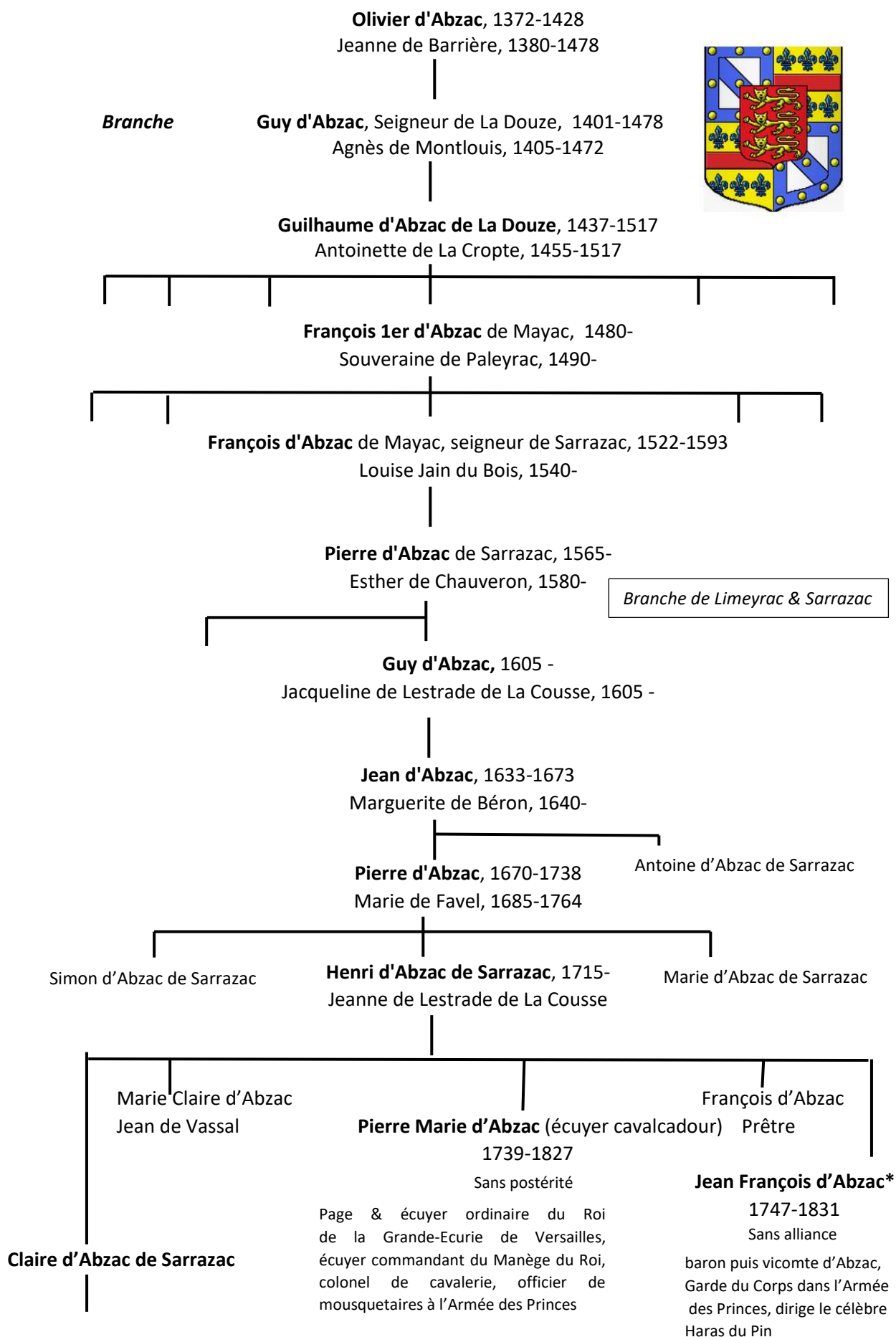
2.° avec Alais ou Alays de la Cropte, fils de noble Fortanier de la Cropte, damoiseau, laquelle était veuve en 1362, et vivait encore en 1366. Il provint de ce mariage deux enfants, nommés Jean et Guillaume d'Abzac, qui sont mentionnés dans le testament du même Fortanier de la Cropte, daté du 2 des ides de janvier 1367, et qui moururent bientôt après sans alliance.

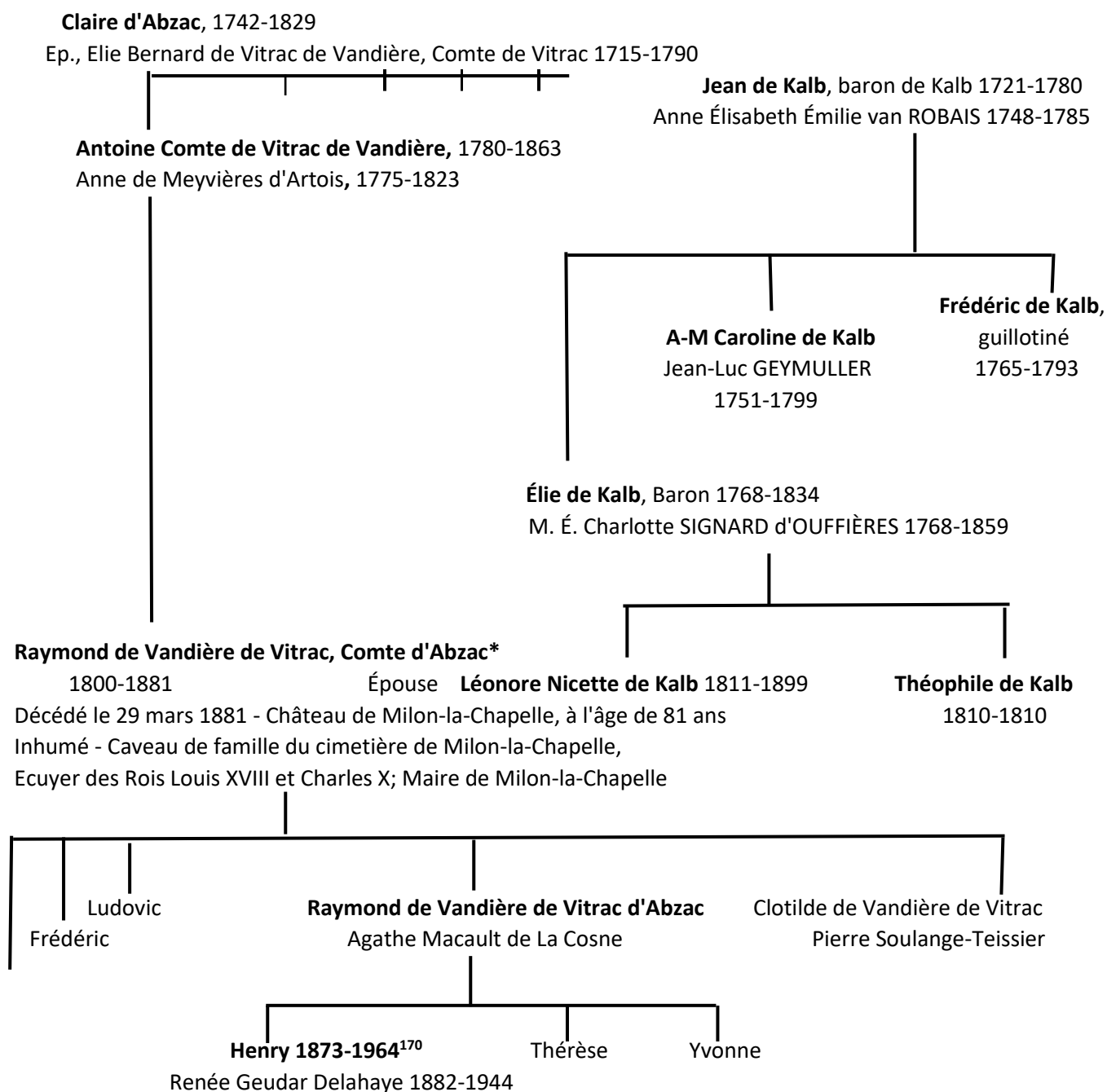
Hugues d'Abzac, 1220, chevalier, baron de Lanquais, seigneur d'Abzac
(Édifie la place forte d'Abzac sur la Dordogne) ép. Hélinette de Lanquais

Aimar d'Abzac, chevalier, seigneur de Doume (Sarlat, ou Domme?),
Sénéchal du Sarladais pour le Roi d'Angleterre ép. ?

Gui ou Hugues d'Abzac, 1338 + 1374 chevalier banneret, X en Guyenne sous Pierre de Marmande,
Consul-Maire de Périgueux (1345), Sénéchal du Périgord (mentionné par Barthélémy du Drac,
Trésorier des Guerres, avec 2 écuyers, ép. 05/1343 Jeanne de (La) Pradelle, dame de Beauregard
(sœur de l'Archevêque de Nicosie au Royaume de Chypre ?)

Adhémar d'Abzac, 1350-1414
Catherine de Wals dite de BONNIFACE 1350-1431



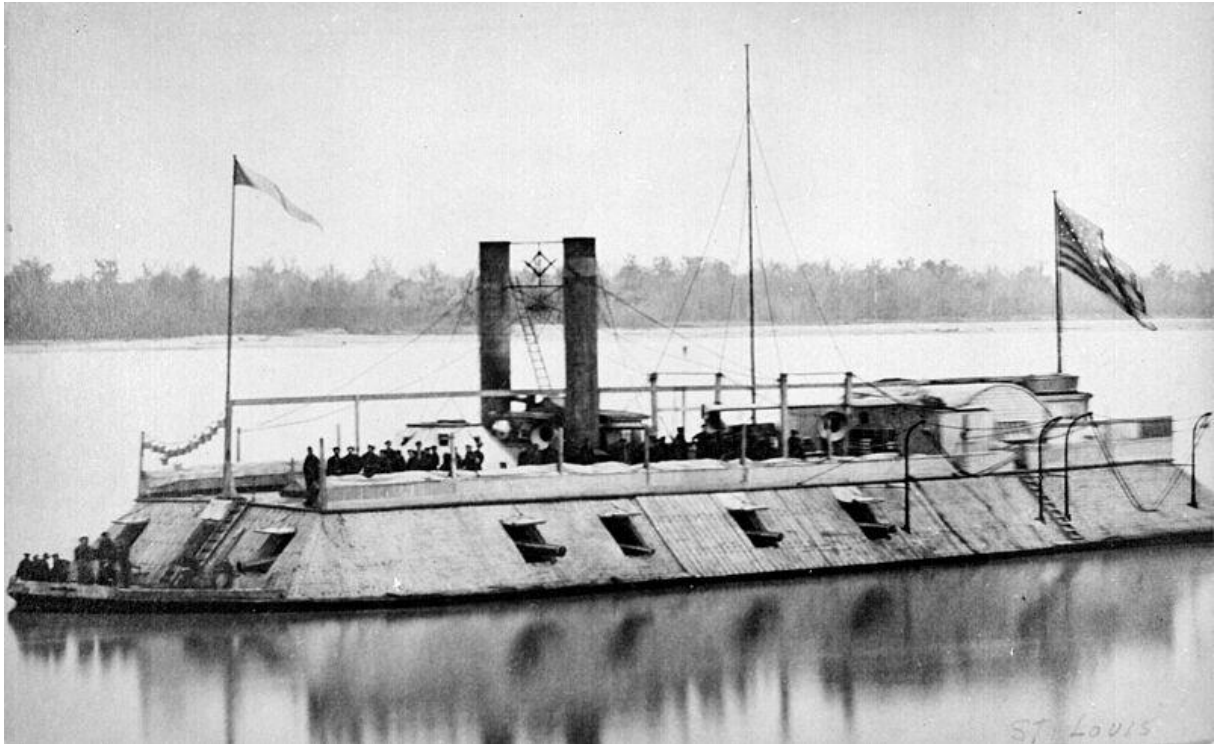


*Jean François d'Abzac est décédé sans descendance à Versailles le 16 juillet 1831, à 84 ans. Il a fait un testament à Versailles le 16 juillet 1827 suivi d'un codicille du même lieu en date du 10 juin 1830 par lequel il instituait son légataire universel en toute propriété à Raymond de Vandière de Vitrac, comte d'Abzac, son petit neveu, petit-fils de sa sœur Claire d'Abzac.

Document : *Le vicomte d'Abzac, écuyer mythique*. Gérard Vidal, Ed Les Impliqués 2018

¹⁷⁰ Descendance p.172

Annexe 2 : De Kalb dans la mémoire collective



Nous voyons ici l'USS Baron DeKalb, une canonnière de classe City, alors qu'il naviguait sur les rivières intérieures de l'Amérique du Nord. Né en janvier 1862, il a passé toute sa vie sur les rivières, sans jamais voir d'eau bleue. Déposé au chantier naval James B. Eads, à Saint-Louis, dans le Missouri, quelques mois seulement après le début de la guerre civile à Fort Sumter, il était l'une des sept canonnières à casemate à faible tirant d'eau et à propulsion arrière destinées d'abord à l'armée, puis à la flottille occidentale de canonnières de la marine. Cette force était le muscle de la marine américaine qui allait diviser la Confédération en deux.

Aux Etats-Unis le nom de De Kalb a une forte signification et donc son nom a servi à rebaptiser un navire pendant la première guerre mondiale de 14-18.

USS DeKalb, 1917-1919



1917, les Américains à Saint-Nazaire, l'ancien transport allemand Prince Eitel Frederic, rebaptisé De Kalb, photographie de presse Agence Rol.

L'USS DeKalb, un transport de troupes de 14 180 tonnes (déplacement), a été construit à Stettin, en Allemagne, en 1904 en tant que paquebot Prinz Eitel Friedrich. Il a été un croiseur auxiliaire de la marine allemande pendant les sept premiers mois de la Première Guerre mondiale, puis a été interné aux États-Unis. Saisi lorsque les États-Unis sont entrés dans le conflit en 1917, il a été remis à la marine, converti en navire de guerre au chantier naval de Philadelphie et rebaptisé DeKalb. Il a été mis en service en mai 1917 et un mois plus tard, il a aidé à transporter le premier contingent de troupes américaines dans la zone de guerre européenne. Enregistré plus tard sous le numéro d'identification 3010, il a continué son travail vital jusqu'à la fin des combats en novembre 1918. Pendant cette période, le DeKalb a effectué un total de onze voyages transatlantiques, transportant plus de onze mille hommes. Après l'Armistice, il a inversé le processus, ramenant plus de vingt mille soldats en huit voyages. L'USS DeKalb a été désarmé en septembre 1919 et transféré à l'U.S. Shipping Board.

En France, pendant la même période de cette guerre, le journal *le Temps* passe un article sur de Kalb,



avec la question de son origine allemande (prussienne) ou alsacienne. D'autant que nous retrouvons ce nom en Alsace.



Kalb

(Alsace)

D'or à chevron de gueules chargé de trois fleurs de lys d'argent.

Kegelin, 1790: Famille fort ancienne de Strasbourg, dont une rue (die Kalbsgassa, rue des vaux) porte encore le nom. Cunon Kalb eut deux fils, Hartong et Frédéric qui étoient membres du sénat de cette ville en 1229. Jean le vieux en



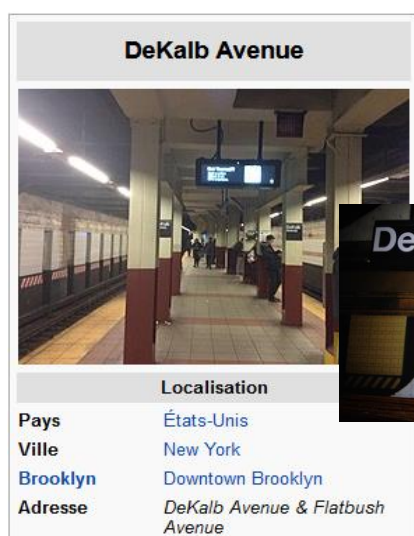
Kalb

Kegelin >

Document graphique

Les américains ont aussi souhaité donner le nom de DeKalb à des comtés et des villes en souvenir de son engagement pour la guerre d'indépendance des Etats Unis, mais malheureuses en y laissant sa vie.

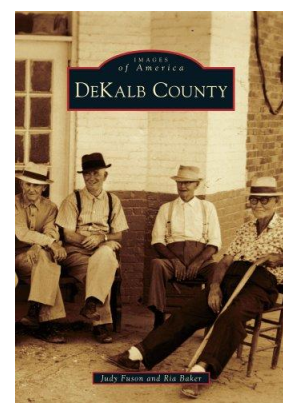
La ville de New York a donné le nom de DeKalb à une avenue avec une station du métropolitain.



Comté de DeKalb :

Six comtés des États-Unis portent le nom de comté de DeKalb (DeKalb County) :

- le comté de DeKalb, dans l'État de l'Alabama
- le comté de DeKalb, dans l'État de Géorgie
- le comté de DeKalb, dans l'État de l'Illinois
- le comté de DeKalb, dans l'État de l'Indiana



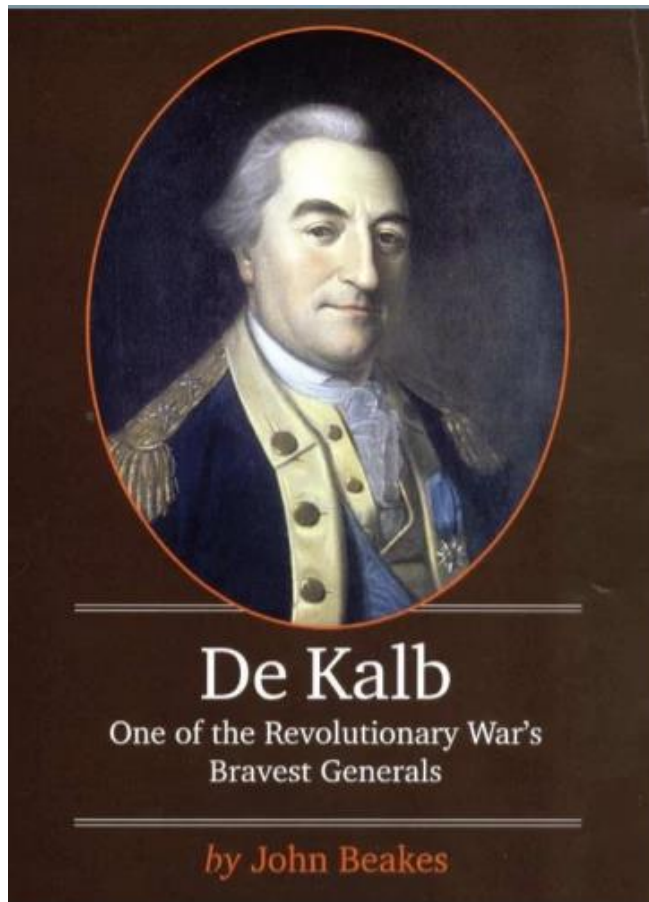
Ville aux Etats-Unis:

- DeKalb, une ville située dans l'Illinois ;
- DeKalb, une ville située dans l'État de New York;
- DeKalb, une ville située dans le Mississippi;
- DeKalb, une ville dans le Missouri.
- DeKalb, une ville située dans le Texas.

Son nom est aussi utilisé pour d'autres communications telles que le maïs Monsanto-Bayer mais aussi pour la musique disque de Blues.



Dernière publication 2019



Les gens qui ont vu les actions héroïques du major général Johann de Kalb lors de la bataille de Camden, en Caroline du Sud, le 16 août 1780, ne l'ont jamais oublié. Un soldat qui y a combattu a écrit cinquante-trois ans plus tard que de Kalb était «... peut-être l'homme le plus courageux qui ait jamais vécu». Saignement de onze blessures, de Kalb mourut trois jours après la bataille. Des officiers britanniques ont assisté à ses funérailles pour respecter un ennemi honoré. Les dirigeants américains ont parlé et écrit de leur haute estime.

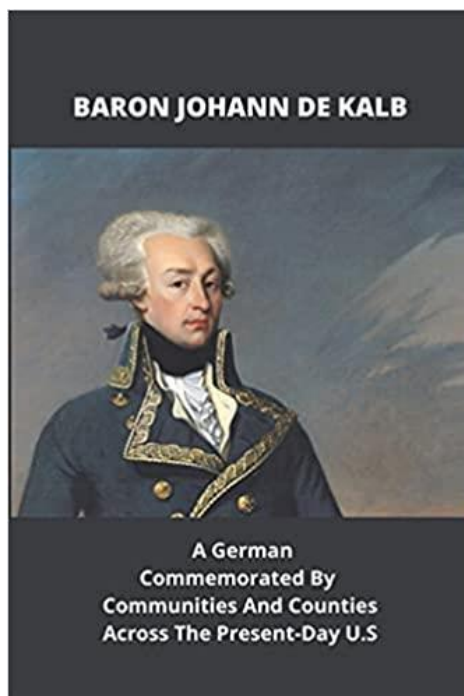
Le Congrès a autorisé une statue commémorative à Annapolis, la capitale du Maryland, dont il avait conduit les fils au combat. Cette biographie militaire raconte la vie et l'héritage de ce grand chef militaire. Il a tout donné pour nous. Nous devons nous souvenir de lui.

"Cet ouvrage est un ajout bien documenté et bienvenu à l'historiographie de la guerre d'indépendance. Johann de Kalb était un soldat professionnel, compétent



et largement inconnu, doté d'une vaste expérience européenne. Ses connaissances approfondies et son leadership ont été précieux pour la cause américaine, tout en illustrant les exigences prosaïques d'une grande partie du service militaire. Ses contributions constantes, discrètes et finalement héroïques ont été largement négligées jusqu'à l'excellente étude de John Beakes." - Joseph W. A. Whitehorne, historien militaire et auteur de *The Battle for Baltimore, 1814* ; *The Inspectors General of the United States Army, 1903-1939* ; *While Washington Burned : The Battle for Fort Erie, 1814* ; et d'autres livres sur l'histoire militaire.

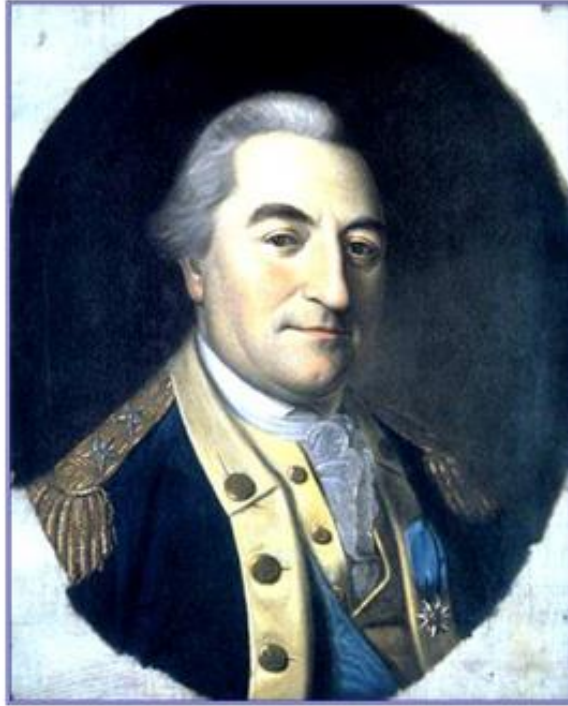
John Beakes, diplômé de l'United States Naval Academy a servi comme officier dans des sous-marins nucléaires, démontre une solide compréhension de la guerre européenne au XVIIIe siècle et comment elle a façonné les perspectives du jeune Johann de Kalb. Son livre est une contribution précieuse à notre compréhension de l'impact de l'expérience militaire européenne sur le développement de l'armée continentale et, par extension, de l'armée américaine. - Jim McIntyre, auteur de *British Light Infantry Tactics* et *Johann Ewald, Partisan Commander*.



Baron Johann De Kalb: A German Commemorated By Communities And Counties Across The Present-Day U.S: Effects Of The American Revolution.

de Leora Renner 2021 Éditeur : Independently published

Au XVIIIe siècle, il n'était pas inhabituel pour les professionnels d'un pays européen de se greffer à la culture d'un autre pays, que ce soit dans le domaine des arts, du gouvernement ou de l'armée, mais de Kalb s'est distingué dès son plus jeune âge en tant qu'Allemand fortement francophile.



Baron Jean de Kalb
1721 -1780

« Pourquoi Dieu nous a t-il refusé que ce
généreux étranger, qui vint des pays lointains
pour arroser de son sang l'arbre de la liberté, ait
assez vécu pour en goûter les fruits ! »

Georges Washington (1794)



N'oublions pas son épouse Anne Élisabeth Émilie van Robais de Kalb (1748-1785),
qui participa indirectement par les lettres reçues de son époux à transmettre les
informations nécessaires à la préparation du soutien de la France aux insurgents.

